

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N 52-53-54

Juillet - Août - Septembre 1989

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE** 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

## Sommaire

- ASSASSINAT DU Dr. GHASSEMLOU A VIENNE
- LA FRANCE ACCUEILLE 337 REFUGIES KURDES IRAKIENS
- L'IRAK RECONNAIT L'EVACUATION DES REGIONS KURDES
- TURQUIE : EXACTIONS DE L'ARMEE DANS LES PROVINCES KURDES
- A SIGNALER
- REVUE DE PRESSE

---

### ASSASSINAT DU Dr. GHASSEMLOU A VIENNE

**L**e 13 juillet vers 19h le leader kurde iranien Abdoul Rahman GHASSEMLOU, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien et deux autres personnalités kurdes, Abdoullah GHADERI, représentant du PDKI en Europe et Dr. Fadhel RASOUL, chercheur à l'Université de Vienne, membre de l'Institut Kurde, ont été assassinés à Vienne au cours des pourparlers de paix avec des émissaires du gouvernement iranien.

L'enquête devait très rapidement conclure à la responsabilité des autorités gouvernementales iraniennes dans ce triple meurtre. En fait, dès le 17 juillet, le rapport balistique, gardé secret pendant plusieurs semaines par le gouvernement autrichien, établissait que ces assassinats ont été perpétrés à bout portant par les membres de la délégation iranienne mandatés par M. Rafsandjani, participant à ces « négociations de paix » qui se sont avérées

être un piège pour abattre les personnalités kurdes.

Pour des raisons d'Etat non encore élucidées les autorités autrichiennes ont laissé les "émisaires" iraniens, y compris le chef de la délégation Sahraroudy, blessé au cours de la tuerie, regagner l'Iran.

Agé de 59 ans, universitaire de formation économiste, A.R. Ghassemlou avait, depuis l'âge de 16 ans consacré sa vie à la cause kurde. Après de longues années d'exil à Prague, Bagdad et Paris, il était rentré en Iran en 1978 pour diriger sur place l'action de son parti contre la monarchie. Après la chute du Shah en février 1979 le PDKI est devenu légal. En août 1979 A.R. Ghassemlou a été élu à l'Assemblée des experts chargée de la rédaction de la Constitution de la République iranienne. Il était en fait le seul élu laïc de cette Assemblée dominée par le clergé où il n'a d'ailleurs jamais pu assister: le jour même de sa réunion l'ayatollah Khomeiny décrétait la «guerre sainte» contre les Kurdes, accusés globalement d'être les «fils de Satan». Une guerre qui dure depuis et qui s'est beaucoup aggravée après le déclenchement, en septembre 1980, de la guerre Iran-Irak dont le Kurdistan fut l'un des principaux théâtres.

Partisan d'un règlement politique de la question kurde A.R. Ghassemlou, qui se battait pour un Kurdistan autonome dans le cadre d'un Iran démocratique, voulait saisir toute occasion pour faire cesser la guerre. Cet exceptionnel homme de paix et de dialogue dont

le rayonnement dépassait les frontières du Kurdistan et de l'Iran croyait qu'après la mort de Khomeiny il y avait une chance de trouver une issue négociée. Il a été victime de son optimisme et de la trahison des Iraniens.

Intellectuel de renom, chercheur, auteur de plusieurs ouvrages sur le Proche-Orient, homme de dialogue et rédacteur en chef d'une revue intitulée justement *Le Dialogue* éditée en arabe et diffusée dans de nombreux pays, Fadhil RASOUL qui a servi d'intermédiaire entre les Kurdes et les Iraniens a également été victime de sa volonté de paix et d'un avenir meilleur pour son peuple.

Ce triple meurtre a suscité une vive émotion dans toutes les parties du Kurdistan, dans la diaspora kurde et parmi les amis du peuple kurde. Plusieurs milliers de Kurdes de toutes origines et de toutes tendances politiques sont venus participer aux obsèques du Dr. Ghassemlou et d'Abdollah Ghaderi organisées par l'Institut Kurde. Le gouvernement français y a été représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner qui a fait l'éloge funèbre des martyrs au cimetière parisien de Père-Lachaise. De très nombreuses personnalités françaises et occidentales ont également pris part au deuil de la nation kurde. Le corps du Dr. Fadhil Rasoul, conformément à la volonté de sa famille a été rapatrié en Irak où il a été enterré dans sa ville natale de Souleimanieh. La presse a donné une large place à l'assassinat des dirigeants kurdes. Nous en publierons des extraits les plus significatifs dans un numéro spécial.

## LA FRANCE ACCUEILLE 337 REFUGIES KURDES IRAKIENS

**A** l'occasion de la Fête nationale et du Bicentenaire de la Révolution Française, le gouvernement français a décidé d'accueillir 337 réfugiés kurdes irakiens se trouvant depuis septembre 1988 dans des camps en Turquie.

Cette décision fait suite à la visite de Mme. Mitterrand, début mai 1989, dans les camps de réfugiés kurdes irakiens de Diyarbakir, Mardin et Muş. A cette occasion la Première Dame de France avait pu constater l'extrême dénuement et la détresse de ces rescapés de la



guerre chimique parqués derrière les barbelés, surveillés jour et nuit par l'armée turque. De nombreux réfugiés lui avaient remis des demandes d'asile politique en France. Et, pour l'essentiel, ce sont ces demandes qui ont été étudiées par les autorités françaises qui ont décidé de faire un geste symbolique en direction des Kurdes.

Ces heureux élus sont venus en France par 2 vols spéciaux, venant directement de Diyarbakir à Clermont-Ferrand. Le ministère de la Défense a bien voulu accueillir provisoirement ces réfugiés dans le camp militaire de Bourg Lastic, situé à environ 60 km de la capitale de l'Auvergne.

Tant la population locale que l'armée ont réservé un accueil chaleureux et fraternel à ces rescapés des bombardements chimiques de septembre 1988. De très nombreux bénévoles

kurdes et français se sont mis à la disposition de l'Institut Kurde et de la Fondation France-Libertés pour faciliter l'accueil et l'insertion des réfugiés kurdes. Les administrations, en particulier la Préfecture d'Auvergne, la cellule d'urgence du ministère des Affaires sociales, le ministère du Budget, la DDASS, ainsi que les organisations caritatives ont fait preuve d'un grand élan de solidarité. De hautes personnalités comme Mme. Mitterrand, M. Charasse, ministre du Budget, Mme. Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, le Maire et le Préfet de Clermont-Ferrand ont rendu visite aux réfugiés et leur ont apporté un précieux réconfort moral.

Grâce à cet extraordinaire élan de solidarité et à la volonté des réfugiés de recommencer une vie nouvelle, le problème de leur insertion dans la société française devrait trouver une solution rapide et satisfaisante.

## L'IRAK RECONNAIT L'EVACUATION DES REGIONS KURDES

**A**près des années de dénégations le gouvernement a reconnu le 26 juin l'évacuation des régions kurdes de leur population rurale. L'agence officielle irakienne IRNA a, en effet, dans un communiqué gouvernemental annoncé la création d'une «zone isolée et inhabitée de 1200 kilomètres sur 30 kilomètres» sera créée le long des frontières avec la Turquie et l'Iran.

Cette annonce est intervenue à un moment où ce "projet" était en fait depuis longtemps réalisé. Après les premières destructions de villages kurdes entreprises dès 1976, l'exécution de ce plan de dékurdisation du Kurdistan irakien et de la destruction de sa paysannerie s'est accéléré au cours de l'année 1988 où les derniers villages reculés ont été «nettoyés» par des attaques aériennes aux armes chimiques. En 1989, ce fut le tour des

bourgades et des villes frontalières d'être évacuées et rasées. L'opération la plus spectaculaire a été la destruction en juin dernier de Qala Diza, une ville de 120.000 habitants entièrement rayée de la carte.

Ce soi-disant "cordon de sécurité" qui constitue le plus grand *no man's land* du monde n'est pas, comme l'affirme le gouvernement irakien, circonscrit à une largeur de 30 km. Il s'étend à toute la campagne kurde, les villages et localités kurdes situés à 150 km ou 200 km de la frontière qui ont été détruits se comptent par centaines. Leurs habitants sont déportés vers des camps de regroupement, appelés pompeusement "cités nouvelles", qui comptent à l'heure actuelle environ 1,5 million de Kurdes déracinés, arrachés à leur terre, à leur vie économique, culturelle et spirituelle traditionnelle.

Pour réduire l'impact sur l'opinion publique de cette politique de destruction de l'entité géographique et nationale kurde, le gouvernement irakien s'est livré début septembre à une vaste opération de propagande. Environ 250 journalistes de tous les continents ont été invités à grands frais par Bagdad pour assister aux «élections dans la région autonome kurde». Des journalistes appâtés par la promesse d'une liberté totale de circulation au Kurdistan, n'ont en fait pu que se rendre en convois hautement encadrés et surveillés dans l'une ou l'autre des 5 principales villes

kurdes non touchées par les destructions. Au-delà de la mascarade des élections dans un pays dévasté où les partis politiques kurdes ainsi que toute opposition arabe sont interdits, les journalistes ont tout de même pu, au cours du trajet, se rendre compte de l'ampleur de la destruction du Kurdistan irakien.

La censure irakienne a confisqué les films de certains journalistes, elle n'a cependant pas pu empêcher la presse écrite de publier des témoignages accablants sur le martyre du peuple kurde en Irak.

## TURQUIE : EXACTIONS DE L'ARMÉE DANS LES PROVINCES KURDES

**S**ous couvert de la lutte contre «le terrorisme», l'armée turque se livre à des exactions et terrorise la population civile kurde.

Au cours des derniers mois une soixantaine de villages des provinces de Siirt et de Hakkari, proches de la frontière irakienne, ont été évacués par les militaires. Dans la province de Mardin, qui jouxte la Syrie, les troupes turques ont lancé le 19 juillet une vaste opération aéroportée autour du Mont Djoudi. Toute la région a été vidée de ses habitants, puis passée au peigne fin. La presse turque a fait état d'usage de napalm, de défoliants, voire de gaz toxiques et innervants au cours de cette opération dite de «nettoyage». Elle a aussi évoqué les témoignages sur les passages à tabac, les tortures et les exécutions sommaires perpétrées par les militaires.

Parmi les nombreux cas de mort, pour le moins suspecte, cités dans la presse celui d'Osman Esendemir, trouvé mort et atrocement mutilé le 3 juin, juste au lendemain de sa garde à vue décidée par le major Oktay Tekin, a suscité une vive plémique au Parlement (cf. le quotidien Cumhuriyet du 7.7.89). Tous les

habitants du village Findik, dont O. Esendemir était originaire, sont pratiquement assignés à résidence. Depuis 5 ans il leur est interdit de sortir la nuit dans la rue, de se rendre dans leurs champs sans l'autorisation des militaires qui ont confisqué tous les papiers d'identité des habitants de ce village qui ne peuvent pas aller en ville ou dans un autre village du voisinage sans autorisation préalable. Les paysans qualifient leur village de «prison à ciel ouvert» et finissent par vendre leurs maigres biens pour aller s'installer dans les provinces turques loin de l'arbitraire de la loi martiale et de la terreur qui sont le lot quotidien de la population du Kurdistan (cf. le quotidien Cumhuriyet, 6.7.1989).

Le 16 septembre dans un communiqué laconique, l'armée avait annoncé la mort de «9 terroristes du PKK» près du village de Derebasi, à proximité de la ville frontalière de Silopi. Les habitants de ce village sont venus manifester devant la sous-préfecture de Silopi pour dénoncer ce mensonge et démontrer que 6 des 9 suppliciés étaient des civils innocents de leur village, sans lien aucun avec la guérilla. Il s'agit des deux bergers du village et de 4

jeunes gens exécutés alors qu'ils transportaient leur récolte vers le marché de Silopi. Une unité de la police spéciale est intervenue avec brutalité pour disperser la foule des manifestants osant mettre en doute les affirmations officielles. Deux paysans ont été blessés et 3 journalistes des quotidiens *Hürriyet* et *Milliyet* qui prenaient des photos ont été tabassés par les policiers qui leur ont confisqué leur pellicule (cf. *Cumhuriyet* du 20.9.89).

L'armée et la police tentent d'intimider par tous les moyens les témoins de leurs exactions, en particulier les journalistes, les avocats et les médecins. Le 2 septembre, l'avocat Zübeyr Aydar du barreau de Siirt, ancien

président de la fédération de Siirt du Parti populiste social-démocrate et son collaborateur Mehmet Ali Sevilgen ont été «bannis des provinces de l'Est pour trouble à l'ordre public». Leur crime: défendre les personnes victimes des exactions et de la torture. Le 8 septembre, le docteur Abdullah BOLCAL, médecin-chef de l'hôpital de Cizre, dans la province de Mardin, a été longuement torturé par les forces militaires qui ont, le 21 septembre, mis fin à ses fonctions pour «avoir soigné un terroriste».

On estime à plus de 3 millions de personnes le nombre de Kurdes qui, depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, ont dû fuir le terrorisme d'Etat sévissant au Kurdistan pour aller s'installer dans les provinces turques.

## A SIGNALER

- **LES KURDES CHEZ FRED.** Frédéric Mitterrand a consacré son émission "Du côté de chez Fred" du vendredi 15 septembre aux Kurdes. Préparée en collaboration avec l'Institut Kurde cette émission d'une heure diffusée sur *Antenne 2* a permis à un large public de s'informer sur les Kurdes, leur culture, leur musique et leur situation actuelle. Parmi les participants à l'émission: Jean BERTOLINO, Gérard CHALIAND, Chris KUTCHERA, Kendal NEZAN, Ismet Chérif VANLY, et Dr. Florence VEBER, le chanteur ŞIVAN et SHAHLA ont animé la partie musicale de l'émission qui a rencontré un vif intérêt auprès du public français.

- **NOUVELLE EDITION DE MEM Û ZÎN.** L'Institut Kurde vient d'éditer le chef d'oeuvre du poète classique kurde du XVIIème siècle Ehmedê Xanî. Cette édition établie, introduite, annotée et commentée par notre collègue Hejar, connu dans tout le Kurdistan par ses oeuvres poétiques et par son érudition dans le domaine des traductions et

de l'édition critique des oeuvres classiques, est considérée par les spécialistes comme un texte de référence.

\* Edition courante, 370 pages en kurde caractères arabes, 100F.

\* Edition de luxe, reliée, tirage limité: 200F.

- **ŞIVAN AU CONCERT DU 19 AOUT.** Le chanteur kurde Şivan a participé au grand concert de musique organisé à l'occasion de l'inauguration de l'Arche de La Défense dans le cadre des festivités du Bicentenaire de la Révolution Française. Ce concert exceptionnel donné devant une foule de 15.000 personnes, rassemblées sur le parvis de La Défense, était retransmis en direct par *Antenne 2* et plusieurs chaînes de télévision étrangères. C'est la première fois qu'un chanteur kurde prenait part à une manifestation de cette ampleur. Il a chanté l'émouvante élégie qu'il a composée pour les victimes de Halabja, cette petite ville kurde où en quelques minutes 5000 civils kurdes furent tués par les gaz chimiques.

## La Revue de Presse en bref

NOUVEL AN KURDE - TRAIT D'UNION -  
Juin-Juillet 1989.

"ZONE INHABITEE" : L'Irak lance une sévère mise en garde à l'Iran, pour son "immixtion dans les affaires intérieures irakiennes", et accuse le Président iranien d'adopter une attitude "mensongère et sournoise", (A.F.P. 1.07.89).

TURQUIE-KURDES : RECRUESCENCE DES AFFRONTMENTS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE, (A.F.P. 3.07.89).

TURQUIE-KURDES : ARRESTATION DE 13 SEPARATISTES KURDES: deux assassins d'un journaliste turc et onze membres du PKK (A.F.P. 4.07.89).

LE MARTYRE DU PEUPLE KURDE - IRAK : "CORDON DE SECURITE" de 1 200 Km. Malheureux peuple kurde ! Il paye aujourd'hui la victoire de l'Irak sur l'Iran. Bagdad, pour éviter une reprise toujours possible de la guérilla, s'isole derrière un formidable "no man's land" : 1 200 Km sur 30 de profondeur en rasant, à quelques exceptions près, villes, villages, hameaux. Une brutalité qui n'est pas sans rapport avec les méthodes employées par le dictateur roumain vis-à-vis des minorités hongroises. (OUEST-FRANCE 4.07.89).

DANIELLE 1ère, REINE DES KURDES. (RIVAROL 21.07.89).

TURQUIE-REFUGIES : APPEL A DANIELLE MITTERRAND D'UN KURDE D'IRAK REFUGIE EN TURQUIE. C'est l'un des 16 000 Kurdes irakiens réfugiés à MARDIN (Turquie) qui demande à Madame Danielle MITTERRAND d'examiner les demandes d'asile politique en France. Ils vivent depuis onze mois sous des tentes sans aucune aide internationale. (A.F.P. 6.07.89).

LES KURDES ET L'AMBASSADE D'IRAN. (LE QUOTIDIEN DE PARIS 8.07.89).

TREIZE KURDES ARRETES PAR LA POLICE TURQUE A MARDIN, soupçonnés d'appartenir au PKK. (LIBERTE 6.07.89).

TURQUIE-KURDES - AFFRONTMENTS DANS LE SUD-EST DU PAYS : 5 MORTS (A.F.P. 10.07.89).

FRANCE-KURDES-TURQUIE : LA FRANCE VA

ACCUEILLIR 300 KURDES IRAKIENS REFUGIES EN TURQUIE. Ceci a été décidé pour des raisons "humanitaires" et annoncé par le Ministère des Affaires Etrangères dans un communiqué. (A.F.P. 12.07.89).

TURQUIE-KURDES-FRANCE: SATISFACTION A ANKARA APRES LA DECISION FRANCAISE D'ACCUEILLIR 300 KURDES IRAKIENS REFUGIES EN TURQUIE. La Turquie accueille "avec satisfaction cette manifestation positive de solidarité", et espère que ce serait un "exemple pour les autres pays". (A.F.P. 13.07.89).

TURQUIE : LA FRANCE VA ACCUEILLIR 300 REFUGIES KURDES IRAKIENS. (TELEGRAMME DE BREST 13.07.89).

DES PAINS EMPOISONNES LIVRES AUX REFUGIES KURDES EN TURQUIE. Interview à l'agence de presse américaine (U.P.I.).

LA FRANCE VA ACCUEILLIR 300 KURDES IRAKIENS REFUGIES EN TURQUIE. (LE MONDE 14.07.89).

M. CHEVENEMENT A VOULU AMELIORER LES RELATIONS FRANCO-TURQUES. Il a achevé le 11 juillet une visite officielle en Turquie de deux jours, dont il a souhaité "qu'elle concrétise le rapprochement franco-turc"...(Le Monde, 14.7.89).

TURQUIE-KURDES : TROIS TUES ET HUIT BLESSES LORS D'UN ACCROCHAGE ENTRE FORCES DE L'ORDRE ET GUERILLEROS KURDES. (A.F.P. 18.07.89).

IRAN-REFUGIES : MILLE CINQ CENT KURDES IRAKIENS ONT TRAVERSE LA TURQUIE VERS L'IRAN, SELON L'AGENCE IRANIEN IRNA (A.F.P. 19.07.89).

TURQUIE-REFUGIES : DECEPTION DES KURDES IRAKIENS APRES LA DECISION FRANCAISE D'ACCUEILLIR 300 REFUGIES. (A.F.P. 20.07.89).

GRANDE-BRETAGNE - IRAK. LA BAe ENVISAGE LA VENTE D'AVIONS A L'IRAK; (A.F.P. 20.07.89).

TURQUIE : ONZE MORTS, DONT TROIS MILITAIRES. MULTIPLICATION DES ACCROCHAGES ENTRE L'ARMEE ET LES SEPARATISTES KURDES

DU P.K.K. (LE MONDE 20.07.89).

IRAK-IRAN-FRANCE : LA FRANCE N'A PAS ACCEPTE JUSQU'A PRESENT DE RECONSTRUIRE LE REACTEUR NUCLEAIRE IRAKIEN, SELON TAREQ AZIZ (AFP, 10.8.89).

POUR LES KURDES : LE RETOUR AU PAYS PASSE PAR LA DEMOCRATIE. Les Kurdes de DREUX viennent de monter un efficace groupe folklorique : une manière de ne pas oublier les traditions d'un peuple sous l'emprise d'une dictature (Echo Républicain, 20.7.89).

TURQUIE-REFUGIES : DES CONDITIONS DE VIE TOUJOURS AUSSI PRECAIRES POUR LES REFUGIES KURDES D'IRAK. Rassemblés dans des camps de "résidence temporaire", ils essaient de vivre "au jour le jour", sans statut et sans ressources. (A.F.P. 21.07.89).

INCOMPREHENSION : KURDES : LE RISQUE DE LA VIOLENCE. (NORD ECLAIR 21.07.89).

KURDES : Les pouvoirs de l'armée vont être renforcés dans l'Est de la Turquie pour lui permettre de lutter plus efficacement contre les kurdes. (L'INDEPENDENT 21.07.89).

IRAK : UN NO MAN'S LAND ANTI-KURDES. L'IRAK a annoncé le 26 juin dernier la création d'une vaste "zone isolée et inhabitée" aux frontières iraniennes et turques, une initiative qui vise principalement les populations kurdes. (LE QUOTIDIEN de Paris 4.07.89).

LE GOUVERNEMENT DE BAGDAD FACE A LA REBELLION. LES KURDES D'IRAK, PERSONNES DEPLACEES. Au nom d'une revendication autonomiste, le peuple kurde mène, de longue date, une guérilla sporadique dans les montagnes de Turquie, d'Iran et d'Irak. Assassiné à Vienne la semaine dernière, le chef des Kurdes d'Iran, Abdel Rahman GHASSEMLOU, a été inhumé, jeudi 20 juillet, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. En Irak, les autorités poursuivent les déplacements des populations kurdes. (LE MONDE 22.07.89).

TURQUIE : CONDITIONS DE VIE DES REFUGIES KURDES D'IRAK: DES TENTES AU MILIEU DES ORDURES. Un an après leur arrivée en Turquie, les conditions de vie des réfugiés Kurdes d'Irak sont toujours aussi précaires. (QUOTIDIEN DE LA REUNION 22.07.89).

TURQUIE-KURDES : PRES DE 600 MORTS EN DEUX ANS D'AFFRONTMENTS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (A.F.P. 24.07.89).

LES FILS DE 89 ... CINQ CENT CINQUANTE JEUNES, VENUS DE QUATRE-VINGTS PAYS, ONT TRAVAILLE A L'ELABORATION D'UNE NOUVELLE DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME. ELLE SERA PUBLIEE A PARIS DANS UN MOIS (FIGARO, 24.7.89).

KURDES-MANIFESTATION : RASSEMBLEMENT D'OPPOSANTS KURDES DEVANT LE CONSULAT DE TURQUIE A PARIS. (A.F.P. 25.07.89).

FRANCE-KURDES : DEPART SAMEDI POUR LA TURQUIE D'UNE MISSION FRANCAISE CHARGEE D'ORGANISER LA VENUE EN FRANCE DE 300 REFUGIES KURDES. (A.F.P. 26.07.89).

LE KURDISTAN VIENT D'OUVRIR SES PORTES, AUXERRES. Un sociologue aux fourneaux, kurde de surcroit, vient d'ouvrir un restaurant, rue du Pont. Une nouvelle touche dans la palette des restaurants auxerrois (L'YONNE REPUBLICAINE 26.07.89).

MALGRE L'ABSENCE DE PREUVES, PERPETUITE POUR L'ASSASSIN D'OLOF PALME. (LA CROIX 29.07.89).

LE PRESIDENT DE L'UNEF CHASSE LE L'AMBASSADE D'IRAK. (L'HUMANITE 29.07.89)

KURDES-FRANCE-TURQUIE : 300 REFUGIES KURDES DES IRAKIENS DEVRAIENT QUITTER LA TURQUIE POUR LA FRANCE LA SEMAINE PROCHAINE. (A.F.P. 29.07.89).

FRANCE-KURDES-TURQUIE : UNE MISSION FRANCAISE EN TURQUIE POUR L'ACCUEIL DE 300 KURDES IRAKIENS. (A.F.P. 30.07.89).

ROUMANIE - IRAK. (LE PEUPLE BRETON JUIL. AOUT 1989).

LA FRANCE PRETE A ACCUEILLIR 300 KURDES IRAKIENS. (CENTRE PRESSE 31.07.89).

KURDES ASSASSINES : MISE EN GARDE IRANIENNE ENVERS L'AUTRICHE. (LIBERATION 31.07.89).

MEURTRE D'OLOF PALME : PERPETUITE POUR PETERSSON. (LA LIBERTE DU MORBIHAN 28.07.89).

REFUGIES KURDES. (VAR MATIN 31.07.89).

FRANCE-KURDES-TURQUIE : 300 KURDES IRAKIENS REFUGIES EN TURQUIE ATTENDUS CETTE SEMAINE EN FRANCE. (A.F.P. 31.07.89).

TURQUIE-FRANCE-KURDES : DEPART D'UN PREMIER GROUPE DE 183 KURDES IRAKIENS POUR LA FRANCE (AFP, 1.8.89).

MONSIEUR CHEVENEMENT SOULIGNE LA PARTICIPATION DES ARMEES A L'ACCUEIL DES REFUGIES KURDES, "en mettant à disposition des logements situés dans un domaine militaire à Bourg Lastic, près de Clermont-Ferrand". (A.F.P. 1.08.89).

DEPART ET ARRIVEE D'UN PREMIER GROUPE DE 180 KURDES MARDI A CLERMONT-FERRAND. Le second contingent devrait arriver jeudi. (A.F.P. 1.08.89).

AUVERGNE-LIBERTE POUR 183 KURDES, DONT 117 ENFANTS. - AUVERGNE TERRE D'ASILE : La paix au pays des volcans pour 183 réfugiés kurdes. Vingt quatre heures pour s'organiser. (LA MONTAGNE Centre-France 2.08.89).

LA FRANCE ACCUEILLE DES KURDES. 183 KURDES IRAKIENS, REFUGIES EN TURQUIE DEPUIS SEPTEMBRE 1988, VONT ETRE RECUS A CLERMONT-FERRAND. (LIBERATION 2.08.89).

TURQUIE : TROIS CENTS REFUGIES KURDES IRAKIENS S'APPRESENTENT A PARTIR POUR LA FRANCE. (LE MONDE 2.08.89).

LES KURDES IRAKIENS ACCUEILLIS PAR LA FRANCE SONT HEBERGES DANS UN CENTRE DE L'ARMEE DU PUY-DE-DOME, à Bourg Lastic où ils resteront pendant deux mois. Ces réfugiés font partie des trois cents que le gouvernement s'était engagé à prendre en charge à la demande de la Fondation France-Libertés, de Mme MITTERRAND. Un second groupe est attendu jeudi. (LE MONDE 3.08.89).

LES FRERES DE L'OUEST ET CEUX DE L'EST. (LE MONDE 3.08.89).

ENQUETE : LA QUETE D'UNE IDENTITE ET LES ASPIRATIONS A LA MODERNITE. KURDES DE COEUR, TURCS PAR RAISON. Les Turcs redoutent que l'expression d'une culture kurde porte en germe des risques de division. Pourtant, tout en revendiquant leur héritage culturel, les Kurdes de Turquie se reconnaissent dans une République garante de leur développement. (LE MONDE 3.08.89).

LIBERTE CULTURELLE ET DEMOCRATIE. (LE MONDE 3.08.89).

REFUGIES. (SUD OUEST 4.08.89).

ARRIVEE DU SECOND GROUPE DE REFUGIES KURDES IRAKIENS DANS LE PUY-DE-DOME. (REPUBLIQUE DES PYRENEES 4.08.89).

DES KURDES MANIFESTENT A LA TOUR EIFFEL. Ils manifestent contre "le génocide au Kurdistan. (NICE MATIN 7.08.89).

UN KURDISTAN SANS GUERRE RENAIT A LASTIC. (MONTAGNE 9.08.89).

LA D.S.T. CHERCHERAIT A INFILTRER LA COMMUNAUTE REGIONALE : REIMS : PERQUISITION CHEZ UNE FAMILLE KURDE. (L'UNION 9.08.89).

FRANCE, TERRE D'ACCUEIL : UN PETIT COIN DE KURDISTAN AU COEUR DE L'Auvergne. Chassés de leurs villages de l'Est irakien en septembre 1988 par les attaques aux armes chimiques de l'armée irakienne, 337 Kurdes ont trouvé refuge au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme). Le retour à la vie après le martyre et l'exil ... (MIDI LIBRE 10.08.89).

DES KURDES EN AUVERGNE : "ICI, IL N'Y A PAS DE NAPALM". Trois cent trente sept réfugiés kurdes viennent d'arriver en Auvergne. Au camp militaire de Bourg-Lastic, ils réapprennent lentement le dialogue et la liberté. Loin des bombes, l'association "France-Liberté" les aide à s'adapter dans leur pays d'accueil. (LE PROGRES 11.08.89).

RENAITRE ENFIN A LA VIE DANS UN MONDE DE PAIX, 334 REFUGIES KURDES IRAKIENS AU CAMP DE LASTIC. (LE SEMEUR HEBDO 11.08.89).

L'Auvergne terre d'accueil : 154 REFUGIES KURDES A BOURG-LASTIC. (AUVERGNAT DE PARIS 12.08.89).

AU COEUR DE L'Auvergne UN COIN DE KURDISTAN ... POUR LES 337 REFUGIES HEBERGES AU CAMP MILITAIRE DE BOURG-LASTIC, UNE AUTRE VIE VIENT DE COMMENCER, LOIN DE LA GUERRE. (NICE MATIN 14.08.89).

2 000 KURDES EMPOISONNES. C'EST LA REVELATION DE DEUX MEDECINS BRITANNIQUES, APRES L'ANALYSE D'ECHANTILLONS PRELEVES DANS DES CAMPS DE REFUGIES EN TURQUIE. (DEPECHE DE DIJON 15.08.89).

EN FRANCE, ILS OUBLIENT LEURS VILLAGES DETRUIITS. (FRANCE-SOIR 12.08.89).

2 222 REFUGIES KURDES DELIBEREMENT EMPOISONNES. (PARIS NORMANDIE 16.08.89).

VISITE AUX REFUGIES KURDES. Michèle ANDRE, secrétaire d'Etat chargée des Droits des femmes, a rendu visite aux réfugiés kurdes de Bourg-Lastic. (COURRIER DE L'OUEST 16.08.89).

LES MILITANTS KURDES CESSENT LEUR GREVE

DE LA FAIM. (LYON MATIN 19.08.89).

L'IRAK ET LES KURDES. Odai Al-Tayi, conseiller de presse de l'ambassade de la République d'Irak, nous écrit au sujet de la politique irakienne dans la région du Kurdistan. (LA CROIX 22.08.89).

SOLIDARITE DU RLP AVEC LES KURDES EN GREVE DE LA FAIM. (DRAPEAU ROUGE 23.08.89).

UNE CINQUANTAINE DE KURDES EN GREVE DE LA FAIM DEVANT L'UNESCO. (EST ECLAIR 23.08.89).

TURQUIE -PRISONS. LES PEINES ET TRAITEMENTS INHUMAINS VONT ETRE INTERDITS. (A.F.P. 24.08.89).

LA TURQUIE FERME SES PRISONS AUX ENQUETEURS : DETENUS INVISIBLES. (LIBERTE 24.08.89).

FESTIVITES : AUJOURD'HUI A BOURG-LASTIC FETE DES REFUGIES KURDES. Toute la population locale est cordialement invitée. (MONTAGNE 24.08.89).

TURQUIE : LES "DIX" DE DIJON EN GREVE DE LA FAIM. (LE BIEN PUBLIC 24.08.89).

KURDISTAN : LES 25 MILLIONS DE KURDES VEULENT UN PARLEMENT EN EXIL. (MIDI LIBRE 24.08.89).

MON VILLAGE KURDE EN AUVERGNE. Ils ont fui leur pays ravagé par les bombes et la France les a recueillis. Quarante-neuf familles kurdes doivent à Mme MITTERRAND d'avoir trouvé refuge au camp de Bourg-Lastic avant leur insertion définitive. Le rêve de ces paysans encore traumatisés par la guerre et l'exode : s'installer à la campagne, en Auvergne ou dans les Pyrénées, et tout recommencer. (V.S.D. 24.08.89).

KURDES - GREVE. FIN DE LA GREVE DE LA FAIM DES KURDES A PARIS, STRASBOURG et DREUX (A.F.P. 25.08.89).

UNE DIASPORA KURDE EN AUVERGNE. 336 Kurdes d'Irak ont trouvé refuge dans le Puy-de-Dôme. Fidèle à sa tradition, le camp de Bourg-Lastic les accueille pour deux mois. Au-delà, c'est l'inconnu... (PELERIN MAGAZINE 25.08.89).

AVEC LES KURDES EN EXIL ... Cet été, 315 réfugiés kurdes ont été accueillis par la France. Ils nous ont raconté leur enfer ...et leurs espoirs au seuil d'une nouvelle vie. (INFO MAGAZINE 4.09.89).

TURQUIE-KURDES. UN MILITAIRE TUE PAR DES "TERRORISTES SEPARATISTES", SELON ANATOLIE. (A.F.P. 26.08.89).

LE HAUT-COMMISSAIRE AUX REFUGIES DEMANDE A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE UN EFFORT FINANCIER. (NORD LITORAL 25.08.89).

A PROPOS DE LA GREVE DE LA FAIM DES KURDES. Après la décision du maire d'annuler le spectacle d'Arlequin, suite à la grève des Kurdes, les réactions sont nombreuses. (REPUBLIQUE DU CENTRE 26.08.89).

L'ACCUEIL DES AUVERGNATS AUX REFUGIES KURDES. Les auvergnats ont le sens de l'accueil ; ils viennent de le prouver une nouvelle fois en exprimant leur solidarité avec 315 réfugiés kurdes. (AUVERGNAT DE PARIS 26.08.89).

STRASBOURG : LES KURDES CESSENT LEUR GREVE DE LA FAIM. (REPUBLICAIN LORRAIN 26.08.89).

LES 48 KURDES QUI FAISAIENT LA GREVE DE LA FAIM A PARIS POUR SOUTENIR LES GREVISTES DE LA FAIM DES PRISONS TURQUES ONT MIS FIN HIER A LEUR MOUVEMENT. (VAR MATIN 26.08.89).

CHYPRE-IRAN-KURDES. UNE ORGANISATION KURDE ACCUSE LES "AGENTS DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE" DU MEURTRE D'UN IRANIEN A LARNACA. (A.F.P. 27.08.89).

KURDES : SOUTIEN DES VERTS. (LE PROGRES 26.08.89).

SPLEEN KURDE EN AUVERGNE. Plus de trois cents réfugiés kurdes réapprennent à vivre au coeur de l'Auvergne, en rêvant à un hypothétique retour au pays. (HAUTE MARNE LIBERTE 27.08.89).

TURQUIE-KURDES. DEUX ATTAQUES "TERRORISTES" DANS LE SUD-EST : UN MORT ET QUINZE ENLEVEMENTS. (A.F.P. 28.08.89).

DROITS DE L'HOMME - KURDES. PRES DE LA MOITIE DU KURDISTAN IRAKIEN A ETE REPEUPLE PAR DES POPULATIONS ARABES, SELON M. BARZANI. (A.F.P. 29.08.89).

TURGUT OZAL MENACE LES KURDES. LE PREMIER MINISTRE TURC A LANCE HIER UN Avertissement A CEUX QUI ABRITENT DES BASES KURDES. (LIBERATION 29.09.89).

IL INCARNE L'ESPOIR POUR 23 MILLIONS DE KURDES : LE FILS DU DEUIL SE LAISSE MOURIR DE FAIM. C'est le dernier combat que peut livrer Ali Ghazi, au fond d'une prison irakienne. (FRANCE SOIR 29.08.89).

KURDES : Marie-France STIRBOIS REAGIT. (REPUBLIQUE DU CENTRE 29.08.89).

LA SEMAINE DU GOURMET MASQUE. (SEPT A PARIS 30.08.89).

LA REDACTION D'UNE CONVENTION INTERDISANT LES ARMES CHIMIQUES A SENSIBLEMENT PROGRESSE. (LE MONDE 31.08.89).

KURDES : UN TEMOIGNAGE. CHASSES DE SUISSE, TORTURES EN TURQUIE. Une Chaux-de-Frontière a retrouvé dans l'Est de la Turquie la trace de requérants d'asile refoulés, qui ont été arrêtés et questionnés à l'électricité. (L'HEBDO 31.08.89).

PROVERBES KURDES. (LA CROIX 31.08.89).

IRAK : UN KURDE EN GREVE DE LA FAIM. Le fils de l'ex-président de la République Kurde est retenu à Bagdad sans raison depuis trois ans. (LIBERATION 31.08.89).

LES KURDES TIENNENT ENCORE TETE. L'Irak a décidé d'en finir avec sa Résistance kurde. Affaiblie, divisée, celle-ci relève toujours la tête. Une écharde dont le président Saddam Hussein n'arrive pas à se débarrasser. (SPECTACLE DU MONDE PERSPECTIVES - août 89).

NOUS, KURDES VIVANT A ALENCON. (ORNE INFO 09.89).

TURQUIE-KURDES. LE CHEF DE L'OPPOSITION TURQUE S'ELEVE "CONTRE LA TORTURE" DANS LE SUD-EST. (A.F.P. 2.09.89).

LA GREVE DE LA FAIM D'UN KURDE IRANIEN A BAGDAD. UNE ETRANGE MESAVENTURE. (LE MONDE 2.09.89).

IRAK-POLITIQUE : LE PARLEMENT IRAKIEN EXAMINERA AVANT FIN 1989 DES PROJETS DE REFORMES CONSTITUTIONNELLES. (A.F.P. 4.09.89).

LES KURDES ET LES ARMENIENS. (le débat des lecteurs). (DEPECHE DE DIJON 5.09.89).

IRAK : GREVE DE LA FAIM D'UN KURDE IRANIEN, retenu en Irak contre son gré. (LE FIGARO 6.09.89).

AU MOYEN-ORIENT. (QUOTIDIEN DE PARIS 6.09.89).

PREFERENCE. (MINUTE 6.09.89).

DREUX: AVEC LES KURDES MASSACRES. (ROUGE 7.09.89).

LES PETITS KURDES FUTURS "BONS FRANCAIS"! (RIVAROL 8.09.89).

"DU COTE DE CHEZ FRED". LES KURDES. (TELE 7 JOURS 9.09.89).

IRAK-KURDES. ELECTIONS "LIBRES" AU KURDISTAN IRAKIEN, MAIS SANS CANDIDATS DES PARTIS KURDES LEGAUX ET D'OPPOSITION. (A.F.P. 9.09.89).

FRANCE-KURDES. MANIFESTATION KURDE A L'OCCASION DU 9ème ANNIVERSAIRE DU COUP D'ETAT EN TURQUIE. (A.F.P. 9.09.89).

DROITS DE L'HOMME. TURCS ET KURDES DE DREUX A LA RENCONTRE DES DEPUTES EUROPEENS. "Nous allons dire aux députés européens que la Turquie doit se comporter en vrai pays démocratique si elle souhaite entrer au sein de la Communauté économique européenne". (ECHO REPUBLICAIN 13.09.89).

L'UNION FORCE LE PAS AUTOUR D'HASAN ATESCI. Patron, syndicat, défenseurs des droits de l'homme au coude à coude : "une carte de séjour pour le principe et le particulier". (REPUBLIQUE DE CENTRE 14.09.89).

KURDES-REFUGIES. Mme MITTERRAND VISITE LE CAMP DE REFUGIES KURDES DE BOURG-LASTIC. (A.F.P. 15.09.89).

VISITE DANIELLE MITTERRAND. En visite dans un camp de réfugiés Kurdes dans le Puy-de-Dôme : "JE GAGNERAI LE PARI DE LEUR INTEGRATION", déclare Mme Danielle Mitterrand. (A.F.P. 15.09.89).

DANIELLE MITTERRAND AURPES DES REFUGIES KURDES "NOUS AVONS ENCORE BEAUCOUP DE CHOSES A FAIRE ENSEMBLE". "L'insertion ne sera pas facile ni pour eux ni pour nous, mais la solidarité c'est ça, c'est faire ce qu'il y a de difficile". (MONTAGNE 16.09.89).

DIMANCHE A ALENCON, FETE D'ICI ET D'AILLEURS - IMMIGRES ET ASSOCIATIONS ANTI-RACISTRES, MAIN DANS LA MAIN. (OUEST-FRANCE 16.09.89).

DANIELLE MITTERRAND AU SECOURS DES KURDES. "Des paris, j'en ai gagné de plus difficiles". (MONTAGNE 16.09.89).



L'AFFAIRE ATESCI. L'INTERIEUR ACCORDE UN AN AU JEUNE KURDE. (ECHO REPUBLICAIN 19.09.89).

REFUGIES-KURDES. FRANCE-LIBERTES EN APPEL AUX MAIRES. (MONTAGNE 18.09.89).

MME MITTERRAND DANS UN CAMP DE REFUGIES KURDES. (OUEST-FRANCE 16.09.89).

MME MITTERRAND A VISITE UN CAMP DE REFUGIES KURDES A BOURG-LASTIC. (LE MONDE 18.09.89).

COMMENT L'IRAK "PACIFIE" LE KURDISTAN. Fréquemment contestée, la politique de Bagdad dans le Kurdistan irakien s'apparente à bien des égards à la "pacification" menée en leur temps par d'autres armées dans le monde pour couper la guérilla des populations. (LE QUOTIDIEN DE PARIS 19.09.89).

REFUGIES-KURDES : APPEL AUX ELUS POUR HEBERGER LES REFUGIES KURDES RECUEILLIS PAR FRANCE-LIBERTES. (A.F.P. 17.09.89).

TURQUIE-KURDES : 29 TUES ET 4 BLESSES EN DIX JOURS AU SUD-EST DE LA TURQUIE. (A.F.P. 19.09.89).

SANGLANTE REPRESSION, REGROUPEMENT DE

POPULATIONS, DEROUTE DE LA GUERILLA - L'ORDRE REGNE AU KURDISTAN IRAKIEN. Pour la première fois depuis des années, la guérilla a quasi cessé au Kurdistan d'Irak, où les forces de Bagdad sont parvenues, au prix d'une répression sans pitié, à asphyxier la rébellion. Cette répression a sévèrement touché la population, tandis que les séparatistes envisagent une nouvelle forme de lutte. (LE MONDE 21.09.89).

UN REFUGE EN AUVERGNE. Les 337 réfugiés kurdes venus de Turquie retrouvent peu à peu leur vie familiale et communautaire traditionnelle dans le cadre paisible des monts d'Auvergne. (REPUBLICAIN LORRAIN 24.09.89).

FRANCE-LIBERTES ET LES REFUGIES KURDES. (MONTAGNE 25.09.89).

SIVAN PERWER : CHANTS DU KURDISTAN. (NOUS Sep.Oct.89).

REFUGIES KURDES : Mme MITTERRAND LANCE UN APPEL aux élus pour trouver des lieux d'hébergement pour les 337 réfugiés Kurdes. (QUOTIDIEN DU MAIRE 26.09.89).

EUROPE-TURQUIE-KURDES. MANIFESTATION KURDE ET TURQUE A L'OCCASION DE LA VENUE DE M. OZAL AU CONSEIL DE L'EUROPE. (A.F.P. 27.09.89).

## La Presse Turque en bref

UNE ANALYSE DU SOCIOLOGUE TURC ISMAIL BESIKCI SUR LA QUESTION NATIONALE AU SEIN DES REPUBLIQUES SOCIALISTES. (CUMHURIYET 6.7.89).

OPERATION MILITAIRE A GAZIENTEP : "LA MACHINE A MORT" DU P.K.K. EST ARRETEE. (CUMHURIYET 7.7.89).

LA PREMIERE VERSION OFFICIELLE SUR LES "DISPARUS" A ERUH. PLUSIEURS VILLAGEOIS ONT CHERCHE REFUGE A DYARBAKIR AUPRES DU DEPUTE DU S.H.P. POUR FUIR LA TORTURE ET LA PERSECUTION. (CUMHURIYET 7.7.89).

LES HABITANTS DU VILLAGE FINDIK SE SENTENT EN PRISON SEMI-OUVERTE. TOUTE ENTREE ET SORTIE DANS LE VILLAGE EST SOUMISE A L'AUTORISATION PREALABLE DES MILITAIRES. (CUMHURIYET 6.7.89).

LE CONFLIT INTERNE AU P.K.K. EST A SON SOMMET : L'OPPOSITION TRAITE APO DE TRAITRE. (MILLIYET 9.7.89).

AU SUD-EST LA TERREUR NE VEUT PAS S'ARRETER : 3 SOLDATS ET 2 SEPARATISTES MORTS. (MILLIYET 11.7.89) ET (TERCUMAN 12.7.89).

2 MEMBRES DU P.K.K. ARRETES A BATMAN. (MILLIYET 13.7.89).

ETAT D'ALERTE CONTRE LES ACTIONS EVENTUELLES DU P.K.K. A LA VEILLE DE LA FETE DU "MOUTON". (MILLIYET 13.7.89).

ACTION EXEMPLAIRE DE LA FRANCE SELON LE PORTE PAROLE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES A LA SUITE DE LA DECISION DU GOUVERNEMENT FRANCAIS QUI ACCEPTE

D'ACCUEILLIR 300 REFUGIES KURDES D'IRAK. (MILLIYET 14.7.89).

MALGRE LA GARANTIE DU PREFET LES 2 VILLAGEOIS FURENT ARRETES DANS LEUR VILLAGE QU'ILS VENAIENT DE REGAGNER. (CUMHURIYET 17.7.89).

A CUDI D'IMPORTANTES OPERATIONS MILITAIRES DIRIGES CONTRE LA RECRUESCENCE DES ACTIONS DU P.K.K. AU SUD-EST. (CUMHURIYET 20.7.89).

LE PREFET DE DUHOK EN IRAK DU NORD : "PLUS UN KURDE DANS UN RAYON DE 300 KM DU COTE DE LA FRONTIERE TURQUE". (CUMHURIYET 20.7.89).

ANNIVERSAIRE TENDU : LE TEMOIGNAGE D'UN JOURNALISTE TURC SUR LA VIE QUOTIDIENNE DEVENUE L'ENFER POUR LA POPULATION DE L'EST DE TURQUIE. (CUMHURIYET 20.7.89).

L'UTILISATION D'ARMES CHIMIQUES A CUDI ? AVEUX ET TEMOIGNAGES DES SOLDATS. LES MILITAIRES LANCENT DES MENACES. LES VILLAGES AUTOUR DE LA MONTAGNE DE CUDI SONT DEPORTES POUR CREER UNE ZONE DE SECURITE DE 30 KM . LES HABITANTS REFUSENT D'ABANDONNER LES VILLAGES. LA LISTE DES VILLAGES ET LIEUX-DITS DEJA DEPORTES. LES REACTIONS DES DEPUTES ET PERSONNALITES. (2000'E DOGRU 23.7.89).

MASSOUD BARZANI : "EVREN NOUS A ADRESSE EN 1986 UN TELEGRAMME DE MENACE POUR QUE NOUS ROMPIONS IMMEDIATEMENT NOS RELATIONS AVEC LE P.K.K.". (TURKIYE 23.7.89).

"UN INSTITUT DE KURDOLOGIE PEUT SE CREER EN TURQUIE". POINTS DE VUE DES POLITICIENS, ARTISTES, SYNDICALISTES ET INTELLECTUELS TURCS SUR LA CREATION EVENTUELLE D'UN "INSTITUT DE KURDOLOGIE". LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION PARLEMENTAIRES SONT POUR. (2000'E DOGRU 20.8.89).

LES PERSONNES DEPORTEES DE SIIRT : "Rien ne pourrait nous décourager de continuer notre juste lutte. Nous n'avions pas agi pas en héros mais seulement pour aider à trouver une solution aux problèmes

quotidiens de la population. Voilà la vengeance des autorités sans aucune notion de justice" (Cumhuriyet, 5.9.89)

LA REACTION DES RESPONSABLES POLITIQUES "La déportation est une honte" FEU VERT du SHP pour la pratique de la langue kurde. INÖNÜ: "la loi n°2932 qui interdit la langue kurde est contraire aux principes de la Sciences" (Cumhuriyet, 6.9.89, Tercüman, 9.9.89)

L'AFFAIRE ODIEUSE DE SILOPI: Les proches des 9 personnes tuées à Silopi par les forces de l'ordre manifestent et scandent leur innocence. Intervention brutale des policiers: 5 blessés dont 3 journalistes et 80 arrestations (Cumhuriyet, 20.9.89)

VIOLENCE A LA CEREMONIE des tués de Silopi. Plus de 2 000 personnes se sont manifestées devant la sous-Préfecture (Milliyet, 21.9.1989)

ET LE TEMOIN PARLE: "Je n'ai pas vu 9 corps mais 3 seulement. Les 6 autres villageois innocents présentés comme des terroristes furent tués par les militaires (Cumhuriyet, 23.9.1989).

QUE FAIRE? Des propositions d'un journaliste turc pour trouver des solutions à la question kurde . LE MEDECIN CHEF de l'Hôpital d'Etat de Cizre licencié de son travail pour avoir soigné une personne accusée d'actes terroristes: "j'ai été torturé par forces de l'ordre" (Cumhuriyet, 23 et 24.9.89).

AUTORISATION AUX CHERCHEURS D'OR à Hasankeyf. Réaction du Prof. Olus: "L'autorité qui accorde de telles autorisations encourage commet un crime contre les oeuvres antiques" (Cumhuriyet, 23.9.89).

LA VILLE DE MARDIN à la recherche de son identité: aux séminaires de "l'Anatolie, Culture et Développement communautaire" la question des droits de l'Homme occupait la première place (Cumhuriyet 24.9.89).

OZAL : appel à la population depuis Strasbourg: "Démolissons les tabous". L'ARRESTATION de 20 militants kurdes à Diyarbakir (Cumhuriyet, 27 et 28.9.89).

ECEVIT: "ne condamnez pas à l'oubli la tuerie de Silopi" (Cumhuriyet 27.9.89).

## PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cartes géographiques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

### L I V R E S

<u>EN FRANÇAIS</u>	LES KURDES ET LE KURDISTAN      ouvrage collectif.....	50 FF
	DOSSIER KURDISTAN, Têkoşer .....	40 FF
	MEMOIRE DU KURDISTAN, J. Blau .....	60 FF
	CONTES KURDES, J. Blau .....	40 FF
	LES KURDES, Terre des Hommes .....	15 FF
	TURQUIE, Défis de Justice, Amnesty International .....	25 FF
	ENFANTS VICTIMES DE LA REPRESSION POLITIQUE EN IRAK, A.I. ....	15 FF
	LA VIE ET L'ŒUVRE du poète kurde Dildar, Kamal Maarof.....	40 FF
	LES LURS, LE LURISTAN et Baba Tahir Hamadani, K. Maarof.....	35 FF
	TURQUIE : Tortures et mauvais traitements de prisonniers, A. I., Nov. 86.....	15 FF
	GRAMMAIRE KURDE, Lescot - Bedirkhan .....	320 FF
	MA VIE DE KURDE, Noureddin Zaza.....	85 FF
	LES KURDES ; Un peuple sans État, Pearl Moran.....	15 FF
<u>EN ALLEMAND</u>	KURDISCHE VOLKSDICHTUNG, Thomas Bois .....	20 FF
	KURDISTAN UND DIE KURDEN, I.Ch. Vanly, tomes 1, 2 et 3 .....	40-50-70 FF
	MIZGIN, n°1, 2, 3 (revue bilingue, kurde-allemand) .....	20 FF
<u>EN ANGLAIS</u>	PEOPLE WITHOUT A COUNTRY .....	200 FF
	DESTROYING ETHNIC IDENTITY : Kurds of Turkey, Helsinki Whatch.....	60 FF
	THE LEGAL CONCEPT... The Kurdish Question, Fuad Hussein .....	25 FF
	KURDISH OBSERVER, Kurdish Cultural Centre .....	20 FF
	THE KURDS, Minority Right Groupe n° 23.....	25 FF
	CHEMICAL WEAPONS USE IN KURDISTAN, United States Senate.....	30 FF
	ILLEGAL MASS DEPORTATION OF FAIly KURDS, août, 1988.....	20 FF
<u>EN FLAMAND</u>	LIED DER AARDE, Medenî Ferho .....	20 FF
	CIGERXWÎN, POEZIE UIT KOERDISTAN, Derwêş Ferho .....	20 FF
	JIYANA KURDAN, (Bilingue, kurde-flamand) .....	30 FF
<u>EN ARABE</u>	BITULAT AL-KURD, Djasim Djelîl .....	40 FF
	DOUMOU' WE MATAR, roman, Bavê Nazê .....	40 FF
<u>EN ITALIEN</u>	LA LINGUA KURDA, Fuad Hama Khorshid .....	20 FF
<u>EN TURC</u>	BERHEM, revue culturelle .....	15 FF
	ŞIVAN'IN SEVDASI, Mahmut Baksi .....	30 FF
	ŞAZACA-KÛRTÇE SÖZLÛK, Malmîsanij .....	85 FF
	KÛRT MİLLİYETÇİLİĞİ ve Dr. A. CEVDET, Malmîsanij .....	35 FF
	KÛRDİSTAN'DA DİRENİŞ, Jürgen Roth .....	35 FF
	MEDYA GÜNEŞİ (revue culturelle).....	15 FF
	ÖZGÜR GELECEK (revue culturelle) .....	15 FF
	ÇAĞDAŞ TÜRK EDEBİYATINDA KÛRTLER, Rohat .....	40 FF
	Türkiye'de Ulusal Kurtuluş Mücadelesinin gelişme tarihi, 1946-1986, Vedat Kaynak ....	50 FF
	MUHTASAR HAYATIM, Ekrem Cemil Paşa, Institut Kurde de Bruxelles .....	40 FF
	SEÇMELER n° 1, Demokrasi yayınları, İstanbul.....	60 FF
	KÛRT MÛLTECİLER, M.Ali Aslan.....	40 FF
	HALK MASALLARI, Özdemir Başargan .....	25 FF
	EVLIYA ÇELEBİ SEYAHATNAMESİNDE BİTLİS VE HALKI, Wilhelm Köhler.....	40 FF
	BİR KÛRTLE KONUŞMA, Adonis Buduris .....	30 FF
	BÜYÜK ANAYURT ŞAVAŞINDA KÛRTLER, H.M. Çetoev.....	35 FF

<u>EN</u> <u>NORVEGIEN</u>	KURDISTAN, NYTT, n° 1, 2 .....	20 FF
<u>Cartes Postales</u>	NOIR et BLANC.....	2 FF
	COULEUR.....	3 FF
<u>Vidéo-Cassette</u>	Y. GÜNEY ET SON PAYS (en version kurde ou turque, 112 minutes).....	250 FF
	LA VOIX DU KURDISTAN, documentaire 1920-1975 (en version kurde, anglaise ou française 60 min.).....	200 FF
	MACIR (Exilé), film en kurde, de Suayip ADLIG.....	200 FF
	NEWROZ 1984, fête du nouvel an, organisée par l'Institut Kurde de Paris (60 min.)....	200 FF
<u>Disque</u>	GULISTAN.....	70 FF
<u>Cassettes de</u> <u>Musique</u>	MAZHAR, Awazî Kurdî, N°2-3-4.....	40 FF
	<i>Chants et musique populaires kurdes, n°1 à 7 (enregistrés par l'Institut Kurde de Paris) :</i>	
	N°1 Arif Cizrawî & Hesen Cizrawî .....	40 FF
	N°2 Dengê Jinên Kurd .....	40 FF
	N°3 Aramê Tigran.....	40 FF
	N°4 Blûr û Dûdûk (instrumental).....	40 FF
	N°5 Mûsikîya Gelerîya Kurdistan I .....	40 FF
	N°6 Mûsikîya Gelerîya Kurdistan II.....	40 FF
	N°7 Mûsikîya Gelerîya Kurdistan III.....	40 FF
<u>AFFICHES</u>	HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY .....	10 FF
	INAUGURATION DE L'INSTITUT .....	20 FF
<u>PUBLICA-</u> <u>TIONS DE</u> <u>L'INSTITUT</u>	HÊVÎ, Revue littéraire en kurde, n° 1 à 6 .....	50 FF
	STUDIA KURDICA; N°1 en arabe et persan, n°2 en arabe n° 3 en turc, n°4 en persan, n°5 en français (N°5 = 60 FF).....	40 FF
	MEM Û ZÎN, Hejar (en soranî).....	100 FF
	Bulletin de liaison et d'information, le numéro:.....	25 FF
	Carte géographique du Kurdistan, en kurde (125x80 cm.) .....	100 FF
	Carte géographique du Monde, en kurde (125x80 cm).....	100 FF

## PUBLICATIONS EN KURDE

### EN

#### KURMANCÎ

Mirina Kalekî Rind, roman, M. Uzun .....	40 FF
Hêsîr û Baran, Bavê Nazê .....	30 FF
Dengê Roja Dîl - Poetry, Derweş Ferho .....	30 FF
Girtî, roman, Firat Cewerî .....	55 FF
Em û Pirsî Me, Ş. B. Sorekli .....	30 FF
Wenda bûn, Ş. B. Sorekli .....	40 FF
Gundikê Dono, M. Baksi .....	60 FF
Jiyana Rewşenbîrî û Siyasî ya Kurdan, Dr. Celîlê Celîl .....	40 FF
Dîwana Rûhî, Şêx Abdurahmanê Aktepi .....	40 FF
Roja Nû, revue culturelle .....	15 FF
Têkoşer, revue culturelle .....	15 FF
Çarçira, revue culturelle .....	20 FF
Mîrkuç, revue humoristique, (n° 1, 2, 3) .....	15 FF
Îsot, revue humoristique (n° 2,3,4, 5).....	15 FF
Zengil, revue humoristique .....	15 FF
Ronahî de 1942 à 1945 les frères Bedirkhan, réédition .....	100 FF
Roja Nû de 1943 à 1946 les frères Bedirkhan, réédition .....	100 FF
Ji Tefsîra Quranê, Kamûran Bedirkhan.....	40 FF
Hawar (1-9) réédition, C. Bedirkhan.....	100 FF
Rojnamegeriya Kurdî (1908-1981) Malmîsanij & M. Lewendi .....	80 FF
Rê, revue culturelle bilingue kurde-turc, n°1, 2, 3, Hasan Özgül .....	20 FF
Bergeh, revue politique et culturelle, bilingue, n° 1, 2 .....	35 FF
Çiyayên bi xwînê avdayî, komela Jinên Kurd li Swêdê.....	60 FF
Em hîn dibin, Grammaire Kurde, A. Cantekin .....	25 FF

#### EN DUMILÎ

Na xumxum a..., Keyo Berz .....	35 FF
Herakleîtos, Malmîsanij .....	20 FF

#### EN SORANÎ

Halwest, Zencîra Hawar, n° 1 & 5 .....	30 FF
Çîrokî kurt Kazêwe, Rizgar Abdullah.....	25 FF
Peyv, revue périodique du Centre Culturel Kurde de Londres .....	40 FF
Komara Kurdiyekey Mahabad, A. Roosewelt .....	30 FF
Gerran le Behcet Hîkmet, poésîe, Kenan Medhat .....	40 FF
Zerdik, poésîe, Ahmedê Mela .....	40 FF
Mamostay Kurd, revue des enseignants kurdes en Suède.....	30 FF
Dayik kû kur, çîrok, Gelawêj .....	40 FF
Ba Swêskî şer bi şeware nekewê, critique littéraire, Heme Said Hesên	
Helbijarde, n° 2, Hawar.....	40 FF
Goraniyek bo gunde sutaweken, Rebwar Sueyli.....	40 FF
Ferhenga Kurdî-Farisî, Mamoste Hejar .....	200 FF
Melayê Cizîrî, n°2, Baba Merdux Rohanî.....	200 FF
Tarîxa Meşahîrê Kurd, Baba Merdux Rohanî.....	200 FF
Ayîn û Ewîn, Seyîd Ibrahîm.....	60 FF
Dayê, Bavê kê xerawe, Dr, Alî Şerîatî .....	40 FF
Îrfan, beranberî azadî, Dr. Alî Şerîatî.....	30 FF
Însan û Birwa, Mutahirî .....	30 FF

#### LIVRES

#### D'ENFANTS

Mapule, Asî Rabatî (en soranî) .....	40 FF
Mûsîka, Asî Rabatî (en soranî).....	40 FF
Mamûste, Asî Rabatî (en soranî).....	40 FF
Koçer, Asî Rabatî (en soranî).....	40 FF
Spî û reş.....	40 FF
Bavo were derve ! .....	40 FF
Emîl miha nivçe .....	40 FF
Nebezê li çiyayê mazî .....	40 FF
Şev baş Alfons.....	40 FF
Kundirê helez .....	40 FF
Tuân.....	40 FF
Helîn .....	10 FF
Kulîlk.....	15 FF

## BULLETIN DE SOUSCRIPTION

N° : .....

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde  
Je vous envoie un chèque de .....FF.

Je souhaite recevoir régulièrement le Bulletin de liaison et d'information de l'Institut.  
Je vous envoie un chèque de 240 FF, représentant l'abonnement annuel de 12 numéros (France) ou 265 FF pour un abonnement à l'étranger.

NOM :

ADRESSE :

## BON DE COMMANDE "HÊVÎ" (revue culturelle en langue kurde)

N° : .....

Je souhaite recevoir .....exemplaire(s) de HÊVÎ, au prix unitaire de 50 FF  
(France), (Etranger 60 FF.)

Je souhaite m'abonner à HÊVÎ (2 numéros par an), abonnement annuel  
100 FF (France), (Etranger 120 FF.)

je vous adresse mon règlement de .....FF par  cheque bancaire,  chèque postale,  mandat-  
lettre,  mandat international à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS,  
106, Rue La Fayette, 75010 - PARIS

NOM :

ADRESSE :

## BON DE COMMANDE "STUDIA KURDICA" (étude kurde, en arabe, persan, turc, français)

N° : .....

Je souhaite recevoir .....exemplaire(s) de STUDIA KURDICA,  
en langue.....au prix unitaire de 40 FF. (France), (Etranger 50 FF)  
(le numéro en français au prix unit. de 60 FF, (Etranger 70 FF)

je vous adresse mon règlement de .....FF par  cheque bancaire,  chèque postale,  
 mandat-lettre  mandat international à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS,  
106, Rue La Fayette, 75010 - PARIS

NOM :

ADRESSE :







FRAD189'3 1 0456 /AFP-VK4/

Irak-Iran-Kurdes prev  
L'Irak s'isole derriere un formidable "no man's land"  
De l'envoye special de l'AFP, JEAN-PIERRE PERRIN

BAGDAD, 2 juil (AFP) - 1.200 kilometres sur 30 kilometres. Ce sera l'un des plus longs "no man's land" du monde et certainement le plus large. A quelques rares exceptions pres, villes, villages, hameaux et toute autre construction se trouvant dans ce cordon de securite, que l'Irak tire a ses frontieres, seront en principe detruits. Ce projet d'isolement, Bagdad semble de la l'avoir largement commence, provoquant l'exode des populations.

Cette "zone isolee et inhabitee", pour reprendre l'expression de l'agence officielle INA, sera etablie aux frontieres iraniennes et turques. "Elle ne concerne pas que la zone autonome du Kurdistan irakien mais aussi tous les gouvernorats (regions administratives) irakiens du centre et du sud", a affirme l'agence dans un communique publie le 26 juin.

Les villes de Khanaqin (centre) et de Zakho (extreme nord) ne seront toutefois pas touchees. "Khanaqin est la porte frontaliere avec l'Iran et Zakho est celle avec la Turquie", a-t-elle precise.

Pendant, plusieurs diplomates occidentaux en poste a Bagdad estiment que le "no man's land" vise principalement les regions kurdes (environ deux millions de personnes).

Tout deplacement de journalistes et de diplomates est actuellement interdit dans ces memes regions.

Les deplacements de populations sont violemment denonces par les chefs des partis d'opposition kurdes refugies a l'etranger.

Le nouveau programme de deplacement des populations kurdes d'Irak est alarmant puisqu'il prevoit la destruction des localites rurales dans le Kurdistan et la reinstallation forcee de pres de 300.000 personnes, dans les camps et les villes situees en dehors de la zone traditionnelle d'implantation des Kurdes", a accuse, le 2 juin dernier a Paris, M. Massoud Barzani, chef du Parti Democratique du Kurdistan irakien (PDK - alleie de l'Iran).

L'Iran parle de "grand crime", la Turquie "apprécie"

De son cote, l'Iran, par la voix du president de son parlement, le Modjatoleslam Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, a appele samedi la communaute internationale a empcher l'Irak de commettre "un grand crime". En revanche, la Turquie, pays egalement confronte a l'irredentisme kurde, a "apprécie" la creation de la "zone inhabitee".

Plusieurs localites kurdes importantes, comme Rania ou Gala Diza, situees dans la nouvelle "zone inhabitee", ont deja ete evacuees par leurs habitants. Selon des sources kurdes, la population de Gala Diza --une ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, traditionnellement pro-gouvernementale-- s'est recemment soulevee a l'appel des religieux de la cite.

Le communique officiel irakien affirme que "des compensations pecuniaires ont ete accordees aux habitants des zones concernees pour faciliter leur deplacement vers d'autres regions et leur permettre de poursuivre une vie normale".

Selon ce texte, "le montant minimum de cette compensation est de 3.000 dinars irakiens (plus de 9.000 dollars) par famille et de 1.500 dinars (plus de 4.500 dollars) dans les villages et les zones rurales".

Le gouvernement a egalement prevu pour chaque famille une parcelle de terrain destinee a etre construite et une parcelle de terre pour l'agriculture", ajoute le meme communique.

De source officielle, on affirme que 20 cites nouvelles ont deja ete creees dans la province kurde d'Erbil pour abriter les Kurdes deplaces.

D'autres foyers de peuplement ont aussi ete etablies dans la province voisine de Suleimanieh.

De source diplomatique, on indique que les deplacements des populations kurdes sont motives par trois raisons: empcher le retour de la rebellion, se venger des clans kurdes qui se sont battus aux cotes de l'Iran et, enfin, contrôler le pays.

De meme source, on ajoute que, parallelement, les autorites cherchent a arabiser la region petroliere de Kirkouk en encourageant les deplacements de populations, cette fois arabes.

Tous les diplomates sont d'accord pour souligner que le gouvernement irakien a gagne sur le plan militaire et ecrase la guerilla kurde en aout-septembre 1988. "Maintenant, il reste aux autorites a gagner sur le plan politique sinon la rebellion risque de se reprendre", conclut l'un d'eux.

ajpp/KAR/dz

AFP 021633 JUL 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL

FRA0206 4 I 0281 /AFP-CF20

Turquie-Kurdes

Recrudescence des affrontements dans le sud-est de la Turquie

DIYARBAKIR (Turquie), 3 juil (AFP) - Les offensives contre les militants kurdes ont entraîné une recrudescence des affrontements qui ont fait au moins 84 morts en six mois, dont 36 membres des forces de l'ordre, dans l'est de la Turquie, selon le dernier bilan officiel rendu public à Diyarbakir, capitale administrative de cette région frontalière de l'Irak de l'Iran et de la Syrie.

Les rebelles qui opèrent dans cette région à grande majorité kurde appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK marxiste léniniste) en lutte contre le pouvoir d'Ankara. Depuis la reprise des attentats en août 1984, quelque 1.500 personnes, civils, gendarmes, policiers et rebelles, ont été tués lors d'accrochages.

Pour tenter d'éradiquer cette rébellion, les forces de l'ordre quadrillent progressivement le secteur, notamment les routes. Certains axes, dont la "route du pétrole" vers l'Irak, sont plus particulièrement surveillés avec la constitution de convois escortés par la gendarmerie, a pu constater le correspondant de l'AFP.

L'arrivée des gendarmes et des commandos spéciaux de police dans les zones les plus reculées a chassé les rebelles, selon les autorités. Celles-ci commencent à crier victoire sur le terrain. Mais en six mois, elles ont déjà eu presque autant de morts (36) parmi les forces de l'ordre que pour toute l'année 1988 (41 morts).

Des villageois sympathisants des rebelles affirment au contraire que c'est en fait le PKK qui a l'initiative et que le nombre de victimes militaires est très sous-évalué par les autorités.

al/gb

idf

AFP 031441 JUL 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL

FRA0482 4 I 0140 TUR /AFP-MN87

Turquie-Kurdes

Arrestation de 13 séparatistes kurdes

ANKARA, 4 juil (AFP) - Deux assassins présumés d'un journaliste turc et 11 autres membres du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) ont été arrêtés à Mardin (sud-est de la Turquie), a déclaré mardi le ministre turc de l'Intérieur, M. Abdulkadir Aksu.

Le correspondant de la radio-télévision turque et de l'agence de presse Hurriyet (liée au quotidien du même nom), Seracettin Muftuoglu, avait été assassiné à son domicile à Mardin le 28 juin dernier.

Le ministre de l'Intérieur cité par l'agence semi-officielle Anatolie a annoncé ces arrestations lors d'une conférence de presse à Mardin. Il a par ailleurs démenti toute "intensification" des opérations des séparatistes kurdes dans la région ces derniers mois.

nf/plh/lb

idf

AFP 042010 JUL 89

The Independent 4.7.1989

## Irak «castiga» a los campesinos kurdos

Bagdad construye una «zona de nadie» en sus fronteras con Irán y Turquía

Bagdad. El gobierno de Saddam Hussein ha iniciado la construcción de una «tierra de nadie» en las zonas fronterizas con Irán y Turquía. Esta área «aislada y deshabitada», como la ha denominado la agencia oficial INA, tendrá 1.200 kilómetros de largo y 30 de ancho, lo que la convierte en una de las más largas del mundo.

La zona, cuya construcción implica la demolición de varias aldeas y el traslado de poblaciones, afecta casi exclusivamente a la provincia autónoma del Kurdistan. De momentáneamente a la comunidad internacional para que impida a Irak «cometer este gran crimen», mientras que Turquía, país que también se enfrenta desde hace tiempo a las reivindicaciones kurdas, «ha apreciado» la creación de esta «zona deshabitada».

Varias importantes localidades kurdas, como Rania o Qala Diza, situadas en la «zona deshabitada», han sido ya evacuadas de sus habitantes. Según fuentes kurdas, la población de Qala Diza, que tradicionalmente apoyaba al gobierno de todo, todo desplazamiento de periodistas y diplomáticos occidentales a la zona está prohibido «ya que no hemos terminado de desplazar a las poblaciones kurdas», según indicó una fuente oficial iraquí.

Por su parte, los líderes de los partidos de oposición kurdos refugiados en el extranjero han denunciado estos desplazamientos de población: «el nuevo programa de desplazamiento de poblaciones kurdas de Irak es alarmante, ya que prevé la destrucción de localidades rurales en el Kurdistan y la reinstalación forzada de 300.000 personas en campos y ciudades situadas fuera de la zona tradicional de implantación kurda» dijo el Jefe del Partido Democrático del Kurdistan Iraquí, (PDK), Masoud Barzani.

Por su parte, el presidente del Parlamento iraní, Hachemi Rafsanyani, ha hecho un lla-

Bagdad, se ha sublevado contra las órdenes de evacuación, siguiendo el llamamiento de los líderes religiosos locales.

El comunicado oficial iraquí afirma que «se han acordado compensaciones económicas con los habitantes de las zonas afectadas, para facilitar su desplazamiento hacia otras regiones y permitirles continuar una vida normal». Según este comunicado, «el montante mínimo de esta compensación es de 3.000 dinares iraquíes (algo más de 9.000 dólares) por familia».

Según fuentes oficiales, veinte nuevas ciudades se han creado, en la provincia kurda de Erbil para «alojar a los kurdos desplazados».

Pero para la oposición las razones de esta medida son: impedir una nueva rebelión y vengarse de los clanes kurdos que apoyaron al ejército iraní. (AFP)

Eille Wohn-Zeitung 19.7.1989

### Zwei Haftbefehle nach Kurdenmorden

Haftbefehle wegen „Unterlassung der Hilfeleistung“ wurden gegen die Kronzeugen des Terroranschlages in Wien-Landstraße ausgestellt. Wie berichtet, waren drei Kurdenführer von einem Killerkommando erschossen worden. Die Attentatszeugen Mustafa Haji (32) und Amir Mansur Bosorgian (31), sie gehörten der iranischen Verhandlungsdelegation an, tauchen nach ersten Einvernahmen unter. Die Iraner dürften sich in ihrer Botschaft aufhalten.

Ouest-France  
4.7.1989

## IRAK : « Cordon de sécurité » de 1 200 km Le martyr du peuple kurde

Malheureux peuple kurde ! Il paye aujourd'hui la victoire de l'Irak sur l'Iran. Bagdad, pour éviter une reprise toujours possible de la guérilla, s'isole derrière un formidable « no man's land » : 1 200 kilomètres sur 30 de profondeur en rasant, à quelques exceptions près, villes, villages, hameaux. Les populations sont déportées hors du cordon de sécurité. Une brutalité qui n'est pas sans rapport avec les méthodes employées par le dictateur roumain vis-à-vis des minorités hongroises.

300 000 hommes et femmes sont touchés par la décision de l'Irak de régler à sa façon le problème kurde. Sur 1 200 kilomètres, les Irakiens créent une « zone isolée et inhabitée ». Façon hypocrite d'avouer que tout est rasé et les populations déportées à plus de trente kilomètres des frontières iraniennes et turques. L'ensemble de ce dispositif vise principalement à isoler les régions kurdes (environ deux millions de personnes).

On comprend l'émotion des populations qui sont réinstallées dans des camps et des sites hors de leurs zones traditionnelles d'implantation.

Plusieurs localités kurdes importantes, comme Rania ou Qala Diza, situées dans la nouvelle « zone inhabitée », ont déjà été évacuées par leurs habitants. Selon des sources kurdes, la population de Qala Diza — une ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, pourtant traditionnellement pro-gouvernementale — s'est récemment soulevée à l'appel des religieux de la cité.

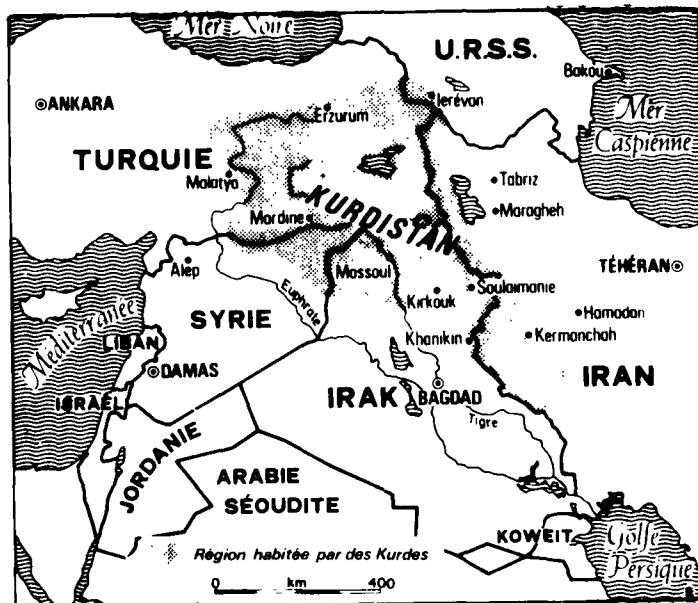
Selon des diplomates occidentaux en poste à Bagdad, les déplacements des populations kurdes sont motivés par

trois raisons empêchant le retour de la rébellion se venger des clans kurdes qui se sont battus aux côtés de l'Irak et enfin, quadriller le pays. On peut y ajouter la volonté irakienne d'arabiser la région pétrolière de Kirkouk en encourageant les déplacements de populations cette fois arabes.

Bagdad, qui a battu la guérilla kurde en août-septembre 1988, tente de gagner une autre bataille sur le plan politi-

que. Mais les Kurdes, farouches défenseurs de leurs traditions et de leur terre, risquent de reprendre un jour ou l'autre le combat. L'Irak est déjà prêt à souffler sur le feu, qui couve.

Par contre la Turquie, elle aussi confrontée aux problèmes kurdes, « apprécie » la politique de Bagdad. Celle du char qui écrase le droit des peuples. L'U.R.S.S., elle, n'a rien dit.



### DANIELLE 1<sup>re</sup>, REINE DES KURDES

Le moins qu'on puisse dire est que ça tombait mal : dans le cadre des « Droidlom' », Bernard Kouchner a annoncé, sur l'intervention de Danielle Mitterrand, présidente de « France Libertés », l'attribution du statut de réfugiés politiques à trois cents des Kurdes chassés d'Irak que Mme Mitterrand avait visités au printemps dans leur camp de transit en Turquie ; or, le jour même, à Vienne, un sanglant règlement de comptes entre dirigeants kurdes faisait trois morts, dont le chef du Parti démocratique du Kurdistan iranien. Ces trois hommes ont-ils été exécutés par des agents irakiens ou, tout au contraire, par des sbires de la République islamique qui estimait leur loyalisme trop tiède ou ont-ils été tout simplement victimes de vieilles rivalités tribales mal camouflées sous des oripeaux idéologiques ?

Dans l'état actuel de l'enquête, on l'ignore, mais ce que l'on sait de source sûre, et que vient de confirmer le massacre de Vienne, c'est que, quels soient leurs malheurs et la malédiction historique qui pèse sur eux, les Kurdes, ultra-polémisés, consti-

tuent une population « à risques » dont on ne compte plus les vendettas, de Stockholm à Paris ou deux passants innocents trouvèrent la mort voici trois ans, boulevard de Strasbourg (X<sup>e</sup> arrondissement) lors d'une fusillade entre frères ennemis.

Presque tous ces exilés sont manipulés, au surplus, par les services secrets de différents pays communistes, URSS, RDA et Chine entre autres, ce qui explique l'intérêt agissant que leur témoigne par exemple la sorbonnarde Joyce Blau, ancienne du « réseau Curiel » (cf RIV. des 24 et 31 mars), surnommée la « reine des Kurdes, en faveur desquels elle s'est en effet beaucoup dépensée, multipliant les interventions en haut lieu. Ce qui lui a procuré, d'ailleurs, de flatteuses relations, aussi bien à Stockholm (Pierre Schöri, le numéro 2 de la diplomatie suédoise qui disserta le 14 juillet au soir à la TV suédoise sur les beautés de la Révolution française) qu'à Paris.

En faisant un « beau geste » (qui ne lui coûtera guère personnellement) la première dame de France prétend-elle à son tour au titre de « reine des Kurdes » ?

RIVAROL 21 JUIL 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL

FRA0600 4 I 0189 TUR /AFP-EK20

Turquie-Réfugiés

Appel à Danielle Mitterrand d'un Kurde d'Irak réfugié en Turquie

MARDIN (Turquie), 6 juil (AFP) - L'un des 16.000 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie a appelé, dans une lettre publiée jeudi, l'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, à examiner les demandes d'asile politique en France des réfugiés du camp de Kiziltepe (près de Mardin, dans le sud-est anatolien) qui vivent depuis onze mois sous des tentes sans aide internationale.

"Nous vous avons remis une demande d'asile politique dans votre pays et n'avons reçu jusqu'à maintenant aucune réponse", a déclaré ce réfugié dans cette lettre rédigée en Arabe et remise au correspondant de l'AFP en visite dans ce camp.

"Nous vous demandons de nous sauver ainsi que nos familles et nos enfants, et si vous ne nous acceptez pas (en France) de nous en expliquer la raison", ajoute ce peshmerga (combattant kurde irakien) qui remercie également l'épouse du président pour ses "efforts humanitaires".

Mme Mitterrand, à la tête d'une délégation de "France-liberté", avait visité ce camp en mai dernier.

al/gb

idf

AFP 062207 JUL 89

### Le Quotidien de Paris 8.7.1989

#### LES KURDES ET

**L'AMBASSADE D'IRAN.** L'ambassade d'Irak à Paris nous a adressé une « mise au point » à la suite de la publication dans nos colonnes, le 4 juillet dernier, d'un article d'une agence de presse sur la création, par l'Irak, d'une « zone isolée et inhabitée » aux frontières iraniennes et turques, sous le titre « Un

non man's land antikurdes ». L'ambassade d'Irak à Paris considère que l'article « discrédite les dernières mesures prises par le gouvernement irakien destinées à assurer la sécurité du pays et le peuple irakien kurde et arabe ». Elle affirme que « la création d'une zone isolée et inhabitée ne vise nullement les Kurdes comme tels ».

### Liberté 6.7.1989

► **TREIZE KURDES** ont été arrêtés mardi par la police turque à Mardin. Ils sont soupçonnés d'appartenir au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), organisation interdite qui lutte pour l'indépendance kurde, et d'avoir été mêlés au meurtre d'un correspondant de la radio-télévision turque.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0209 4 I 0197 TUR /AFP-AL64

Turquie-Kurdes

Affrontements dans le sud-est du pays: 5 morts

ANKARA, 10 juil (AFP) - Trois militaires et deux "terroristes séparatistes" ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi à Hakari et Siirt (sud-est de la Turquie) lors de deux différents accrochages entre forces de l'ordre et "terroristes", a indiqué lundi l'agence turque Anatolie.

L'agence, qui ne donne aucun détail sur ces affrontements, a précisé qu'un berger turc avait été enlevé par "les terroristes" à Siirt.

Les forces de l'ordre ont entamé des opérations de ratissage dans cette région, ajoute Anatolie.

Ces derniers affrontements portent le bilan à au moins 89 morts, dont 39 membres des forces de l'ordre, depuis le début de l'année dans les zones montagneuses du sud-est de la Turquie, selon un bilan établi par l'AFP.

Les rebelles qui opèrent dans cette région à grande majorité kurde appartiennent généralement au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) en lutte armée contre le pouvoir turc. Depuis la reprise des attentats en août 1984, quelque 1.500 personnes, civils, gendarmes, policiers et rebelles séparatistes, ont été tués lors d'accrochages.

nf/lin/sa

AFP 101343 JUL 89



Télégramme de Brest 13.7.1989

**TURQUIE : la France**

**va accueillir**

**300 réfugiés**

**Kurdes irakiens**

La France a décidé pour des raisons « humanitaires » d'accueillir 300 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie. Cette décision de la France « répond aux appels qui lui ont été adressés au moment où elle fête le 14 juillet et commémore le bicentenaire de la Révolution », selon le communiqué publié par le ministère des Affaires étrangères.

Ce texte ne donne aucun autre détail sur cette opération, indiquant seulement que le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a été chargé d'organiser l'arrivée et l'accueil de ces réfugiés.

Interrogée, le Quai d'Orsay et le secrétariat d'Etat à l'Action humanitaire se sont refusés à toute autre précision, notamment sur la date à laquelle ces réfugiés pourraient venir en France ou les critères selon lesquels ils ont été sélectionnés.

● **Des pains empoisonnés livrés aux réfugiés kurdes en Turquie**

TURQUIE. — Au cours d'une interview à l'agence de presse américaine « UPI », le chef du groupe séparatiste « Union patriotique kurde » (PUK), Jalal Talabani, réfugié en Iran, a demandé hier une enquête aux Nations Unies et à la Turquie, après l'empoisonnement de milliers de personnes dans le camp de réfugiés de Mardin, en Turquie. M. Talabani indique que cet empoisonnement a eu lieu le 9 juin dans le camp de Mardin, près de la frontière turco-syrienne. « Le premier rapport que nous avons indiqué que les réfugiés ont reçu du pain empoisonné, et beaucoup ont souffert d'hémorragies internes » après en avoir mangé, explique-t-il. « D'après ce même rapport, 500 personnes seraient mortes », ajoute-t-il, mais « les Turcs ont isolé les réfugiés et il est très difficile de savoir ce qui s'est réellement passé ».

**Le Monde**

14.7.1989

**La France va accueillir 300 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie**

Pour des raisons « humanitaires », la France a décidé d'accueillir trois cents Kurdes irakiens réfugiés en Turquie, a annoncé, mardi 11 juillet, le ministère des affaires étrangères. Cette mesure « répond aux appels qui lui ont été adressés au moment où elle fête le 14 Juillet et commémore le Bicentenaire de la Révolution ».

Cette décision intervient quelques semaines après la visite effectuée par M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand dans les camps de réfugiés kurdes irakiens en Turquie. M<sup>me</sup> Mitterrand avait lancé un appel aux autorités d'Ankara pour qu'elles accordent le statut de réfugié politique à ces quelque trente-six mille personnes réfugiées depuis septembre dernier sur son territoire. Cet appel avait suscité les critiques de l'ambassadeur de Turquie en France. — (AFP)

**M. Chevènement a voulu améliorer les relations franco-turques**

**ANKARA**  
de notre correspondant

Le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a achevé, mardi 11 juillet, une visite officielle de deux jours en Turquie, dont il a souhaité qu'« elle concrétise le rapprochement franco-turc et marque un progrès de la collaboration en matière de défense ». En dépit de l'optimisme de la diplomatie française, la reprise des relations entre les deux pays à partir de 1985 n'a toujours pas totalement effacé, dans la presse et dans certains cercles gouvernementaux, un malaise et une susceptibilité prêts à se réveiller au moindre incident, comme la visite privée de M<sup>me</sup> Mitterrand aux réfugiés kurdes, ou, à la « une » des journaux depuis quelques jours, l'absence d'invitation aux célébrations du Bicentenaire des représentants d'Ankara.

A en juger par la couverture des médias, la visite de M. Chevènement a été très bien accueillie, en particulier parce que le ministre a manifesté une attention sincère et documentée aux préoccupations de ses hôtes : il a exprimé la condamnation du gouvernement français des atteintes aux droits de l'homme dont est victime la minorité turque de Bulgarie et remis un message verbal en ce sens du président Mitterrand au président Evren, qui l'a reçu dans sa résidence privée à Istanbul.

M. Chevènement s'est félicité de la convergence de vues sur les grandes questions régionales dégagées au cours de ses entretiens avec son homologue turc, M. Safa Giray, tout en relevant que « les bonnes relations que la France entretient également avec la Grèce lui permettent de contribuer à la recherche d'une solution à Chypre ». A propos

de la demande d'adhésion de la Turquie à la CEE, M. Chevènement « a pas craint de faire parler une sensibilité personnelle en déclarant que la Turquie faisait « partie d'un paysage européen depuis six siècles ». Saluant « comme ancien ministre de l'éducation » le principe de laïcité, fondement de la République turque, il a déclaré que « l'Europe sera laïque ou ne sera pas » et qu'« elle ne doit pas se réduire aux seuls pays de tradition chrétienne ».

Aucun contrat n'a été signé au cours de cette visite, mais M. Chevènement a présenté des propositions françaises pour un projet de couverture aérienne radar d'une valeur de 2 milliards de francs pour lequel Thomson est en bonne position. Ces propositions prennent en compte le désir turc qu'une partie de la production soit réalisée en Turquie même.

MICHEL FARRÈRE.

THE TIMES  
18.7.1989

# Gulf rivals pursue their enmities in Lebanese conflict

From Juan Carlos Gumucio, west Beirut

Almost one year after Iran and Iraq halted the fighting in the Gulf War, both countries are deepening their involvement in the Lebanese conflict by openly taking sides with the warring parties.

The most significant development remains Iraq's steady political and military support to the Christian forces led by General Michel Aoun whose "war of liberation" against the Syrian Army in Lebanon has entered its fourth month. But last weekend it became evident that Iran wants to contribute to the Syrian campaign to oust the general and eliminate Iraq's influence in Lebanon.

Although it would be premature to forecast a war by proxy between the old Gulf enemies on Lebanese soil, Baghdad and Teheran's attitudes illustrate how easy it has become to transplant their rivalry to Lebanon.

Only two days after Baghdad's *al-Thawra* newspaper, the organ of the ruling Iraqi Baath Party, admitted for the first time last week that General Aoun had received missiles from Iraq, Iran hosted a meeting of several leaders of

Lebanese Muslim and left-wing militias and Palestinian guerrilla organizations controlled by Syria. The result has been the formation of the "united front against the Maronite forces in Lebanon".

According to reports from Teheran, Mr Ali Akbar Velayati, the Iranian Foreign Minister, has been in Beirut between July 10 and 16.

**Iraq has cut off the water supply of Shorija, the only suburb of the northern city of Kirkuk still predominantly inhabited by Kurds (Hazhir Teimourian writes). Kurdish sources said the inhabitants had been told that the supply would not be reconnected and that they would have to emigrate to "other parts of Iraq".**

leader of Lebanon's Shia Muslim Amal movement and a delegation of the more radical Hezbollah, led by Sheikh Soubhi Toufani.

Also present were Mr Walid Jumblatt, the Druze leader of Lebanon's Progressive Socialist Party, Mr Ahmad Jibril, the secretary-general of the Damascus-based Palestine Front for the Liberation of Palest-

ine—General Command, and Colonel Saeed Musa, the Syrian-backed Palestinian chief of the Fatah Provisional Command Faction.

Their joint communiqué issued on Sunday night prescribes the removal of General Aoun as the only solution to the Lebanese crisis and calls for "confrontation with the Maronite regime" by "all the national and Islamic forces of Lebanon and the nationalist Palestinian groups, Syria and the Islamic republic of Iran".

The newly formed coalition praised as expected, the cooperation between Syria and Iran "in the behalf of the Lebanese cause" and gave identical priority to the destruction of General Aoun's forces and the "liberation of the country" from the Israeli occupation in southern Lebanon.

One of the obstacles facing the Iranian-sponsored "united front" is the inter-Shia conflict that has pitted the Syrian-backed Amal militia against the pro-Iranian Hezbollah. Tension between Amal and Hezbollah in west Beirut remains high, with sporadic gun battles rocking the southern suburbs.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRAD438 4 I 0193 TUR /AFP-IM64

Turquie-Kurdes

Trois tués et huit blessés lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et séparatistes kurdes

ANKARA, 18 juil (AFP) - Un gendarme turc et deux "terroristes" kurdes ont été tués mardi lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et rebelles kurdes, au cours duquel sept rebelles et un gendarme ont également été blessés, à Hakkari (sud-est de la Turquie), rapporte l'Agence Anatolie.

Selon cette agence semi-officielle turque, un groupe composé de 25 rebelles kurdes "soupçonnés d'avoir appartenu au parti des travailleurs du Kurdistan" (PKK, marxiste-léniniste) a tiré mardi sur une patrouille de gendarmerie, qui a riposté en tuant deux membres du groupe.

Selon les responsables locaux cités par l'Agence, les forces de l'ordre ont entrepris une vaste opération dans la région, afin d'arrêter les autres rebelles kurdes de ce groupe, qui ont pris la fuite après l'accrochage.

Depuis le début de l'année au moins 94 personnes sont mortes, dont 40 membres des forces de l'ordre, lors d'affrontements similaires, dans les zones montagneuses du sud-est de la Turquie, selon un bilan établi par l'AFP.

nf/gb idf

AFP 181922 JUL 89



Independent 19.7.1989

# Turkey accused of smuggling Kurds to Iran

**KURDISH** leaders have accused Turkey of trying secretly to send thousands of Kurds from refugee camps in south-eastern Turkey into Iran, without Tehran's consent. Hundreds were reported yesterday to be waiting in mountain villages on the border after Iran refused them entry.

The Turkish Foreign Ministry declined to confirm or deny reports that Iran has issued a formal protest note.

Turkish officials in the south-eastern border province of Hakkari said convoys of hired buses and open-top lorries had ferried 5,000 Kurds from refugee camps in Mus and Mardin to isolated villages near the town of Yuksekova during the past three weeks. The numbers peaked during religious holidays last week.

The Kurds were said to have been dropped off along the mountainous border

From Tim Kelsey in Ankara

at points which are not patrolled by Iranian troops and subsequently linked up with fellow members of the Iraqi Kurdish Democratic Party living in Iran. At least 1,030 are believed to have illicitly made the crossing since early July. The remainder were turned away by the Iranians. In one incident, approximately 500 refugees in five buses and 10 lorries were dropped at the small border village of Yuvali before trying to make the crossing on foot. "They failed," a source said, "and they are just left in the fields there for the moment."

A senior Kurdish Democratic Party official accused Turkey of mounting a "very sinister operation" and of "clear hypocrisy" in illicitly transporting the Kurds to

Iran, when compared with Ankara's efforts to win international sympathy over the plight of the Bulgarian Turkish refugees. Abdulmumin Barzani, the cousin of the KDP leader Masoud Barzani, was reported yesterday to be in Tehran after having been to the border, seeking permission for the entry of the remaining Kurds.

The Turkish newspaper *Cumhuriyet* reported last week that 2,000 refugees had left the camp at Mardin for Iran under Turkish supervision. Most crossed during the night without Iranian knowledge. The Kurds left voluntarily from the camp, where water is in short supply and health facilities poor. An opposition MP has accused the government of making conditions deliberately bad "to make these poor people leave as soon as possible".

Ahmet Nevroz, the governor of the refugee camp in Mardin, denied the allegations yesterday. He confirmed that some Kurds had left the camp in the last two weeks but said that these movements were associated with the religious holiday and routine visits by relatives in different camps.

Last October, Iran reproached Turkey for furtively sending more than 20,000 refugees across the border. Turkey said it was trying to reunite Kurdish families split between the two countries, but agreed to consult Tehran before sending any more. The Kurds fled northern Iraq last September after an offensive against them, which included the use of chemical weapons. Of the 100,000 who originally escaped into Turkey, only 36,000 remain in three refugee camps.

Liberté 19.7.1989

## S.O.S. KURDISTAN

Quatre mille villages détruits, un million de personnes déportées et placées de force dans des camps autour des grandes villes d'Irak. Le cauchemar de la population kurde vivant en Irak (\*) continue. En visite en France, Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan irakien, a dénoncé un « nouveau programme de déplacement de population prévoyant la destruction des localités rurales et la

*réinstallation forcée de près de 300.000 personnes.* »

Depuis de longues années, le régime de Bagdad mène une véritable guerre contre les Kurdes, usant de tous les moyens, y compris le bombardement à l'arme chimique comme l'a vu l'an dernier dans la ville d'Halabja. Massoud Barzani a lancé un « appel à l'humanité », et en particulier à la France, pour faire cesser cette tentative de génocide d'un peuple.

(\*) Le peuple kurde vit dispersé en Iran, Irak, Syrie et Turquie.

FRA0225 4 I 0198 IRA /AFP-M086  
Iran-réfugiés

**A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.**

Mille cinq cent Kurdes irakiens ont traversé la Turquie vers l'Iran, selon IRNA

TEHERAN, 19 juil (AFP) - Mille cinq cents Kurdes irakiens ont été "contraints" de franchir, ces deux derniers jours, les frontières turques et ont gagné l'Iran à l'issue d'une traversée pénible, au cours de laquelle une personne est morte et deux autres ont été blessées, a rapporté mercredi l'agence IRNA.

Selon l'agence, les réfugiés kurdes vivaient dans des conditions hygiéniques déplorables, disposaient de peu de nourriture et erraient dans les régions montagneuses proches de la frontière turco-iranienne.

Selon IRNA, ces réfugiés avaient fui leurs localités à la suite des bombardements par les forces irakiennes, l'an dernier, de zones résidentielles du nord de l'Irak. Ils avaient été installés, dans un premier temps, dans des camps situés dans la ville de Mardin (sud de la Turquie, près de la frontière irakienne), a précisé l'agence.

Plus de 35.000 Kurdes irakiens sont actuellement réfugiés en Iran et sont hébergés dans des camps de la province iranienne de l'Azerbaïdjan occidental (nord-ouest), frontalière de la Turquie et de l'Irak, a enfin indiqué IRNA.

ag/em/vr

AFP 191349 JUL 89

Financial Times 20.7.1989

# Turkey denies 'dumping' Kurdish refugees

By Jim Bodgener in Ankara

THE TURKISH Foreign Ministry, after a week of rumours and denials, yesterday confirmed that an unspecified number of Iraqi Kurdish refugees had crossed into Iran from camps in Turkey.

The Tehran authorities, meanwhile, said 1,500 Iraqi Kurds who had been "forced" to leave to Turkey were found in the rugged border area over the past two days. The Iranian news agency Irna said one person died and two were injured as the refugee columns trudged

through the hills.

Turkish officials denied reports that any of the 50,000 Kurds who fled into Turkey last September to avoid Iraqi bombardment had been transported to the border by bus or truck under duress.

These reports allege that refugees were then delivered across the ill-defined and remote mountainous border into the hands of Kurdish Democratic Party (KDP) activists.

The official Turkish version is that the missing refugees

absconded while resting on a high plateau near their camp - although there are no known Iraqi Kurdish refugee camps close to the Iranian border.

Iran took in some Iraqi Kurdish refugees before closing its border last October, claiming it had no more room. Subsequently, it claimed Turkey was still attempting to dump the refugees without permission.

● A Turkish military court yesterday convicted 395 defendants of leftist terrorist crimes

and sentenced seven of them to death, AP reports. In the mass trial of 694 defendants that lasted seven years, the court sentenced 39 people to life imprisonment while 349 others received prison terms ranging from one to 21 years. The court acquitted 299.

The defendants were accused of membership in an outlawed gang called Dev-Yol, which means Revolutionary Road.

The charges included several political killings, attempted murders and armed robberies.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0218 4 1 0410 TUR /AFP-UD19

Turquie-Réfugiés

Déception des Kurdes irakiens après la décision française d'accueillir 300 réfugiés

Par l'envoyé spécial de l'AFP, YURTSAY MIHCIOGLU

DIYARBAKIR-MARDIN (Turquie), 20 juil (AFP) - Les réfugiés kurdes d'Irak des camps du sud-est de la Turquie se sont déclarés "déçus" de la décision française d'accueillir "seulement" 300 d'entre eux, tout en qualifiant ce nombre de "symbolique".

Dans les camps de Kiziltepe et de Diyarbakir où sont hébergés environ 30.000 réfugiés, les membres du Parti Démocratique du Kurdistan irakien (PDK irakien) ont déclaré à l'AFP qu'après la visite dans ces camps, début mai, de Mme Danielle Mitterand "qui s'est montrée préoccupée par le problème kurde", "ils avaient espéré beaucoup plus d'un pays comme la France qui a une place importante dans le monde".

"La Turquie, qui n'a pas les moyens nécessaires pour satisfaire tout nos besoins, n'a pu assurer que notre subsistance", a affirmé M. Sherzad Zeynelabdin Shemseidi, dirigeant peshmergas (combattant kurde). Il accuse les pays occidentaux "de ne pas avoir montré beaucoup d'intérêt au sort des quelque 36.000 réfugiés kurdes d'Irak encore abrités dans trois camps de résidence temporaire au sud-est et à l'est de la Turquie.

## Mener une vie normale

M. Chemseidi et quelques peshmergas, qui l'entouraient, ont remis à l'AFP, deux listes comprenant 58 noms de chefs de familles représentant environ 300 personnes désirant partir pour la France. (Ces listes ont été transmises à l'ambassade de France à Ankara qui a commencé en début de semaine à étudier avec les autorités turques les modalités pratiques d'un tel accueil et du choix des critères de sélection des candidats pour la France.)

De son côté, M. Ferik Farouk, également dirigeant peshmergas, a affirmé que les pays occidentaux, qui montrent peu d'intérêt aux réfugiés, "étaient les seuls responsables de la mauvaise situation dans laquelle se trouvent ces derniers en Turquie". Il a appelé "notamment les pays qui se prétendent défenseurs des droits de l'homme" à les accueillir.

Ces "exilés" qui ne savent rien sur leur avenir et déclarent chercher des assurances afin de mener une vie normale. Ils espèrent obtenir le statut de réfugiés politiques dans différents pays pour pouvoir bénéficier de l'assistance de l'ONU.

Un statut qu'Ankara leur refuse pour des raisons intérieures - notamment l'agitation séparatiste d'une minorité kurde en Turquie.

YM/eba

AFP 201328 JUL 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

SEF0133 4 F 0223 GRB /AFP-UQ68

Tie.-Ind.-Soct.

GB/Irak: la BAe envisage la vente d'avions à l'Irak

LONDRES, 20 juil (AFP) - Le constructeur aéronautique British Aerospace (BAe) et des représentants irakiens poursuivent actuellement des discussions à Londres sur la livraison d'avions d'entraînement Hawk à l'armée de l'air irakienne, a confirmé jeudi une porte-parole de BAe.

Selon la presse britannique, ces discussions portent sur la vente de 62 appareils Hawk, pour un montant d'environ un milliard de livres (1,5 milliard de dollars), payable en pétrole.

Ces discussions en sont à un "stade préliminaire", a indiqué la porte-parole, précisant que British Aerospace était en compétition avec la France et l'Allemagne fédérale.

Les ministères britanniques de la Défense, du Commerce et de l'Industrie se sont refusés à tout commentaire.

En cas de signature, ce contrat marquerait la reprise des ventes d'armement britanniques à Bagdad, interdites pendant la guerre du Golfe entre l'Irak et l'Iran, relèvent les observateurs.

Dans une interview au quotidien The Independent, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PKK, qui combat le régime de Bagdad), M. Massoud Barzani, a demandé jeudi au gouvernement de Londres de ne pas accorder de licence d'exportation à BAe. Le gouvernement doit faire connaître sa décision prochainement.

agr/pad

AFP 201438 JUL 89

**Le Monde**

20.7.1989

**TURQUIE : onze morts, dont trois militaires**

**Multiplication des accrochages entre l'armée et les séparatistes kurdes du PKK**

**ANKARA**  
de notre correspondant

Trois militaires et huit militants séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont été tués mardi 18 juillet au cours de violents affrontements dans trois villages de l'extrême-est de la Turquie. Dans la capitale régionale, Diyarbakir, une bombe a secoué le bâtiment des renseignements généraux, faisant un mort et deux blessés parmi des passants. Au cours des trois derniers jours, cinquante-huit villageois ont également été enlevés par le PKK.

Les autorités attribuent la persistance de la lutte armée - qui a fait plus de mille cinq cents victimes depuis 1984 - à l'aide fournie au PKK par la Syrie et aujourd'hui par l'Iran. L'intensification des actions de ratiassage depuis 1987 a réduit la zone d'opérations au montagneux triangle de Djoudi, où, selon les autorités, l'armée débusque actuellement les terroristes acculés dans leurs derniers retranchements. Pourtant, si l'état se resserre, il semble loin encore d'être fermé. Les dernières opérations débordent de cette zone et les affrontements ont fait, pour les premiers mois de 1989, autant de morts parmi les militaires

(selon des chiffres officiels) qu'au cours de toute l'année 1988. Un bilan qui confirme la thèse officielle qui soutient que l'audience locale du PKK ne dépasserait pas « un maximum de cinq cents militants ».

Le PKK a été décevant il y a deux ans par la population comme par les organisations kurdes à l'étranger, horrifiées par les massacres des populations entières de villageois, accusées de collaboration (quatre-vingt-dix victimes dans la population civile en 1987). Aujourd'hui, par crainte des enlèvements et des exécutions, le plus souvent par solidarité familiale, ou grâce au prestige symbolique que lui vaut un combat qu'il est seul à mener depuis l'interdiction de toute activité kurde en 1980, le PKK semble disposer de quelques points d'appui dans une partie de la population. Sans approuver ses objectifs - un Etat kurde marxiste-léniniste - certains villageois lui font crédit d'« avoir attiré l'attention sur l'existence du problème ». L'interdiction, pour raisons de sécurité, de l'accès aux alpages n'a fait qu'augmenter le mécontentement des paysans-bergers de la région, coïncidant entre les actions du PKK et la répression militaire.

MICHEL FARRÈRE.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0069 4 I 0315 EXT /AFP-WJ57

Irak-Iran-France flt1

La France n'a pas accepté jusqu'à présent de reconstruire le réacteur nucléaire irakien, selon Tareq Aziz

PARIS, 10 juil (AFP) - La France "n'a pas accepté jusqu'à présent de reconstruire" le réacteur nucléaire irakien de Tammouz, détruit en 1981 par l'aviation israélienne, a affirmé M. Tareq Aziz, vice-Premier ministre irakien et ministre des Affaires étrangères.

Dans un entretien à l'hebdomadaire arabe "Kol Al Arab" publié à Paris, qui paraît lundi, M. Aziz, réaffirme la vocation pacifique du réacteur et précise que l'Irak "a le droit de rechercher d'autres parties capables de nous aider à développer nos connaissances dans ce domaine".

Un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères avait indiqué le 7 mai dernier qu'il n'y avait pas de pourparlers en cours entre l'Irak et la France en vue de la reconstruction du réacteur de Tammouz (nord de Bagdad). Il avait cependant reconnu que la question avait été soulevée par les Irakiens dans une période récente.

Dans le même entretien, réalisé à la veille de l'arrivée le 30 juin à Bagdad du vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, M. Aziz a vivement critiqué la décision de l'Union soviétique de "développer les capacités de défense" de l'Iran.

"Nous estimons qu'il n'y a aucune raison de fournir des armes à l'Iran", a affirmé M. Aziz qui a précisé qu'aucun de ses voisins ne menace ce pays. "C'est l'Iran qui a menacé ses voisins au cours des dix dernières années et n'a cessé ses menaces que lorsqu'il a été vaincu militairement", a-t-il ajouté. "Renouveler les moyens militaires de l'Iran, de quelque manière que ce soit, ne peut donner des résultats positifs", a-t-il dit. Il faut aider l'Iran à se développer et à se reconstruire "mais celui qui veut aider l'Iran à se reconstruire ne doit pas lui fournir des armes", a-t-il conclu.

suivra

AFP 100547 JUL 89

FRFR

FRA0070 4 I 0214 /AFP-WJ60

Irak-Iran-France flt2-der

La France n'a pas accepté ...

PARIS - M. Aziz, qui a rappelé qu'aucun accord de paix n'avait été signé avec Téhéran, a estimé que la situation en Iran "n'est pas claire" après la mort de l'imam Khomeiny. Le chef de la diplomatie irakienne estime par ailleurs que rien ne permet de dire que le candidat à la présidence iranienne, M. Hachemi Rafsandjani, est véritablement l'"homme fort" que présentent les observateurs.

M. Aziz a lancé par ailleurs "un défi à ceux qui répandent des mensonges" concernant la déportation des populations kurdes à l'intérieur de l'Irak. "Qu'ils viennent voir par eux-mêmes dans le Centre et le sud de l'Irak", a-t-il dit, en précisant que son gouvernement était prêt à autoriser les journalistes à se rendre au village kurde de Qala Diza (proche de la frontière iranienne). Selon certaines informations, des soulèvements y auraient eu lieu pour protester contre la décision de détruire le village et de transférer ses habitants dans d'autres districts. Et cela pour créer une ceinture de sécurité à la frontière avec la Turquie et l'Iran. "Il n'y pas de troubles à Qala Diza", a-t-il affirmé, en précisant que 52 pour cent de ses habitants ont choisi d'aller vivre à Sulaymaniyah et 42 pc à Irbil (deux villes kurdes).

ab/dw

AFP 100548 JUL 89 /

Echo Républicain  
20.7.1989

## Pour les Kurdes Le retour au pays passe par la démocratie



Les Kurdes de Dreux viennent de monter un efficace groupe folklorique : une manière de ne pas oublier les traditions d'un peuple sous l'emprise d'une dictature

Discrète, l'association sportive et culturelle de Der-san Kurde à Dreux mène deux combats. Le premier consiste à organiser des spectacles populaires : un moyen de transmettre les traditions kurdes à un nombre important de Drouais issus de tous les horizons.

En janvier dernier, l'association organisait une soirée à l'Atelier à Spectacles. Outre son aspect artistique, cette manifestation révélait un véritable combat politique : deuxième raison de l'existence de l'association. « Nous soutenons la lutte armée en faveur des libertés au Kurdistan », explique Huseyin Yildirim, président de l'association des Kurdes, « Même loin de notre pays, nous aidons la guérilla qui se bat contre le pouvoir fasciste du général Evreu.

Depuis 1980, ce dictateur a mis le Kurdistan à feu et à sang. Des millions de prisonniers subissent la torture. Le gouvernement réalise d'horribles pressions sur le peuple menacé de collaborer avec la guérilla ».

Regroupant plus de 1.000 personnes en Eure-et-Loir, l'association des Kurdes compte développer ses actions culturelles et politiques. Pour l'instant, ses projets sont enveloppés dans un évident flou... artistique ! Quoi qu'il en soit, Huseyin Yildirim se déclare optimiste sur l'évolution politique de son pays natal.

« Seule l'Histoire déterminera le moment de la victoire du peuple Kurde. En cas de retour du régime démocratique, nous repartirons au pays ».

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

IRAD099 4 I 0402 /AFP/CADL

Irakie-réfugiés prev

Des conditions de vie toujours aussi précaires pour les réfugiés kurdes d'Irak  
De l'envoyé spécial de l'AFP, Yurtsay MIHCIOGLU

DIYARBAKIR-MARDIN (Turquie), 21 juil (AFP) - Un an après l'arrivée en Turquie des réfugiés kurdes d'Irak accueillis dans des camps dans le sud-est et l'est anatolien, leurs conditions de vie sont toujours aussi précaires, a-t-on constaté sur place.

Rassemblés dans des camps de "résidence temporaire" à la suite de leur "exode" massif qui a duré de la mi-août jusqu'à la fin septembre 1988, ces quelque 36.000 Kurdes, dont le nombre avait dépassé 70.000 au début, essaient de vivre "au jour le jour" leur condition de réfugiés sans statut et sans ressources. Près de la moitié d'entre eux ont en effet quitté la Turquie pour la Syrie et l'Irak. D'autres ont même préféré regagner l'Irak malgré leur appréhension après les bombes chimiques qui les avaient fait fuir vers la Turquie.

Le gouvernement turc offre une aide en nature

Ils bénéficient de l'aide du gouvernement turc qui leur offre en nature l'équivalent du salaire minimum pour une famille turque. "Une aide qui nous permet uniquement de subsister", déclarent-ils.

Ces gens qui n'ont pas le droit de travailler en Turquie ont épuisé tout le pécule qu'ils avaient apporté avec eux.

Les plus chanceux d'entre eux sont les quelque 14.000 du camp de Diyarbakir (sud-est) qui habitent dans des maisons préfabriquées, tandis que ceux de Kiziltepe (près de Mardin, sud-est) et de Mus (est du pays) habitent encore sous la tente.

"Bien que nous n'ayons pas de grands moyens, nous avons un endroit plus sûr pour nous abriter de la chaleur et du froid", affirme Ekrem Mai, leader des peshmergas (combattants kurdes), membre du Parti Démocratique du Kurdistan irakien (PDK).

→→

## Suite

Assis dans la chambre principale d'un appartement de 80 mètres carrés qu'il partage avec trois autres familles de son village, soit une quinzaine de personnes, M. Mai précise que malgré le manque d'eau et le peu de nourriture qu'on leur donne (généralement des lentilles et des pommes de terre, selon lui) leur vie est mieux organisée dans ce camp.

En effet, le camp de Diyarbakir ne se distingue guère des bas-quartiers d'une grande métropole, à la seule différence que ces maisons sont entourées de grilles pour en contrôler l'accès.

### Les camps envahis par les détritux

Les quelque 14.000 réfugiés du camp de Kiziltepe vivent eux dans des conditions beaucoup plus rudimentaires. Ce camp de toile, monté immédiatement après leur arrivée, contenait au départ tout pour satisfaire à leurs besoins. Les toilettes, les constructions qui servaient de douches ou de salle de télévision, sont actuellement hors d'usage, "à cause du manque d'eau et d'entretien", selon les réfugiés. "en raison de la saleté de ces réfugiés", selon les autorités turques.

Les femmes font de longues queues pour pouvoir prendre de l'eau ou laver leur linge devant les quelques robinets situés au centre du camps.

Ari Bamarni, peshmerga, montrant du doigt les ordures entassées à droite et à gauche, dit: "Ils (les responsables turcs) ne ramassent même pas les poubelles, nous sommes obligés de vivre entourés de déchets qui puent davantage quand le soleil tape dessus".

Environ 2.000 réfugiés ont quitté, il y a une dizaine de jours, le camp pour l'Iran, parce qu'ils "ne supportaient plus cette vie précaire", selon les réfugiés.

Le souci majeur de tous ces réfugiés, c'est leur situation indéterminée, n'ayant pas le statut de réfugiés politiques et donc pas de garantie pour leur avenir. Cette garantie, ils souhaitent l'obtenir "des pays occidentaux", qui selon eux, pourraient soit les accueillir soit leur envoyer de l'argent.

Même s'ils se déclarent déçus après la décision française d'accueillir "seulement" 300 d'entre eux, ces réfugiés considèrent cependant que cette décision pourrait être le premier pas vers une prise de conscience de l'opinion internationale qu'ils appellent au secours depuis leur arrivée.

YM/CT/cma

AFP 210913 JUL 89

Nord Eclair 21.7 1989

**Incompréhension**

# Kurdes : Le risque de la violence

*Comment parler de « minorité » au sujet des Kurdes quand ceux-ci représentent 25 millions de personnes réparties entre l'Irak, l'Irak, la Syrie, la Turquie et l'URSS? A la grande différence d'autres « minorités », les Kurdes ont leur territoire « le Kurdistan », sur lequel ils ne sont pas souverains. La faute en revient au traité de Lausanne de 1923 qui a imposé de nouvelles frontières dans cette partie du monde.*

Mahmoud Akil (22 ans) vient de Syrie, réfugié politique en France depuis 4 ans; Kaymal O Wedat (26 ans) vient de Turquie. Il est aussi réfugié politique depuis 6 ans. Leur sentiment est le même: « Nous sommes un peuple, malgré les frontières ».

**Le « désintéret » des médias européens**

Pour Kaymak, les problèmes sont aussi graves: « Nous n'avons pas le droit de parler notre langue. C'est « la langue interdite ». Après le coup d'état militaire en Turquie en

1980, le maire kurde démocratiquement élu en 79 dans la plus grande ville du Kurdistan turc Diyarbakir a été condamné à 25 ans de prison. Il avait osé s'exprimer dans sa langue maternelle. »

Mahmoud explique: « En Syrie, les Kurdes ont théoriquement la nationalité syrienne mais 150000 d'entre eux en sont privés. Pour pouvoir acheter les produits de première nécessité, le lait, le sucre, il faut la nationalité. Pour pouvoir aller à l'école, suivre des études, il faut avoir la nationalité; alors, comment trouver du travail, et quel travail? »

**« Notre indépendance »**

Leur déception: le manque d'intérêt des médias européens qu'ils expliquent par le refus des Kurdes de recourir à la violence, contrairement à la majorité des mouvements nationalistes. La population kurde a, par exemple, fermement condamné, il y a deux ans, le mouvement minoritaire kurde PKK en Turquie qui commet attentats et crimes. Mais, cette absence de relais médiatique risque de les pousser à la violence. Selon Mahmoud « C'est malheureux, mais c'est à croire qu'on ne fera attention à nous qu'une fois qu'on aura pris des otages et détourné des avions. Même les grèves de la faim ne changent rien ».

Kaymac ajoute: « Nous avons besoin d'un appui à l'étranger, de l'appui de l'opinion publique occidentale. Nous ne sommes représentés dans aucune instance internationale et nous sommes les

seuls. La grande différence entre nous et l'OLP par exemple, c'est que nous n'avons pas, comme eux, 23 pays arabes qui nous soutiennent. Aucun pays n'a intérêt à nous soutenir parce que tous achètent du pétrole aux pays qui nous occupent. Or ce pétrole est sur le territoire du Kurdistan.

Quand l'Irak a « gazé » 5000 Kurdes l'été dernier, la France en a parlé deux jours. Personne n'a dit clairement: c'est un crime contre l'humanité.

Nous souhaitons notre indépendance dans la légitimité, une prise de pouvoir dans la légalité mais le silence qui règne sur nous va engendrer de lui même la violence. Nous risquons de n'avoir bientôt plus d'autre alternative. »

Depuis le début de la convention de la jeunesse, Kaymac croise de jeunes Turcs, mais ils ne font que se croiser.

Catherine KIRPACH (AD 89)

L'Independent 21.7.1989

**Kurdes**

Les pouvoirs de l'armée vont être renforcés dans l'est de la Turquie pour lui permettre de lutter plus efficacement contre les rebelles kurdes.

Le poste de super-gouverneur des onze provinces de la région sera supprimé pour permettre aux militaires d'avoir les coudees plus franches dans leurs opérations contre le parti des travailleurs kurdes. Depuis cinq ans ce dernier (le PKK de tendance marxiste) revendique l'autonomie de la région, où vivent huit millions de Kurdes turcs.

Par ailleurs, un haut responsable du ministère des Affaires étrangères a démenti que des réfugiés kurdes chassés d'Irak aient été expulsés par la Turquie vers l'Irak, comme l'avait affirmé une agence de presse iranienne.

**Nouvelles d'Alsace**

22.7.1989

● **KURDES**: Une mise au point. — Petit incident dans les coulisses de la convention: Suite à l'article paru hier sur les Kurdes, où était fait mention du mouvement PKK de Turquie, un sympathisant de ce mouvement demande « un rectificatif ». Selon Akif Hassam, les différentes sources françaises d'information et notamment les articles du correspondant du « Monde » ne seraient pas objectifs: « PKK est les Kurdes, les Kurdes sont le PKK. Le PKK n'est ni minoritaire ni terroriste. Il est l'ensemble de la population kurde du Kurdistan turc ».

The Economist 24.6.1989  
**Wretched Kurds**

No assistance for Iraq until it ends its persecution

**T**HE Kurds, it seems, are destined to be either forgotten or persecuted. Iraq's President Saddam Hussein is their latest tormentor. He has already exacted grim vengeance on Iraq's Kurdish minority for the support it gave Iran during the Gulf war. Kurds were the victims when President Hussein pioneered the use of chemical weapons against civilians; more than 4,000 of them died at Halabja last year in a cloud of poison gas. And on his orders thousands of innocent Kurds have been arrested and executed; in one incident 8,000 men of the Barzani tribe disappeared without trace. But still the Iraqi dictator's thirst for revenge is unquenched.

Some years ago, for "security reasons", Iraq began to clear Kurdish villages along the Iranian and Turkish frontiers to create a *cordon sanitaire*. That policy has since been extended throughout Kurdistan. In a hecatomb outdoing even President Nicolae Ceausescu's planned destruction of Romanian villages, 4,000 traditional Kurdish settlements, many of them with historic mosques and churches, have been razed and their inhabitants deported. The more fortunate have been banished to camps and compounds near the main cities of Kurdistan, the unlucky ones to Iraq's arid southern and western deserts, far from their mountainous homeland.

Now it is the turn of the small and medium-sized towns of Kurdistan to suffer a similar fate. Some have already been demolished. Others are waiting their turn. Faced with so ruinous a fate, some brave Kurds refused to budge. The residents of the town of Qalah Dizah are reported to have barricaded themselves inside their homes. They did not keep the bulldozers at bay for long.

The conclusion drawn by the Kurds themselves and by international human-rights organisations is that President Hussein is bent on "solving" the Kurdish problem for ever by destroying his country's 4m Kurds as a distinct people. Iraq denies anything so sinister. No Kurds, it says, have been moved out of Kurdistan. Rather they are being resettled from primitive houses made of mud bricks into new settlements with running water, electricity and better access to schools



and clinics. The protestations ring hollow to those who recall Iraq's denials that it used chemical weapons against the Kurds, particularly since it will allow no independent observers free access to Kurdistan.

#### A way for the West to help

The Kurds are not blameless. Since the 1960s they have been in almost continuous insurrection against governments in Baghdad. During the Gulf war Kurdish leaders took the fateful gamble of allying with an enemy, and lost. But the vengeance Iraq is taking is brutal and disproportionate. And it will not work. Far from pacifying Iraq's Kurds for all time, the policy of deportations and demolitions is merely building resentments that will return to haunt future Iraqi governments. If the Kurds are troublesome, that is because they have been abused and excluded from power. The local autonomy long promised has never been delivered; giving it to them would not be taken as a sign of weakness, and thus as an encouragement to ask for more. The way to stop them threatening Iraq's stability is to treat them humanely and cultivate their loyalty. The same lesson will eventually have to be learnt by the governments of Turkey and Iran, whose repression of their own Kurdish minorities is equally misguided.

The world has never done much for the Kurds. They should perhaps, in some less imperfect international order, have been granted a state of their own: Kurdistan. That is not an option now. But the world can do more than merely tut-tut about chemical warfare and a policy of mass deportation. Because Iraq needs western technical help and credits to rebuild its postwar economy, Kurdish rights can be defended even without a Kurdish state. Western governments and companies have been falling over each other to offer Iraq services and loans. Governments in particular should think again. Iraq should be told that its continued access to western assistance will be contingent on a big improvement in the way it treats its people, starting with the Kurds.



# Irak : un no man's land anti-Kurdes

L'Irak a annoncé le 26 juin dernier la création d'une vaste « zone isolée et inhabitée » aux frontières iraniennes et turques, une initiative qui vise principalement les populations kurdes

● Mille deux cents kilomètres sur 30 km. Ce sera l'un des plus longs « no man's land » du monde et certainement le plus large. A quelques rares exceptions près, villes, villages, hameaux et toute autre construction se trouvant dans ce cordon de sécurité, que l'Irak tire à ses frontières, seront en principe détruits. Ce projet d'isolement, Bagdad semble déjà l'avoir largement commencé, provoquant l'exode des populations.

Cette « zone isolée et inhabitée », pour reprendre l'expression de l'agence officielle INA, sera établie aux frontières iraniennes et turques. « Elle ne concerne pas que la zone autonome du Kurdistan irakien mais aussi tous les gouvernorats (régions administratives) irakiens du centre et du sud », a affirmé l'agence dans un communiqué. Les villes de Khanaqin (centre) et de Zakho (extrême nord) ne seront toutefois pas touchées. « Khanaqin est la porte frontalière avec l'Iran et Zakho celle avec la Turquie », a-t-elle précisé.

Cependant, plusieurs diplomates occidentaux en poste à Bagdad estiment que le « no man's land » vise principalement les régions kur-



Les Kurdes, éternelles victimes.

des (environ 2 millions de personnes). Tout déplacement de journalistes et de diplomates est actuellement interdit dans ces mêmes régions.

Les déplacements de populations sont violemment dénoncés par les chefs des partis d'opposition kurdes réfugiés à l'étranger. « Le nouveau programme de déplacement des populations kurdes d'Irak est alarmant puisqu'il prévoit la destruction des localités rurales dans le Kurdistan et la réinstallation forcée de près de 300 000 personnes, dans

les camps et les villes situées en dehors de la zone traditionnelle d'implantation des Kurdes », a accusé, le 2 juin dernier, à Paris, Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK, allié de l'Iran).

De son côté, l'Iran, par la voix du président de son Parlement, l'hodjatoleslam Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, a appelé samedi la communauté internationale à empêcher l'Irak de commettre « un grand crime ». En revanche, la Turquie, pays également confronté

à l'irréductibilité kurde, a « apprécié » la création de la « zone inhabitée ». Plusieurs localités kurdes importantes, comme Rania ou Qala Diza, situées dans la nouvelle « zone inhabitée », ont déjà été évacuées par leurs habitants. Selon des sources kurdes, la population de Qala Diza — une ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, traditionnellement pro-gouvernementale — s'est récemment soulevée à l'appel des religieux de la cité.

Le communiqué officiel irakien af-

firmé que « des compensations pécuniaires ont été accordées aux habitants des zones concernées pour faciliter leur déplacement vers d'autres régions et leur permettre de poursuivre une vie normale ». Selon ce texte, « le montant minimal de cette compensation est de 3 000 dinars irakiens (plus de 9 000 dollars) par famille et de 1 500 dinars (plus de 4 500 dollars) dans les villages et les zones rurales ». « Le gouvernement a également prévu pour chaque famille une parcelle de terrain destinée à être construite et une parcelle de terre pour l'agriculture », ajoute le même communiqué.

De source officielle, on affirme que vingt cités nouvelles ont déjà été créées dans la province kurde d'Erbil pour abriter les Kurdes déplacés. D'autres foyers de peuplement ont aussi été établis dans la province voisine de Suléimanieh.

De source diplomatique, on indique que les déplacements des populations kurdes sont motivés par trois raisons : empêcher le retour de la rébellion, se venger des clans kurdes qui se sont battus aux côtés de l'Iran et, enfin, quadriller le pays. De même source, on ajoute que, parallèlement, les autorités cherchent à arabiser la région pétrolière de Kirkouk en encourageant les déplacements de populations, cette fois arabes.

Tous les diplomates sont d'accord pour souligner que le gouvernement irakien a gagné sur le plan militaire et écrasé la guérilla kurde en août-septembre 1988. « Maintenant, il reste aux autorités à gagner sur le plan politique sinon la rébellion risque un jour de reprendre », conclut l'un d'eux.

LE QUOTIDIEN  
DE PARIS

4.7.1989

# Dernières Nouvelles d'Alsace

Edition de Strasbourg

N° 168 • Prix 5 F 50  
Vendredi 21 juillet 1989

Grand quotidien régional d'information

## Incompréhension

# Kurdes : Le risque de la violence

*Comment parler de « minorité » au sujet des Kurdes quand ceux-ci représentent 25 millions de personnes réparties entre l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Turquie et l'URSS ? A la grande différence d'autres « minorités », les Kurdes ont leur territoire « le Kurdistan », sur lequel ils ne sont pas souverains. La faute en revient au traité de Lausanne de 1923 qui a imposé de nouvelles frontières dans cette partie du monde.*

Mahmoud Akil (22 ans) vient de Syrie, réfugié politique en France depuis 4 ans ; Kaymal O. Wedat (26 ans) vient de Turquie. Il est aussi réfugié politique depuis 6 ans. Leur sentiment est le même : « Nous sommes un peuple, malgré les frontières ».

Mahmoud explique : « En Syrie, les Kurdes ont théoriquement la nationalité syrienne mais 150 000 d'entre eux en sont privés. Pour pouvoir acheter les produits de première nécessité, le lait, le su-

cre, il faut la nationalité. Pour pouvoir aller à l'école, suivre des études, il faut avoir la nationalité ; alors, comment trouver du travail, et quel travail ? »

### Le « désintérêt » des médias européens

Pour Kaymak, les problèmes sont aussi graves : « Nous n'avons pas le droit de parler notre langue. C'est « la langue interdite ». Après le coup d'état militaire en Turquie en

1980, le maire kurde démocratiquement élu en 79 dans la plus grande ville du Kurdistan turc Diyarbakir a été condamné à 25 ans de prison. Il avait osé s'exprimer dans sa langue maternelle. »

### « Notre indépendance »

Leur déception le manque d'intérêt des médias européens qu'ils expliquent par le refus des Kurdes de recourir à la violence, contrairement à la majorité des mouvements nationalistes. La population kurde a, par exemple, fermement condamné, il y a deux ans, le mouvement minoritaire kurde PKK en Turquie qui commet attentats et crimes. Mais, cette absence de relais médiatique risque de les pousser à la violence. Selon Mahmoud : « C'est

malheureux, mais c'est à croire qu'on ne fera attention à nous qu'une fois qu'on aura pris des otages et détourné des avions. Même les grèves de la faim ne changent rien ».

Kaymac ajoute « Nous avons besoin d'un appui à l'étranger, de l'appui de l'opinion publique occidentale. Nous ne sommes représentés dans aucune instance internationale et nous sommes les seuls. La grande différence entre nous et l'OLP par exemple, c'est que nous n'avons pas, comme eux, 23 pays arabes qui nous soutiennent. Aucun pays n'a intérêt à nous soutenir parce que tous achètent du pétrole aux pays qui nous occupent. Or ce pétrole est sur le territoire du Kurdistan. »

Quand l'Irak a « gazé » 5 000 kurdes l'été dernier, la France en a parlé deux jours. Personne n'a dit clairement : c'est un crime contre l'humanité

Nous souhaitons notre indépendance dans la légitimité, une prise de pouvoir dans la légalité mais le silence qui règne sur nous va engendrer de lui-même la violence. Nous risquons de n'avoir bientôt plus d'autre alternative. »

Depuis le début de la convention de la jeunesse, Kaymac croise de jeunes Turcs, mais ils ne font que se croiser

Catherine KIRPACH (AD 89)

### Samedi 22 juillet 1989

● KURDES : Une mise au point. — Petit incident dans les coulisses de la convention : Suite à l'article paru hier sur les Kurdes, où était fait mention du mouvement PKK de Turquie, un sympathisant de ce mouvement demande « un rectificatif ». Selon Akif Hassam, les différentes sources françaises d'information et notamment les articles du correspondant du « Monde » ne seraient pas objectifs : « PKK est les Kurdes, les Kurdes sont le PKK. Le PKK n'est ni minoritaire ni terroriste. Il est l'ensemble de la population kurde du Kurdistan turc ».

22.7.1989

## Le gouvernement de Bagdad face à la rébellion

# Les Kurdes d'Irak, personnes déplacées

*Au nom d'une revendication autonomiste, le peuple kurde mène, de longue date, une guérilla sporadique dans les montagnes de Turquie, d'Irak et d'Irak. Assassiné à Vienne la semaine dernière, le chef des Kurdes d'Irak, Abdel Rahman Ghassemlou, a été inhumé, jeudi 20 juillet, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. En Irak, les autorités poursuivent les déplacements des populations kurdes.*

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

*« Le Kurdistan reste fermé à la presse, car nous n'avons pas fini le déplacement des populations. » L'aveu est simple et direct. Le gouvernement irakien, « lassé » de ce qu'il appelle « des campagnes hostiles montées de toutes pièces contre sa politique au Kurdistan », ne veut pas, affirme un officiel, « paraître céder sous la pression ». La ceinture de sécurité d'une profondeur de 30 kilomètres derrière laquelle veut se protéger l'Irak s'étendra, selon le même officiel, tout le long des frontières turque et iranienne, « donc aussi dans les zones arabes du sud du pays ».*

C'est toutefois bien au Kurdistan que la mise en place de cette zone a commencé et il y a déjà quelques années avec un double but : couper les combattants kurdes de leurs bases arrières dans les pays voisins ainsi que de la population locale regroupée dans des villes nouvelles facilement contrôlables. Le mouvement s'est toutefois amplifié et étendu à tout le Kurdistan depuis le cessez-le-feu, englobant des villes de plus de 50 000 habitants comme Qaladiza, évacuée en juin, malgré une tentative de résistance de la population et depuis, affirme-t-on de bonne source, complètement détruite.

Contrairement à ce qui se passait auparavant, il semble toutefois que la population kurde, aujourd'hui déplacée, soit réinstallée au Kurdistan même et pas dans le sud ou au centre du pays, comme à Ramadi par exemple où vivent toujours de nombreux Kurdes. Il est vrai que, selon de nombreuses sources, le gouvernement irakien n'a pas réussi dans sa tentative d'arabiser le Kurdistan, en particulier la riche région pétrolière de Kirkouk et la ville elle-même.

De source officielle irakienne, on affirme qu'une vingtaine d'agglomérations nouvelles ont vu le jour dans la province d'Irbil et dans celles de Suleimanié et Gohuk.

Tous les villages isolés de la montagne (environ quatre mille) ont, en tout cas, été détruits, ce qui ne manque pas de poser le problème de l'avenir des paysans ainsi arrachés à la terre et coupés de leurs racines. Certes, le gouvernement a cherché à compenser le préjudice ainsi subi en offrant des aides financières de plusieurs milliers de dollars aux déplacés mais l'argent ne remplace pas tout.

Si le gouvernement irakien, au dire de tous les observateurs indépendants, a gagné, au moins à court terme, la bataille militaire du Kurdistan — la circulation dans la région est aujourd'hui sûre, même de nuit, les routes sont ouvertes et les touristes ont retrouvé le chemin des montagnes — il reste que ces mouvements de population vont accentuer le ressentiment des Kurdes, dont un grand nombre n'étaient pas forcément hostiles au régime. Comme l'affirme un expert, « c'est la meilleure façon de créer des rebelles ». Certes il sera de plus en plus difficile aux perchmergas (combattants Kurdes) de se mouvoir à l'aise dans une région dépeuplée et, de plus, étroitement surveillée et quadrillée par l'armée, mais, à long terme, c'est la bataille politique que le gouvernement doit gagner et c'est là un autre problème.

Parallèlement à cette politique de déplacement, Bagdad cherche donc à se gagner les faveurs de la population en tentant d'améliorer ses conditions de vie matérielle.

### Les faveurs de la population

De nombreux travaux d'infrastructure ont été entrepris dans les provinces kurdes. De plus, le responsable du parti Baas pour le nord, M. Ali Hassan al Majid, un cousin du président, responsable de la région depuis le début de 1987, a été récemment remplacé par un membre du Conseil de commandement de la Révolution, M. Hassan Ali, un chiite. Sa principale tâche est, justement, de tenter, par une politique d'ouverture économique et sociale (notamment en créant des emplois), de s'attirer les bonnes

grâces des Kurdes afin de les amener à combattre les perchmergas. Le président Saddam Hussein lui-même s'est récemment rendu, à trois reprises, au nord pour tenter de rassurer les chefs kurdes.

Conscient de la non-représentativité totale des deux partis kurdes loyalistes, les partis démocratique et révolutionnaire du Kurdistan, alliés au Baas dans le Front national progressiste et dont les leaders ont été battus aux élections du 1<sup>er</sup> avril, le gouvernement chercherait à faire émerger de nouvelles personnalités. Mais comme le dit un spécialiste : « On mesurera le sérieux du gouvernement vis-à-vis des Kurdes à sa capacité de négocier avec les chefs de la rébellion ». MM. Masoud Barzani et Jalal Talabani. Ce dernier a été exclu nommément de toute amnistie pour sa collaboration avec l'Iran, notamment dans l'affaire d'Halabja.

Prise par les Iraniens le 14 mars 1988, cette localité avait subi un intense bombardement aux armes chimiques de la part de l'Irak qui a fait environ 5 000 morts, selon Téhéran. Aujourd'hui abandonnée, Halabja a été reconstruite à quelques distances pour abriter environ 20 000 personnes sous la haute protection d'un camp militaire qui domine la nouvelle ville.

Des contacts secrets ont toutefois lieu avec M. Barzani et même avec M. Talabani par l'intermédiaire d'émissaires. Mais, pour l'instant, ceux-ci ne paraissent pas donner de grands résultats. Le président Saddam Hussein aurait laissé entendre cependant qu'il était prêt à recevoir M. Barzani. Les membres de ces deux grandes tribus connaîtraient un sort encore beaucoup plus dur, affirme-t-on de bonne source à Bagdad, que le reste de la population kurde.

S'il est encore trop tôt pour mesurer tous les effets de ces déplacements massifs de population, il est certain que le gouvernement entend par tous les moyens (et le passé prouve qu'il n'a reculé devant aucun d'entre eux) pour mettre fin à la rébellion kurde.

FRANÇOISE CHIPAUX.

LA  
Quotidien de Réunion 22.7.1989

## DANS LE MONDE

TURQUIE : CONDITIONS DE VIE DES RÉFUGIÉS KURDES D'IRAK

# Des tentes au milieu des ordures

*Un an après l'arrivée en Turquie des réfugiés kurdes d'Irak accueillis dans des camps dans le sud-est et l'est anatolien, leurs conditions de vie sont toujours aussi précaires.*

**R**ASSEMBLÉS dans des camps de « résidence temporaire » à la suite de leur « exode » massif qui a duré de la mi-août jusqu'à la fin septembre 1988, les quelque 36.000 réfugiés Kurdes d'Irak, dont le nombre avait dépassé 70.000 au début, essaient de vivre « au jour le jour » leur condition de réfugiés sans statut et sans ressources. Près de la moitié d'entre eux ont en effet quitté la Turquie pour la Syrie et l'Iran. D'autres ont même préféré regagner l'Irak malgré leur appréhension après les bombes chimiques qui les avaient fait fuir vers la Turquie.

### Des aides en nature

Ils bénéficient de l'aide du gouvernement turc qui leur offre en nature l'équivalent du salaire minimum pour une famille turque. « Une aide qui nous permet uniquement de subsister »

déclarent-ils.

Ces gens qui n'ont pas le droit de travailler en Turquie ont épuisé tout le pécule qu'ils avaient apporté avec eux.

Les plus chanceux d'entre eux sont les quelque 14.000 du camp de Diyarbakir (sud-est) qui habitent dans des maisons préfabriquées, tandis que ceux de Kiziltepe (près de Mardin, sud-est) et de Mus (est du pays) habitent encore sous la tente.

« Bien que nous n'ayons pas de grands moyens, nous avons un endroit plus sûr pour nous abriter de la chaleur et du froid », affirme Ekrem Mai, leader des peshmergas (combattants kurdes), membre du Parti Démocratique du Kurdistan irakien (PDK).

Assis dans la chambre principale d'un appartement de 80 mètres carrés qu'il partage avec trois autres familles de son village, soit une quinzaine de

personnes, M. Mai précise que malgré le manque d'eau et le peu de nourriture qu'on leur donne (généralement des lentilles et des pommes de terre, selon lui) leur vie est mieux organisée dans ce camp.

En effet, le camp de Diyarbakir ne se distingue guère des bas quartiers d'une grande métropole, à la seule différence que ces maisons sont entourées de grilles pour en contrôler l'accès.

Les quelque 14.000 réfugiés du camp de Kiziltepe vivent eux dans des conditions beaucoup plus rudimentaires. Ce camp de toile, monté immédiatement après leur arrivée, contenait au départ tout pour satisfaire à leurs besoins. Les toilettes, les constructions qui servaient de douches ou de salle de télévision, sont actuellement hors d'usage, « à cause du manque d'eau et d'entretien », selon les réfugiés, « en raison de la saleté de ces réfugiés », selon les autorités turques.

Les femmes font de longues queues pour pouvoir prendre de l'eau ou laver leur linge devant les quelques robinets situés au centre du camp.

Ali Bamarni peshmerga montrant du doigt les ordures entassées à droite et à gauche, dit :

« Les responsables turcs ne ramassent même pas les poubelles nous sommes obligés de vivre entourés de déchets qui puent davantage quand le soleil tape dessus »

Environ 2.000 réfugiés ont quitté, il y a une dizaine de jours, le camp pour l'Irak, parce qu'ils « ne supportaient plus cette vie précaire », selon les réfugiés.

Le souci majeur de tous ces réfugiés, c'est leur situation indéterminée, n'ayant pas le statut de réfugiés politiques et donc pas de garantie pour leur avenir. Cette garantie, ils souhaitent l'obtenir « des pays occidentaux », qui selon eux, pourraient soit les accueillir soit leur envoyer de l'argent.

Même s'ils se déclarent déçus après la décision française d'accueillir « seulement » 300 d'entre eux, ces réfugiés considèrent cependant que cette décision pourrait être le premier pas vers une prise de conscience de l'opinion internationale qu'ils appellent au secours depuis leur arrivée.

## ملحمة «بطولة الكرد» من اعداد جاسم جليل عن قلعة اسمها «دمدم»

Al-Yawm As-Sabi  
24.4.1989



رسم بشار العيسى

بطولة  
الكرد

في ملحمة قلعة دمدم

علاف الكتاب

المدافع تحدث زعيم الحي / يابني انهض وشد  
الرجال من هنا... (ص ٢٨ - ٢٩) ... «لقد  
أسروا جريحين واتوا بهما/ كان احدهما ابن  
الخان الخائن/ وهو يقود هؤلاء المساكين/  
يختطف كوليهار لوالده/ وكيف يدوسون على  
عرس الاكراد عنوة/ ولهذا فاني اصر على ان  
يقتل اليوم ابن الخان...» (ص ٥٤). هذه  
الطريقة في السرد نعتت عليها في كتاب «العهد  
القديم».

هذا الانتقال المفاجيء من صيغة الغائب  
الى صيغة المتكلم يؤدي الى «تسريع» الحدث.

عنوة من ابنة خان لم يرقه الامر فجرّد حملة  
عن القلعة لاسترداد العروس لكن عمراً دحره،  
فاوغر صدر الشاه ضد عمر، ودفعه الى  
محاصرة القلعة التي سقطت أخيراً بسبب  
خيانة، بعدما ابدت مقاومة عظيمة. لكن أحداً  
من جماعة عمر لم يقع في الأسر.  
تنتهي الملحمة بعبرة مزدوجة: «ليس في  
الحياة قلعة مثل قلوب الناس» (ص ٨٤) ولأن  
تموت الأغاني والقصص/ انها اجنحة القلوب  
والافئدة/ ان الاغاني والقصص تروى ابدًا/  
هي كالحياة خالدة» (ص ٨٥).

ثمة ملامح عامة تشترك فيها ملاحم عديدة،  
مثل تمجيد الشجاعة المقترنة بالذكاء وتجسيد  
ذلك في «بطل قومي»، وملائح خاصة تعكس  
خصائص الشعب الذي أنتجها: الهأجس  
الغالب في هذه الملحمة هو الخوف من ظلم  
السلطان وقهره ومحاوله التخلص منه بكرامة.  
لكن الكثرة العددية تقهر الاقلية دوماً فلا تجد  
الاقلية جواباً سوى «البطولة». لكن البطولة غير  
الانتحارية، ما دام «البطل» يحاول دائماً  
تفادي المواجهة، لكن السلطان الطاغوي لا يريد  
له «الحياة السعيدة» ويتجسد ذلك في محاولة  
منع «البطل» من الزواج من امرأة يحبها.

تبدو بنية الملحمة، في دفعها الاحداث نحو  
مآزقها البطولي (وفي طريقة بنائها للبطل)  
محاصرة بعلامتين سلبيتين: الأولى، هرب عمر  
الجلالي من بطش السلطان، الامر الذي يلقي  
بظله على ما يلي من احداث، وهي احداث  
ايجابية ذات حركة متصاعدة في ايجابيتها  
(الحظوة عند الشاه، بناء القلعة، الزواج)  
لكنها ملفومة بالحدث الاول المؤسس الذي  
يسكن خلفية الاحداث ويشي بالمأساة المقبلة.  
والعلامة الثانية التي تأتي جواباً على العلامة  
الاولى هي تدمير القلعة التي تؤكد استمرار  
مفاعيل الحدث الاول، دامة حياة الشعب  
الكردية بطابع مأساوي.

### حيلة «جلد الثور»

تقدم هذه الملحمة، في تقنية بنائها، ظاهرتين  
تؤكدان مبدأ التبادل بين الملاحم والاساطير:  
الاولى: حيلة «جلد الثور» التي نعتت عليها  
حرفياً في اسطورة بناء قرطاجة على يد «اليسار»  
التي سألها الملك عما تريد فسألته ان يهبها  
قطعة ارض في حجم جلد ثور.. فقامت بتقطيعها  
الى خيوط دقيقة لتحصل على قطعة ارض كبيرة.  
وهذا ما فعله عمر الجلالي.

الثانية: تقنية السرد التي تتميز باختلاط  
الضمانر والتقطع الزمني (الذي ربما كان  
ناتجاً عن ثغرات في التدوين): «... اجتمع ذوو  
اللحي البيض وفكروا ملياً وقضوا ان ذهب عمر  
الى السلطان فيدوه بالسلاسل والاعلال وقتلوه  
شر فئلة. وان بقي ههنا دمرت القرية برصاص

عن «دار الكتاب» في بيروت  
صدر مؤخراً كتاب «بطولة  
الكرد» من اعداد جاسم  
جليل، عن ملحمة قلعة  
دمدم، وهو كتاب - مرجع.  
لانه ينقل هذه الملحمة  
من التناقل الشفهي الى  
التدوين الكتابي.  
باللغتين العربية  
والكردية

الاساطير والملاحم قوت تتغذى به الميخالات  
الشعبية، وإذا كانت الاساطير تتميز بتدخل  
الالهة في مصائر البشر، فان الملاحم قد تقتصر  
احياناً على مصائر بشرية تمجد البطولة والحيلة  
، الحرب دفاعاً عن قضية وتجسد نظرة شعب  
الى موقعه ومسيره. ضمن هذا الخط الأخير  
يندرج كتاب «بطولة الكرد» في ملحمة قلعة  
دمدم. وأهمية هذا الكتاب انه يسجل ملحمة  
كانت، حتى الآن، تنتقل شفهاً من جيل الى  
جيل، وكل تدوين في هذا النوع هو إحياء للأثر  
المدرن. لكنه احياء لا يمكن إلا ان يكون ذا  
مفعول حصري، إذ ان الكتابة تمنح صورة  
... ماسة لما كان التناقل الشفهي يمنحه  
... مدروعة وعرضة للتغير.

### احداث الملحمة

تروي الملحمة قصة عمر الجلالي، رجل  
مديد القامة محبوب من ابناء قومه يعيش حياة  
صعبة في قرية كردية تحت الاحتلال التركي.  
بسبب سوء معاملة السلطان. ذات يوم جاء  
فرمان من اسطنبول يقضي بالقبض على عمر.  
اجتمعت القرية وقررت ان يرحل عمر. مضى  
عمر واستوطن في ارض وديعة يسيطر عليها  
شاه يتفقد احوال رعيته بنفسه. أحد الايام  
زاره الشاه متنكراً فاستقبله عمر استقبالاً  
كريماً. اعجب به الشاه واستدعاه وطلب اليه  
ان يكون مَداحاً في ديوانه، فاعتذر عمر طالباً  
ان يكون سائساً عند الشاه. استجاب الشاه  
لطلبه. هاجم اللصوص قطع الشاه فدافع عمر  
عن القطيع ببسالة حتى اصيب بجرح بليغ في  
كتفه. تقديراً لشجاعته قرر الشاه ترقية عمر الى  
مرتبة وجيه وخان. ومنحه ما يشاء من المال.  
لكن عمر طلب ان يمنحه الشاه مقدار جلد ثور  
من الارض لبني بيوتاً وعمارة. جعل الخان  
عمر من جلد الثور اوتاراً دقيقة قاس بها مكانا  
في جبل قرر ان يبني عليه قلعة يستقر فيها مع  
رجالها. حين تم بناء القلعة حار عمر في ما  
يسميها. فقام والده ودحرج صخرة كبيرة  
احدثت دوياً يحاكي صوت «دمدم». فاطلقوا  
على القلعة اسم «قلعة دمدم» وقد تزوج عمر

«الكتابة» في القرن العشرين / إنما هو ناتج عن  
 اسماطان حديثة لحقت بالملحمة في مراحلها  
 المتأخرة. ولو عرفت هذه الملحمة القديم، في  
 العصور الغابرة، لاحتفظت بمعظم عناصرها  
 «البدائية»، ولكانت أعصى على التغيير، وأكثر  
 قدرة على مقاومة «مغريات العصر» ذلك ان  
 التدوين يمنح شكلاً ثابتاً ويربط الأثر بتاريخه.  
 من السمات الفريدة في هذه «الملحمة» انها  
 تقدم دعماً للنظرية اللغوية التي تقول بأن أصل  
 اللغة ونشأتها هو تقليد أصوات الطبيعة، مثل  
 «حرير» لتقليد صوت المياه، و«حفيف» لتقليد  
 صوت الأوراق، و«مواء» لتقليد صوت الهرة...  
 معد قام والد عمر الجلال، كما رأينا، بدرجعة  
 صخرة كبيرة نتج عن تدرجها صوت «دُم دُم»  
 الذي صار اسماً للقلعة...  
 وقد صار مُسلماً به، الآن، ان نظرية تقليد  
 أصوات الطبيعة تقدم تفسيراً جزئياً لنشوء  
 بعض المفردات «المحسوسة»، ولا يمكنها، بأي  
 حال، ان تفسر نشوء المفردات «المجردة» التي  
 نرى، امام أعيننا اليوم، كيف انها تنشأ بفعل  
 الاصطلاح. الياس حنا الياس

خالقاً، أحياناً، «فجوات» في التواصل السردي.  
 ولا نستطيع التكهن، هنا، اذا كانت هذه  
 «الفجوات» ناجمة عن التدوين، ام هي في  
 تركيبية الملحمة بالذات، قبل ان يتناولها  
 التدوين. فمن المعروف ان الادب الكردي هو  
 ادب شفهي - عاسي لم يباشر بتدوينه إلا في  
 بدايات عهد الاستسراق. اواخر القرن التاسع  
 عشر من هنا تأكيد هذه الملحمة على خلود  
 الاغاني. ومن الطبيعي ان تتأثر هذه الاغاني  
 بمرورها عبر العصور، فتسقط منها مقاطع،  
 وتضاف اليها اخرى، وقد تخضع، بعد ذلك،  
 لاجتهادات المدونين فتتلون بطرائقهم الكتابية.  
 ولا ينبغي ان يغيب عن ذهننا، هنا، ان حديثنا  
 عن هذه الملحمة يتم استناداً الى «النص  
 العربي»، وقد تكون الترجمة عن الكردية هي  
 المسؤولة عن بعض الظواهر الاسلوبية او  
 «الفجوات» التعبيرية.

ويبدو ان الحديث عن «رصاص المدافع»  
 و«الاحتلال التركي» (الذي يوحى بان هذه  
 الملحمة حديثة العهد تكونت عبر القرون القليلة

Kayhan 11.7.1989

## رژیم عراق دو هزار خانہ متعلق بہ کردھا را با دینامیت منفجر کرد

به گزارش واحد مرکزی خبر بنقل از  
 خبرگزاری رویتر بخشی از جمعیت این  
 شهر قبلاً مجبور به ترک شهر خود شده بودند  
 سخنگوی اتحادیه میهنی جمعیت این شهر  
 را دوازده هزار نفر و تعداد خانه های منفجر  
 شده را دو هزار دستگاه ذکر کرد.

سخنگوی اتحادیه میهنی کردستان عراق  
 دیروز گفت نیروهای امنیتی رژیم عراق روز  
 گذشته به شهر سنگر واقع در سیسزده  
 کیلومتری شمال غربی قلعه دیزه یسوز  
 برده و تمام ساکنان این شهر گردنشین را با  
 کامیون به نقاط دیگر انتقال داد، خانه های  
 آنها را با دینامیت منفجر ساختند.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL  
 FRA0154 4 I 0254 /AFP-TP45  
 Turquie-Kurdes

Près de 600 morts en deux ans d'affrontements dans le sud-est de la Turquie

ANKARA, 24 juil (AFP) - Cinq cent quatre-vingt seize personnes ont été tuées et quelque 200 autres blessées depuis deux ans lors d'accrochages entre rebelles kurdes et forces de l'ordre turques ou encore au cours d'attaques de rebelles kurdes contre des villages dans le sud-est de la Turquie, a rapporté lundi l'agence turque Anatolie.

L'agence cite un communiqué du ministre turc de l'Intérieur, M. Abdulkadir Aksu, qui précise que depuis la mi-juillet 1987, 238 rebelles, 130 militaires et policiers, et 228 civils ont perdu la vie lors d'accrochages, tandis que 16 rebelles kurdes, 113 membres des forces de l'ordre et quelque 70 civils ont été blessés.

M. Aksu a en outre précisé que les opérations des rebelles kurdes avaient été concentrées essentiellement sur trois régions, Mardin, Siirt et Hakkari (sud-est, région frontalière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran). Il a affirmé que l'armée turque avait intensifié ses opérations contre les rebelles.

Les séparatistes kurdes qui opèrent contre les forces de l'ordre et les civils dans cette région du pays appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) principale organisation kurde en lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara.

Depuis la reprise des combats en août 1984, quelques 1.500 personnes (civils, gendarmes, policiers et rebelles kurdes séparatistes) ont été tuées lors de combats.

YM/CT/cma

AFP 241256 JUL 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Figaro 24.7.1989

# Les fils de 89...

*Cinq cent cinquante jeunes, venus de quatre-vingts pays, ont travaillé à l'élaboration d'une nouvelle déclaration des droits de l'homme. Elle sera publiée à Paris dans un mois.*

STRASBOURG  
Michèle GREGORI

« On est venu pour faire quelque chose et non pas pour prendre des vacances. » De fait les congressistes d'AD 89 - moyenne d'âge vingt-cinq ans - réunis à Strasbourg pour la convention de la jeunesse, ont planché pendant une semaine avec ardeur.

Cinq cent cinquante participants venus de quatre-vingts pays ont rédigé la nouvelle déclaration universelle de la jeunesse. Personne n'est censé ici représenter son pays. Le seul critère sélectif est la jeunesse. Les dirigeants de l'Association pour la déclaration du 26 août 1789 insistent sur ce point

AD 89, c'est d'abord l'histoire d'une amitié. Jean-Michel Blanquer, le président, et François Baroin, fils de Michel Baroin, se connaissent depuis quatorze

ans. Une amitié de préau qui remonte au collège Stanislas. Richard Senghor - petit-neveu de l'ancien président du Sénégal - les a rejoints plus tard. L'idée de base est la préparation du troisième millénaire dans un esprit de paix. Dans cette perspective, cinq cent cinquante jeunes ont travaillé d'arrache-pied pour une nouvelle déclaration des droits de l'homme, commémorant la date historique du 26 août 1789, qui a donné naissance à ce texte fameux.

Douze thèmes de réflexion ont été définis : sciences et liberté, droit pénal, informatique, environnement, espace, culture et éducation... Les travaux en colloque autant que les discussions de couloir ont abouti à un large consensus sans parvenir à gommer le clivage Nord-Sud. Dialogue réaliste entre Nicholas la Mendola et Barry Reese, délégués américains, et Sergueï Vesselkov et Sergueï Kuleskov, envoyés officiels des komсомолs soviétiques : « Nous comprenons

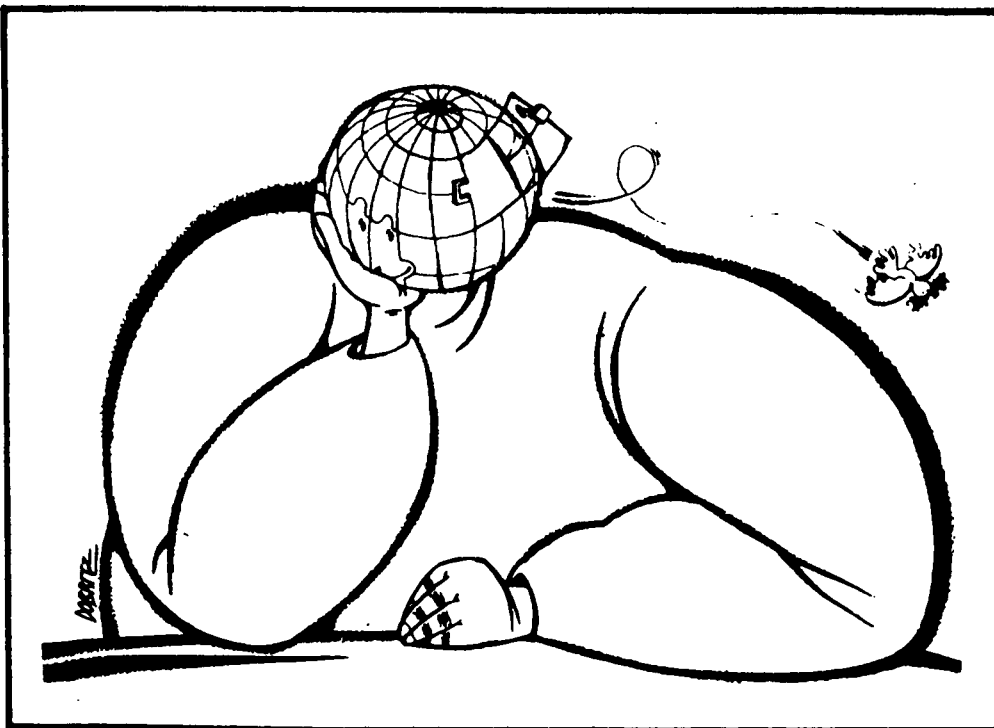
aujourd'hui que le capitalisme a certains côtés positifs. L'essentiel est de garantir la coexistence et la coopération dans les domaines politique et militaire ».

Cette harmonie ne pouvait durer. Chaleur et fatigue aidant, deux thèmes, dès vendredi, ont suscité les passions. Le droit des minorités par exemple. Comment peut-on employer - sans injure - le terme « minorité » à propos du peuple kurde, communauté de vingt-cinq millions de personnes disséminées en Iran, Irak, Syrie, Turquie et Union soviétique ? Pour Mahmoud Akil et Kaymal Wedat, réfugiés politiques kurdes en France, s'exprimer à Strasbourg est une chance inespérée. « Nous ne sommes représentés dans aucune instance internationale. Aucun pays n'a intérêt à nous soutenir puisque tous achètent du pétrole aux pays qui nous occupent. Or ce pétrole est sur le territoire du Kurdistan ». Kurdes et Turcs se toisent. Les Tamouls évitent les Pakistanais. Une Jordanienne s'effondre en larmes. « Qu'est-ce qu'ils s'en aillent ! »

Les Afghans, dont les représentants portent le costume traditionnel et s'expriment dans un français parfait, sont sans doute les seuls au monde à résister au charme de Gorbatchev. La réalité pour eux c'est que trois mille militaires soviétiques occupent encore leur pays. Glasnost signifie transparence, mais aussi publicité, selon eux.

Après cette rude journée, tous les congressistes dont le sérieux et la compétence sont impressionnants, ont retrouvé les divertissements de leur âge au cours d'une soirée dansante. Réconcilier la pensée et l'action est le but que s'étaient assigné les dirigeants d'AD 89, lesquels affirment, heureux et épuisés : « Désormais, AD 89 appartient à la jeunesse. » Il reste à peaufiner le texte de la déclaration qui sera proclamée le 26 août prochain, à l'Arche de la Défense à Paris

M. G.





A.F.P.

F.P.

A.F.P. A.P. A.F.

FRA0217 4 G 001 AFP-CR98

Kurdes-manifestants

Rassemblement d'opposants kurdes devant le consulat de Turquie à Paris

PARIS, 25 juil (AFP) - Plus d'une centaine d'opposants kurdes au gouvernement turc se sont rassemblés mardi durant plus de deux heures devant le consulat de Turquie, boulevard Malesherbes, à Paris.

Les manifestants, qui brandissaient des pancartes réclamant la libération de sept Kurdes détenus en Allemagne Fédérale, s'étaient rassemblés à l'appel de l'ERNK, front de libération national du Kurdistan, émanation du Parti des travailleurs kurdes (PKK).

Les manifestants ont observé un sit-in de deux heures et demie au cours duquel ils ont brûlé un drapeau turc avant de se disperser sans incident.

Dans un tract signé des "sympathisants de l'ERNK à Paris", les manifestants appelaient "l'humanité progressiste à prendre position contre la folie meurtrière de l'Etat turc, à ne pas croire aux mensonges de +transition à la démocratie+ et à empêcher un nouveau Halabja", nom d'une ville kurde irakienne bombardée selon eux à l'arme chimique par les Irakiens en mars 1988 et où plusieurs milliers de personnes avaient été tuées.

L'ERNK appelait par ailleurs "l'humanité progressiste à soutenir la lutte légitime de notre peuple".

PR/vr

AFP 251353 JUL 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0452 4 I 001 FRA AFP-MZ09

France-Kurdes

Départ samedi pour la Turquie d'une mission française chargée d'organiser la venue en France de 300 réfugiés kurdes

PARIS, 26 juil (AFP) - Une mission interministérielle française partira samedi pour la Turquie afin d'organiser le départ des 300 réfugiés kurdes d'Irak que la France a accepté de recevoir, a-t-on appris mercredi au secrétariat d'Etat à l'action humanitaire.

Des représentants de ce ministère ainsi que du quai d'Orsay et du ministère de l'Intérieur se rendront, au cours de cette mission qui doit durer une dizaine de jours, à la frontière irako-turque où se trouvent les camps de réfugiés kurdes, pour commencer à régler les problèmes tant humanitaires que médicaux et consulaires entourant la venue de ces réfugiés en France.

C'est à la suite de la visite de Mme Danielle Mitterrand dans ces camps début mai que Paris avait décidé d'accueillir 300 réfugiés, dont la liste nominative a été établie à partir des demandes formulées auprès de Mme Mitterrand par les familles qui sollicitaient leur accueil en France.

Un avion pourrait être affrété pour assurer le transport des réfugiés, indique-t-on de même source.

Pour l'insertion future de ces réfugiés en France, l'on a envisagé la possibilité, après le premier accueil dans des centres d'hébergement, de les installer dans des villages abandonnés de France, idée qui semble plaire à ces montagnards et agriculteurs kurdes, précise-t-on.

cc/tma idf

AFP 262057 JUL 89

L'Yonné Républicaine 26.17.1989

## Le Kurdistan vient d'ouvrir ses portes, rue du Pont

Un sociologue aux fourneaux, Kurde de surcroît, vient d'ouvrir un restaurant, rue du Pont. Une nouvelle touche dans la palette des restaurants auxerrois.

Zekerya Ipkin vient d'ouvrir un restaurant kurde et turc, rue du Pont. Ce Kurde, de 30 ans, tenait il y a quelques mois une petite échoppe en centre ville pour faire de la restauration rapide avec des spécialités turques. Il a repris l'ancien restaurant « Les Retrouvailles » abandonné depuis quinze mois, pour ouvrir « Helun Topkapi ». Le premier mot signifiant le nid et le second désignant le palais de l'empire ottoman.

Mais au fond de son petit restaurant tout pimpant, Zekerya porte dans ses yeux clairs le ciel du Kurdistan et des rêves qui dépassent de loin ses fourneaux. Malgré sa gentillesse, il a du mal à sourire, tant il porte en lui les malheurs de son peuple, occupé et décimé depuis si longtemps. Le Kurdistan est composé de plus de 20 millions d'habitants séparés entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Les parents de Zekerya ont été déplacés en 1938, après l'assassinat de son grand-père. Lui-même a dû partir en 1982, à cause

de ses activités politiques dans la gauche indépendantiste kurde.

Réfugié en France et hébergé pendant quatre mois dans un foyer à Paris, il a dû apprendre à se débrouiller avec un pays inconnu et une langue inconnue. Impossible bien sûr de poursuivre ses études de sociologie commencées là-bas. Il a un peu milité dans un mouvement kurde à Paris, mais il fallait bien vivre. Un ami de son village retrouvé à Migennes l'a invité à venir dans notre région.

Pendant quelques mois il a transporté des sacs de 50 kg pour une entreprise locale.

Mais il voulait faire autre chose et avec l'aide d'une amie française, il ouvre cette petite boutique en face de « La Taverne ». En quatre mois de fonctionnement, il fait quelques économies. L'aide d'amis kurdes et un prêt bancaire lui ouvriront les portes de son restaurant.

Désormais, il peut proposer vraiment de la cuisine de son pays. Il a fait venir un cuisinier

kurde qui a travaillé en Turquie dans de grands hôtels. La palette des plats permet de découvrir cette cuisine exotique qui commence par des entrées souvent froides (de 18 à 24 francs) autour du bien connu tarama et à base d'aubergines, de poivrons, de yaourt. Ensuite, les grillades (de 39 à 58 francs) proposent du bœuf, de l'agneau, du veau, en brochettes, ou en boulettes, que l'on associe fréquemment avec des légumes froids et chauds.

Zekerya ne sait quand il pourra revenir dans son pays, mais il ne perd pas espoir. Car bien sûr, même si un restaurant est un bon terrain d'expériences pour un sociologue, il aimerait bien rentrer chez lui. Et si un jour, le peuple kurde redevient libre, le sociologue-restaurateur rentre chez lui en laissant son restaurant à des associations d'handicapés, de réfugiés ou de kurdes. D'ici là, chaque assiette servie est comme un caillou blanc sur le long chemin de patience et d'espoir vers le Kurdistan.

### « Un restaurant étranger ? ça ne marchera jamais !... »

Quand le premier restaurant proposant de la cuisine étrangère (une pizzeria), est arrivé à Auxerre, il y a plusieurs années.

Depuis, la pizza a fait des miettes et l'Italie n'est plus la seule nation représentée à Auxerre. Vous ne vous rendez pas compte, dans une si petite ville !

Auxerre. Un signe de l'intégration d'étrangers dans notre pays d'un côté et du goût des Français pour d'autres cuisines souvent découvertes lors de voyages, de l'autre.

Un survol rapide permet de relever un Grec-Chypriote (La Primavera), un Indien (le Grill Saint-Pierre), un Kurde, un Italien (La Palerme), un Maghré-

bin rue du Pont (une rue qui se confirme comme le quartier cosmopolite), d'autres Italiens sont installés en ville), un Libanais place du Maréchal-Leclerc, un fast-food rue de Paris, un Asiatique rue d'Orbandelle.

Cela n'empêche nullement la cuisine française et bourguignonne d'être (très) bien représentée sur Auxerre.

НАРОДНА

*Такава е нашата  
социално-историческа родинка!*

София, брой 12206, година

Вторник, 27 юни 1989 г.



# АРМИЯ

4 страници, цена 6 стоти

ВЕСТНИКЪТ Е ПРОДЪЛЖИТЕЛ НА ТРАДИЦИИТЕ НА ПАРТИ  
ИЗДАНИЕ „НАРОДНА АРМИЯ“ ОТ 1920—1923 ГОДИНА.

ОРГАН НА МИНИСТЕРСТВОТО НА НАРОДНАТА ОТБРАНА

## Геноцидът в Турция и кюрдският въпрос

### ВОЕННОСТРАТЕГИЧЕСКОТО ЗНАЧЕНИЕ НА КЮРДИСТАН

Според различни източници територията на Кюрдистан е между 410 000 и 515 000 кв. км и население повече от 22 млн. души.

Територията на Турски Кюрдистан е 220 735 кв. км и съставлява 29.9 на сто от територията на Турция. Населението му възлиза на около 12 млн. курди (общо курдите са повече от 22 млн. души).

Турски Кюрдистан има много природни богатства. Тук се намират петролните находища в Турция (районите Раман даг, Мардин, Газиянтеп, Ван). През 1950 г. са добити 18 000 т, а през 1975 г. — 3 150 000 т суров петрол (потребностите на Турция от петрол през 1980 г. са възлизали на 14 млн. тона). Районът има и богати водни ресурси — реките Тигър и Ефрат и техните притоци, където се намират и най-големите водохранилища и ВЕЦ в Турция. Има и много подземни богатства — желязо, мед, хром и др. Тези природни богатства се изнасят във вътрешността на Турция. По такъв начин по отношение на райони те, които се населяват от турци, Турски Кюрдистан играе ролята на колония — доставчик на суровини и евтина работна ръка. В резултат на тази политика Турски Кюрдистан е най-изостаналият район в Турция.

Турски Кюрдистан е със слаборазвита инфраструктура. До колкото има такава, тя е свързана предимно с военните планове на турско командване, НАТО и САЩ (турските въоръжени сили са втората по численост армия в НАТО).

Военностратегическото значение на Турски Кюрдистан,

пък и изобщо на Кюрдистан, се определя както от свързващата роля, която играе между Европа, Средния изток и района на Персийския залив, където се намират 69 на сто от запасите на петрол в капиталистическия свят, поради което САЩ са обявили региона за своя „зона на жизнен интерес“, така и от това, че посредством него НАТО има пряк контакт по суша със Съветския съюз. Около 30 на сто от информацията, която САЩ получават за изстрелваните от Съветския съюз различни космически тела, идва от Турция. Голяма част от тази информация се добива от базите, които САЩ използват в Турски Кюрдистан. Значението на тези бази за САЩ, след като базите им в Иран през 1979 г. бяха закрити, още повече нарасна. А през последните години, след като започнаха преговорите между СССР и САЩ за съкращаване на въоръжените сили и въоръженията в Европа, значението на Турски Кюрдистан се увеличи, тъй като преговорите не засягат Турция и не предвиждат тя да намалява своята армия и нейното въоръжение. Тук трябва да подчертаем, че две (от четирите) турски армии участват в операции срещу курдите и провежданият от тях терор принуди курдите през август 1984 г. да започнат партизанска война, която и сега продължава. Следователно около половината от въоръжените сили на Турция имат необходимата дислокация и готовност за военни действия на Изток.

Създадена се през последните години военностратегическа обстановка в Турски Кюрдистан отговаря на интересите на САЩ, поради което те подкрепят антикюрдската по-

литика на Турция. Така САЩ, които се обявяват в защита на човешките права в световен мащаб, подкрепят Турция, лишила курдите от елементарни права и даже не признава тяхното национално съществуване, наричайки ги „планински турци“. Каква де магогия!

Такава военностратегическа роля на Турски Кюрдистан се отглежда и в бъдеще. Тя още повече ще изостря и задълбочава противоречията между господстващата турска нация и потиснатата курдска нация в Турция. Поради това тази му роля няма да реши курдския въпрос в Турция, а тъкмо обратното — води до още по-голямото му изостряне.

### КЕМАЛИЗМЪТ — ИДЕОЛОГИЧЕСКА ОСНОВА НА ГЕНОЦИДА

Развитие на капитализма в Османската империя обхваща предимно нетурските народи (арменци, гърци, българи и др.) в империята. Тогава турците не се занимавали с икономическа дейност, тъй като са били заети предимно в армията и държавния апарат, чрез които държали в робство потиснатите народи. Поради това робството е било в интерес на господстващата турска нация. Следователно робството е било турско, а не османско, както някои сега го наричат. За идеологическа основа му служил османизмът (стремеж за създаване от поробените народи османска нация, в която господстваща роля следвало да играе турският народ), в чиито основи лежат панислямизмът и пантюркизмът (обединение на всички народи, изповядващи ислямска религия,

и тези, чийто език е от тюркската езикова група). Османската империя рухна, а от османизмът останаха само неговите основи — панислямизмът и пантюркизмът — чието влияние в Турция и сега се чувствава.

Капиталистическото развитие на Турция добива турски национален облик през републиканския период на страната (след 1923 г.). И то става не чрез унищожаване на феодализма, а посредством приспособяване на феодалите към капиталистическия пазар и превръщането им по такъв начин в капиталисти. Така капитализмът и феодализмът, покровителствувани от турската държава, започват да съжителствуват. Създава се класата на турската национална буржоазия. Тя обаче представлява доверчерашни феодали, със запазени икономически корени в селското стопанство, които поддържат феодалните традиции, залегнали и в нейния менталитет.

Идеологическа основа на така създадения в Турция капитализъм е кемализмът. Той обаче не се създава върху турска буржоазна основа, защото, както видяхме, такава в класическия й вид в Турция не съществува, а сред турската интелигенция, и то предимно сред офицерството. А известна е реакционната роля, която турска армия играе: през средните векове тя завоюва нетурски народи и ги държи в робство: през XIX век е унищожила 55 те курдски емирства (държавни образувания от феодален тип) и досега продължава да потиска курдския народ; през 1939 г. окупира санджак Александрета (сегашия вилает Хатай), който е сирийска терито-

рия, и се населява от араби; през 50-те години турска бригада участва във войната, която САЩ водиха в Корея; през 1974 г. извърши агресия в Кипър и разделяне на острова, което още съществува благодарение на турските щикове; в името на „защита“ на петролопроводите от Ирак до Турция и на около 100 хил. иракски граждани, които говорят и турски език (на тази основа Турция ги нарича свое „национално малцинство в Ирак“), по време на иракско-иранската война (1980 — 1988 г.) погледите ѝ бяха обрнати към богатите с петрол райони на Мосул и Киркук. Изключение правят само годините на кемалистката революция, когато турската армия се бори срещу посегателствата на империалистическите държави спрямо Турция. След това прогресивните елементи в кемализма се изчерпиха.

Реакционната роля на кемализма най-ясно се вижда както в политиката на Турция спрямо Турската комунистическа партия и левите сили в страната, така и по кюрдския въпрос.

Турция е създадена през септември 1920 г. и през януари 1921 г. на 15 нейни ръководители, включително и нейният генерален секретар Мустафа Сулхи, са убити и труповете им хвърлени в Черно море. Независимо от това, че в кемалистката революция участва и ТКП, от 1923 г. досега тя е забранена и е принудена да работи нелегално. Дейците ѝ обикновено ги съдят по чл. 141 и 142 от наказателния закон, чиито текстове са заимствувани от законотелството на фашистка Италия от времето на Мусолини, които в Турция продължават да са в сила. Такава политика Турция провежда и в наши дни. На 16 ноември 1987 г. ръководителите на Турската обединена комунистическа партия (ТОКП) Хайдер Кутлу и Нихат Саргын с желание да работят за легализиране на партията официално се завърнаха в Турция, където веднага бяха арестувани. Съденето им продължава. Прокурорът им иска присъди по 60 години затвор, което означава, че до края на живота си те ще бъдат в затвора. Ако им бъдат издадени такъв присъди, те ще бъдат равносилни на смъртни присъди.

Не по-добра е участта на кюрдите. Понеже непрекъснато ислямизация, на която са подложени, не дава очакваните от турските управляващи среди резултати, те често ги подлагат и на геноцид. Така бе по време на въстанието на шейх Саит (1925 г.) и това в района на Дерсим (1937—1938 г.). Тогава турската армия използва срещу кюрдите и химическо оръжие, за което на 20 ноември 1937 г. кюрдите изпращат писмено оп-

лакване до Обществото на народите в Женева. По време на Втората световна война в Турски Кюрдистан са дислоцирани 26 турски дивизии (тогава въоръжените сили на Турция се състоят от 50 дивизии), готови след заплашването от хитлеристка Германия падане на Сталинград да се намесят във войната против Съветския съюз. Тези дивизии запазват своята военновременна дислокация и след войната и те ликвидират кюрдските национални прояви още в техния зародиш. Особено голям размах геноцидът има през последните 9 години, след преврата от 1980 г., когато за да получи обществено признание в страната, особено много се набляга на военните аспекти на кемализма. По същото време геноцидът невинаги ясно се вижда, тъй като се слива с терора срещу другите демократични сили в Турция.

На преден план се изкарва панислямизмът, което е в съзвучие с т. нар. ислямски бум в региона и Турция се стреми да го използва за свои цели. И всичко това се провежда в името на кемализма, от който е останала само фасадата.

Кемалистката фасада на сегашната панислямска политика на Турция се използва за прикритие на аспирациите ѝ към мюсюлманите в България и за тяхното подстрекаване.

## ИСЛЯМЪТ И КЮРДИТЕ В ТУРЦИЯ

В Турция господстваща религия е ислямът сунитско направление. Неговото утвърждаване в Османската империя става след битката при Чалдъран (1514 г.), когато кюрдите са разделени между Османската империя и Персия (сегашното разделение на Кюрдистан става след Първата световна война). Тогава се извършват масови погроми над мюсюлманите шиити. Оттогава и до ден-днешен в Турция за истински мюсюлмани се считат сунитите, а на шиитите се гледа като на мюсюлмани втора категория. Това особено остро се чувства след 1928 г., когато антиислямските тенденции в законодателството на Република Турция се засилват в интерес на лаицизма. От тогава до сега религиозните секти в Турция са забранени.

Около 95 на сто от кюрдите са мюсюлмани. От тези в Турция около 25 на сто са мюсюлмани шиити от различни секти. Така например населението на 343 и 369 села съответно във вилаетите Тунджели и Бингюл е от четири шиитски секти — ханефи, шафи, джафери и алевни. Сред кюрдите има и други религиозни секти.

Преследвания и погроми на мюсюлмани в Турция има и в наши дни. Такава погром пред-

ставяват събитията през декември 1978 г. в Кахраманмараш, където бяха убити 117 и ранени повече от хиляда души, предимно кюрди шиити.

Ислямската религия е обект на честни политически спекулации в Турция, което се признава и официално. Така в своето изявление на 12 септември 1980 г. по радиото след преврата президентът Кенан Еврен, тогава началник на турския генерален щаб, заяви, че „нашите (има предвид турските буржоазни — б. а.) политически партии в стремежа си да спечелят всеки глас намираха за себе си полза в подстрекателство на религиозните различия, които станаха причина за това, че нашите граждани в името на политическите изгоди се убиваха един друг във вилаетите Ерзинджан, Сивас, Кахраманмараш, Тунджели и Чорум“, които се населяват предимно от кюрди. А на първата своя пресконференция след преврата на 19 септември 1980 г. той на рече религиозните различия в Турция „реакция“, под което се разбират несъгласията на шиитите със сунитите.

В същото време през 80-те години в Турция се състояха няколко съвещания на мюсюлмански държави. На съвещанието по въпросите на здравеопазването през август 1981 г. Тургут Йозал, тогава заместник министър-председател, се изказа за единоредиствие между мюсюлманските държави по всички въпроси. През октомври 1981 г. в Анкара се провежда семинар на тема „Икономическото сътрудничество на мюсюлманските страни в Турция“. Разбира се, стремежът на Турция е тя да играе водеща роля в ислямския свят. Турция обаче не може да бъде такъв хегемон както поради икономическата анемия и политическата нестабилност, от които страда, така и от това, че главната икономическа сила сред ислямските страни са арабските държави, които още не са забравили своето многовековно робство в Османската империя и не желаят неговото повторение в какъвто и да било вариант.

Верската нетърпимост в Турция спрямо другите религии е още по-силна. Но тя е особено силна срещу българите. В началото на XX век в Източна Тракия, Истанбул и Мала Азия са живели неколкостотни хиляди българи, а сега българите там са само неколкостотни души. Типичен пример е българската църква в Одрин. Керемидите върху покрива на църквата са по-малко от камъните, които минаващите покрай нея турци хвърлят върху покрива и Турската нетърпимост към българите в наши дни особено жестоко се проявява спрямо шофьорите на камиони от Българския международен транспорт, които пътуват за Иран

и Ирак. Много често те биват глобявани във всеки вилает, без да са извършили нарушението на правилата за движение. Има случаи да им нанесат и побой.

Антибългарската политика и прояви на Турция имат исторически корени. Някои среди в Турция се стремят да възкресят турското робство в България, представяйки нашата територия за неин 68-и вилает (Турция е разделена на 67 вилаета). За тази цел широко се използва и лъжлива, изграден на върху измислици пропаганда за „тежкото“ положение на мюсюлманите в България. Съставна част на антибългарската политика на Турция е обсебването от турската държава на българските имоти в тази страна.

В България също има различни религиозни секти — и християнски, и ислямски. Една от ислямските секти са кърълбашите, които живеят в селата в районите на Котел и Разград. Разлика между тях и другите мюсюлмани в България не се прави. Не се прави разлика между мюсюлманите и християните в България, сред които също има различни религиозни секти.

## ФОРМИТЕ НА ГЕНОЦИД СПРЯМО КЮРДИТЕ

Историята показва, че геноцидът спрямо кюрдите в Турция се провежда под едни и същи форми и при почти еднакви условия — след 1923 г. в продължение на 47 години. Кюрдистан живее в специален режим или извънредно положение. А това са изселвания и поточания в различни райони на страната, далеч от родния край. Така през XIX век влиятелни кюрди са заточавани в България: Амир Бадрхан — във Варна, Хусейн бей — във Видин, Хан Махмуд — в Силистра (по същото време български революционери са заточавани в Диарбекир и други кюрдски райони).

Такава политика провежда и Република Турция както по времето на кюрдските въстания и след техния разгром, а също така и през мирни години. Така до 23 октомври 1955 г. в 48-те вилаета с компактно турско население са разселени 312 551 кюрди. В резултат на разселванията населението на 6 вилаета — Газантеп, Мардин, Диарбекир, Сирт, Тунджели и Хакяри — само през периода 1940 — 1945 г. е намаляло общо с 60 679 души (през същия период прирастът при кюрдите е с 0.23 на сто по-висок от средния прираст на населението общо в Турция, а миграцията от кюрдските райони по икономически причини е незначителна).



Турски Кюрдистан на практика е превърнат в зона с вътрешна окупация, а правото на живот на кюрдите се „охранява“ непрестанно от турските жандармерия и войската.

**Синмак сп. „Ню стейтсман“**

Разселванията на кюрди се извършват в след преврата от 1960 г., преди те да са ввели отношения към него. Особено големи размери те имат след преврата от 1980 г. Така от 19 януари до 10 февруари 1987 г. само от вилает Тунджели, който е планиноки, са изселени 224 кюрдски села с население около 50 хил. души. Разселванията рязко увеличиха смъртността, особено сред децата, и са форма на геноцид. За да не могат да оказват организирана съпротива срещу терора, кюрдите биват разселвани из цялата страна на групи, създавани от различни села, като хората в групите не се познават помежду си. Разселваните не трябва да превишават 10 на сто от местното турско население в районите, където ги разселват. С това се цели тяхното асимилиране. Турската държава не се грижи за тяхното настаниване и материално осигуряване, за работа в районите на разселването, а разселваните сами трябва да правят това, кой както може. Така повечето разселени кюрди се превръщат в гладувачи бездомници, които нямат право да напускат районите на разселването. Напуснатите биват съдени.

Тази политика има за цел да разбие кюрдската етническа хомогенност на Турски Кюрдистан и да унищожи формиращата се кюрдска нация, в резултат на което Турция да престане да е двунационална турско-кюрдска държава, каквато тя е фактически, макар че турс-

ките управляващи среди не признават това. Стремещът на кемалистите Турция да добие еднонационален турски облик означава асимилиране на кюрдите и понеже не могат да постигнат това, те прибегват до геноцид.

В своята антикюрдска политика Турция използва и „опита“ на САЩ от войната във Виетнам — създава т. нар. централни селища, в които групират по няколко кюрдски села. По своята същност те представляват концлагери и въдворени те в тях са под непрекъснатия надзор на жандармерията и полицията.

Най-масово практикуваният терор срещу кюрдите са арестуванятията. Само през първите 6 месеца след преврата от 1980 г. в Турция са арестувани 45 500 кюрди. Арестуваните биват подлагани на жестоки и даже отвратителни инквизиции като безогледен бой по всички части на тялото, включително и по половите органи, в които вкарват предмети, даже и плъхове (посредством специално изработени метални съдове, чрез нагриването на които при нуждават плъха да се крие в ануса на инквизицията), подлагане на електрически ток, затваряния в помещения с отровни змии и всевъзможни източни жестокости, с които историята на Османската империя е обогатила турската полиция.

Следствията често приключват с масови разстрели без съд и присъда. Общи гробове на така разстреляни бяха разкрити в района на Сирт. По броя на арестуваните Турция е на първо място в Европа.

Съдебните процеси срещу кюрдите имат масов характер. По данни от турския печат за периода от 12 септември 1980 г. до 20 юли 1987 г. във вилаетите Диарбакър, Елязиг, Мардин и Урфа само срещу три кюрдски партии са заведени 2069 съдебни дела. През същия период само в Диарбакър са заведени общо 5450 дела, по които има 22 470 подсъдимци. От тях 1235 дела са срещу Кюрдската работническа партия — Аподжулар (КРП-А). По едно от тези дела подсъдимите възлизат на 624 души. Съдебни дела има заведени и срещу други кюрдски партии и организации извън горния период и в други градове на Турция. Мащабът на съдебната разправа в Турция може да се види и от това, че само от 1983 г. до май 1989 г. срещу 2792 редактори, преводачи и журналисти са заведени 1881 дела, а издадените по тях присъди имат обща продължителност от 2 хиляди години затвор. Тук трябва да се отбележи, че даже и при налагането на наказания към кюрдите се подхожда по-жестоко — при едни и същи деяния на кюрдите се налагат по-тежки присъди, отколкото на турците.

През 1985 г. в Турция имаше 637 затвора и в строеж бяха 60 нови затвора. А условията в турските затвори са ужасни. Те сполучливо са показани както във филмите на кюрдския режисьор Йълмаз Гюней, така и в няколко западни филма. Според адвокатата Мустафа Йозер през май 1989 г. в затвора в Диарбакър има 600 политически затворници. От тях 90 на сто са членове на КРП-А.

На кюрдите е забранено да поставят на децата си кюрдски имена, които най-често са двусрични и окончат на „о“ или на „е“ и не се срещат у турците. Кюрдските имена на селищата също са сменени. В 6 кюрдски вилаета с общо 2549 селища 1814 селища са със сменени имена. В останалите 12 кюрдски вилаета кюрдските имена на селищата също са сменени.

## 80-ТЕ ГОДИНИ: НИЩО НОВО

Кюрдският език е забранен в Турция. На кюрдите, които не знаят турски език, е забранено да отварят работилници, не им отпускат кредити и пр. Кюрдите затворници, които го vorят на кюрдски, се лишават от свидяне с адвокати и с близките им.

Кюрдската култура е подложена на непрекъснато ограбване, а когато това е невъзможно, я унищожават. В Турция са забранени всякакви издания на кюрдски език. С декрет № 6/7635 от февруари 1967 г. турското правителство забрани внасяне и разпространение в страната на материали на кюрдски език под каквато и да било форма.

Понеже прилагането на горните средства до 1980 г. не даде очакваните резултати, през 80-те години заедно с тях активно бе използвана и военна сила, която дава облика на турската политика спрямо кюрдите. Сега в Турски Кюрдистан се намират две (от четирите) турски армии. Те провеждат операции срещу кюрдските партизани, които оказват съпротива срещу геноцида. Създаден е и специален корпус в състав от 30 хил. души, 54-та въздушнодесантна бригада от Кайсери през юни 1987 г. бе предислоцирана в Мардин. От 80-те жандармерийски полка 29 полка действуват в Турски Кюрдистан. Шест жандармерийски полк „Командос“ през 1985 г. бе развърнат в жандармерийска бригада „Командос“. Там действуват и 7 от 10-те жандармерийски батальона „Командос“ (общата численост на жандармерията в Турция от 65 000 през 1965 г. е увеличена на 125 000 души през 1984 г.). Активна антикюрдска дейност развиват и военната авиация, и вертолетите.

Военните операции срещу кюрдите първоначално имаха големи мащаби с участието на многочислени войски (по три армейски корпуса, 3—4 жан-

дармерийски бригади, 3—4 жандармерийски батальона „Командос“, други специални подразделения, военна авиация и сили за сигурност). От тях най-голяма бе операцията под условното наименование „Гюнеш“ („Слънце“), която започна през октомври 1984 г. и продължи и през 1985 г. Проведе се на територията на 8 вилаета с обща площ 86 237 кв. км и население 7 млн. души. Резултатите от операцията се докладваха лично на президента Кенан Еврен. Операцията бе проведена с присъщата за турците жестокост — арестувани са 58, убити са 108 и са пленени 426 кюрди, което предизвика недоволство сред световната демократична общественост, включително и сред съюзниците на Турция в НАТО. Затова от 1986 г. до сега военната разправа с кюрдите вече се извършва чрез по-малки операции, в които участвуват сили от рота до полк включително. Те обаче не дават голям международен отзвук, макар че във всички операции, взети заедно, участвуват същото количество войски, както и преди. Това показва, че политиката на Турция по кюрдския въпрос и през 80-те години има същото съдържание — геноцид, който се проявява под различни форми.

## ПРИКРИВАНЕ НА ГЕНОЦИДА В ТУРЦИЯ

През 80-те години, както средствата за масова информация в различни държави, включително и турските, така също и международни неправителствени организации и западни парламентаристи, посетили Турция, изнасят множество факти, от които се вижда, че кюрдите са подложени на геноцид. Лишаването на кюрдския народ от основното човешко право — правото на живот — бе разисквано и на международни конференции. Последната такава конференция се състоя през април 1989 г. в Бремен (ФРГ). Тази политика на Турция подпомага нейния международен авторитет и е една от главните причини няколко годи-

ни вече да отказват да я приемат в ЕЮО

Турските управляващи среди търсят изход от тежкото международно положение на страната, но не по пътя на прекратяване на геноцида и на миране на начини за решаване на кюрдския въпрос, а чрез неговата маскировка и прикриване. Главните средства, чрез които те се стремят да постигнат това, са следните:

Продължава официално да се отрича, че в Турция има кюрди. Според президента Кенан Еврен кюрдите „са били отделни турски племена, дошли от Средна Азия“. На 26 октомври 1985 г. той заяви, че „кюрдите са потиснати в Иран и от арабите...“. Според него в Турция „те не са малцинство, а чисти турци“. Разбира се, отричането не се подкрепя от никакви исторически данни, защото такива няма, поради което никой не му вярва.

Както вече бе изтъкнато, геноцидът срещу кюрдите, особено в началото на 80-те години, трудно се разграничава от терора срещу турските демократични сили, тъй като се слива с него.

Геноцидът се представя като партизанска война, която се водела от подстрекавани и подпомагани отвън (от Сирия, Ирак, Гърция, а даже и от България) „бандити“, „убийци“, „престъпници“ и др., имащи сепаратистки цели. Ако партизанските действия в приграничните райони могат да се обяснят по такъв начин, то как да се обяснят тези, които са на 300—400 км от границата, какъвто е вилаетът Тунджели? Ами антикюрдските действия на властите в Анкара и други райони във вътрешността на страната? Защо в Турция се премълчава националноосвободителният характер на борбата, която кюрдите водят?

Геноцидът се представя като опит за потискане на недоволството, създадено от тежкото положение в Източен и Югоизточен Анадол. Така например в 7 кюрдски вилаета с население общо 3 788 116 души има 3915 болнични легла и 70

печатници, а само във вилает Ескишехир, който се населява от 597 397 турци, има 1534 болнични легла и 57 печатници. Като изход от това положение се сочи т. нар. план ГАП, който предвижда строителство предимно на хидроелектрически съоръжения и електроцентрали. Планът ГАП ще увеличи печалбите на местните земевладелци, но ще открие малко нови работни места. Сдабата промишленост в Турски Кюрдистан не може да поеме увеличението добив на електроенергия и тя ще бъде използвана в кюрдските райони на Турция, което още повече ще увеличи експлоатацията и ще задълбочи и изостри противоречията между кюрдите и турците.

Пряват се опити за кюрдизация на геноцида и да се представи, че той е резултат на взаимното избиване между самите кюрди. За тази цел от април 1985 г. започна създаване на т. нар. селска стража („селската стража“ прилича на т. нар. обществена сила, която българските фашисти създадоха през пролетта на 1944 г. за борба срещу партизанското движение в България), която е наемна и се комплектува от кюрди. През май 1988 г. в 8 кюрдски вилаета тя наброява 11 971 (по щат бе 13 978) души и се използва за борба срещу кюрдските партизани. „Селската стража“ не оправда своето предназначение, защото често използва даденото ѝ оръжие в междуплеменни конфликти, които турските власти поощряват, тъй като те разединяват кюрдския народ и отслабват неговата национално-освободителна борба. Има случаи такива въоръжени кюрди да преминават на страната на кюрдските партизани. Освен това ударите, които КРП-А им нанася, принуждава мнозина кюрди да се отказват да сътрудничат на турските власти.

### И ГОСПОЖА МИТЕРАН НЕ ОПРАВДА НАДЕЖДИТЕ

С цел да притъпи критиките, че потъква човешките права

на кюрдите, които ѝ отправя световната демократична обществена организация, включително и по официална, държавна линия, Турция предприе две значителни стъпки.

Едната стъпка е приемането през септември 1988 г. на 100 000 — 150 000 кюрдски бежанци от Иракски Кюрдистан. За да не попаднат под закрилата на международното право за защита на бежанците, турското правителство не ги признава за бежанци, а ги нарича „гости“. От тях около 30 хил. са отишли в Иран и една част отново са се върнали обратно в Ирак. Останалите около 100 000 бежанци през зимата на 1988/89 г. останаха в Турция, където прекараха на палатки в специално организирани за тях 16 лагера. Палатките имат площ по 60 кв. м и в едната палатка са настанени по 25-30 души. Повечето от лагерите са във високопланински райони, с надморска височина 1500—2000 м (най-високата планина в приграничните с Ирак райони е пл. Джило, висока 4168 м), където пада дебел сняг, който се задържа по 5-6 месеца от годината. Тези условия рязко увеличиха смъртността сред бежанците, особено сред техните деца.

Другата стъпка бе посещението от 29 април до 2 май 1989 г. на г-жа Даниел Митеран, президентка на фондация „Свобода“ във Франция. (В издадена от фондацията брошура, озаглавена „Кюрдистан“, се казва, че кюрдите са „народ“, който е загубил своята независимост преди 260 години, чийто език и култура не се зачитат, осъден е на емиграция, безразличен към робството или смъртта...“) Г-жа Митеран активно подпомага Кюрдския институт в Париж, създаден през 1983 г. Тя е съпруга на президента на Франция Франсоа Митеран. Макар че посещението ѝ има частен характер, тя бе обградена от голямо внимание. Посрещната бе от Семра Йозал, съпруга на министър-председателя Тургут

Йозал, министри, депутати, дипломати и граждани. Посети лагерите в Диарбакър, Мардин и Муш, в които се намират съответно 30 000, 13 000 и 8155 кюрдски бежанци и на място се запозна с условията, при които те живеят. Трябва да се отбележи, че и трите лагера са в райони с климатически условия, близки до европейските. В лагерите във високопланинските райони не я заведоха. Разговаря и с Лейла Зана, съпруга на бившия кмет на Диарбакър, който, за членуване в Кюрдската социалистическа партия е осъден на 40 години затвор, а също така и с близък и на други осъдени кюрди. Води продължителен разговор и с Ердал Иньоню, лидер на Социалдемократическата народнишка партия в Турция.

Опитите да ангажират г-жа Митеран с антибългарски изявления, останаха безрезултатни.

Прави впечатление, че в Турция са недоволни от посещението на г-жа Митеран, тъй като тя се обяви в защита на човешките права на кюрдския народ и на неговото право на национално съществуване. Г-жа Митеран с нищо не подкрепи антикюрдската политика на турското правителство. Поради това турският печат доста въздържано и общо предаваше нейното посещение, а някои вестници даже излязоха със заглавия като „Г-жа Митеран е като обществен обвинител“, „Предизвикателството“, „Глава на госпожата е объркана“ и др.

И двете стъпки разкриват антидемократичния характер на политиката на турското правителство. Демонстрираната „хуманност“ с приемането на кюрдските бежанци в действителност е поредната форма на геноцид. Посещението на г-жа Митеран пък, вместо да го замаскира, както очаквах в Турция, още повече го разкри и разобличи.

(Край)

РАДОЯ КРЪСТЕВ

La Croix  
29. 1989

MALGRÉ L'ABSENCE DE PREUVES  
**PERPÉTUITÉ POUR  
L'ASSASSIN DE PALME**

**L**es jurés ont tranché : perpétuité. C'est le verdict prononcé jeudi par la cour d'assises de Stockholm contre Christer Pettersson, reconnu coupable du meurtre du premier ministre suédois Olof Palme en février 1986. La silhouette corpulente, la démarche lourde, les cheveux bruns, âgé de 42 ans, Pettersson correspond exactement à la description faite par Lisbet Palme, l'épouse de l'homme d'État, elle-même légèrement blessée lors de l'attentat.

Il est 23h21, le vendredi 28 février 1986 à Stockholm. Comme souvent en fin de semaine, les Palme avaient prié leurs gardes du corps de les laisser aller seuls au cinéma. À la sortie du spectacle, Olof Palme s'écroule sur le trottoir, atteint de deux balles. Sa femme est la seule à avoir vu l'agresseur. Aujourd'hui, elle reconnaît formellement Pettersson. « Je l'ai vu dans les yeux, il m'a regardée fixement avant de disparaître dans la nuit. »

C'est sur ce seul témoignage que les jurés ont fondé leur intime conviction. L'arme du crime n'a jamais été retrouvée, et aucune preuve matérielle n'a été avancée. Le procureur a réussi à jeter le doute sur la crédibilité du principal témoin de la défense, un retraité de 68 ans qui affirme avoir vu Pettersson assis sur un banc, dans une station de métro

de banlieue, à l'heure approximative du crime. Pourtant, le profil de l'accusé, voyou, drogué, videur de cabarets, condamné 69 fois pour des délits allant du vol au meurtre à la baïonnette, correspond mal à l'image du tueur froid et déterminé d'un homme politique de haut niveau.

Le procureur, dans son réquisitoire, avait souligné que le repris de justice nourrissait une haine viscérale à l'encontre de Palme. L'accusé, lui, affirme avoir eu une admiration sans borne pour le défunt premier ministre, affirmation corroborée par plusieurs témoins.

Ce verdict n'ôte guère de mystère à un crime sans mobile ni aveux. Surtout, il ne lève pas le doute sur la façon dont les policiers ont mené l'enquête. Tout s'est passé comme si l'ancien chef de la police secrète chargé de l'enquête, Hans Holmer, s'était ingénié à balayer certains indices, pour privilégier la piste de Kurdes, qui s'est d'ailleurs révélée être une impasse. La défense a fait appel et la Cour commencera l'examen du dossier début septembre.

I. Gr.

L'Humanité  
29.7.1989

**LE PRÉSIDENT DE L'UNEF  
CHASSE DE L'AMBASSADE  
D'IRAK**

Une délégation conduite par le président de l'UNEF, Olivier Meier, a été expulsée de l'ambassade d'Irak, hier, alors qu'elle allait remettre un mémorandum condamnant la répression qui règne dans ce pays, notamment à l'encontre des populations kurdes. Dans ce document adopté par vingt-trois organisations de plusieurs pays, les signataires affirment leur « condamnation de la

guerre menée contre le peuple kurde d'Irak, dénonce les violations des droits de l'homme, demande l'arrêt immédiat de l'utilisation des armes chimiques, de la destruction des villages et des opérations de déplacement de populations, le décret d'une amnistie générale sans condition, le retour des réfugiés et des populations déplacées ». L'UNEF dénonce l'obstruction des autorités irakiennes à l'égard d'exigences démocratiques. Elle assure les populations concernées de sa solidarité active en exigeant de la France la cessation des livraisons d'armes à l'Irak.



A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL  
FRAD187 4 I 0333 TUR /AFP-G090

Kurdes-France-Turquie

300 réfugiés kurdes irakiens devraient quitter la Turquie pour la France la semaine prochaine

ANKARA, 29 juil (AFP) - Un groupe de 300 réfugiés kurdes irakiens, accepté par la France pour des raisons "humanitaires" à l'occasion du bicentenaire de la Révolution, devrait quitter la Turquie pour la France la semaine prochaine, a-t-on appris samedi de source française à Ankara.

Une équipe technique interministérielle française de 5 membres est arrivée en Turquie samedi après midi pour préparer leur accueil en France en un lieu non encore déterminé. Elle est composée d'un médecin, le dr Philippe Beasse, chargé de mission au secrétariat d'état à l'action humanitaire, d'une infirmière, Colette Guillerand, spécialisée dans ce genre de mission humanitaire, de deux représentants du ministère de l'intérieur et d'un traducteur français-arabe du ministère des affaires étrangères.

La mission française était attendue samedi soir à Diyarbakir, préfecture de la super-région du sud-est dont dépend le camp de toile de Kiziltepe, non loin de la frontière syrienne. Dans ce camp -visité par Mme Danielle Mitterrand à la tête d'une mission de France-Libertés au printemps dernier- sont encore hébergés dans des conditions précaires 13.500 kurdes irakiens. Ils avaient trouvé refuge en Turquie après avoir fui l'armée irakienne en août 1988 avec leurs familles à la suite de bombardements chimiques de villages kurdes en rébellion armée contre Bagdad.

Le dr Beasse est chargé de faire avec l'infirmière un rapide examen médical des candidats au départ, très affectés psychologiquement par leurs conditions de vie dans ce camp de toile exposé à des températures supérieures à 45 degrés cet été, après un hiver rude.

Les deux envoyés de la Direction Générale de la police ont pour leur part précisé devoir établir des fiches d'identité des réfugiés dont la liste établie par les autorités kurdes irakiennes du camp avait été communiquée, aux autorités françaises.

AL/jmg

AFP 291643 JUL 89

GLGL

FRAD167 4 I D464 /AFP-K044

France-Kurdes-Turquie

Une mission française en Turquie pour l'accueil de 300 kurdes irakiens de l'envoyé spécial de l'AFP Yurtsay MIHCIOGLU

MARDIN (Turquie) 30 juil (AFP) - Une mission humanitaire française a entamé dimanche ses travaux en vue de l'accueil en France de quelque 300 kurdes irakiens réfugiés depuis septembre 1988 dans un camp de "résidence temporaire" à Kiziltepe près de Mardin, non loin de la frontière syrienne (sud-est de l'Anatolie).

Arrivée en Turquie samedi, cette mission de cinq personnes, est notamment composée d'un médecin chargé de mission du cabinet du secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, et d'un officier de l'OFPRA (office français pour la protection des réfugiés apatrides) dépendant du ministère des Affaires étrangères. Les formalités nécessaires au départ de ces réfugiés de Turquie et à leur accueil en France devaient commencer dimanche après-midi.

La mission devait avant tout déterminer l'identité des candidats au départ pour la France et leur faire passer des examens médicaux.

Les quelque 40 familles de peshmergas (combattants kurdes) devaient remplir des fiches d'état civil, tandis que les deux agents de sécurité du ministère français de l'Intérieur, qui font partie de cette mission, confrontaient ces noms à la liste remise début mai à Mme Danielle Mitterrand, lors de sa visite dans ce camp à la tête d'une mission de l'association France-Liberté.

Mais l'identification de ces kurdes s'avère difficile, car les réfugiés déclarent ne pas posséder de carte d'identité, avoir déchiré les documents qui leur avaient été délivrés par le gouvernement irakien qu'ils combattaient pour leur indépendance, ainsi que les papiers provisoires délivrés par les autorités turques après leur exil.

Après cet interrogatoire d'identité et photographie, ces réquerants au statut de réfugiés politiques devaient de passer un examen médical général qui a pour but essentiel de "déterminer les porteurs de maladies contagieuses" selon le docteur Philippe Beasse.

Avec l'infirmière, Mme Colette Guillerand, "nous procéderons à un examen général sans trop entrer dans les détails", a déclaré le médecin.

Heureux de pouvoir enfin obtenir le statut de réfugiés politiques, les quelques chefs de familles cachaient mal leur tristesse face aux attitudes de "leurs frères, jaloux de ne pas pouvoir partir vers la France".

En effet, un "petit incident" au cours duquel quelques peshmergas se sont légèrement blessés, s'est produit il y a quelques jours entre ceux qui allaient partir pour la France et ceux qui n'ont pas trouvé leur nom sur la liste des candidats dressée par les responsables kurdes du camp, a affirmé à l'AFP un peshmerga, Sherzad Zeynelabdin Shomaeidi.

YM /mny/aF

Feu/

AFP 301650 JUL 89

Le Peuple Breton  
juillet-août 1989

## ROUMANIE-IRAK

Il a été décidé lors de la dernière réunion du Bureau politique de l'UDB d'apporter un soutien et de participer à l'opération de parrainage des villages roumains.

Si cela n'a pas été déjà fait dans les conseils municipaux où l'UDB est représentée, les élus de l'UDB prendront l'initiative de soumettre au vote une décision de parrainage d'un village roumain.

Malheureusement l'anéantissement de villages et le déplacement de leur population ne concerne pas que la Roumanie de Ceaucescu, plus proche de nous culturellement et géographiquement, et triste caricature de socialisme.

Ainsi les autorités irakiennes ont donné l'ordre aux habitants de deux villes

du Kurdistan (Kala-Diza et Ranya) de quitter leurs habitations avant le 25 avril. Les 125.000 habitants des deux villes et des villages voisins doivent être déportés plus au sud dans une région désertique ou près de la frontière jordanienne, et les régions vidées de leur population kurde seront repeuplées par des Arabes.

De telles mesures sont inadmissibles dans quelque pays que ce soit et l'on ne peut, sans risque de partialité gênante, ne parler que d'un seul pays en oubliant l'autre ou les autres, que ce soit à un niveau local ou à un niveau plus global. Après avoir pris position en faveur de l'opération « Villages roumains », l'UDB interviendra également en faveur des Kurdes irakiens menacés de déplacement forcé.

## Meurtre d'Olof Palme : perpétuité pour Pettersson

La Liberté du Morbihan 28. 7. 1989

Centre Presse 31.7.1989

# LA FRANCE PRÊTE A ACCUEILLIR 300 KURDES IRAKIENS

Une mission humanitaire française a entamé dimanche ses travaux en vue de l'accueil en France de quelque 300 kurdes irakiens réfugiés depuis septembre 1988 dans un camp de « résidence temporaire » à Kiziltepe près de Mardin, non loin de la frontière syrienne (sud-est de l'Anatolie).

Arrivée en Turquie samedi, cette mission de cinq personnes, est notamment composée d'un médecin chargé de mission du cabinet du secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, et d'un officier de l'OFPRA (office français pour la protection des réfugiés apatrides) dépendant du ministère des Affaires étrangères. Les formalités nécessaires au départ de ces réfugiés de Turquie et à leur accueil en France devaient commencer dimanche après-midi.

La mission devait avant tout déterminer l'identité des candidats au départ pour la France et leur faire passer des examens médicaux.

Les quelque 40 familles de peshmergas (combattants kurdes) devaient remplir des fiches d'état civil, tandis que les deux agents de sécurité du ministère français de l'Intérieur, qui font partie de cette mission, confrontaient ces noms à la liste remise début mai à Mme Danielle Mitterrand, lors de sa visite dans ce camp à la tête d'une mission de l'association France-Liberté.

Mais l'identification de ces kurdes s'avère difficile, car les réfugiés

déclarent ne pas posséder de carte d'identité, avoir déchiré les documents qui leur avaient été délivrés par le gouvernement irakien qu'ils combattaient pour leur indépendance, ainsi que les papiers provisoires délivrés par les autorités turques après leur exil.

Après cet interrogatoire d'identité et photographie, ces requérants au statut de réfugiés politiques devaient passer un examen médical général qui a pour but essentiel de « déterminer les porteurs de maladies contagieuses » selon le docteur Philippe Beasse.

Avec l'infirmière, Mme Colette Guillerand, « nous procéderons à un examen général sans trop entrer dans les détails », a déclaré le médecin.

Heureux de pouvoir enfin obtenir le statut de réfugiés politiques, les quelques chefs de familles cachaient mal leur tristesse face aux attitudes de « leurs frères, jaloux de ne pas pouvoir partir vers la France ».

En effet, un « petit incident » au cours duquel quelques peshmergas se sont légèrement blessés, s'est produit il y a quelques jours entre ceux qui allaient partir pour la France et ceux qui n'ont pas trouvé leur nom sur la liste des candidats dressée par les responsables kurdes du camp, a affirmé à l'AFP un peshmerga, Shertzad Zeynelabdin Shemseidi.

Christer Pettersson, 42 ans, accusé du meurtre du Premier ministre suédois Olof Palme, le 28 février 1986, a été condamné à la prison à vie, a annoncé hier la cour d'Assises de Stockholm.

La décision cependant n'a pas été prise à l'unanimité, les deux magistrats professionnels faisant partie de la cour aux côtés de six jurés désigné ayant estimé que les preuves matérielles étaient insuffisantes.

Christer Pettersson avait été interpellé le 14 décembre 1988, inculpé le 29 mai et son procès s'était ouvert le 5 juin. Le principal avocat de Pettersson, M<sup>e</sup> Arne Liljeros a d'ores et déjà annoncé qu'il ferait appel. En tout état de cause, l'alibi fourni par l'accusé n'a pas suffi à entamer « l'intime conviction » des jurés, manifestement convaincus par le témoignage de Lisbet Palme, l'épouse de la victime.

M<sup>me</sup> Palme, elle-même légèrement blessé dans l'attentat, avait affirmé sans l'ombre d'une hésitation qu'elle reconnaissait l'accusé. « Je l'ai vu dans les yeux », a-t-elle dit, précisant qu'il se trouvait à quelques mètres et l'avait regardée fixement avant de disparaître dans la nuit.

Ce verdict ne lève toutefois pas le doute sur la façon dont les policiers, y compris la Saepo, la police secrète, ont mené l'enquête au cours des deux premières années qui ont suivi le crime.

Tout s'est passé comme si Hans Holmér, ancien chef de la Saepo, préfet de police de Stockholm au moment du crime, s'était ingénié à « balayer » certains indices pour privilégier la piste des Kurdes PKK. Cette piste après la « démission » de Holmér, s'est avérée être une impasse.

Libération 31.7.1989

### Kurdes assassinés : mise en garde iranienne envers l'Autriche

Téhéran a lancé hier soir une nouvelle mise en garde contre « le jeu politique suspect » des autorités autrichiennes, les appelant à une « révision de leur attitude », dans l'affaire de l'assassinat de trois dirigeants kurdes, le 13 juillet à Vienne.

Selon un responsable iranien, cité par l'agence officielle IRNA, les autorités de Vienne « agissent sous l'influence » des partis politiques autrichiens rivaux dont certains « subissent la propagande anti-iranienne ».

### Var Matin 31. 7. 1989

**Réfugiés kurdes.**— Une mission humanitaire française a entamé hier ses travaux en vue de l'accueil en France de quelque trois cents Kurdes irakiens réfugiés, depuis septembre 1988, dans un camp de « résidence temporaire » en Turquie, à Kiziltepe, près de Mardin, non loin de la frontière syrienne (sud-est de l'Anatolie).

La mission doit, avant tout, déter-

miner l'identité des candidats au départ pour la France, et leur faire passer des examens médicaux.

Les quelque quarante familles de peshmergas (combattants kurdes) doivent remplir des fiches d'état civil, tandis que les deux agents de sécurité du ministère français de l'Intérieur confrontaient ces noms à la liste remise début mai à Mme Danielle Mitterrand.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FR0235 4 I 0384 TUR /AFP-P081

France-Kurdes-Turquie

300 kurdes irakiens réfugiés en Turquie attendus cette semaine en France

MARDIN (Turquie), 31 juil (AFP) - Les travaux de la mission humanitaire française chargée de préparer l'accueil en France cette semaine de quelque 300 kurdes irakiens réfugiés en Turquie depuis septembre 1988 se déroulait normalement lundi après-midi près de Mardin (sud-est de la Turquie).

Cette mission poursuivait ses travaux sans incident, en dépit de heurts la semaine dernière à l'intérieur du camp entre des réfugiés dérivés de partir vers la France et des responsables kurdes qui n'avaient pas porté leurs noms sur les listes communiquées aux autorités françaises.

Un haut responsable turc de Mardin a déclaré à l'AFP que quelques centaines de réfugiés de Kiziltepe qui souhaitaient également partir en France, mais qui n'avaient pas vu leurs noms sur la liste préparée par les leaders peshmergas (combattants kurdes) du camp s'étaient "révoltés" il y a quelques jours. Ils accusaient ces chefs peshmergas d'être "partiaux" et de "défendre uniquement les intérêts de leurs entourages".

Cet "incident" a entraîné "quelques blessés légers" parmi les réfugiés de Kiziltepe, a ajouté la même source.

\Ce responsable

GLGA

FR0235 4 I 0384 TUR /AFP-P081

France-Kurdes-Turquie

300 kurdes irakiens réfugiés en Turquie attendus cette semaine en France

MARDIN (Turquie), 31 juil (AFP) - Les travaux de la mission humanitaire française chargée de préparer l'accueil en France cette semaine de quelque 300 kurdes irakiens réfugiés en Turquie depuis septembre 1988 se déroulait normalement lundi après-midi près de Mardin (sud-est de la Turquie).

Cette mission poursuivait ses travaux sans incident, en dépit de heurts la semaine dernière à l'intérieur du camp entre des réfugiés dérivés de partir vers la France et des responsables kurdes qui n'avaient pas porté leurs noms sur les listes communiquées aux autorités françaises.

Un haut responsable turc de Mardin a déclaré à l'AFP que quelques centaines de réfugiés de Kiziltepe qui souhaitaient également partir en France, mais qui n'avaient pas vu leurs noms sur la liste préparée par les leaders peshmergas (combattants kurdes) du camp s'étaient "révoltés" il y a quelques jours. Ils accusaient ces chefs peshmergas d'être "partiaux" et de "défendre uniquement les intérêts de leurs entourages".

Cet "incident" a entraîné "quelques blessés légers" parmi les réfugiés de Kiziltepe, a ajouté la même source.

Ce responsable turc qui a voulu garder l'anonymat a estimé que "le vrai responsable de ce mécontentement était le gouvernement français qui a décidé d'accueillir uniquement 300 réfugiés, tandis que ces derniers s'attendaient à ce que Paris en accueille 4 à 5.000".

Les formalités pour le recensement exact des réfugiés se déroulent depuis dimanche dans les locaux d'un pensionnat régional à 4 km du camp de "résidence temporaire" de Kiziltepe près de Mardin où sont hébergés environ 14.000 réfugiés kurdes irakiens.

22.000 autres réfugiés kurdes d'Irak qui avaient également fui les bombardements aux armes chimiques contre leurs villages résident toujours dans deux autres camps à Diyarbakir, capitale de la "super-région du sud-est, et à Mus, au nord de Mardin.

(Un avion militaire spécial français pourrait atterrir lundi soir ou mardi matin sur l'aérodrome mixte civil et militaire de l'OTAN de Diyarbakir pour embarquer une partie des réfugiés acceptés par la France dans la journée de mardi, a-t-on appris lundi de source informée à Ankara).

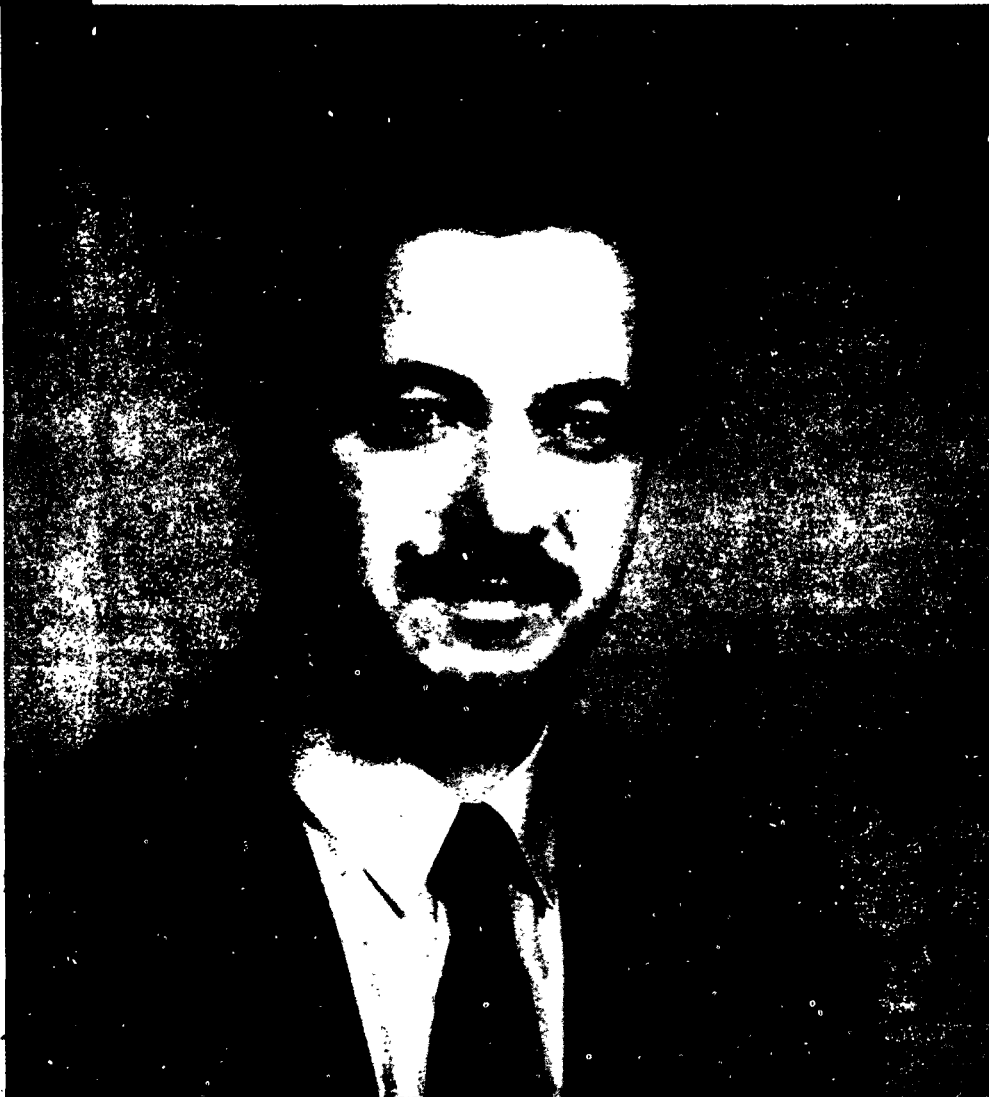
YM / AL/af

AFP 311519 JUL 89

ZUR PERSON

# Masud Barzani

POGROM  
7. 1989



Masud Barzani

Foto: Archiv pogrom

Seine erste Europareise vor fünf Jahren endete bereits in Wien. Iraks barbarischer Führer, Saddam Hussein, hatte einen Meuchelmörder auf den bekanntesten kurdischen Politiker angesetzt. Masud Barzani entkam nur leicht verletzt. Eine Reihe anderer Repräsentanten der kurdischen und irakischen Opposition hatten weniger Glück – sie waren in London, Paris, New York, Khartoum, Beirut oder Sana Saddams Mordkommandos zum Opfer gefallen.

Auch mit seinem Deutschlandbesuch im Mai 1989 ging der Sohn des legendären Kurdenführers Mustafa Barzani, der nach dem Tode des Vaters im nordamerikanischen Exil am 2. März 1979 zum Präsidenten der Demokratischen Partei Kurdistans (des Iraks) (DPK) gewählt wurde, ein hohes Risiko ein. Doch dieses Mal ließ Iraks Diktator weder schießen noch bomben oder vergiften. Es mag sein,

daß seine bundesdeutschen Geschäftspartner, mit deren Hilfe Saddam in den letzten Jahren Industrien für Giftgas, biologische Waffen und Raketen hatte aufbauen können, auf diese für die politischen Gepflogenheiten des Irak ungewöhnliche Zurückhaltung bestanden.

In Bonn hatte die Gesellschaft für bedrohte Völker Gespräche mit Politikern, Parlamentariern, Parteivorständen, Bundestagsausschüssen, den beiden Kirchen und Hilfswerken für Barzani vermittelt. Nach der Zerschlagung des von den Peshmerga der Demokratischen Partei Kurdistans geführten Widerstands im Norden des irakischen Kurdistan durch die Anwendung von Giftgas ist das kurdische Volk des Nordirak – wie die dort lebende christlich-assyrische Minderheit – der Baathdiktatur auf Gnade oder Ungnade ausgeliefert.

Im April 1989 hat der Irak die Zwangsumsiedlungen der Kurden wieder aufgenommen. Nach der Zerstörung von über 5000 kurdischen Siedlungen sollen jetzt weitere 250.000 Kurden aus ihren Heimatdörfern und -städten in 22 neu gebaute Internierungszentren deportiert werden. Arabische Siedler aus Ägypten und dem Südirak sollen an die Stelle der Vertriebenen treten.

Der Präsident der Demokratischen Partei Kurdistans spricht von schleichendem Völkermord. Nach den Giftgasangriffen, denen 15.000 Kurden zum Opfer fielen, nach den Massenerschießungen der verletzten Opfer durch irakische Truppen im vergangenen Spätsommer sei das Schicksal von zehntausenden Landsleuten ungeklärt. Allein 8.000 Angehörige seines eigenen Stammes seien seit 1983 spurlos verschwunden. Unzählige Kurden sind heute inhaftiert, unerträglichen Haftbedingungen oder der Folter ausgesetzt. Die wirkliche Zahl der Hinrichtungen ist unbekannt.

Welches Verständnis findet der Kurdenführer in Bonn? Die Bundesrepublik ist das Land, aus dem das Giftgas kam, in dem aber auch 400.000 Kurden ansässig geworden sind. Trotz der erschreckenden Menschenrechtssituation in Kurdistan weiß Barzani, daß gegenwärtig kaum einer seiner Gesprächspartner dramatische Schritte für die Kurden unternehmen wird oder unternehmen kann.

Der kurdische Politiker, den man nach deutschen Maßstäben als Sozialdemokraten bezeichnen könnte und den die Gespräche mit dem SPD-Vorstand, dem nordrhein-westfälischen Innenminister und Kurdenfreund Schnoor sowie dem Grünen MdB Schily besonders bewegen, setzt auf langfristige Kontakte zu Parteien, Menschenrechtsorganisationen und Hilfswerken in Europa. Er spricht auch für die "Kurdistan-Front"/Irak, der sich die bisher schärfste Rivalin der DPK, die "Patriotische Union Kurdistan" (PUK) sowie die drei "kleinen" kurdischen Parteien angeschlossen haben. Barzani gilt als Integrationsfigur dieser Front. Seine Fähigkeit, Fragen zu stellen, zuzuhören, die Leiden seines Volkes plastisch darzustellen, nehmen für ihn ein. Er wirkt als überzeugender Anwalt seines kurdischen Volkes, dem man abnimmt, daß er unter den Verfolgungen seiner Landsleute mitleidet.

Auch wenn die Leidenszeit der irakischen Kurden unter der unmenschlichen Baathdiktatur schon zwei Jahrzehnte andauern, setzt Barzani darauf, daß auch das barbarische Regime Saddams Husseins eines Tages fällt. Autonomie für Kurdistan, Demokratie für den Irak – diesen Zielen hat Barzani sein Leben gewidmet – wie sein Vater, dessen Bewegung 1975 nach vierzehn Jahren Widerstand Opfer des von den USA arrangierten Abkommens zwischen den Diktaturen des Irak und des Iran geworden war. Vielleicht kann der Sohn realisieren, was dem Vater versagt blieb.

Tilman Zülch

POGROM  
7. 1989

Kurden

**Hella Schlumberger: Kurdische Reise, aus dem Leben eines bedrohten Volkes;** Goldmann-Verlag, München 1989, 250 S. – 1980 hatte die Autorin eine mehrmonatige Reise in das iranische Kurdistan kurz nach der Machtübernahme durch Khomeini unternommen und dabei ausführliche Gespräche mit den bedeutendsten kurdischen Politikern des Iran wie des Irak geführt. Erfrischend unkonventionell und unvoreingenommen interviewt. Hella Schlumberger die Brüder Barzani, Talabani oder Ghassemilou, so daß ein ganz anderes persönliches Bild dieser Persönlichkeiten erscheint, als es etwa Auslandskorrespondenten vermitteln könnten. Wiedergegeben werden aber auch Unterhaltungen mit Freiheitskämpferinnen, Lehrerinnen, Dichtern, Sängern, Soldaten und Bauern. Männer- und Frauenrollen in einer konservativen Gesellschaft werden skizziert und reflektiert, kurzum ein Kurdistan erscheint, das sonst in Berichten zu kurz kommt. Der 1980 bereits bei Bertelsmann erschienene Band (Durchs freie Kurdistan) wurde neu aufgelegt, zu Recht nicht zuletzt auch, weil das Buch zudem noch spannend geschrieben ist. Dennoch ist bei mancher Schilderung von Persönlichkeiten (Masud Barzani) der Abstand von fast einem Jahrzehnt zu berücksichtigen. – **Hasan Dewran: Tausend Winde – ein Sturm;** Mit Illustrationen von Kemal Süzgeç, Edition Orient, Berlin 1988 – Der erste Gedichtband des kurdischen Lyrikers Hasan Dewran "Entlang des Euphrat" fand viel Resonanz und ein breites Presseecho. "Selten sind die Beispiele, wo die Lektüre von Lyrik nicht Mühsal, sondern Freude macht", sagte Herbert Spaich im Süddeutschen Rundfunk. Ein Gedicht Dewrans über seine kurdische Heimat in der Türkei:

Im Lande des Euphrat:  
Berge ohne kurdische Flöte,  
Flüsse ohne dimilische Klage,  
Winternächte ohne armenische Märchen,  
Morgenröte ohne assyrischen Psalm,  
Wege ohne Sinti-Roma-Geige  
und Tage vergehen  
ohne alewitische Derwische,  
ohne yezidische Gebete.

Im Lande der uralten Steine  
haben wir bald  
mehr Gendarmen als Steine.

Die Armenier und Kurden nennen ihre Heimat, "Karastan" und "Sengistan", also das Land der Steine. – **Yaala Mönch-Bucak: Kurden, Alltag und Widerstand;** Selbstverlag Bucak (Holbeinstr. 20, 2800 Bremen) 1988, 120 S., Din A4 – Als begleitender Band für die Ausstellung kurdischer Alltagskultur im Überseemuseum Bremen (Mai - August 1988) konzipiert, wurde diese Publikation dann doch nach erfolgten Interventionen des türkischen Generalkonsulats in Hannover getrennt herausgegeben. Wesentliche Aspekte in den Herkunftsstaaten wie Folter, Haft, Unterdrückung und Verfolgung fanden mit Rücksicht auf den Generalkonsul keinen Eingang in die Bremer Ausstellung. Die Beiträge, unter ihnen so "ausgewiesene" Autoren wie Feryad Omar, Emin Bozarslan, Kamal Fuad, sollen vermitteln, "was kurdische Sprache und Literatur für die Identität der Kurden bedeutet, was deren Alltag in Kurdistan ausmacht, was es bedeutet, in Staaten zu leben, die alles daran setzen, ein Volk von 20 Millionen kulturell zu entwurzeln." Besonders wichtig erscheint der Beitrag von Abidin Sönmez, Düsseldorf über die Identifikationsprobleme kurdischer Jugendlicher in der Bundesrepublik.

Wolfgang Feurstein

## Türkei: Sprechverbot für 15 Millionen!

Türkiye: 15 milyon için konuşma yasağı!

POGROM  
7. 1989

"Endlösung" für Minderheiten gefährdet auch Sicherheit ausländischer Touristen.  
Türkiye'nin azınlık politikası yabancı turistlerin güvenliğini de tehdit etmektedir.

Am 19.10.1983 hatte der *Nationale Sicherheitsrat* (Millî Güvenlik Konseyi) unter der Führung des jetzigen Staatspräsidenten *Kenan Evren* ein *Sondergesetz* erlassen, das sogar die private Unterhaltung in *nichttürkischen* Sprachen unter Strafe stellte. Der offensichtlich bewußt unter irreführendem Titel völlig unauffällig im türkischen Staatsanzeiger publizierte Text zeigt anschaulich das *wahre Gesicht des demokratischen Weges der Türkei in den Westen*.

Gleichzeitig beschwor man den Mythos um den *Sonnen-Ahn* (GÜNEŞ-ATA), *ewigen Führer und unsterblichen Helden Atatürk*, dessen jährlicher Friedenspreis (Atatürk barış ödülü) die äußerst blutige jüngere Vergangenheit vertuschen sollte. Unter dem Diktat Atatürks entstanden nämlich die grauenhaften *Ermächtigungsgesetze* der Jahre 1931, 1934 und 1935, die *das kurdische Volk entrechteten und sogar staatlich sanktioniertem Mor-*

den aussetzten. (Beweis: Gesetz No. 1850 vom 20.VII.1931 "İsyân mintakasında işlenen efaîin suç sayılmayacağına dair kanun", Gesetz No. 2510 vom 14.VI. des Jahres 1934 "İskân kanunu", Gesetz No. 2884 vom 25. XII. 1935 "Tunceli vilâyetinin idaresi hakkında kanun")

Das neue *Sprechverbotsgesetz* beabsichtigt die möglichst rasche und lautlose *Liquidierung* sämtlicher *nichttürkischer Kulturen* auf dem Staatsgebiet der Türkei zugunsten einer *chauvinistisch verfälschten Staatskultur*. Gleichzeitig hat sich aber auch der in der Türkei reisende Ausländer nach diesem Gesetz zu richten, das eine völlig *willkürliche* Handhabung erlaubt.

Europäische und türkische Presse haben bisher geschwiegen – ob absichtlich oder aus Unkenntnis, sei dahingestellt. Die hier vorgestellten Dokumente erscheinen als Gesamtüberblick erstmals in der Originalsprache und in Übersetzung.

Im Jahre 1923 hatte die Türkei, vertreten durch den Außenminister İsmet Paşa (İnönü) feierlich den *Lausanner Vertrag* unterzeichnet, der den Minderheiten die *Pflege ihrer Sprache und Kultur* garantieren sollte. Obgleich an der Eindeutigkeit des Textes kein Zweifel bestehen kann, manipulierte ihn das türkische Verfassungsgericht offensichtlich auf Geheiß von oben. Danach hätten nur die *nichtmuslimischen Minderheiten* Anspruch auf besonderen Schutz!

● **Dokument 1:**

*Actes signés à Lausanne. Section III.*

Protection des Minorités. (Artikel 37-45)

Art. 37: La Turquie s'engage à ce que les stipulations dans les Articles 38 à 44 soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement, ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ses stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles.

Art. 39: Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant turc d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse ou de publications de toute nature, soient dans les réunions publiques.

Kurz nach Ende des Zweiten Weltkrieges wurde auch die Türkei Mitglied des Europarates und unterzeichnete am 4.XI.1950 die *Europäische Menschenrechtskonvention* ohne Vorbehalte. Folgende Artikel beziehen sich auf "Sprache" und "Minderheiten":

● **Dokument 2:**

European Convention on Human Rights

Art. 9 (1): Everyone has the right to freedom of thought, conscience and religion...

Art. 9 (2): Everyone has the right to freedom of expression.

Art 14: The enjoyment of the rights and freedoms set forth in this Convention shall be secured without discrimination on any

ground such as sex, race, colour, language, religion, political or other opinion, national or social origin, association with a national minority, property, birth or other status.

Zu keiner Zeit haben sich die türkischen Machthaber an diese Verträge und Abmachungen gehalten, wenn auch der *mündliche Gebrauch* nichttürkischer Sprachen bis zur neuen Verfassung vom Jahre 1982 zumindest offiziell nicht strafbar war.

● **Dokument 3:**

Türkiye Cumhuriyeti Anayasası (7.11.1982)

*Verfassung der türkischen Republik*

Madde 3: Türkiye Devleti ülkesi ve milletiyle bölünmez bir bütündür. Dili Türkçedir.

Art. 3: *Der türkische Staat bildet territorial und national ein unteilbares Ganzes. Seine Sprache ist Türkisch.*

Madde 4: Anayasanın 1 inci maddesindeki Devletin şeklinin Cumhuriyet olduğu hakkında hüküm ile, 2 nci maddesindeki Cumhuriyetin nitelikleri ve 3 üncü maddesi hükümleri değiştirilemez ve degistirilmesi teklif edilemez.

Art. 4: *Die Vorschrift des Artikels 1 der Verfassung über die Republik als Staatsform, die Eigenschaften der Republik in Artikel 2 und die Bestimmungen des Artikels 3 sind unabänderlich, das Einbringen eines Änderungsantrages ist unzulässig.*

Madde 10: Herkes, dil, ırk, renk, cinsiyet, siyasi düşünce, felsefi inanç, din, mezhep ve benzeri sebeplerle ayırım gözetilmeksizin kanun önünde eşittir.

Art. 10: *Jedermann ist ohne Rücksicht auf Unterschiede von Sprache, Rasse, Hautfarbe, Geschlecht, politischer Meinung, Weltanschauung, Religion, Ritus und ähnlichen Gründen vor dem Gesetz gleich.*

Madde 13: Temel hak ve hürriyetler, Devletin ülkesi ve milletiyle bölünmez bütünlüğünün milli egemenliğin, Cumhuriyetin, milli güvenliğin, kamu düzeninin, genel asayişin, kamu yararının, genel ahlâkın ve genel sağlığın korunması amacı ile ... Anayasanın sözüne ve ruhuna uygun olarak kanunla sınırlanabilir.

Art. 13: *Grundrechte und Grundfreiheiten können zum Schutz der unteilbaren territorialen und nationalen Einheit des Staates, der nationalen Souveränität, der Republik, der nationalen Sicherheit, der öffentlichen Ordnung, der allgemeinen Ruhe und Sicherheit, des öffentlichen Interesses, der allgemeinen Moral und der öffentlichen Gesundheit ... als im Einklang mit Wort und Geist der Verfassung durch Gesetz beschränkt werden.*

Madde 26: Herkes, düşünce ve kanaatlerini söz, yazı, resim veya başka yollarla tek başına veya toplu olarak açıklama ve yayma hakkına sahiptir...

Düşüncelerin açıklanması ve yayılmasında kanunla yasaklanmış olan herhangi bir dil kullanılamaz. Bu yasağa aykırı yazılı veya basılı kâğıtlar, plâklar, ses ve görüntü bandları ile diğer anlatım araç ve gereçleri usulüne göre verilmiş hâkim kararı üzerine veya gecikmesinde sakınca bulunan hallerde kanunla yetkili kılınan merciin emriyle toplatılır.

Art. 26: *Jedermann hat das Recht, seine Meinungen und Ansichten allein oder gemeinsam in Wort, Schrift und Bild oder auf anderem Wege zu äußern und zu verbreiten...*

*Bei der Äußerung und Verbreitung von Gedanken darf keine durch Gesetz verbotene Sprache verwendet werden. Gegen dieses Verbot zuwiderlaufende geschriebene oder gedruckte Papiere, Schallplatten, Ton- und Videobänder sowie andere Ausdrucksmittel und Materialien werden aufgrund einer verfahrensgemäß ergangenen richterlichen Entscheidung oder bei Gefahr im Verzuge auf Anordnung einer durch Gesetz ermächtigten Behörde beschlagnahmt.*

Art. 28: Die Presse ist frei, Zensur findet nicht statt... Veröffentlichungen in jedweder durch Gesetz verbotenen Sprache sind unzulässig.

Madde 42 ...Türkçeden başka hiç bir dil, eğitim ve öğretim kurumlarında Türk vatandaşlarına ana dilleri olarak okutulamaz ve öğretilmez.

Art. 42: ...In den Einrichtungen der Erziehung und des Unterrichtes darf türkischen Staatsbürgern keine andere Sprache als Türkisch als ihre Muttersprache gelehrt und unterrichtet werden.

Das Militär, das 1980 in einem Putsch die Macht übernommen hatte, schuf eine völlig neue rechtliche Grundlage. Die freie Meinungsäußerung scheint für die "Grals Hüter des Türkentums" nur noch für die Herrschenden und ihre *Sonnensprache* (Güneş-Dil) zu gelten, eine fixe Idee, die schon Atatürk zur Staatslehre erhoben hatte.

Das in der neuen Verfassung angekündigte Gesetz ließ dann auch nicht lange auf sich warten. In dümmlich-arroganter Weise bestimmte jetzt der *Nationale Sicherheitsrat* unter der Führung von Evren, was Muttersprache ist, und welche Sprachen der Erde für das Militär "hoffähig" sind. Abhängig ist dies – so weit kann der *chauvinistische Wahnsinn* gehen – vom Status der *ersten Amtssprache* eines seitens der Türkei *diplomatisch anerkannten Staates!*

● **Dokument 4:**

Türkçeden Başka Dillerle Yapılacak Yayınlar Hakkında Kanun. Gesetz No. 2932 vom 19.10.1983.

*Gesetz über Veröffentlichungen in anderen Sprachen als dem Türkischen. "Sprechverbotsgesetz"*

Madde 2: Türk Devleti tarafından tanınmış bulunan devletlerin birinci resmî dilleri dışındaki herhangi bir dile düşüncelerin açıklanması, yayılması ve yayınlanması yasaktır.

Art. 2: Die Äußerung, Verbreitung und Veröffentlichung von Gedanken in jedweder Sprache – außer den ersten Amtssprachen der seitens der Türkei anerkannten Staaten – ist verboten.

Madde 3: Türk Vatandaşlarının anadili Türkçedir.

a) Türkçeden başka dillerin anadili olarak kullanılmasına ve yayılmasına yönelik her türlü faaliyette bulunulması,  
b) Toplantı ve gösteri yürüyüşlerinde, mahallin en büyük mülk amirinden izin alınmadıkça olsa bile Türkçeden başka dile yazılmış afiş, pankart, döviz, levha ve benzerinin taşınması, plak, ses ve görüntü bantları ve diğer anlatım araç ve gereçleriyle yayım yapılması, yasaktır.

Art.3: Die Muttersprache der türkischen Staatsangehörigen ist Türkisch.

a) Jede Art von Betätigung gerichtet auf den Gebrauch oder die Verbreitung anderer Sprachen als Muttersprache als des Türkischen ist verboten.

b) Verboten ist auf Versammlungen und Demonstrationen das Tragen in anderer, auch einer nicht verbotenen Sprache, als dem Türkischen beschrifteten Plakaten, Spruchbändern, Schildern oder ähnlichen Gegenständen und das Abspielen von Schallplatten, akustischen und visuellen Bändern sowie anderer Ausdrucksmittel und Materialien ohne die Erlaubnis des höchsten staatlichen Beamten der Ordnungsbehörde.

# T. C. Resmî Gazete

Kuruluş Tarihi: (7 Teşrinievvel 1336) - 7 Ekim 1920

Yönetim ve Yazı İşleri İçin Başbakanlık Neşriyat Daire Başkanlığına başvurulur	22 Ekim 1983 CUMARTESİ	Sayı: 18199
---	---------------------------	-------------

Madde 4: a) 2 nci maddè ile 3 üncü maddenin (b) bendinde belirtilen yasaklara aykırı harekette bulunanlar hakkında, fiileri başka suç oluştursa bile ayrıca altı aydan iki yıla kadar hapis ve yüzbin liradan aşağı olmamak üzere ağır para cezası hükmolunur.

b) 3 üncü maddenin (a) bendi ile yasaklanan hususlarda her ne suretle olursa olsun faaliyette bulunanlar hakkında, fiileri başka bir suç oluştursa bile ayrıca bir yıldan üç yıla kadar hapis ve yüzbin liradan aşağı olmamak üzere ağır para cezası hükmolunur.

Art. 4: Auch wenn die Handlungen eine andere Straftat darstel-

len, wird derjenige, der den in Art. 2 und 3 b bestimmten Verboten zuwiderhandelt, gesondert zu einer Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis zu zwei Jahren und zu einer schweren Geldstrafe nicht unter 100 000 Lira verurteilt.

Auch wenn die Handlungen eine andere Straftat darstellen, wird derjenige, der – in welcher Weise auch immer – den in Art. 3 a bestimmten Verboten zuwiderhandelt, zusätzlich zu einer Gefängnisstrafe von einem Jahr bis zu drei Jahren und zu einer schweren Geldstrafe nicht unter 100 000 Lira verurteilt.

Kenan Evren – Träger der Ehrendoktorhüte sämt-



licher türkischer Universitäten, Verleiher des "Ata türk-Friedenspreises" an Bundespräsident von Weizsäcker – hat sich bei seinem "Einsatz für Demokratie" beim Sprechverbotsgesetz besondere Mühe gegeben. Nach Art. 6 bekommen Angehörige von Minderheiten kein ordentliches Gerichtsverfahren, sondern werden nach der *Schnellprozeßordnung* (Gesetz Nr. 3005 vom 8. 6. 1936) abgeurteilt. Auch die *Rechtsbeschwerde* beim türkischen Verfassungsgericht ist durch ein Sondergesetz. Evrens vom 10.11.1983 ausgeschlossen (Gesetz Nr. 2948)!

In der Türkei leben etwa 15 Millionen Menschen, die sprachlichen Minderheiten angehören: Kurden, Araber, Tscherkessen, Georgier, Lazen, Abchasen, Armenier, Griechen, Juden, Albaner, Assyrer, Pomaken, Bosnier, Tschetschenen usw. Das Sprechverbotsgesetz zeigt folgende Konsequenzen:

1) *Verbot jedweder Kommunikation (auch Zeichensprache!) in nichttürkischen Sprachen, Gebrauch von erlaubten Sprachen nur als Zweitsprachen!*

2) *Willkürliche Verhaftung von Angehörigen dieser Minderheiten und Ausländern, die nur irgendwie mit verbotenen Sprachen in Kontakt stehen, z.B. Georgier, Basken, Rätoromanen, Friesen, d.h. alte europäische Kultursprachen gefährden nach Art. 1 des Gesetzes "nationale Sicherheit und öffentliche Ordnung"!*  
3) *Rechtsweg wird zur Farce, Verteidigung in der Muttersprache unmöglich! Nach oben offene Geldstrafe soll wirtschaftlichen Ruin bewirken, juristische Doppelbestrafung über dieses Sprechverbotsgesetz.*

*Ohne das demokratische Recht auf Sprache und Kultur kein Eintritt in die EG!*

*'Kendi dilini konuşma ve kültürü sürdürmeme hakkı, insan hakların bir parçasıdır. Bu hak Türkiye'deki azınlıklar içinde kayıtsız – şartsız geçerlidir!*

Cumhuriyet 6.7.1989

## **Cizre'de yeni operasyon**

**CİZRE (Cumhuriyet)** — Mardin'in Cizre ilçesinde siyasi polisin bir süredir başlattığı operasyonlarda 18 kişinin gözaltına alındığı bildirildi. "Dışkı" olayı ile iç ve dış kamuoyunun dikkatini çeken Yeşilyurt'a 15 gün aradan sonra ikinci bir operasyon düzenleyen polis tanık köylülerden birini daha gözaltına aldı.

Mardin Emniyet Müdürlüğü'nde sorgulanan Yeşilyurtluların sayısı 4'e yükseldi.

PKK'nın çevrede yaptığı son eylemler ve aynı örgüte yardım ve yataklık edenlerin bulunduğu duyumları üzerine Cizre'de geçen hafta yeni bir operasyon başlatıldı. Operasyonlar sonucu 30 kadar kişinin gözaltına alındığı ve bunlardan bir bölümünün serbest bırakıldığı öğrenildi. Çeşitli kaynaklardan alınan bilgiye göre, halen gözaltında tutulan 18 kişi Mardin Emniyet Müdürlüğü Siyasi Şube ekiplerince sorgulanıyor.

Bu arada ocak ayında meydana gelen "dışkı" olayı, halen Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'nun gündeminde bulunan Cizre'nin Yeşilyurt köyü siyasi polis ve jandarma tarafından aranarak tanık köylülerden **Tahir Madak** gözaltına alındı. 15 gün önce Yeşilyurt'ta yapılan aramalarda yakınmacı muhtar **Abdurrahman Müştak**'ın kardeşleri **Şerif** ve **Bezar Müştak** ile tanık köylülerden **Mehmet Madak** gözaltına alınmıştı.

Yeşilyurt'tan gözaltına alınanların da Cizre operasyonu sanıklarıyla birlikte sorgulandıkları Mardin Emniyet Müdürlüğü'nde hafta sonunda Cumhuriyet savcılığı'na sevk edilmeleri bekleniyor.

### **Yine işkence**

Halen gözaltında bulunan 22 sanığın ailelerinin kendisine başvurduğu avukat **Orhan Doğan**, gözaltındakilere işkence yapıldığı yolundaki kuşkularını anlatarak, "Serbest bırakılanlarla görüştük, Mardin Emniyet Müdürlüğü'nde işkencenin sürdüğünü anlattılar. Yasal olarak gözaltı süresi 15 gün. Ancak olağanüstü hal bölgesinde bunu 30 güne kadar çıkarabiliyorlar. İşkence iddialarını yakından izliyoruz" dedi.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0315 4 I 0387 TUR /AFP-XV57

Turquie-France-Kurdes

Départ d'un premier groupe de 183 Kurdes irakiens pour la France

DIYARBAKIR (Turquie), 1er août (AFP) - Un premier groupe de 183 Kurdes irakiens parmi quelque 300 qui doivent être accueillis par la France, réfugiés en Turquie depuis septembre 1988, ont quitté Diyarbakir (sud-est de la Turquie) mardi après midi à bord d'un avion d'Air France à destination de Clermont-Ferrand, a-t-on constaté sur place.

Composés essentiellement d'enfants de moins de 16 ans, ce premier groupe a été conduit dans la matinée de Mardin dans le sud-est à Diyarbakir, distante de 80 km, accompagné de la mission humanitaire française chargée de préparer leur installation.

Ces réfugiés devaient arriver dans la soirée de mardi à l'aéroport de Clermont-Ferrand. La mission humanitaire française dont un médecin chargé de mission du cabinet du secrétaire d'état à l'action humanitaire et un officier de l'OFPRA (office français pour la protection des réfugiés apatrides) se trouvait depuis samedi à Mardin..

Interrogés par l'AFP, ces réfugiés ont déclaré qu'ils souhaitaient partir en France pour vivre "dans de meilleures conditions". Ils ont aussi exprimé leur gratitude au gouvernement turc qui, ont-ils dit, "a fait de son mieux pour leur séjour en Turquie".

Rassemblés dans la cour du pensionnat où ils avaient étalé leurs matelas pour passer la nuit à la belle étoile, avant de quitter la Turquie, ils ont précisé qu'ils voulaient vivre réunis en France pour "mieux faire face aux problèmes que poserait une nouvelle vie dans un nouveau pays". Ce sera le premier groupe important à se rendre dans un pays occidental, après les sept Kurdes irakiens accueillis en juin par la Suède.

Les réfugiés ont semble-t-il ignoré jusqu'au dernier moment leur destination en France. Apprenant qu'ils allaient à Clermont-Ferrand, une institutrice kurde entourée d'enfants a interrogé un journaliste français, visiblement inquiète de la perception négative que pourraient avoir les français des réfugiés kurdes irakiens arrivant dans leur pays.

Estimant que le nombre de 300 était "très faible" alors qu'ils s'attendaient à ce que la France accueille 4 à 5.000 d'entre eux, ils ont exprimé le souhait que cet acte humanitaire français "serve d'exemple" aux autres pays occidentaux.

YM/AL/bp

AFP 011804 AOU 89

FRFR

FRA0444 4 GI 0176 FRA /AFP-BL54

Kurdes-Réfugiés

M. Chevènement souligne la participation des armées à l'accueil des réfugiés kurdes

PARIS, 1er août (AFP) - Le ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement a souligné mardi "la participation des armées" à l'accueil de réfugiés kurdes en France "en mettant à disposition des logements situés dans un domaine militaire à Bourg Lastic, près de Clermont-Ferrand".

"Dans cette région où les associations d'aide humanitaire sont particulièrement actives, cette mesure présente l'avantage de maintenir ensemble ces hommes, femmes et enfants déjà lourdement éprouvés", ajoute le communiqué.

Cent quatre-vingt trois réfugiés kurdes d'Irak dont 117 enfants, sur les quelque trois cents que la France doit accueillir, sont arrivés mardi soir à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), en provenance du sud-est de la Turquie.

Les Kurdes s'étaient réfugiés en Turquie, où ils sont hébergés dans des conditions très précaires, en septembre 1988 pour échapper aux bombardements aux armes chimiques contre leurs villages par l'armée irakienne.

tma

AFP 012223 AOU 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRAD191 4 I 0371 TUR /AFP-VP77

France-Kurdes-Turquie.

Départ d'un premier groupe de 180 Kurdes mardi après-midi pour Clermont-Ferrand

ANKARA, 1er août (AFP) - Cent quatre-vingt réfugiés kurdes d'Irak sur les quelque 300 que la France s'est proposée d'accueillir quitteront le sud-est de la Turquie mardi après-midi par avion spécial pour Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), a-t-on appris de source française à Ankara.

Un Boeing 727 d'Air France spécialement affrété était attendu vers 12h00 (heure française) mardi à Diyarbakir, capitale de la "super-région" du sud-est anatolie. L'avion spécial devrait décoller vers 14h00 de Diyarbakir pour Clermont-Ferrand où il devrait atterrir vers 18h00, a-t-on précisé de même source.

Les réfugiés seront hébergés dans des centres d'accueil dans le Massif Central, spécialement dressés pour les accueillir, a-t-on précisé. Un deuxième avion spécial est prévu jeudi dans la matinée à Diyarbakir pour transporter le deuxième groupe de réfugiés accueillis par la France, a-t-on ajouté.

Ces Kurdes d'Irak représentent près de 40 familles des quelque 14.000 restant encore dans le camp de toile de Mardin, près de Diyarbakir, non loin de la frontière syrienne. Ils s'étaient réfugiés en Turquie en septembre dernier.

22.000 autres réfugiés kurdes irakiens qui avaient également fui les bombardements aux armes chimiques contre leurs villages par l'armée irakienne résident toujours dans deux autres camps. Moins précaires que celui de Mardin-Kiziltepe, ces camps sont situés à Diyarbakir et à Mus, au nord de Mardin.

Pour préparer leur arrivée en France, une mission humanitaire était arrivée samedi à Mardin. Cette délégation, composée d'un médecin, d'une infirmière, d'un officier de l'OFPRO (Office français pour la protection des réfugiés apatrides) dépendant du ministère des Affaires étrangères, et de deux représentants du ministère de l'Intérieur, avait une double mission humanitaire et de recensement.

Le médecin, chargé de mission au secrétariat d'Etat à l'Action humanitaire, a fait passer une brève visite médicale aux réfugiés tandis que les représentants de la direction de la police française dressaient des fiches d'identification pour faciliter leur arrivée en France.

AL/bd/cma

AFP 011326 AOU 89

FRAD381 4 I 0126 FRA /AFP-AR68

France-Turquie-Kurdes

Arrivée mardi soir à Clermont-Ferrand du premier groupe de réfugiés kurdes

PARIS, 1er août (AFP) - Le premier groupe de réfugiés kurdes irakiens accueilli par la France (183 personnes dont 117 enfants), arrivera dans la soirée de mardi à Clermont-Ferrand et sera hébergé au camp militaire de Bourg Lastic (Cantal), annonce un communiqué du quai d'Orsay.

Le second contingent arrivera jeudi, indique le communiqué qui précise qu'au total 330 Kurdes irakiens seront accueillis en France, dans le cadre d'une opération humanitaire.

Le premier contingent avait quitté mardi après-midi le camp de Mardin, à 80 km de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) pour être embarqué à bord d'un Boeing 727 d'Air-France spécialement affrété.

cc/af

AFP 011943 AOU 89

# LA MONTAGNE

## Centre France

Mercredi 2 août 1989

# Auvergne-liberté pour 183 Kurdes



(Photo Jean-Luc Simon)

**C**ENT QUATRE-VINGT-TROIS réfugiés kurdes d'Irak, dont 117 enfants, sur les quelque trois cents que la France doit accueillir, sont arrivés hier, en début de soirée, à Clermont-Ferrand, en provenance du sud-est de la Turquie.

Les réfugiés ont été accueillis par des membres de la Croix-Rouge, de nombreux militaires, un représentant de l'association France-Liberté et de l'Institut kurde de Paris. Les réfugiés ont été dirigés vers cinq autocars qui les ont conduits dans le camp militaire de Bourg-Lastic, à une soixantaine de kilomètres de Clermont-Ferrand.

Une nouvelle arrivée de 152 réfugiés, en majorité des adultes, qui partiront de Diyarbakir (région sud-est de l'Anatolie), est prévue demain. Le camp militaire de Bourg-Lastic regroupera, pour environ deux mois, les 335 réfugiés. Il s'agit d'un camp utilisé uniquement pour les manœuvres. Aucune garnison n'y est basée en permanence.

# AUVERGNE TERRE D'ASILE

## La paix au pays des volcans pour 183 réfugiés kurdes

**M**ÊME si nos montagnes leur en rappelaient d'autres ; même si l'accueil était chaleureux et si chacun des 183 réfugiés savait qu'il ne risquait pas d'entendre le bruit d'une rafale d'arme automatique, l'air qu'ils respiraient hier soir quand la porte de l'avion s'est ouverte à Aulnat était celui de l'exil.

Quelques heures auparavant, les familles kurdes qui ont foulé, hier soir, le sol d'Auvergne étaient encore dans le camp de Mardin-Kiziltepe, quelque part à l'est de la Turquie, non loin de la frontière syrienne.

Parmi 14.000 autres réfugiés, ils appartenaient à toutes ces populations rurales des

montagnes d'Irak qui avaient fui les bombardements aux armes chimiques perpétrés contre leurs villages par l'armée irakienne.

183 hommes et femmes mais surtout des enfants, plein d'enfants (117), qui sont arrivés comme ils étaient partis : sans rien, sinon les vêtements qu'ils portaient et quelques maigres effets personnels.

Jeudi, à 16 heures, 150 autres réfugiés atterriront à leur tour à Aulnat. Avec — sans doute — cette même émotion qui doit s'emparer d'un homme quand il pose le pied sur une terre qui n'est pas la sienne, à des milliers de kilomètres d'un pays qui est en guerre, mais qui reste le sien.

## Vingt-quatre heures pour s'organiser



**C'**EST à la suite d'un voyage de Danielle Mitterrand dans les camps de réfugiés kurdes de l'est de la Turquie que l'opération a été décidée. A l'initiative de la Fondation France-Liberté (créée par Mme Mitterrand) et avec l'appui du ministère des Affaires étrangères, l'accueil de plus de 330 personnes a pu être mené à bien très rapidement.

Tout s'est passé très vite ; les autorités turques (qui jugent plutôt encombrants les quelque 35.000 réfugiés kurdes d'Irak arrivés chez eux en septembre dernier) n'ont fait aucune difficulté pour faciliter leur départ.

C'est seulement lundi dans la soirée que les différentes autorités concernées du Puy-de-Dôme ont été averties ! Autant dire que durant 24 heures, une agitation fébrile s'est emparée de ceux chargés d'accueillir les 183 réfugiés.

C'est le camp de Bourg-Lastic qui a été choisi comme structure d'accueil et ce sont les militaires du 92<sup>e</sup> RI qui vont – durant deux mois – encadrer les 330 nouveaux arrivants.

Bien sûr, le camp militaire peut paraître un choix curieux ; mais il a l'avantage d'offrir

suffisamment de bâtiments en dur (le camp de réfugiés de Mardin était en toile) dans un environnement plus approprié qu'une banlieue de ville. Toutes les familles qui sont



*Sans perdre une minute, une équipe médicale était sur place afin d'examiner ceux qui n'avaient pu l'être avant le départ de Turquie.*

*Des enfants qui sourient ou qui pleurent, des hommes en turbans le visage sévère, des femmes l'œil ailleurs (quelque part dans les montagnes d'Irak ?), des vieux qui se demandent s'ils reverront un jour la terre où ils sont nés ; et ces milliers de questions qu'on imagine derrière un regard ; hier soir, à Aulnat, tout le monde a ressenti avec émotion l'arrivée des premiers réfugiés kurdes qui vivaient vraiment leurs premières minutes d'exil.*



arrivées sont des villageois, pour la plupart agriculteurs, habitués donc à la vie au grand air et aux grands espaces des montagnes d'Irak ou d'Anatolie.

Ce sera donc un lieu favorable à leur acclimatation dans un exil que tous n'imaginent que temporaire...

Hier soir, devant la collation préparée par les secouristes de la Croix-Rouge, il était difficile de savoir ce qu'ils ressentent. Aucun d'eux ne parle français.

Sur place, M. Shewqi, responsable du service social au Centre culturel kurde à Paris, a échangé quelques mots avec plusieurs des

hommes qui portaient encore le turban traditionnel :

« Nous ne pourrions sans doute jamais remercier suffisamment la France de nous avoir accueillis... pourtant à cette minute même, nous pensons à tous les nôtres qui n'ont pas notre chance et qui sont là-bas. Et tous, nous rêvons d'une même chose : la paix pour notre peuple. »

### La chaleur d'un accueil

Autour d'eux, dans une confusion très souvent émouvante, des femmes en longues jupes de couleur, des gamins souriant, pleurant ou regardant simplement ces gens qui les entouraient, les uns avec des appareils photos, des caméras, des micros ; les autres avec des uniformes ; certains parlant dans de drôles d'appareils qu'ils portaient à la main.

Parfois, un militaire passait tenant dans ses bras un de ces enfants.

Autour des tables préparées par la Croix-Rouge, de nombreux gosses découvraient avec curiosité certains fruits ; les bananes surtout (plutôt rares sur les plateaux d'Anatolie !).

Mais de cette confusion naissait une certaine chaleur ; même les officiels présents semblaient en oublier leurs fonctions ou leur grade. Tous étaient devenus simplement des gens d'un pays en paix qui accueillait des gens fuyant une guerre sans fin.

Dès aujourd'hui commencera l'apprentis-

sage de l'exil, sur fond de volcans éteints, à des milliers de kilomètres du Kurdistan, leur pays... qui n'existera sans doute jamais.

Patrick BERTHARION.  
(Photos Jean-Luc SIMON).



## Vous pouvez les aider...

Si la grande majorité des ressources nécessaires aux réfugiés a été prévue, il y a cependant quelques manques que nous vous ferons connaître dès que les bénévoles de France-Liberté et de la Croix-Rouge les auront établis avec précision.

D'ores et déjà, dès 14 heures cet après-midi, toutes les personnes qui possèdent des chaussures pour enfants peuvent les apporter au siège de la Croix-Rouge du Puy-de-Dôme, 22, place d'Espagne, à Clermont-Ferrand.



LIBERATION  
2. 8. 1989

## La France accueille des Kurdes

183 Kurdes irakiens, réfugiés en Turquie depuis septembre 88, vont être reçus à Clermont-Ferrand.

Un groupe de 183 Kurdes irakiens, réfugiés en Turquie depuis septembre 1988, a quitté le pays hier après-midi et devait être accueilli dans la soirée à Clermont-Ferrand.

Composé essentiellement d'enfants de moins de 16 ans, ce premier groupe, parmi les quelque 300 Kurdes qui doivent être reçus en France, a été conduit dans la matinée à l'aéroport de Diyarbakir, au sud-est de la Turquie, accompagné d'une mission humanitaire française, dont un médecin du secrétariat d'Etat à l'Action humanitaire et un officier de l'OFPPA (Office français pour la protection des réfugiés apatrides).

A l'origine de l'opération, la visite début mai de Danielle Mitterrand dans le camp de réfugiés de Kiziltepe, à la tête d'une mission de France Liberté. A l'époque, une liste de plusieurs centaines de noms avaient été remise à madame Mitterrand par un dirigeant *peşmerga* (combattant kurde). Finalement,

à la mi-juillet. Paris annonçait qu'il acceptait d'accueillir 300 personnes.

Concernant leur avenir en France, les *peşmergas* ont déclaré vouloir vivre « normalement » et ont exprimé le souhait d'envoyer leurs enfants à l'école et de pouvoir travailler « comme tout être humain ». Estimant que le nombre de 300 était « très faible », ils ont également souhaité que cet acte humanitaire du gouvernement français « serve d'exemple » aux autres pays occidentaux. Ils se sont également unanimement déclarés prêts à « retourner en Irak dès que (le président irakien) Saddam (Husseïn) s'en irait », remerciant le gouvernement turc qui, « a fait de son mieux » pour faciliter leur séjour.

Il s'agit du premier groupe de cet importance à se rendre dans un pays occidental, après les sept Kurdes irakiens accueillis en juin dernier par la Suède.

D'après AFP

## TURQUIE

# Trois cents réfugiés kurdes irakiens s'apprêtent à partir pour la France

MARDIN

de notre envoyé spécial

Ils sont un peu plus de trois cents regroupés dans la cour du pensionnat de jeunes filles de Mardin, près de la frontière turco-syrienne. Pour les deux tiers d'entre eux, c'est leur dernière nuit en Turquie, et probablement aussi la dernière pour longtemps à proximité des montagnes du Kurdistan d'Irak, où ils ont toujours vécu. Le premier groupe de trois cents réfugiés kurdes irakiens acceptés par la France pour des raisons humanitaires devrait quitter, mardi 1<sup>er</sup> août, la Turquie, où soixante mille Kurdes du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak en lutte pour l'autonomie s'étaient réfugiés en septembre 1988 pour fuir les bombardements des troupes de Bagdad.

Dans les salles de classe, une équipe de techniciens français, arrivés sur place dimanche, poursuit sa tâche fébrilement jusque tard dans la nuit. Un médecin et une infirmière attachés au secrétariat à l'action humanitaire examinent les familles, qu'ils trouvent « en parfaite santé ». Des agents du ministère français de l'intérieur s'occupent des identités et délivrent les visas.

Souriantes, le visage découvert « comme en Europe », nous fait-on remarquer avec fierté, les femmes s'occupent de nombreux enfants, tandis que les hommes, turban sur la tête et vêtus du large pantalon traditionnel, essaient d'entrevoir un avenir qui reste encore bien mystérieux.

Tout en remerciant le gouvernement français, les dirigeants kurdes ne cachent pas leur déception, à Mardin comme à Diyarbakir, devant le faible nombre de réfugiés accueillis par Paris après la visite dans les camps de M<sup>me</sup> Danièle Mitterrand en mai dernier : « Elle a vu nos conditions de vie effroyables », explique Ekrem Mahi, avec lequel elle s'était longuement entretenue à Diyarbakir ; la France peut faire plus et les autres pays occidentaux doivent l'imiter. »

Ce sont les cadres kurdes eux-mêmes qui ont préparé la liste des partants. On a fait partir en priorité ceux du camp de Mardin, épuisés par une chaleur qui atteint 50 degrés dans leur camp de tentes. Les responsables affirment que, par souci de justice, on a choisi certaines des familles les plus défavorisées et non les éléments dont le niveau d'éducation aurait probablement permis une intégration plus facile. « Pour trois diplômés d'université, quatre d'instituts supérieurs, la

majorité des partants sont des paysans », explique Saïd Ismaïl, du camp de Mardin.

Ramzi, ancien étudiant en technologie à Mossoul, qui n'a pu continuer parce qu'il n'était pas membre du Parti Baas au pouvoir, compte rester en France comme réfugié politique jusqu'à la chute du régime de Bagdad et la libération du Kurdistan. « Mais les enfants, qui n'auront jamais connu rien d'autre que la France, prendront peut-être un jour la nationalité française », dit-il.

Il reste encore environ trente quatre mille réfugiés kurdes en Turquie. Les changements sur le terrain en Irak excluent dans l'immédiat tout retour des combattants et de leurs familles. L'épuisement matériel, le désespoir après un passé dans des camps que les réfugiés qualifient aujourd'hui de « grandes prisons », ont mis le départ de Turquie à l'ordre du jour. La demande largement exprimée aujourd'hui est « le départ de tous vers l'Europe par larges groupes ».

Au Haut Commissariat aux réfugiés, tout en se félicitant de la décision française, et en espérant qu'elle aura valeur d'exemple, on ne considère cependant pas cette éventualité comme très réaliste. On souligne que la contribution internationale à des projets de réinstallation en Turquie reste plus amais nécessaire.

MICHEL FARRÈRE.

2. 8. 1989

Le Monde



3. 8. 1989

# Le Monde

## Les Kurdes irakiens accueillis par la France sont hébergés dans un centre de l'armée du Puy-de-Dôme

Cent quatre-vingt-trois Kurdes irakiens venant des camps de réfugiés de l'est de la Turquie sont arrivés mardi 1<sup>er</sup> août à Clermont-Ferrand à bord d'un Boeing spécial d'Air France. Ils ont été immédiatement conduits dans un centre de l'armée à Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), où

ils seront hébergés pendant deux mois. Ces réfugiés font partie des trois cents que le gouvernement s'était engagé à prendre en charge à la demande de la fondation France-Liberté, de M<sup>me</sup> Mitterrand. Un second groupe est attendu jeudi à Clermont-Ferrand.

**DIYARBAKIR**  
de notre envoyé spécial

Deux kilos de bagages par personne, 300 kilos pour les 183 passagers : c'est peu pour changer de vie. C'est pourtant tout ce que les réfugiés kurdes d'Irak en partance pour la France ont emporté avec eux, aussi démunis le jour de leur départ

que lors de leur arrivée en Turquie il y a onze mois. L'émotion était grande dans la procession des familles se dirigeant mardi sur le tarmac de l'aéroport de Diyarbakir vers le Boeing d'Air France. Les enfants étaient partout — cent sept au-dessous de douze ans et onze bébés pour vingt-sept familles — rieurs et moins conscients que leurs parents de la rupture que représente

ce départ avec tout ce qu'ils ont connu jusque-là.

Quelques minutes avant la montée à bord, les réfugiés ont appris qu'ils débarqueraient à Clermont-Ferrand ; la nouvelle a été accueillie avec contentement quand les responsables français leur ont décrit la région et qu'ils ont évoqué l'intention du gouvernement de les installer ultérieurement dans des villages abandonnés. « *Nous sommes des paysans et voudrions retrouver la campagne, si possible des villages qui ressemblent aux nôtres, avec des montagnes et des torrents...* »

Et les armes qu'ils ont emportées jusqu'ici, « *on s'en servait parce que la guerre nous l'avait imposé. Aujourd'hui on veut apprendre à vivre comme les gens du pays qui nous accueille* », explique un jeune qui n'a qu'un désir : reprendre des études.

Dans un coin, une jeune femme, dans sa longue robe de tulle de couleur, allaite son dernier-né. Institutrice, elle rompt avec le discours un peu stéréotypé des hommes et ne cache pas son inquiétude devant ce départ pour l'inconnu : « *Que savent de nous les Français ? Comment les gens ordinaires nous accueilleront-ils ?* » Retenant ses larmes, elle rejoint son mari à l'appel de son nom.

Les formalités de départ se sont déroulées dans une parfaite collaboration entre les autorités turques et la mission française. Un décret spécial avait été publié, ouvrant exceptionnellement l'aéroport de Diyarbakir au trafic international pour ce vol et celui de jeudi qui emmènera le deuxième contingent de cent cinquante réfugiés.

MICHEL FARRÈRE.

## Les frères de l'Ouest et ceux de l'Est

**DIYARBAKIR**  
de notre envoyé spécial

« **L**A Turquie, c'est comme les Etats-Unis, un Etat moderne où vivent des gens d'origines ethniques diverses, les Turcs, les Kurdes, les Arabes, les Lazes, les Tcherkesses, mais tous unis par une citoyenneté commune ! » Présentée ainsi par un officier rencontré à la frontière turco-iranienne, cette image idyllique se trouve confrontée depuis le mois de mai au traitement privilégié réservé aux « frères de souche », entendez les réfugiés de la minorité turque de Bulgarie, dont deux cent trente mille ont, à ce jour, fui en Turquie le régime de Sofia.

Les protestations d'Ankara contre l'interdiction en Bulgarie des noms et de la culture turques avaient déjà, dans le passé, donné lieu chez les Kurdes à des comparaisons sacrilèges avec des interdictions analogues qui les concernaient. Aujourd'hui, les Kurdes peuvent comparer la liberté de mouvement et de travail accordée aux « frères de souche des citoyens de l'Ouest » — les Turcs de Bulgarie — avec

celui de « nos frères de souche à nous » — les Kurdes d'Irak, réfugiés en Turquie depuis septembre 1988 et toujours parqués dans les camps. De là à les confirmer dans l'idée que la « citoyenneté turque » comporte un fondement ethnique, distinguant entre des citoyens de « bonne souche » et d'autres de « moins bonne », le pas est vite franchi.

Les opuscules à prétention scientifique que l'on peut voir sur les étagères des plus hautes autorités de la région se chargent de résoudre la question de l'égalité à leur manière : pour eux, les Kurdes ne sont qu'« un rameau abâtardi du peuple turc », sans aucune spécificité, ethnique ou culturelle.

La langue kurde, pourtant, aussi différente du turc que le français l'est du hongrois, devient « un dialecte du turc mêlé d'emprunts arabes et persans ». Preuve sans appel de la non-existence des Kurdes : « *Leur nom même de Kurdes vient du bruit qu'ils font en marchant dans la neige de leurs montagnes : kurt... kurt... kurt !* »

M. F.

## La quête d'une identité et les aspirations à la modernité

## Kurdes de cœur, Turcs par raison

Les Turcs redoutent que l'expression d'une culture kurde porte en germe des risques de division. Pourtant, tout en revendiquant leur héritage culturel, les Kurdes de Turquie se reconnaissent dans une République garante de leur développement.

DIYARBAKIR  
de notre envoyé spécial

« **O**N va enfin voir que ce que l'on avait nié existe réellement. » Au lendemain de l'arrivée en Turquie, en septembre 1988, des réfugiés kurdes irakiens, ce postier d'un bourg proche de la frontière iranienne exprimait ainsi le souhait de nombreux Kurdes de Turquie que l'intérêt suscité par cet exode rejaillisse sur eux, et qu'on cesse de les ignorer dans leur identité spécifique. Selon les autorités, celle-ci n'existe pas, la citoyenneté turque étant garante des mêmes droits pour tous.

Au même moment et au même endroit, des militaires commentaient l'arrivée des réfugiés : « *Ce sont des Kurdes, tout est dit* » ; illustration du dédain pour des « *bergers arriérés* », mêlé de cette suspicion pour des « *terroristes en puissance* » dans laquelle, en dépit de la réelle égalité des droits, restent tenus les « *citoyens de l'Est* ».

Conséquence de la persistance de ces préjugés, en particulier parmi les forces de l'ordre : l'égalité, qui doit en principe aller de pair avec l'assimilation, continue d'être battue en brèche par les violations des droits de l'homme, plus fréquentes qu'ailleurs dans les régions kurdes. Les habitants d'un village contraints, selon la presse, de manger des excréments, la torture toujours pratiquée dans les commissariats, autant de signes que l'amélioration saluée l'année dernière par tous a atteint un palier. Pour l'influent hebdomadaire *Nokta*, celui-ci restera infranchissable tant que toute velléité d'affirmation d'une identité kurde sera assimilée à un projet séparatiste, comme celui des extrémistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

La question kurde est réduite par les autorités au dramatique sous-développement régional : elles nient toute spécificité culturelle kurde. Non pas que l'usage du kurde en public soit interdit : jusque dans certains bâtiments officiels, comme les bureaux au

Parlement des députés de la région, y compris celui de l'actuel ministre de l'intérieur, il est librement parlé. Mais ce n'est qu'une tolérance. La législation de 1983 héritée des militaires stipule que « *la langue maternelle des citoyens turcs est le turc* ».

Toute publication, toute forme d'enseignement en kurde restent interdites. Les velléités de libéralisation ont abouti coup sur coup au relâchement de la censure préalable, puis à de nouvelles interdictions des cassettes de chansons turques. L'œuvre entière de Yulmaz Güney est interdite parce que le mot « *Kurdistan* » apparaît dans une scène de son film *Yol*, palme d'or à Cannes. Dénoncée par son proviseur, une lycéenne de quinze ans risque la prison pour infraction à l'article 142 du code pénal réprimant « *l'affaiblissement des sentiments nationaux* » - elle avait seulement écrit : « *Je suis kurde* » dans une rédaction. Savoir qu'à l'autre bout du pays, à Izmir, un autre lycéen du même âge, non kurde, a passé cette année quatre mois entre la prison et l'hôpital psychiatrique pour avoir dessiné une faucille et un marteau ne la convaincra sans doute pas de l'absence de discrimination.

La peur  
de l'éclatement

Dans la classe politique, les attitudes varient peu d'un parti à l'autre. Contraint à la prudence par le rôle décisif des militaires sur cette question, le premier ministre, M. Turgut Ozal, n'a pu transformer en véritable politique ses timides tentatives pour briser les tabous. A gauche, il existe dans le Parti populiste social-démocrate un courant kurde, minoritaire y compris parmi les députés de la région. La direction a néanmoins exclu un député qui avait cette année plaidé pour l'« *autonomie culturelle* » au Conseil de l'Europe, à Strasbourg. A droite, dans un raccourci caricatural, M. Demirel, président du Parti de la juste voie, répondait récemment à une question sur « *la possibilité d'écrire de la poésie en kurde* » : « *C'est impossible, la Turquie ne peut pas devenir un Etat fédéral.* »

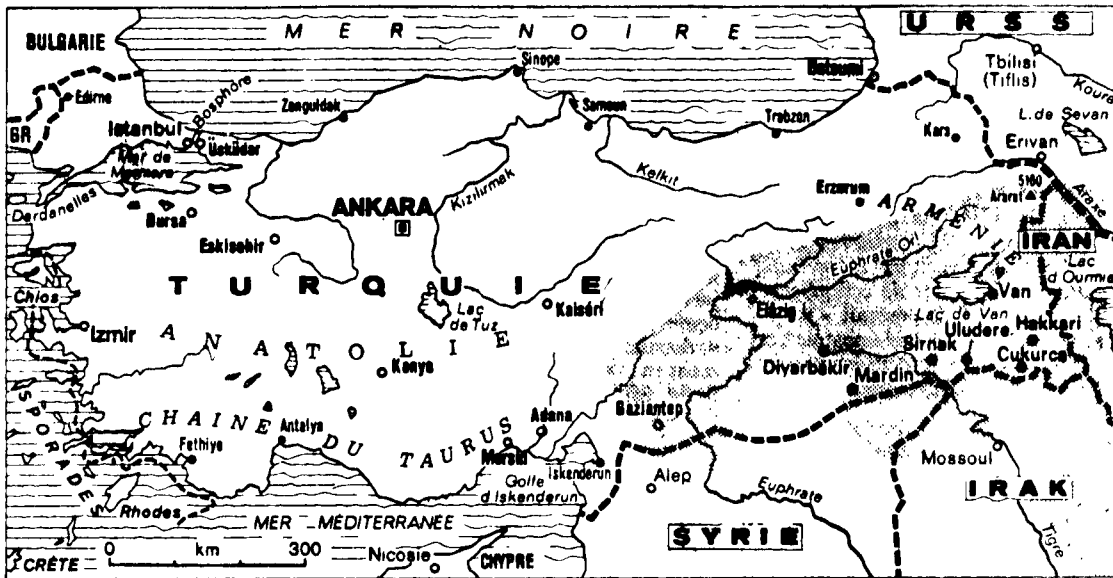
L'idée reste en effet bien ancrée que toute libéralisation de l'emploi du kurde, par les usages politiques qu'on pourrait en faire, aboutirait à fracturer la cohésion

d'un Etat national encore jeune. Se poserait alors à nouveau le fameux problème des minorités dont l'évocation fait immanquablement resurgir, au sein d'une opinion entretenue dans le complexe obsidional, le spectre des interventions occidentales qui ont entraîné la chute de l'Empire ottoman. Annulant le traité de Sèvres de 1920, imposé au dernier sultan par les Alliés, et qui prévoyait la création d'un Etat arménien et d'un Etat kurde, le traité de Lausanne, arraché en 1923 après une guerre contre le partage colonial, qui avait fait plusieurs centaines de milliers de morts parmi les musulmans turcs et kurdes d'Anatolie, ne reconnaît comme minorités disposant librement de leurs institutions culturelles que les Arméniens, les Grecs et les Juifs. Selon l'interprétation admise, ce sont les seuls concernés par les paragraphes, aujourd'hui invoqués par les militants kurdes, qui garantissent qu'aucune restriction ne sera édictée contre le libre usage par tout ressortissant turc d'une langue quelconque. L'intérêt occidental, limité alors surtout aux communautés non musulmanes, convergait avec la tradition islamique selon laquelle la communauté des croyants est indivisible, pour ne pas accorder aux Kurdes musulmans le statut de minorité et le bénéfice de telles dispositions.

Un parallèle est souvent dressé entre la question kurde et celle des interdictions dans le domaine religieux : la construction d'une société et d'un Etat national modernes, soudés par la laïcité et l'unité linguistique, n'étant pas achevée, il ne serait pas possible sous peine d'éclatement d'autoriser des symboles de division sociale comme le port de la tenue islamique ou l'usage consacré d'une langue différente ; et comme toute libéralisation dans un domaine s'étendrait à l'autre, on la refuse dans les deux.

L'Etat  
modernisateur

Certains estiment pourtant que la société turque a acquis aujourd'hui une maturité permettant le relâchement des contraintes totalitaires qui assureraient sa formation. C'est l'avis du professeur Mumtaz Soysal, éditeur du quotidien *Milliyet*, pour qui une libéralisation dans le domaine culturel comporterait moins de risques que le maintien



Régions de peuplement kurde

d'un « refus qui cristallise un problème politique ». Selon cette analyse, l'affirmation du nationalisme kurde en Turquie est davantage une réponse à la répression que le reflet d'une nation déjà constituée. Les tenants de cette thèse font valoir l'importante division régionale, religieuse et linguistique entre Kurdes sunnites et chiites alevites, la diversité des réponses au problème culturel, la division sociale et politique de la société kurde, l'attachement, aujourd'hui largement majoritaire, de la population kurde à la République.

Beaucoup d'intellectuels kurdes expriment le souhait qu'une télévision, une presse, un enseignement en kurde soient autorisés. Pourtant, dans de nombreuses maisons paysannes, dont les habitants les moins jeunes sont encore souvent analphabètes, on ne ressent pas la nécessité de faire passer à l'écrit une culture de tradition essentiellement orale et ressentie comme peu susceptible de favoriser l'accès au progrès. « Le kurde, on le connaît déjà, ce qu'il faudrait ouvrir ce sont des écoles en anglais. » Les intellectuels militants font eux-mêmes des entorses à leurs principes : l'un d'eux, à Hakkari, reconnaît que son propre fils est incapable de comprendre une conversation en kurde dans un village ; son père, émule malgré lui de Jules Ferry, avait toujours refusé qu'on parle autre chose que le turc à la maison pour assurer les succès scolaires et la « montée à l'Ouest » de son fils.

Cette contradiction entre les exigences de modernité et du développement, qui passent par un Etat fort et centralisé, et l'affirmation de l'identité, est très souvent exprimée. Dans une région presque totalement dépourvue d'industrie, la première demande reste l'implantation d'usines : les grands propriétaires locaux n'ayant qu'une hâte,

aller s'installer à l'Ouest, c'est de l'Etat que l'on attend les investissements, qu'ils soient modestes ou importants comme le GAP (projet du Sud-Est anatolien). Ce gigantesque projet, qui comporte vingt et un barrages et dix-sept stations hydroélectriques sur le Tigre et l'Euphrate, sera réalisé dans sa première phase en 1993, et pourrait être complètement opérationnel à partir de 2005.

La présence de l'Etat est également appréciée quand elle neutralise des structures traditionnelles étouffantes, celles de la famille, d'abord, des milliers de jeunes chômeurs fuient, dans les villes de l'Ouest, les dots exorbitantes et les mariages forcés, ils s'y assimilent et, peu idéologues, rejettent tout projet séparatiste simplement parce qu'ils veulent « continuer à aller voir la mer » ; celles aussi de la tribu. Dans un village de la région de Hakkari, un bachelier se félicite de la présence récente des forces de l'ordre : « Avant on ne pouvait pas rentrer du marché sans se faire dévaliser. Le renforcement de la sécurité a permis de mettre fin à cette situation, même si on se serait passé de la répression. »

Loin de toujours combattre les structures tribales, l'Etat a pourtant souvent tenté d'utiliser à son profit cette armature encore vivace de la société kurde. Dans cette région de vendetta, où l'on recense 203 tribus, ses représentants n'ont pas toujours dédaigné de sacrifier le rôle unificateur et modernisateur de l'Etat au toujours rentable « Diviser pour régner ». Les divisions tribales sont notamment mises à profit pour recruter des « protecteurs de village ». Contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mènent depuis des années une sanglante guérilla dans la région, appuyés par la Syrie et aujourd'hui l'Iran, avec le ralliement en 1984 du cheikh de la puissante confédération des

Jerkico, pilier traditionnel de la lutte contre l'Etat central, le gouvernement s'était assuré le recrutement de miliciens que le PKK a, jusqu'à une période récente, préféré ménager pour ne pas s'aliéner définitivement cette base possible de recrutement.

Cette politique a entraîné chez de nombreux jeunes gens éduqués un regain de sentiments nationalistes, associant l'affirmation de l'identité kurde à une exigence de modernisation et de progrès social. Ils ne cachent pas leur dédain pour les valeurs traditionnelles auxquelles est attachée la majorité de la population, « des gens dégénérés comme tous les peuples colonisés et qui ne peuvent comprendre les problèmes politiques parce qu'ils ne sont pas éduqués ».

Se perpétue ainsi la division en deux courants opposés qui a, de tout temps, empêché l'élaboration d'un projet nationaliste rassemblant la société kurde de Turquie : l'un, conservateur, reste encadré par les élites traditionnelles tribales et religieuses, en particulier les puissantes confréries des Nakshibendis et des Nourdjou, qui marchandent aujourd'hui leur soutien aux partis politiques après avoir marchandé leur ralliement à la République ; l'autre, élitiste et moderniste, qui dispose à l'étranger d'un monopole de la représentation dont il est loin de jouir sur le terrain ; il est animé par les bénéficiaires, de plus en plus nombreux, de l'extension de l'enseignement en même temps que par les premières victimes de l'absence de débouchés.

### Absence d'un grand projet

Sa capacité limitée de mobilisation a, aujourd'hui, des causes semblables à celles d'hier : il n'a jamais pu concevoir autre chose que des répliques régionales, aujourd'hui ultragauchistes, de la politique de modernisation et

d'occidentalisation autoritaire menée par Ataturk à l'échelle du pays. C'est pourtant seulement contre une telle politique qu'un véritable mouvement populaire kurde, encadré par ses chefs traditionnels, a pu tenir en échec le pouvoir central durant les insurrections (férocement réprimées) du début de la République pour le respect des promesses non tenues d'autonomie.

Loin d'avoir seulement profité au nationalisme, l'urbanisation et l'érosion du tribalisme ont surtout grossi les rangs de ceux, largement majoritaires aujourd'hui, qui proclament leur attachement à la République, et expriment, dans chacun des différents partis légaux des sensibilités très diverses sur la question de l'identité.

« Un peuple privé d'indépendance depuis deux mille six cents ans... » ? La majorité de la population kurde ignore tout de l'hypothétique filiation avec les Médes de l'Antiquité, invoqués comme fondement d'une identité différente par les sympathisants du kurdisme. En revanche, elle se reconnaît largement dans l'héritage unificateur de six siècles de passé ottoman. Cette fidélité et ce

conservatisme se reflètent aujourd'hui dans le score régional du Parti de la prospérité (islamiste) : avec 30 % pour une moyenne nationale n'atteignant pas 10 %, il vient de remporter la mairie de deux des plus grandes villes de la région, Shanliurfa et Van. L'idéal traditionnel que le Parti de la prospérité revendique - celui d'une communauté unie par l'islam et incarnée dans un Etat respectueux des différences mais puisant sa force dans le refus des nationalismes, cause de division - déborde largement cette fraction de l'électorat.

Plus d'un Kurde de Turquie ne cache pas son incompréhension à l'égard des mouvements kurdes d'Irak ou d'Iran qui « en s'alliant à l'ennemi ont poignardé leur Etat dans le dos ». Le problème kurde se pose d'une manière radicalement différente des deux côtés de la frontière. Malgré ses excès chauvins, le nationalisme turc, appelé à cimenter la jeune nation républicaine, a réussi, dans une large mesure à s'imposer comme une idéologie de fidélité à l'Etat successeur de l'Empire ottoman, défenseur de la foi, et non pas comme l'idéologie d'un groupe ethnique majoritaire; la République a ainsi hérité, sous une forme sécularisée, de l'ancienne légitimité islamique, qui a toujours confondu dans une même loyauté la religion et l'Etat; la situation est à l'opposé de celle de l'Irak, Etat qui s'est constitué par une sécession de l'Empire, dont l'illégitimité foncière a été, pour les Kurdes, renforcée par l'instauration comme doctrine officielle du nationalisme arabe qui s'opposait au leur.

## Liberté culturelle et démocratie

ISTANBUL  
de notre correspondant

**P**OURQUOI n'observe-t-on, en Turquie même, aucune manifestation de résistance culturelle en kurde ? Les poèmes ou écrits d'Aragon ou d'Eluard ont circulé naguère dans des conditions guère plus favorables ! « Ils avaient derrière eux des siècles de littérature française ; la consolidation d'une langue littéraire kurde a été bloquée par les interdictions de la période républicaine » : cette réponse du secrétaire de la section de Diyarbakir de la Ligue des droits de l'homme éclairé, au-delà des interdictions, la difficulté à définir un programme de défense de l'identité culturelle qui, en se démarquant clairement des revendications territoriales, supprimerait une confusion entretenue par les autorités.

Les formes traditionnelles, orales, de la culture kurde, jouissent d'une relative et irrégulière tolérance ; mais, privées du support que leur aurait assuré le droit, interdites de publication, elles subissent aujourd'hui le contrecoup du monopole du turc dans les médias. Selon le sociologue Ismail Beshiki, marqué par les onze ans passés en prison pour ses recherches engagées sur les Kurdes : « Beaucoup des jeunes qui, à la fin des années 60, se sont rassemblés dans les « foyers révolutionnaires de culture orientale », point de départ de la prise de conscience actuelle, avaient déjà oublié leur langue. » Souvent immigrés à l'Ouest et déjà coupés des formes réelles de leur propre culture, partageant avec le reste de la jeunesse « révolutionnaire » de Turquie une attitude de rejet des œuvres littéraires anciennes, y compris les leurs, d'inspiration souvent religieuse, ces militants ont vite évolué vers l'action politique directe et souvent violente,

au détriment d'une véritable « défense et illustration de la langue kurde. »

Cette carence amène les plus libéraux des analystes turcs, comme Mumtaz Soysal, à douter de l'existence même d'une culture kurde distincte qui soit autre chose qu'un paravent de l'action nationaliste : tout en accusant l'aveuglement des militaires « qui s'imaginent qu'on peut, par des interdictions, réaliser à l'échelle de la nation l'homogénéisation réussie lors du passage temporaire à l'armée », et en se prononçant pour l'autorisation de la langue kurde écrite, ils préfèrent parler de la « contribution kurde à l'élaboration de la culture anatolienne, amalgame d'influences multiples. Dans les universités, des instituts devraient étudier dans tous leurs aspects les variations turque, arménienne, kurde de cette culture. »

A soixante-dix ans, le dramaturge Mussa Anter a payé de nombreux internements le fait d'être l'un des rares à avoir écrit en kurde, jusqu'en 1980, des pièces de théâtre et des textes de lexicologie, tous détruits lors de fouilles. « Nous pouvons et devons vivre ensemble, mais dans l'égalité, dit-il. Elle n'existera pas tant que nos poètes classiques, comme Ahmed-e Khani, Molla Ahmed-e Jaziri, et toutes les manifestations de notre culture resteront interdits. » Et quand bien même les autorités seraient en passe de gagner leur pari d'ici à une génération et d'éliminer ce qu'un éditeur célèbre ne craint pas d'appeler « les langues primitives », « le problème kurde, ajoute-t-il, restera avant tout un problème turc : sans liberté culturelle pour les Kurdes, on ne pourra parler ni de démocratie ni de droits de l'homme. »

M. F.

L'attachement à une langue, à une identité communes reste fort parmi de nombreux Kurdes d'Irak et de Turquie. Mais, des deux côtés, on est conscient aujourd'hui que l'avenir se pose en des termes très différents. Chez les réfugiés du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, la revendication concerne une autonomie territoriale dans une région depuis longtemps convoitée pour ses richesses pétrolières. En Turquie, le problème est aujourd'hui un problème kurde, pas un problème du Kurdistan : le mécontentement né de la pesanteur de l'Etat, des interdictions, du retard économique, de l'absence de considération, débouche sur la prise de conscience d'une identité fondée

sur la langue et le mode de vie, et, pour un nombre croissant, sur la revendication des droits culturels dans le cadre de l'intégration nationale. Car, aujourd'hui comme le remarque un intellectuel nationaliste, « l'utopie révolutionnaire, le volontarisme militant d'une minorité ont plus d'une fois réussi à changer le cours de l'Histoire en formant des nations qui n'y étaient pas préparées ». Rien ne dit, surtout si rien ne change, que les Kurdes de la prochaine génération continueront à considérer, comme ils annoncent aujourd'hui à l'école, que « leur première mission [soit] de protéger éternellement la République turque »...

MICHEL FARRÈRE.

NRC Handelsbald  
4. 8. 1989

# Vervoer hongerstakers kost twee Koerden in Turkije het leven

Door onze correspondent FRANS VAN HASSELT

ATHENE, 4 aug. — De hongerstaking die 282 politieke gedetineerden al 35 dagen houden in de speciale gevangenis van Eskisehir (tussen Ankara en Istanbul) heeft haar eerste twee slachtoffers geëist: de 20-jarige Mehmed Yalcinkaya en de 25-jarige Husun Eroglu, beiden Koerden.

Zij waren respectievelijk ter dood en tot levenslang veroordeeld wegens activiteiten voor de PKK, de Arbeiderspartij Koerdistan, die in het zuidoosten van Turkije een guerrillaoorlog tegen het Turkse bestuur voert. Hun dood moet worden toegeschreven aan het feit dat alle gedetineerden van Eskisehir in de nacht van dinsdag op woensdag plotseling de gevangenis moesten verlaten. Het nachtelijk laden van de verzwakten op de gevangeniswagens duurde alleen al vijf uur, waarna een zeer langdurige rit in de zomerhitte volgde naar het 450 kilometer verwijderde Aydin, waar 260 hongerstakers in een verlaten gevangenis werden opgeborgen. De hele macabere operatie vergde zeventien uur. Tweeënvijftig belandden in de gevangenis van het nabijgelegen Nazilli. Er waren ook enkele tientallen niet-hongerstakers bij, die hevig zouden hebben geprotesteerd tegen de wijze waarop hun medegevangenen werden behandeld.

Volgens aanvankelijke meldingen zou de dood van de twee zijn voortgevloeid uit gewelddadighe-

den, maar het officiële onderzoek spreekt van dehydratie, uitdroging. De toestand van ten zeker acht anderen is zorgelijk. Dertig zijn na onderzoek opgenomen in het gevangenisziekenhuis van Aydin. Vijf hebben de actie beëindigd.

De hongerstaking is een protest tegen het strenge regime dat eind juni werd heringevoerd tegen alle gevangenen van Eskisehir na de ontdekking van een ontsnappingstunnel waaraan een aantal had gewerkt. Nadat bij menigeen inwendige bloedingen waren geconstateerd, leek de toestand eind juli iets te verbeteren doordat de hongerstakers suiker en zout in hun water kregen.

In verschillende andere gevangnissen houden politieke gevangenen solidariteits-hongerstakingen. Hetzelfde doen familieleden op het hoofdkwartier van de Vereniging voor Mensenrechten in Ankara. In 1984 kostte een landelijke hongerstaking in Turkije twaalf doden, maar veel van de eisen van de deelnemers werden toen tenslotte ingewilligd.

SUD OUEST  
4 AOUT 89

## ■ RÉFUGIÉS

154 Kurdes d'Irak sont arrivés, hier à 15 heures, sur l'aéroport de Clermont-Ferrand-Aulnat pour rejoindre les 183 réfugiés installés depuis mardi dans le camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme).

Soixante enfants, dont huit bébés, sont venus s'ajouter aux 117 enfants déjà hébergés dans trois des vingt bâtiments du camp, habituellement utilisé pour des manœuvres.

Eprouvés par le voyage certains réfugiés ont été malades dans l'avion. Leur état de santé a cependant été jugé satisfaisant par les médecins de la Croix-Rouge.

## Arrivée du second groupe de réfugiés kurdes irakiens dans le Puy-de-Dôme



REPUBLIQUE DES PYRENEES

4 AOUT 89

Avec moins d'un kilo de bagages par personne, 154 Kurdes d'Irak sont arrivés, hier à 15h00, sur l'aéroport de Clermont-Ferrand-Aulnat pour rejoindre les 183 réfugiés installés depuis mardi dans le camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme).

60 enfants, dont huit bébés, sont venus s'ajouter aux 117 enfants déjà hébergés dans trois des 20 bâtiments du camp, habituellement utilisé pour des manœuvres.

de Volkskrant  
3. 8. 1989

## Turkse gastvrijheid heeft twee gezichten

AMSTERDAM — Van de ruim honderdduizend Koerden die een jaar geleden Irak zijn ontvlucht omdat zij met hele dorpen tegelijk door het bewind in Bagdad met gifgas werden uitgeroeid, zitten er nog altijd 35 duizend in afgelegen, snikhete vluchtelingenkampen in het onherbergzame oosten van Turkije. Honderdeenenvijftig van hen vertrokken deze week naar Frankrijk, waar zij een nieuw leven mogen beginnen — de meesten nog in dezelfde kleren waarin zij destijds zijn gevlucht.

Maar deze 151 mannen, vrouwen en kinderen vormen een uitzondering. Duizenden anderen krijgen geen gehoor op hun verzoeken om asiel in een van de Westeuropese landen. En Turkije zelf bekommert zich al evenmin om het lot van de Koerdische vluchtelingen. Blij waren de Turkse autoriteiten al helemaal niet met hun ongenode gasten: de aan het gifgas ontkomen Koerden werden na enkele weken al aangespoord om „vrijwillig” terug te keren naar Irak.

De naar schatting twintig miljoen mensen die samen het Koerdische volk vormen, wonen verspreid over Turkije, Irak, Iran, Syrië en de Sovjet-Unie. Dit volk zonder land streeft wel degelijk naar een eigen staat — wat leidt tot de curieuze situatie dat de Koerden in Irak zich verzetten tegen het bewind in Bagdad, terwijl de Koerden in Iran vijanden zijn van het bewind in Teheran. De grootste groep Koerden woont echter in Turkije, waar ze weliswaar niet met gifgas worden uitgeroeid, maar waar hun bestaan domweg wordt ontkend.

Turkije kent namelijk geen Koerden, maar spreekt officieel van Bergturken. „Ze worden alleen maar Koerden genoemd vanwege het geluid dat ze maken als ze door hun besneeuwde bergen sjokken: koerd, koerd, koerd”, zei een Turkse legerofficier onlangs neerbuijgend tegen een verslaggever van Le Monde. De Bergturken mogen geen Koerdisch spreken (al wordt er niet tegen opgetreden als ze dat in de dagelijkse omgang toch doen). Hun kinderen mogen op school geen Koerdisch leren en er mogen geen boeken of kranten in het Koerdisch verschijnen. Een meisje van vijftien moet dezer dagen voor de rechter komen omdat ze in een opstel heeft geschreven: „Ik ben een Koerdische”. In de Turkse gevangnissen zuchten honderden Koerdische activisten, van wie er juist deze week twee zijn overleden na een hongerstaking van 35 dagen.

Zo probeert Turkije zijn acht miljoen Koerden van hun culturele identiteit te beroven. Geen wonder dat de Koerdische vluchtelingen uit Irak van de Turkse regering weinig hulp te verwachten hebben.

Hoe anders is de situatie in het westen van Turkije, waar sinds half mei

elke dag duizenden leden van de Turkse minderheid in Bulgarije het land binnenstromen. De meer dan een miljoen Turken die in Bulgarije wonen mogen daar geen Turks spreken, zij moeten hun Turkse namen veranderen in Bulgaarse, zij mogen de islam niet belijden, zij mogen geen Turkse muziek maken en in de gevangnissen zucht een onbekend aantal Turkse Bulgaren dat zich heeft verzet tegen deze gedwongen assimilatie.

De Bulgaarse Turken, die sinds enige tijd op alle mogelijke manieren door de Bulgaarse autoriteiten het land uit worden gepest, worden in Turkije gastvrij opgevangen. Velen hebben nog familie in Turkije, en in dat geval worden ze onmiddellijk doorgestuurd naar hun verwanten. De anderen belanden in een van de veertien opvangkampen, waar zij zich kunnen aanmelden voor een baan en een woning. Het kost hen vaak weinig moeite om een nieuw leven te beginnen, omdat de meesten goed geschoold zijn en hun Turkse vrienden of familieleden zich inspannen om werk en een onderdak voor hen te vinden. In de Westturkse stad Bursa, waar een kwart van de vluchtelingen terecht komt, beginnen sommige Turken zelfs al te klagen dat zij worden ontslagen om plaats te maken voor mensen uit Bulgarije.

Het probleem dreigt Turkije boven het hoofd te groeien en daarom wordt een beroep gedaan op het buitenland. Buitenlandse journalisten zijn van harte welkom om een kijkje te nemen aan de Bulgaarse grens of in de opvangkampen. Buitenlandse toeristen worden vergast op inderhaast ingerichte fototentoonstellinkjes, zodat zij na de bezichtiging van de harem, de eunuchverblijven, de protserige porseleinverzameling, de met parels en edelstenen bezette gouden tronen en de beide in glas gevatte baardharen van de profeet Mohammed in het Topkapi-paleis bij de uitgang plotseling worden geconfronteerd met de ellende van de berooide vluchtelingen. Overal in Turkije worden benefietvoorstellingen gegeven voor de Bulgaarse Turken — waaronder enkele optredens van de Amerikaanse zangeres Joan Baez.

Een ding is duidelijk: het kost Turkije minder moeite om meer dan tweehonderdduizend Turkse vluchtelingen uit Bulgarije onder te brengen dan om honderdduizend Koerden uit Irak op te vangen. Het hemd is kennelijk nader dan de rok. Maar als het buitenland zich geroepen mocht voelen Turkije enige hulp te bieden bij de zorg voor de stroom vluchtelingen uit Bulgarije, dan is dat een goede gelegenheid de Turkse autoriteiten beleefd te vragen of de Koerden uit Irak misschien óók nog iets nodig hebben.

MARIANNE BOISSEvain

5. 08. 1989

NA DOOD TWEE GEDETINEERDEN ————— de Volkskrant

# Hongerstaking van Turkse gevangenen breidt zich uit

ANKARA (AFP, Reuter) — Bijna duizend Turkse gevangenen zijn vrijdag in hongerstaking gegaan uit protest tegen de omstandigheden die woensdag hebben geleid tot de dood van twee Koerdische gevangenen. Dat heeft een woordvoerder van de Turkse mensenrechtenbond, Fevzi Argun, vrijdag gezegd in Ankara.

Honderden sympathisanten sloten zich aan bij de actie van 282 gevangenen die eind juni in hongerstaking gingen. Het semi-officiële persbureau Anatolië meldde dat donderdag in Canakkale 216 gevangenen in hongerstaking gingen en zestien in Samsun bij de Zwarte Zee. Het onafhankelijke persbureau Hürriyet maakte bekend dat driehonderd voornamelijk Koerdische gevangenen zich in Diyarbakir bij de actie hebben aangesloten.

Beide Koerden, Mehmet Yalcinkaya en Hüsnü Eroglu, overleden kort nadat de 319 gevangenen uit Eskisehir (250 kilometer van Ankara) waren overgebracht naar de gevangenis van Aydin en Nailli (bij Izmir). Vier andere gevangenen zijn in coma. De Turkse minister van Justitie, Oltan Sungurlu, zei donderdag dat meer hongerstakers zullen overlijden als zij medische hulp blijven weigeren.

Hoewel het officiële rapport van de lijkschouwer zegt dat beide Koerden zijn overleden aan de gevolgen van „uitdroging”, wordt dat de door de familie, linkse intellectuelen en een deel van de pers bestreden. Zij beschuldigen de cipiers ervan de beide gevangenen te hebben doodgeslagen.

De mensenrechtenorganisatie Tayad en de grootste oppositiepartij, de sociaaldemocratische PPSD, verwijten de gevangenisautoriteiten de door hun hongerstaking „uitgeputte” gevangenen over driehonderd kilometer te hebben vervoerd in gesloten vrachtwagens. Afgevaardigden van de PPSD hebben een parlementair onderzoek gevraagd naar het besluit van de gevangenisartsen.

Vijftig mensen stonden vrijdag terecht voor een rechtbank voor staatsveiligheid in Istanbul wegens het organiseren van een „illegale betoging”. Aan de betoging, die zich richtte tegen de dood van beide gedetineerden, namen ongeveer duizend mensen deel. Zij protesteerden ook tegen de „circulaire van 1 augustus 1988” waarin het ministerie van Justitie het regiem in de gevangenis heeft vastgelegd.

7.08.1989

VLUCHTELINGEN DOOR LEGER AFGEVOERD

# Turkije dumpst honderden Iraakse Koerden in Iran

NICOSIA (AP, Reuter) — De Turkse autoriteiten hebben opnieuw 1500 Iraakse Koerden het land uitgezet. Iran heeft voor de opvang van deze stroom vluchtelingen gezorgd, zo heeft het Iraanse persbureau IRNA zondag gemeld.

Twee van de in Iran opgevangen Koerden zeiden dat zij door de Turkse autoriteiten voor de keus waren gesteld om ofwel Turks staatsburger te worden, ofwel terug te keren naar Irak. De Koerden waren een jaar geleden hun dorpen in Irak ontvlucht omdat die werden aangevallen door het Iraakse leger.

„Het Turkse leger kwam ons (vluchtelingen)kamp binnen, duwde ons in legervrachtwagens en zette ons over de grens met Iran”, zei Ali Mohammed Amin, die afkomstig is uit het Koerdische dorp Dohuk in Irak. Hij had zijn toevlucht gezocht in een vluchtelingenkamp in de buurt van de Zuidoost-Turkse stad Mardin.

Een Iraanse bestuursfunctionaris zei dat er nu al 94.500 Iraakse Koerden in Iraanse vluchtelingenkampen verblijven. Van hen zijn er 54.500 naar Iran

gekomen nadat op 20 augustus van het vorig jaar een staakt-het-vuren in de oorlog met Irak van kracht was geworden.

In Londen en Parijs hebben Koerden geprotesteerd tegen de manier waarop Turkije omspringt met Koerdische vluchtelingen. In Londen bezetten dertig à veertig mensen zaterdag het kantoor van de Turkse luchtvaartmaatschappij. Na twee uur beëindigden zij hun actie. In Parijs werd de Eiffeltoren zondag eveneens twee uur lang bezet door honderd à tweehonderd Koerden. In beide gevallen was de actie tevens bedoeld ter ondersteuning van de hongerstaking door gevangenen in Turkije,

onder wie veel Koerden.

Twee Koerdische gevangenen zijn vorige week overleden na een hongerstaking van 35 dagen. Na hun dood groeide het aantal hongerstakers in de Turkse gevangenis uit van 282 tot rond de duizend. De hongerstakers eisen de intrekking van een decreet dat in 1988 is afgekondigd na de ontsnapping van 47 gevangenen en dat een zwaarder gevangenisregime inhoudt. Ook eisen zij het ontslag van minister van Justitie Oltan Sungurlu, die zij verantwoordelijk stellen voor de dood van de twee hongerstakers.

Het Turkse persbureau Anatolië maakte zondag bekend dat minister Sungurlu heeft besloten een aantal van de omstreden veiligheidsmaatregelen in de gevangenis te verzachten. Zo mogen de gevangenen weer kranten lezen en mogen zij met hun advocaten spreken buiten gehoorsafstand van de bewakers. Ook zal de minister nagaan welke hulp hij kan bieden aan de hongerstakers, die elke medische hulp weigeren.

NICE MATIN

7 AOUT 89

## Des Kurdes manifestent à la tour Eiffel

► Deux cent cinquante Kurdes ont manifesté hier après-midi à la tour Eiffel, contre « le génocide au Kurdistan ».

Une centaine d'entre eux ont réussi, en escaladant les piliers ou en se mêlant aux touristes, à occuper le premier étage de la tour et à déployer deux banderoles, dont une en français portant l'inscription « A bas le génocide au Kurdistan ».

Les manifestants se sont dispersés sans incident vers 18 heures.



# Un Kurdistan sans guerre renaît à Lastic

MONTAGNE  
9. 8. 1989

**I**LS étaient pour la plupart des agriculteurs ; quelques-uns d'entre eux étaient instituteurs, ingénieurs ou employés de banque. Depuis la semaine dernière, ils sont tous des exilés qui réapprennent à vivre en paix. Au camp de Lastic, les 337 réfugiés kurdes arrivés de Turquie ont déjà commencé cet apprentissage de l'exil (voir page 9). Après avoir élu un comité et des porte-paroles de la communauté, ils travaillent déjà côte à côte avec les militaires du 92<sup>e</sup> RI - et dès aujourd'hui avec l'équipe de vingt-cinq civils qui va remplacer l'armée. La mise en place d'une crèche, de cours d'alphabétisation, l'arrivée d'une équipe d'animateurs, les contacts avec les gens des communes voisines ne sont que quelques-unes des activités qui sont mises sur pied depuis quelques jours au camp de Lastic.

Après la réunion de coordination qui a eu lieu lundi matin à la préfecture du Puy-de-Dôme, services de l'Etat et associations caritatives travaillent désormais en parfaite entente.

La Croix-Rouge est présente aux côtés de l'équipe médicale du docteur Collange ; Pharmaciens sans Frontière, l'Aide odontologique internationale sont également étroitement associés à la vie des réfugiés. De son côté, la ville de Clermont-Ferrand apporte son soutien à l'opération d'accueil : des véhicules mis à disposition par la municipalité ont déjà permis d'acheminer à Lastic du matériel de première nécessité fourni par l'Auvergne avec vous.



Bref, moins d'une semaine après l'arrivée du premier appareil à Aulnat, la solidarité semble jouer à fond entre les différents partenaires chargés d'aider durant les deux mois à venir les réfugiés à se préparer à leur vie en exil.

Louis Guerre, responsable du comité relais France-Libertés (l'association de Danielle Mitterrand qui est à l'origine de la décision d'accueillir les réfugiés kurdes) s'est d'ailleurs félicité de cette solidarité entre les différentes associations et a particulièrement insisté sur « l'efficacité remarquable » des soldats du 92<sup>e</sup> RI.

L'administration du camp de Lastic recherche deux infirmières expérimentées - disponibles immédiatement - pouvant venir renforcer pendant deux mois l'équipe médicale chargée des soins aux réfugiés.

Les candidates doivent s'adresser à la DDASS du Puy-de-Dôme, Tél. 73.92.42.42, poste 1902.

Autour du camp, les témoignages de sympathie se manifestent déjà : le maire de Lastic a proposé quelques parcelles ; des habitants sont venus spontanément à la rencontre des réfugiés ; des invitations ont été lancées par des élus. Mais il faut laisser encore quelques jours à la communauté kurde pour réaliser qu'elle est dans un pays en paix...

(Photos : Jean-Luc SIMON).



La D.S.T. chercherait à infiltrer la communauté régionale

# Reims : perquisition chez une famille kurde

1. UNJUN  
9 AOUT 88

Installée en France depuis 1980, à Strasbourg d'abord, puis à Reims en 1986, la famille Koku avait jusqu'à présent été l'objet d'attentions épisodiques, discrètes et parfaitement policées de la part, selon eux, des Renseignements généraux.

Le ton a brusquement changé mardi matin lorsque quatre hommes présentant une carte de police se sont présentés à son domicile de la rue Gilbert à Reims. Après une perquisition approfondie, Fidan Koku, présidente de l'Association culturelle locale des femmes kurdes, a été interrogée au poste de police du quartier Saint-Rémi, un bureau qui ne comporte pas d'officier de police judiciaire dans ses effectifs.

Au tribunal de Reims comme dans les divers services de police départementaux ou régionaux, personne ne semble avoir été mis au courant de cette opération...

## Intimidation ?

*« Cela fait deux fois que les Renseignements généraux s'intéressent à moi. Fin juin, ils nous incitaient à devenir leurs indicateurs dans la communauté kurde régionale, nous assurant qu'ils nous aideraient à tout point de vue... La même chose est arrivée à une autre famille de Reims dès décembre 88 et tous ceux qui avaient participé à la célébration de la fête nationale kurde à Paris le 21 mars sont inquiétés... »*

Cuma Koku, 32 ans, maçon à Reims mais aussi correspondant du journal *Berwedan* (La Résistance) édité à Cologne, trouve qu'il est bien irritant d'être sollicité de la sorte. Mais il ne s'attendait pas à ce que son appar-

temment soit fouillé de fond en comble pendant son absence et à se retrouver accusé de fabriquer de fausses cartes d'identité turques.

C'est ce qui a été allégué à Fidan, son épouse, qui a reçu la visite de quatre hommes à 8 heures du matin.

*« Ils m'ont dit que nous avons été dénoncés et que le juge les autorisait à perquisitionner », raconte Fidan Koku. « Ils m'ont montré des cartes mais pas la moindre autorisation », poursuit-elle. « Ils ont emporté tous les papiers, des photos, un carnet d'adresses, des affiches du syndicat, l'Union des travailleurs patriotes kurdes - l'Y.K.W.K. - et ouvert l'enveloppe d'une lettre destinée à mon beau-frère. Ensuite, ils m'ont emmenée avec les enfants dans un bureau près de la basilique Saint-Rémi. Ils voulaient que je dise le vrai nom des hommes dont ils me présentaient les photos. Nous avons été relâchés vers 11 heures. »*

Ce qui a beaucoup intrigué Fidan Koku, c'est la présence d'un petit homme chauve à lunettes auquel un policier tendait tous les livres et écrits. Pour Cuma Koku, il n'y a pas de doute : *« La police française collabore directement avec le M.I.T. (les Renseignements nationaux turcs, en fait l'équivalent de la Défense et sécurité du territoire, le contre-espionnage français - Ndlr.) et je suis sûr qu'il s'agissait d'un homme de la sécurité turque. Un des hommes a dit à ma femme que si c'était la police turque, ils lui taperaient dessus. L'autre, celui qui lisait longuement les livres, n'a pas bronché... »*

Chez les Koku, une photo est

mise en valeur sur le mur, celle d'un partisan kurde, fusil d'assaut à la main. Mais Cuma et Fidan Koku, comme tous les Kurdes de Reims, se défendent de mener des activités politiques sur le territoire français. *« Nous ne nous mêlons pas de la politique française et notre seul crime, c'est d'être Kurdes »,* affirment-ils.

Sefkan, 13 mois, n'a rien compris à tout ce bouleversement qui n'a pas traumatisé outre mesure les deux aînés qui retrouvèrent leur sourire à la fin de cet épisode insolite. Toutes proportions gardées, cette famille a subi le premier degré du type de harcèlement que les autorités espagnoles ou portugaises réservaient aux réfugiés français pendant l'Occupation.

Que la D.S.T. - qui pourrait être l'instigatrice de cette perquisition - s'intéresse d'un peu près aux ressortissants étrangers en désaccord avec leurs gouvernements n'a rien de surprenant ni de choquant. Mais la participation présumée d'agents turcs à des opérations de ce genre, la généralisation de telles méthodes, suscitent de légitimes interrogations.

Les services iraniens ou roumains, exemple parmi tant d'autres, pourraient-ils s'estimer fondés à demander la pareille ? Pourquoi ne pas accorder de larges facilités à la police néozélandaise lorsqu'elle recherche en France les auteurs d'un attentat portuaire ?

Le zèle dont la communauté kurde est l'objet paraît, à première vue, excessif. Il y a fort à parier que cette impression ne sera ni confirmée, ni démentie de sitôt...

**Jef TOMBEUR**

## Le Kurdistan en état de guerre

Voici trois semaines, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan iranien était attiré, sous couvert de négociations, dans une embuscade. Lui-même et ses assistants furent assassinés à Vienne.

Lors du conflit ouvert entre l'Iran et l'Irak, les ressortissants d'origine kurde de ces deux pays furent très souvent aux premières loges, qu'ils soient civils ou obligés de porter les armes. Le Kurdistan turc serait actuellement le théâtre d'opérations offensives opposant l'Armée de libération kurde (A.R.G.K.) et les forces régulières turques.

La région de Botan, dominée par les montagnes de Cudi, ne pourrait plus être entièrement

contrôlée par l'armée turque qui procéderait à des bombardements de charges chimiques, selon les diverses formations kurdes. Pour ce faire, les villages et les bourgs des zones concernées seraient évacués de force et leurs habitants déportés dans des régions incultivables au sud de l'Anatolie.

Deux prisonniers kurdes sont morts des suites d'une grève de la faim et deux autres auraient été récemment abattus. Le commandement général des forces kurdes a entamé récemment une campagne en direction des organes de presse occidentaux pour dénoncer les persécutions dont seraient victimes les populations civiles.

France, terre d'accueil

# Un petit coin de Kurdistan au cœur de l'Auvergne

*C'est dans le Puy-de-Dôme que près de 350 réfugiés kurdes, chassés par l'armée irakienne, retrouvent peu à peu leur cadre de vie traditionnel.*

■ Près d'une semaine après leur arrivée au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), les 337 réfugiés kurdes venus de Turquie et accueillis par la France à l'initiative de l'association France-Liberté, retrouvent peu à peu leur vie familiale et communautaire traditionnelle dans le cadre paisible des monts d'Auvergne.

Dans ce petit camp dépourvu d'enceinte, les réfugiés cohabitent avec une cinquantaine de militaires, en majorité des appelés, dont la mission n'interdit pas, loin s'en faut, de jouer avec les 167 enfants que compte cette petite communauté, arrivée en deux groupes, mardi et jeudi derniers.

Sur le pré central du camp, entouré de simples et solides bâtiments de pierre, quelques treillis se noient dans le tourbillon de couleurs éclatantes des robes des femmes.

Les hommes, la plupart vêtus de leur uniforme austère de peshmergas (combattants kurdes) discutent, assis en cercle sur l'herbe. Un peu plus loin, des adolescents, munis de battes de fortune, jouent au base-ball et tentent d'y convertir des appelés du 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand.

## Prénoms symboliques

A quelques dizaines de mètres, un groupe de fillettes, se tenant par la taille, danse et chante des airs traditionnels à la gloire des héros du peuple kurde. « *Les noms des martyrs historiques ont été remplacés par ceux de combattants tombés récemment* », précise Musa, un réfugié kurde venu de Paris pour aider à l'organisation et servir d'interprète.



Chassés de leurs villages de l'est irakien en septembre 1988 par les attaques aux armes chimiques de l'armée irakienne, 337 Kurdes ont trouvé refuge au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme). Le retour à la vie après le martyre et l'exil... (photo Reuter)

Les prénoms même de ces enfants, souligne-t-il, rappellent le drame des Kurdes. Ils signifient : « *Sans Patrie* », « *Vers la Vie* », « *Sans Abri* », « *Nostalgie* », « *Espoir* »... Sur les murs du réfectoire, des cartes mettent en évidence les frontières revendiquées du Kurdistan, superposées à celles, reconnues internationalement, de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran, de l'URSS et de la Syrie.

Chassés de leurs villes et de leurs villages de l'est irakien en septembre 1988 par les attaques aux armes chimiques de l'armée irakienne, ils viennent de passer onze mois dans le camp de Mardin (sud-est de la Turquie), avec de la toile pour unique abri face à des températures de moins 20 degrés en hiver et de près de 50 degrés l'été.

Sept des réfugiés accueillis par la France sont encore, hos-

pitalisés à Clermont-Ferrand. Dans le camp, le médecin militaire, aidé par une équipe de la Croix-Rouge et des confrères de la région venus spontanément, traite principalement des problèmes de dénutrition et d'ordre parasitaire. Beaucoup de réfugiés souffrent également du dos : à Mardin, il fallait aller très loin pour rapporter de l'eau non potable.

L'infirmerie est aujourd'hui le cadre d'un cours d'allaitement par biberon, une nouveauté pour les mères des nombreux nourissons du camp.

## Cellule familiale

Dès l'arrivée au camp, le colonel Mourrut, qui représente la 5<sup>e</sup> région militaire, prévient : « *Rien ne se décide et ne se fait ici sans l'accord du comité kurde* ». Cinq hommes et

trois femmes ont été élus à bulletin secret, et se répartissent la responsabilité des « *affaires culturelles, sociales, administratives, sanitaires et sportives* ».

« *Notre premier objectif est de retrouver la cellule familiale* », ajoute le colonel qui souligne que les Kurdes sont associés à toutes les tâches domestiques. Les militaires doivent prochainement passer le relai aux autorités civiles, à regret pour beaucoup d'appelés.

Au milieu de ces monts d'Auvergne qui, disent-ils, leur rappellent leur terre, les réfugiés kurdes pensent, dans leur majorité, au retour, mais la question d'une immigration définitive reste en suspens. Rachid Mohammed Omer, un paysan de 55 ans, père de trois enfants, a une réponse : « *Dieu seul le sait.* »

LE PROGRES  
11. 8. 1989



# Des Kurdes en Auvergne : « Ici, il n'y a pas de napalm »

Trois cent trente-sept réfugiés kurdes viennent d'arriver en Auvergne. Au camp militaire de Bourg-Lastic, ils réapprennent lentement le dialogue et la liberté. Loin des bombes, l'association « France-Liberté » les aide à s'adapter dans leur pays d'accueil.

Commencé vraiment au XIX<sup>e</sup> siècle avec le réveil du nationalisme à travers le monde, le combat des Kurdes fut un temps couronné de succès mais avec la signature du traité de Lausanne imposé par Atatürk, l'espoir s'enfuit malheureusement très vite puisqu'il consacrait le partage du Kurdistan entre cinq pays : l'U.R.S.S., l'Irak, la Turquie, la Syrie et l'Iran. Dans l'un ou l'autre des pays concernés, l'histoire des Kurdes n'est alors qu'une suite de révoltes qui renaissent aussi vite qu'elles sont réprimées.

Dès 1925, les Kurdes de Turquie se rebellent contre l'interdiction qui leur est faite de par-

ler leur langue. En Iran, au lendemain de la Première Guerre mondiale, c'est en luttant contre les Kurdes que le Shah asseoit son pouvoir. En Irak, Kurdes et Arabes s'affrontent jusqu'à la naissance d'une république garantissant les droits nationaux des deux peuples, mais la guérilla reprend pour ne jamais cesser.

La Syrie nie leur existence, l'Irak les amnistie mais les bombarde, la Turquie recueille les blessés mais refuse de reconnaître ses propres Kurdes qui continuent à se considérer comme les descendants des Mèdes de l'Antiquité et à parler leur langue d'origine indo-européenne, proche du perse.

Leur immense majorité (ils sont 25 millions) est de religion musulmane, avec 75 % de sunnites et 20 % de chiïtes.

## Branle-bas de combat

L'Auvergnat, ridé comme une vieille pomme, nous scruté quelques secondes de son regard malicieux. « ... On en a parlé hier... il y a déjà assez de chômeurs comme ça en France, si on va encore chercher les Kurdes ! ».

Les Kurdes, c'est vrai qu'ils sont à quelques dizaines de kilomètres, de l'autre côté du parc des volcans, tranquilles, installés dans l'herbe en face des représentants de la Croix-Rouge qui tentent d'établir avec eux un dialogue difficile.

Au camp d'entraînement du 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Bourg-Lastic, entre Clermont-Ferrand et Tulle, le capitaine Delpont fait face. « Avec mes 50 jeunes du contingent, cadres compris, on en a reçu 187 le 1<sup>er</sup> août et 150 le surlendemain, et je n'ai été prévenu qu'une heure avant ! ». Branle-bas de combat. « Avec pour seules armes le désir de bien faire, les militaires ont réussi », souligne le colonel Mourrut, représentant la 5<sup>e</sup> région militaire.

Contents les Kurdes ? Logés pour l'instant dans les bâtiments du camp, ils mangent comme la troupe le plateau de l'ordinaire. Toute nostalgie mise à part, ils semblent heureux dans ces paysages bucoliques.



La famille n'est pas dispersée.



En chantant quelques vieux refrains à la gloire des héros du peuple.

ques d'Auvergne, sans barbelés ni miradors. « Ici, rien ne se décide et ne se fait sans l'accord du comité kurde » précise Amin Bakhtiar, interprète et étudiant à Paris. « Cinq hommes et trois femmes élus à bulletins secrets se répartissent la responsabilité des affaires culturelles, sociales administratives, sanitaires et sportives ».

« Pour les 70 % d'entre eux qui sont d'origine rurale, retrouver la cellule familiale est très important », poursuit le capitaine Delpont, « et c'est pour ça qu'on s'est efforcé de les laisser se débrouiller eux-mêmes, de façon à ce qu'ils se rendent rapidement compte que l'armée est là pour les aider et non pour les assister ».

### « France liberté »

Assises dans l'herbe, sous le soleil d'Auvergne, les femmes tricotent pendant que les fillettes font la ronde en chantant quelques vieux refrains à la gloire des héros du peuple. « Ce qui les a le plus surpris », reprend l'interprète, « c'est qu'ici les soldats ne les frappent pas, n'ont pas d'armes et s'occupent d'eux avec beaucoup de gentillesse ».

A présent, tout est organisé ou presque. Médecins du monde, les Restaurants du Cœur, Jeunesse et Sports, le SAMU, la Croix-Rouge, la DASS, les assistances sociales sont présents. Vêtements et jouets sont

arrivés aussitôt. Même les 50 militaires du contingent ont donné, comme leurs sous-officiers et leurs officiers supérieurs. « Sur 600 réfugiés contactés par l'association « France Liberté » au camp Mardin, en Turquie, (ils sont 13 000) 335 ont demandé l'asile politique en France » reprend le colonel Mourrut. « L'association a été les chercher en avion, puis des cars civils les ont amenés jusqu'ici. Un long voyage mais avec, au bout, un refuge en Auvergne ».

### Le paradis

Huit cents mètres d'altitude, végétation et climat pratiquement similaires à ceux du Kurdistan, tels ont été les critères du choix du camp de Lastic pour accueillir les trois cent trente-sept réfugiés. « C'est très bien ici », murmure une jeune femme allongée sur son lit. Elle est venue avec son mari, ses enfants et sa vieille mère malade dont elle ne sait pas l'âge, nous traduit l'interprète. « Après la famine, le froid et la mort des enfants, c'est le paradis et la famille n'est pas dispersée ! »

Mohamed Lazgin (c'est un nom d'emprunt) a 66 ans. Sa femme est morte mais ses deux fils sont avec lui. « Mon village a été rasé par les Irakiens et je suis resté onze mois au camp de Mardin. Je suis paysan, mais en France je ferai n'importe quoi. Nous sommes

bien... merci ! ». Après un an de camp en Turquie, Gorani aussi est optimiste. Ancienne employée de banque à Amedi en Irak, elle fait partie du comité. « Je compte apprendre le français et continuer mes études pour trouver du travail dans l'administration ou l'économie »

### Attaques chimiques

Dehors, assis en cercle ou appuyés contre les murs des bâtiments, les hommes parlent et fument. Quelques-uns sont éloignés et marchent, solitaires, perdus dans leurs pensées. Chassés de leurs villages de l'est irakien en septembre dernier par les attaques d'armes chimiques, ils viennent eux aussi de Mardin, au sud-est de la Turquie.

Au camp de Lastic, les infirmières et le médecin militaire s'interrogent. « Les enfants tombent du lit » nous racontent-ils, l'habitude de coucher par terre, et quand ils nous amènent pour des petits soins ils leur enlèvent leurs bracelets de peur qu'on les leur vole ! ». Près d'un bâtiment militaire, un enfant dessine une kalachnikov et un hélicoptère. « Ere gelêk kesik tire çunku napalm tune » murmure-t-il après un long regard circulaire sur la campagne. « Ici, c'est plus vert parce qu'il n'y a pas eu de napalm » nous traduit l'interprète.

**BERNARD SCHREIER ■**

événement

LE SEMEUR-HEBDO  
11 août 1989

# renaître enfin à la vie dans un monde de paix 334 réfugiés kurdes irakiens au camp de Lastic :

## Les besoins de nos amis Kurdes

Pour aider nos amis Kurdes comme devant tout cas d'urgence, il est important de savoir que :

- l'Etat, par l'intermédiaire de Michel Charasse, Ministre du Budget, a déjà tout mis en œuvre pour que le séjour des réfugiés au camp de Lastic soit entièrement pris en charge ;
- que les militaires, après avoir pourvu aux premières nécessités que suppose l'accueil des réfugiés, seront rem- placés, bon gré, mal gré, par les civils ;
- qu'il est pratiquement inutile d'envoyer des couvertures, colis de nourriture, jouets ou autres, ceux-ci étant déjà en surabondance ;
- que le premier souhait des amis kurdes est de retourner dans leur pays et de revoir le sol de leur patrie, ce qui n'en- lève rien à leur reconnaissance à la France et, particulière- ment, à notre région, pour la qualité de son accueil ;
- que l'on recherche par contre, de toute urgence, deux infirmier(s) D.E. pour assister les réfugiés pendant leur séjour à Lastic et qu'il convient, en ce domaine, de prendre contact de toute urgence avec le 73.92.42.42 poste 19.02 pour tout renseignement complémentaire.

## ◆ Un crime de guerre

Le 16 mars 1988, pour soi-disant répondre à une incursion ira- niennne, le pouvoir irakien a fait arroser de gaz moutarde et de gaz innervants le village d'Halabja, au Kurdistan irakien, tuant ainsi quelque 5 000 Kurdes et faisant plus de 7 000 blessés (de nom- breux Kurdes ont eu le visage ravagé par les brûlures et des enfants sont devenus aveugles). C'est là un crime de guerre.

Pour la première fois, l'arme chimique venait d'être massive- ment utilisée contre des civils. Saddam Hussein voulait punir une partie de son peuple pour la simple raison qu'elle est kurde.

Enfin, rappelons que l'Irak possède deux usines chimiques capables de produire chaque mois soixante tonnes d'ypérite et huit tonnes de tabun et de sarin.





## ► Un combat permanent

Les Kurdes d'Irak n'ont cessé, depuis le premier conflit mondial, de guerroyer tour à tour contre l'empire ottoman, les forces d'occupation britanniques et le pouvoir en place à Bagdad, la capitale de l'Irak.

A vrai dire, les militants kurdes d'Irak ont fondé beaucoup d'espoir sur la guerre Iran - Irak, déclenchée en septembre 1980. C'était pour eux l'occasion rêvée de réaliser leur objectif d'autonomie totale à l'intérieur d'un Irak démocratique. C'est ainsi que, pour affaiblir le régime irakien, ils se sont alliés aux troupes de l'imam Khomeiny.

Il faut noter que, traditionnellement, les Kurdes d'Irak sont soutenus par l'Iran et les Kurdes d'Iran par l'Irak. Les deux régimes s'affrontaient donc par Kurdes interposés, à tel point que l'on se posait des questions sur l'unité et l'intégrité du peuple kurde.

Mais, depuis le début de l'année 1987, constatant que leur «ennemi principal» était à Bagdad, les principaux mouvements autonomistes armés ont décidé de conclure une alliance tactique avec l'Iran. Armés jusqu'aux dents, les peshmergas, c'est-à-dire les guérilleros kurdes, ont multiplié les actions de sabotage dans le nord-est de l'Irak. Les autorités irakiennes ont réagi de manière extrêmement ferme : regroupement de populations, bombardement de villages et, dans certains cas, empoisonnements collectifs.

Le président irakien Saddam Hussein avait le sentiment d'avoir affaire à une cinquième colonne manipulée par l'Iran, l'ennemi héréditaire. Aussi a-t-il rasé des villages entiers, déporté des populations et accéléré l'arabisation des régions les plus sensibles. Il a mis en pratique la célèbre devise «diviser pour régner».

D'autre part, la fin de la guerre Iran - Irak et donc la suppression de l'aide logistique fournie par l'Iran aux peshmergas (littéralement : «Ceux qui font face à la mort») ont offert à Saddam Hussein l'occasion d'en finir avec la révolte kurde. Ainsi, du 27 août au 5 septembre 1988, l'armée a mené, dans le nord du Kurdistan, une opération de «nettoyage» contre les maquis du Parti démocratique kurde : maisons dynamitées, vergers brûlés au napalm, localités rayées de la carte. Toute la région située le long de la frontière turque a été vidée de ses habitants. Environ soixante mille d'entre-eux ont fui en Turquie. Parmi eux, les 334 réfugiés kurdes qui sont actuellement au camp militaire de Lastic.



## Les Kurdes : un peuple sans Etat

C'est vers la fin du XIXème siècle que le nationalisme kurde a commencé à prendre corps. L'opinion internationale n'a pris conscience du problème kurde que depuis la Seconde Guerre mondiale. En fait, il s'agit d'un problème on ne peut plus complexe : il a trait à la fois aux droits d'une minorité implantée dans trois pays - Turquie, Irak, Iran - et à ceux d'un peuple souhaitant accéder au statut d'Etat indépendant.

Le peuple kurde a aujourd'hui pris conscience de son originalité ethnique et culturelle, même si le pays montagneux qu'il habite n'a guère favorisé son unité linguistique, élément indispensable à la coordination des actions. De même, sa soumission à divers Etats au cours des siècles a constitué, il est vrai, un obstacle à l'épanouissement de sa littérature. Il en résulte qu'aujourd'hui, les Kurdes, dont la grande majorité est de confession musulmane, sont polyglottes et polygraphes.

Situé au cœur de l'Asie Mineure, le Kurdistan, peuplé en majorité de Kurdes et partagé entre plusieurs Etats, est un pays sans frontières. En forme de croissant, il s'étend, de la Méditerranée au Golfe Persique, sur une superficie d'environ 530 000 km<sup>2</sup>. Il part de l'est de la Turquie, entame légèrement le nord de la Syrie, recouvre les régions du nord de l'Irak et pénètre en Iran, suivant ainsi la courbe descendante d'une bonne partie de la frontière jusqu'aux rivages du Golfe.

Peuple de chasseurs et de pasteurs (éleveurs de moutons), les Kurdes cultivent aussi la terre (maïs, millet, riz, tabac, vigne). En l'absence de statistiques officielles, leur nombre est estimé à environ dix millions, dont les trois-quarts vivent en Turquie et en Irak.

Depuis le début de ce mois, 334 réfugiés kurdes irakiens sont hébergés au camp militaire d'entraînement de Lastic, qu'ils devront quitter dans deux mois. Les officiers et les appelés du 92ème régiment d'infanterie ont joué un rôle important dans l'installation de leurs hôtes en respectant à la lettre toutes les données culturelles et religieuses. Ils se sont même efforcés d'apprendre les mots usuels kurdes.

Une certaine complicité s'est installée entre les deux parties et l'on peut dire que la séparation va être particulièrement difficile. C'est là la preuve, si besoin est, que les civils n'ont pas le monopole du cœur et que les militaires font partie intégrante du corps social, toujours là quand on fait appel à eux. Ils sont capables de faire aussi bien la guerre que la paix...

Mais toute chose a une fin. En effet, les militaires devaient passer le relais aux autorités civiles, le lundi 7 août à minuit. Les maires des trois communes environnantes ont d'ores et déjà proposé d'aider à la réinsertion des réfugiés kurdes dans l'agriculture.

En tout cas, aucun responsable n'a pu dire à la presse ce que sera l'après-Lastic pour ces «malheureux» réfugiés. Tout le monde pense que l'essentiel c'est qu'ils soient là, sains et saufs. Mais une chose est sûre : tous les réfugiés que nous avons pu rencontrer au camp de Lastic veulent un jour ou l'autre rentrer chez eux. Pour ce faire, ils attendent impatiemment, quelque part en Auvergne, la chute du régime en place en Irak.

C'est grâce à Danièle Mitterrand, l'épouse du chef de l'Etat, qu'ils sont là, aujourd'hui. En effet, en mai dernier, Mme Mitterrand, en sa qualité de responsable de la Fondation France-Liberté, a effectué un voyage dans les

campes de réfugiés kurdes, de l'est de la Turquie. Elle a été choquée par ce qu'elle a vu : des êtres humains entassés derrière des fils de fer barbelés, privés de toute liberté.

De retour en France, elle a obtenu du gouvernement une réponse favorable pour accueillir plus de trois cents réfugiés kurdes irakiens. Environ 34 000 sont encore en Turquie, cherchant désespérément une terre d'accueil. La France est le seul pays au monde à accueillir autant de réfugiés. Il y a aussi la Suède qui n'en a accueilli qu'une dizaine, mais pour ce pays, c'est un cas un peu particulier : des Kurdes vivant dans ce pays ont demandé d'accueillir des membres de leurs familles réfugiés en Turquie.

Si beaucoup de pays sont prêts à contribuer financièrement à l'amélioration du sort de réfugiés kurdes en Turquie, peu sont disposés à accueillir chez eux des réfugiés. La solidarité internationale, dont la France est l'initiatrice, semble difficile à réaliser.

Jeudi 3 août, l'ambassadeur de France en Turquie, Eric Rouleau, a accompagné, à bord du Boeing d'Air France, le deuxième contingent des réfugiés que la France a accepté d'accueillir. Il a expliqué que, dans l'avion, les réfugiés avaient les larmes aux yeux parce qu'ils ne s'attendaient pas à tout cela.

Texte : Mohammed Afiri  
Photos : Patrick Zimmermann

Et d'ajouter : **«Je leur ai expliqué qu'ils seront libres dans notre pays, libres d'y rester, libres d'en repartir, parce que tous veulent rentrer chez eux... Ils attendent que les conditions s'améliorent, et sur ce point je les ai rassurés que le jour où ils voudront rentrer chez eux, nous les y aiderons».** Ces réfugiés sont tristes parce

Rescapés du génocide perpétré par l'armée irakienne, 154 réfugiés kurdes, parmi lesquels soixante enfants, sont arrivés à l'aéroport de Clermont-Ferrand Aulnat avant de rejoindre, après un contrôle médical effectué par la Croix Rouge, le camp militaire de Bourg Lastic, qui sert habituellement de camp de manœuvres et où sont déjà installés 183 réfugiés, ce qui porte à 337 le nombre total de réfugiés kurdes accueillis en Auvergne.

Pris en charge par les autorités militaires dont soixante hommes du 92 régiment d'infanterie, ils doivent séjourner deux mois dans ce centre isolé — qui n'est pas sans rappeler leurs montagnes d'origine — avant de trouver un lieu d'accueil.

M. Michel Charasse, ministre du Budget, qui leur a rendu visite, a annoncé que l'état allait allouer 1,6 millions de francs aux réfugiés. Par ailleurs, s'inquiétant du nombre de téléviseurs dans le camp (un seul), il

s'est écrié : « Une seule télé pour tous ces gamins... Vous en achetez une autre et m'enverrez la facture. »

A noter que cette opération humanitaire fait suite à la visite que Mme Danielle Mitterrand avait effectuée en mai dans le camp de réfugiés de Mardin-Kiziltepe, l'un des camps les plus précaires de la Turquie. Mme Mitterrand, accompagnée de M. Bernard Kouchner, devrait se rendre au camp de Bourg Lastic avant la fin du mois.



L'ambassadeur de France

qu'ils ont laissé de la famille et des amis. **«On les a arrachés en fait à leur environnement»**, a précisé M. Rouleau.

L'ambassadeur avait sur lui une centaine de lettres de réfugiés le suppliant de les prendre. **«Le problème, a-t-il souligné, est ailleurs. Ce n'est pas dans l'accueil, mais c'est d'organiser une solidarité internationale pour aider la Turquie à leur donner une vie décente en Turquie, en attendant qu'ils puissent rentrer chez eux, en Irak.»**

Jeudi 3 août, un comité kurde du camp de Lastic a été élu par l'ensemble des réfugiés. Composé de cinq hommes et trois femmes, son rôle est d'essayer de trouver avec les autorités concernées, les moyens à mettre en œuvre pour accélérer la dynamique d'intégration des réfugiés. Ces derniers ont reçu, vendredi 4 août, la visite de Michel Charasse, ministre du Budget, qui leur a remis un chèque de 160 millions de centimes, pour leur approvisionnement durant les deux prochains mois.

Mais la question reste tout de même posée : dans deux mois, que vont devenir ces 49 couples, ces 45 garçons de plus de 16 ans, ces 14 jeunes filles et ces 177 enfants ?

Auvergnat de Paris  
12. 8. 1989

**L'Auvergne  
TERRE  
D'ACCUEIL  
154 réfugiés  
kurdes  
à Bourg-Lastic**



## Die kurdischen Flüchtlinge fühlen sich verraten

Im August 1988 zwang die irakische Armee mit gezielten Giftgasangriffen Zehntausende Kurden in die Flucht. Seither leben sie in Flüchtlingslagern in der Türkei im Iran - ohne ausreichende Nahrung, medizinisch schlecht versorgt, von der internationalen Öffentlichkeit weitgehend vergessen.

Dr. Ömer spricht leise, was er sagt ist schrecklich. Es bestehe die Befürchtung, dass im Flüchtlingslager Jiani Kuedi (nahe der Kleinstadt Saqez im iranischen Teil Kurdistans) Cholera ausgebrochen sei. Innerhalb von 24 Stunden seien dort acht Personen mit den typischen Erscheinungen dieser ansteckenden Krankheit in das Lagerlazarett eingeliefert worden. Drei Kinder seien kurz darauf gestorben.

Von Werner van Gent, Teheran

Dr. Ömer ist selber auch Flüchtling. Als wir uns in Teheran treffen, versucht er gerade, mit seinen Kollegen bei den iranischen Behörden Hilfe für die im Mai gegründete «Kurdistan Relief Association» (KRA) zu organisieren. Die KRA versteht sich als eine strikt humanitäre Organisation, die von sämtlichen kurdischen Parteien der irakischen Kurden getragen wird. Bereits hat die KRA mehrere Medikamentensendungen aus Europa in die Lager leiten können; nach wie vor besteht laut Ömer aber ein enormer Bedarf an Medikamenten, der in Teheran kaum gedeckt werden kann: Die Liste der am dringendsten benötigten Arzneien umfasst acht Schreibmaschinenseiten.

Ömers Kollege, Dr. Shuwan, besteht darauf, dass die Krankheitsfälle in Jiani Kuedi künstlich erzeugt wurden. Die über 1500 Flüchtlinge, die in diesem Lager unweit der iranisch-irakischen Waffenstillstandslinie in den



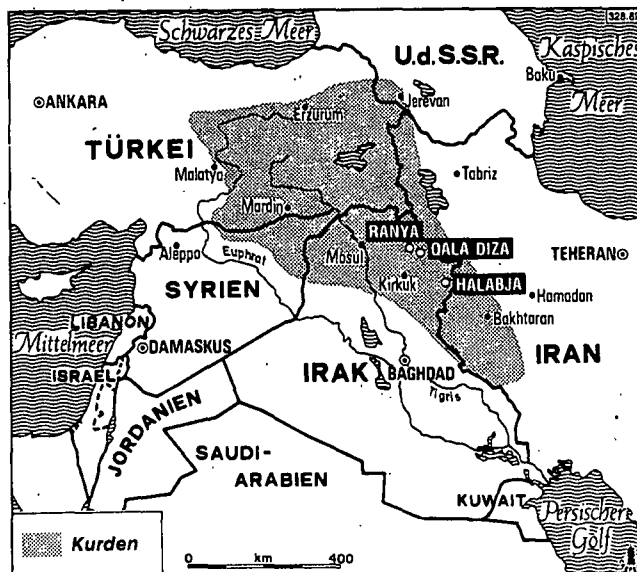
Verfolgt, vergessen und verraten: Irakische Kurden in einem iranischen Flüchtlingslager. Foto Sven Simon



## Volk ohne Selbstbestimmung

Parlament alarmiert, die eine eingehende Untersuchung gefordert hat.

Anfang Februar schon war das brutale Vorgehen der Sicherheitskräfte bekannt geworden, die auf der Jagd nach PKK-Anhängern die Einwohner des Dorfes Yesilyurt bei Cizre bestialisch gefoltert hatten. Inzwischen ist der verantwortliche Major vor ein Militärgericht gestellt und in erster Instanz für schuldig befunden worden. Auf ähnliche Begebenheiten sprach der inzwischen ermordete Professor Ghassemlou an, als er sagte, dass die Kurden in der Türkei im Vergleich zu den übrigen Ländern trotz harter Repression die grössten Chancen hätten, ihren Traum zu verwirklichen und eines Tages politisch und kulturell als Volk anerkannt zu werden.



Im Irak werden die Kurden besonders drangsaliert. 5000 fielen in Halabjah Giftgasangriffen zum Opfer (1988). Ranya und Qala Diza stehen für Orte, aus denen die Kurden zwangsumgesiedelt werden.

BaZ. Auf gegen 20 Millionen werden die Angehörigen des kurdischen Volkes geschätzt. Ihre Heimat ist das gebirgige Kurdistan, das nach Auflösung des Osmanischen Reichs im Ersten Weltkrieg aufgestückt wurde. Heute leben acht bis zehn Millionen Kurden in der Türkei, fünf Millionen im Iran,

drei Millionen im Irak, 700 000 in Syrien, 300 000 in der Sowjetunion und einige Hunderttausend in der Diaspora (überwiegend in Europa und in den USA). Die Kurden sind mehrheitlich sunnitische Moslems. Die feudalistisch geprägten Sozialstrukturen sind noch weitgehend irtakt.

## «Für einen Krieg sind wir gerüstet . . .»

wvg. Kurdenführer Abdul Rahman Ghassemlou wurde am 13. Juli in Wien ermordet. Er war Generalsekretär der «Demokratischen Partei Kurdistans-Iran», der stärksten Guerillaorganisation der iranischen Kurden. Kurz vor seiner Ermordung hatte er in Stockholm die ersten Schritte zu einem Dialog mit der iranischen Führung unternommen. Im Golfkrieg wurde die iranische KDP-I teilweise von Bagdad unterstützt, während die irakischen Kurden Hilfe aus Teheran erhielten. Vor mehr als einem Jahr waren Ghassemlou und die Führer der irakischen Kurden aber übereingekommen, sich nicht mehr gegenseitig zu bekämpfen.

In Stockholm gab Ghassemlou eines seiner letzten Interviews, das später von der türkischen Tageszeitung «Cumhuriyet» veröffentlicht wurde. Darin sagte Ghassemlou über die Ära nach Khomeini: «Der Tod Khomeinis hat unsere Lage erleichtert. Die Revolutionsgardisten kämpfen heute in Kurdistan nicht mehr so hart wie früher, die Soldaten glauben nicht mehr an die Worte Khomeinis, wonach derjenige, der einen Kurden

tötet, ins Paradies kommt.» Über die Nachfolge in Teheran: «Die Mullahs versuchen, nach aussen den Eindruck der Einheit zu erwecken. Sie haben aber haufenweise politische, wirtschaftliche und soziale Probleme, die sie nicht lösen können. Dennoch glaube ich nicht, dass dies die letzten Tage des Regimes sind.» Über die Aussichten des kurdischen Unabhängigkeitskampfes im Iran: «Entweder gibt es eine Demokratisierung und Öffnung nach aussen und damit die Möglichkeit einer autonomen kurdischen Region innerhalb der Grenzen Irans, oder das Regime versteift sich. Dann gibt es Krieg. Für einen Krieg sind wir gerüstet. Aber glauben Sie mir, es ist einfach, einen Krieg zu beginnen, aber unheimlich schwer, ihn dann wieder zu stoppen.»

Ghassemlou wurde in der Nacht vor einem Treffen mit dem irakischen Kurdenführer Jela Talabani in Wien ermordet. Talabani, der mit einigen seiner nächsten Mitarbeitern und Familienangehörigen vorübergehend eine geräumige Villa im Norden Teherans bewohnt, ist sichtlich angeschlagen von der Nachricht: «Es ist

ein gemeinsames Verbrechen, das gegen das ganze kurdische Volk gerichtet ist», ruft er aus. In den Wochen zuvor hatte Talabani die ersten Kontakte zwischen der neuen Führung Irans und Ghassemlou gelegt. Auch er hat keine Illusionen - weder bezüglich der Möglichkeit, die Weltöffentlichkeit für die Kurden zu mobilisieren noch bezüglich der Hoffnung auf Hilfe von Verbündeten. «Man muss realistisch sein», sagt Talabani immer wieder. «Realistisch sein» will heissen: innerhalb des äusserst komplexen Kräftespiels im Raum Türkei-Iran-Irak-Syrien-Sowjetunion eine so gross wie mögliche Autonomie anzustreben. Der Waffenstillstand im Golfkrieg hat dieses Anliegen erheblich erschwert. Doch Talabani gibt sich zuversichtlich. «Es bleibt mir auch gar nichts anderes übrig», sagt er, während er auf seine kleine Bibliothek blickt. «Achtmal haben die verschiedenen Sicherheitsdienste mir die Bücher abgenommen. Jetzt habe ich neben dieser Bibliothek hier in Teheran für alle Fälle noch eine in den Bergen.»

Bergen Kurdistans untergebracht wurden, stammen aus der irakischen Provinz Suleymaniye und sind erst vor kurzem nach Iran gekommen. Beweisen könne man den Einsatz biologischer Waffen allerdings noch nicht.

#### Unterernährt und krank

Die Tatsache, dass solche Gerüchte regelmässig auftauchen, sagt vieles aus über die Gemütslage der irakischen Kurden. Sie fühlen sich von der Welt verraten und im Stich gelassen, sind felsenfest davon überzeugt, ihr Volk sei das Opfer eines schleichenden Völkermordes. Und dies nicht ohne Grund. Als vor einem Jahr Zehntausende von Kurden aus dem Berggebiet entlang der türkisch-irakischen Grenze vor den gezielten Giftgasangriffen der irakischen Luftwaffe in die Türkei flohen, gab es für kurze Zeit einen Aufschrei in der Weltöffentlichkeit. Doch bald schon war das Schicksal der insgesamt rund 60 000 Flüchtlinge, die unter unglaublichen Umständen in die Lager von Mardin, Diyarbakir und Mus gepfercht wurden, für die Weltpresse kein Thema mehr.

Als Ende Juli 2500 Kurden aus dem Lager von Mus kurzerhand zur iranischen Grenze verfrachtet wurden, rührte sich keine der internationalen Organisationen, die noch vor einem Jahr besorgt das Geschehen in Kurdistan verfolgt hatten. Fast zehn Tage lang wartete die Gruppe auf einer kleinen Insel in einem Grenzfluss, bis die iranischen Revolutionsgardisten sie endlich nach Iran einreisen liessen. Die türkischen Streitkräfte hatten die Flüchtlinge, die der offiziellen Lesart nach «freiwillig» Mus verlassen hatten, bis dahin mit Waffengewalt von einer Rückkehr abgehalten. Im Lager Zewa südlich der iranischen Stadt Orumiyeh, wo der Exodus der 2500 vorläufig endete, stellten die kurdischen Ärzte bei sämtlichen Flüchtlingen Unterernährung und eine Reihe von infektiösen Erkrankungen fest. Zwei Kinder seien unterwegs gestorben. Im Zewa-Lager sind ein Grossteil jener Flüchtlinge untergebracht, die über den Umweg der Türkei nach Iran gelangt sind. Zurzeit leben in diesem Zeltlager mehr als 40 000 Kurden unter erbärmlichen Bedingungen.

#### Zwangsumsiedlung im Irak

Insgesamt sind in den 61 iranischen Flüchtlingslagern 74 641 Kurden registriert worden, während in der Türkei noch rund 35 000 Flüchtlinge ausharren. Die Gesamtzahl kurdischer Flüchtlinge im Iran liegt aber viel höher und wird von den Kurden selbst auf rund 400 000 geschätzt.

Die Aussichten, dass sie je wieder in ihre Heimat zurückkehren werden können, sind trüb. Nachdem ein Grossteil der Zivilbevölkerung aus

Angst vor neuen Giftgasangriffen bereits im letzten Sommer das Gebiet im Norden Iraks verlassen hatte, werden nun auch systematisch die irakischen Gebiete entlang der iranischen Grenze geräumt. So wurden in den vergangenen drei Monaten alle kurdischen Bewohner aus der Stadt Qala Diza, östlich des Dukansees und in Sichtdistanz der Waffenstillstandslinie, in Lager nahe der Stadt Arbil überführt. Daraufhin wurden ihre Häuser gesprengt oder mit Bulldozern dem Erdboden gleichgemacht.

Wenn die Kurdenführer heute sagen, Endziel der irakischen Regierung in Bagdad sei die vollständige Arabisierung Kurdistans, dürfte dies nicht weit von der Wirklichkeit entfernt sein. In den grösseren Städten sollen bereits Zehntausende von Ägyptern angesiedelt worden sein. Jedenfalls nützt das Regime von Staatschef Saddam Hussein den Waffenstillstand, um mit den Kurden abzurechnen, die im Golfkrieg auf der Seite Irans kämpften.

#### Kurdischer Schulterschluss

Bewirkt hat das Bagdader Regime damit allerdings einen Schulterschluss der traditionell untereinander verfeindeten Peshmergas (kurdische Guerillakämpfer; wörtlich: «die, die sich vor dem Tod nicht fürchten»). Nachdem zunächst die «Patriotische Union Kurdistans» unter Jelal Talabani sich mit der «Demokratischen Partei Kurdistans» (KDP) von Masoud Barzani angefreundet hatte, wurde unter dem Eindruck des schrecklichen Massakers von Halabja, wo im März des vergangenen Jahres mehr als 5000 irakische Kurden bei einem Gasangriff den Tod fanden, die «Kurdistan-Front» gegründet. Daran beteiligen sich alle Parteien der irakischen Kurden. Seit mehr als einem Jahr gab es zudem Kontakte der irakischen Kurden mit den im Iran operierenden Kurden der «Demokratischen Partei Kurdistan-Iran (KDP-I) von Professor Abdul Rohman Ghassemelou.

Als Ghassemelou am 13. Juli in einer Wiener Mietwohnung von Unbekannten mit gezielten Kopfschüssen getötet wurde, löste dies auch ausserhalb der KDP-I Entsetzen aus. Wer hinter dem Attentat stand, ist bis heute unklar. Obwohl es in der Öffentlichkeit noch keinerlei Anhaltspunkte gibt und die Wiener Polizei noch keine konkreten Angaben machen will, bestehen Verdachtsmomente. Möglicherweise wurde Ghassemelou das Opfer einer im vergangenen Jahr nach dem Massaker von Halabja entstandenen Spaltung innerhalb seiner Partei. Nachdem Ghassemelou sich nach dem Tod des iranischen Revolutionsführers Khomeini zu einem Dialog mit Teheran bereiter-

klärte hatte (siehe Kasten), warf der radikale Flügel ihm vor, die kurdische Sache damit zu verraten. Der radikale Flügel wird weiterhin von Bagdad unterstützt. Nach einer anderen Version waren es die Iraner selbst, die mit dem Mord Ghassemelous die Bewegung der iranischen Kurden mundtot machen wollten.

Sicher ist nur soviel: Keiner der Staaten, in welchen die Kurden angesiedelt sind, hat ein Interesse an einem Zusammenschluss der Kurden - und bislang hatten die Kurden mit ihren internen Streitigkeiten, Machtkämpfen und Blutfehden die einzelnen Regierungen nie sonderlich beunruhigt; immer war eine kurdische Gruppe zur Hand, die übrigen zu neutralisieren.

#### Kleinkrieg in der Türkei

Die einzige grössere Kurden-Gruppe, die weiterhin am Alleingang festhält, ist die in der Türkei operierende «Arbeiterpartei Kurdistans» (PKK). Auf die Frage, wieso sie keine Beziehungen zur PKK anknüpfen, weisen sowohl Talabani als Barzani auf die rücksichtslose Strategie der PKK hin. Die nach ihrem Führer «Apo» (Abkürzung von Abdullah Ocalan) genannten Apocular (PKK-Kämpfer) hatten vor Jahren schon begonnen, gezielt die von Ankara eingesetzten Dorfmitzeln zu bekämpfen. Dabei waren aber auch unbewaffnete Zivilisten, darunter viele Kinder, auf grauenvolle Art umgebracht worden. Doch neben diesem Argument hört man aus den Kommentaren der irakischen und iranischen Kurdenführer auch die Furcht heraus, der radikale Ocalan strebe eine Alleinherrschaft über alle Kurden an. Unterstützt wird die PKK vorwiegend von Syrien. Es gibt aber Indizien, dass die Apocular vermehrt von iranischem Territorium aus die Türkei infiltrieren.

Wie in jedem Sommer hat die PKK in den letzten zwei Monaten ihren Kampf intensiviert. Es vergeht fast kein Tag ohne blutige Zusammenstösse mit den türkischen Sondereinheiten, die in das südöstliche Kurden-Gebiet geflogen worden sind. Hauptziel der PKK bildet derzeit das «Cudi-Gebirge» im Dreieck Siirt-Hakkari-Cizre. Die türkischen Behörden reagieren hilflos, oft aber auch mit grosser Brutalität auf die Angriffe der Apocular. So wurden die Bauern mit Waffengewalt daran gehindert, zu ihren Sommerweiden zu gehen, weil sie dort die «Terroristen» unterstützen könnten. Mitte Juli waren zwei Bauern aus dem Dorf Yoncali in der Provinz Hakkari von Sondereinheiten der türkischen Gendarmerie auf einer Sommerweide festgenommen worden. Später fanden Dorfbewohner ihre verkohlten Leichen. Der von der türkischen Zeitung «Cumhuriyet» detailliert geschilderte Fall hat inzwischen die Opposition im türkischen

El Independiente  
13 de agosto de 1989

# Enfrentamientos entre kurdos y fuerzas turcas

Esta semana se han producido, por lo menos, quince muertos y decenas de heridos

Estambul. Un total de quince muertos, cinco heridos y veintidos secuestrados es el resultado de los enfrentamientos sostenidos desde ayer en distintas localidades del sureste de Turquía entre separatistas kurdos y fuerzas del orden turcas, informó la agencia semioficial Anatolia.

Según la agencia turca, en la localidad de Kayatepe (provincia de Adiyaman) resultaron muertos tres policías y un «protector de la ciudad» (un miembro de las milicias locales entrenadas para defender las poblaciones aisladas en colaboración con las fuerzas de seguridad).

Otro «protector de la ciudad» resultó herido en Kayatepe como consecuencia de los combates librados entre rebeldes kurdos y fuerzas del orden.

La misma fuente agrega que dos civiles y cinco «protectores» fueron muertos en Hısar y Caglayan (provincia de Mardin) durante el ataque perpetrado por los kurdos. Los rebeldes mataron a una persona, hirieron a otra y secuestraron a unas diez cerca de Hakkarı, donde incendiaron cinco vehículos pertenecientes a la Compañía Nacional de Electricidad.

El jefe de una tribu kurda fue asesinado en la provincia de Van por un grupo de separatistas kurdos, quienes hirieron a tres miembros de su familia y secuestraron a doce personas de la localidad.

Anatolia informa de la muerte de dos militares turcos en enfrentamientos con los rebeldes kurdos que operan en la región de Siirt. La mayoría de los guerrilleros ubicados en esta zona de Turquía pertenecen al Partido Laborista Kurdo, un grupo marxista que pretende establecer un estado kurdo independiente en el sureste y en el este del país.

## El frente turco

La nación kurda, troceada a caballo de varios estados, ocupa con sus reivindicaciones de independencia un lugar central en los conflictos de una zona ya de por sí en continuo desasosiego político.

Los frentes actuales de esta protesta son por un lado Turquía, donde viven más de la mitad de los kurdos. Por otro, el papel de los nacionalistas kurdos en Irán e Irak.

Las crecientes protestas de la población kurda contra el régimen de Ankara han cobrado actualidad esta semana en los dos focos principales del conflicto: Por un lado, la huelga de hambre que llevan a cabo cerca de 2000 prisioneros kurdos en 12 establecimientos penitenciarios de Turquía, y que está erosionando seriamente la imagen del régimen de Ankara en cuanto a su respeto por los derechos humanos. Por otro, en el frente militar, los quince muertos que se han producido desde el jueves en el sur y sureste del país donde operan guerrillas kurdas armadas.

Más de 70 prisioneros en huelga de hambre han tenido que ser conducidos al hospital, donde la mayoría de ellos continúa rehusando ingerir alimentos.

Según fuentes oficiales, 39 están internados en la clínica de la prisión de Aydin, y otros 33 en el hospital de esta ciudad occidental que se ha convertido en uno de los focos de la protesta turca. Los médicos han declarado que al menos cinco huelguistas se encuentran en estado grave, incluyendo dos de ellos con hemorragias de estómago debidas a las seis semanas de ayuno.

El dirigente de la Asociación Turca Pro Derechos Humanos, Sinan Yilmaz, ha declarado que

pueden producirse varias muertes de huelguistas de hambre en cualquier momento. Dos kurdos murieron ya el tres de agosto en la misma ciudad de Aydin a consecuencia de una huelga de hambre de 35 días.

Mientras tanto, el fiscal público ha rehusado conceder permiso para que un grupo de 45 abogados de Ankara y Estambul visiten a los huelguistas de hambre. El fiscal adujo ordenes al respecto por parte del propio ministro de Justicia, Oltan Sungurlu.

La inmediata consecuencia ha sido que cerca de 50 familiares de los huelguistas de hambre se han concentrado alrededor de los juzgados de la ciudad de Aydin y han comenzado a su vez su propia huelga de hambre.

El ministro de Justicia ha declarado que está considerando aceptar 58 de las 61 peticiones de los huelguistas, en general relacionadas con las duras condiciones imperantes en las cárceles desde el año pasado.

## El Kurdistan

A caballo entre Turquía, Irán, Irak, la URSS y Siria, el Kurdistan es un territorio montañoso, con altas mesetas, que tiene una superficie mayor que España, unos 530.000 kilómetros cuadrados.

En él habitan cerca de 20 millones de kurdos, musulmanes sunitas en su gran mayoría, que luchan desde que se terminó la primera guerra mundial por obtener un estado independiente.

Este afán de independencia ha jugado siempre un papel en los continuos conflictos de la zona, y ha sido utilizado por unos y otros para hostigar a su adversario de turno.

Durante la reconciliación provisional de Irán e Irak en 1975, ambos estados reprimen como una tenaza a las tribus kurdas de su zona. La llegada al poder de Jomeini conduce a la apertura de negociaciones reivindicativas, pero pronto estalla el nuevo conflicto y durante la guerra irano-iraquí los kurdos son utilizados por unos y otros: La resistencia de los kurdos iraquíes se apoya en el lado iraní contra el enemigo común, Sadam Hussein. A su vez, los kurdos iraníes son protegidos y estimulados por Bagdad, quien a su vez reprime sangrientamente los hostigamientos en su territorio con algunas horribles acciones, incluyendo el empleo de armas químicas. De hecho, du-

rante todo el conflicto, los kurdos del Iran y del Irak controlan desde sus regiones respectivas la mayor parte del frente norte.

Tras el cese de la guerra irano-iraquí, los movimientos de resistencia kurda cobran un nuevo impulso político, en el que juega un papel preponderante el Partido Democrático Kurdo Iraní, (PDKI) dirigido por Abderramán Ghassemli. Teherán le teme, no sólo por ser una fuerza militar que no ha podido controlar durante los ocho años de guerra, sino porque políticamente el eslogan kurdo: «Autonomía para el Kurdistan, Democracia para el Iran» supone una amenaza futura.

Teherán se sirve entonces de los kurdos iraquíes, y de su partido, la Unión Patriótica Kurda (UPK) liderada por Jalal Talabani.

Talabani y Ghassemli se conocen desde hace más de treinta años, y las guerras de la zona no han debilitado el profundo lazo de solidaridad que les une. A través de Talabani, el régimen iraní hace llegar a Ghassemli su voluntad de encontrar una salida política negociada.

En 1988, ambos líderes kurdos

## Casi dos mil presos kurdos en huelga de hambre y quince muertos en atentados recientes en Turquía

## El independentismo kurdo sufrió un duro golpe con el triple asesinato de Viena

se encuentran en París. Las conclusiones se retrasan para nuevos encuentros en diciembre y en enero de este año.

Pero el imán Jomeini está gravemente enfermo, y la lucha interna de facciones por el poder en Teherán complica una posible solución.

La facción moderada de Rafsandjani habría aceptado en prin-

cipio la autonomía del Kurdistan, y el reconocimiento del kurdo como lengua oficial en lugar del persa, así como la legalización definitiva del PDKI

### El triple asesinato

El 11 de julio de 1989, Ghassemli, apodado «el Doctor» por sus fieles correligionarios, acude a Viena junto con Abdullah Ghaderi, representante del PDKI en Europa, para entrevistarse con Fadhil Rasul, un kurdo iraquí profesor de ciencias políticas en la capital austríaca.

Los tres son asesinados dos días más tarde en un piso de la Linkebahnstrasse, cuando se encontraban en negociaciones secretas con un enviado iraní, Mohamed Jaafari Sahrarudi, alias Rahimi, quien también resulta herido por varios disparos en el atentado.

Los móviles del mismo siguen siendo un misterio. La hipótesis más verosímil apunta a una facción iraní hostil a Rafsandjani, posiblemente la de Mohamad Rayshari, ministro de Información y uno de los «halcones» del régimen iraní.

Pese al silencio del gobierno austríaco, aliviado en el fondo de eliminar fuentes de fricción con Teherán, los indicios apuntan, como brazo ejecutor del atentado, a Haji Mostafawi Lajewerdi, alias Mustafá Ajvadi, cuyo rastro se pierde en Viena la tarde del 13 de julio. Es un hombre de Rayshari, responsable de los servicios de información para el Iran occidental, Azerbaidjan y Kurdistan. Aparentemente, llegó a Viena por estas fechas su subordinado Buzurgian, junto con un tal Mohamed Magaby, y otro cuarto hombre cuya identidad se desconoce.

El triple asesinato de Viena cercenó la cabeza política del independentismo kurdo, y supone una pérdida difícil de reparar. Los coletazos del movimiento acéfalo se reproducen ahora en Turquía.

## Abel sigue derrotado por Caín

R.C  
Los «karduchoi» que atacaron la expedición de los diez mil de Jenofonte en el año 401 antes de J.C eran ya los kurdos, ese pueblo de nómadas y pastores que desde las montañas y mesetas de sus tierras altas descendían con sus rebaños a Mesopotamia.

Pueblo guerrero, cuyo máximo exponente fue Saladino, su estructura tribal y su carácter trashumante le han dificultado la construcción de un Estado nacional. Desde principios de este siglo, los clubs políticos de sus escasos intelectuales esparcidos por el mundo han tratado en vano de crear los cimientos jurídicos y de obtener el reconocimiento internacional como nación soberana. Tras la primera guerra mundial, el apoyo del presidente Wilson al desarrollo de las nacionalidades has-

ta entonces sujetas al imperio otomano, creó la base para el movimiento nacionalista.

La influencia de las potencias vecinas, y los intereses estratégicos en el golfo pérsico de británicos, soviéticos y estadounidenses han impedido que las proclamas se convirtiesen en realidad. Especialmente el gobierno turco, que los designa como «turcos de la montaña», que ha prohibido su tradicional lenguaje remotamente emparentado con el persa, y que les impide incluso llevar su tradicional vestimenta, se ha distinguido en esta represión de la identidad kurda. A menudo con sangre.

Es esta sangre la que ahora clama en las protestas de los 2000 encarcelados, en las huelgas de hambre y en las actividades guerrilleras en la región de Batan.

Nice Matin

14. 8. 1989

# Au cœur de l'Auvergne un coin de Kurdistan...

Pour les 337 réfugiés hébergés au camp militaire de Bourg-Lastic, une autre vie vient de commencer, loin de la guerre

Près d'une semaine après leur arrivée au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), les 337 réfugiés kurdes venus de Turquie et accueillis par la France à l'initiative de l'association France-Liberté, retrouvent peu à peu leur vie familiale et communautaire traditionnelle dans le cadre paisible des monts d'Auvergne.

Dans ce petit camp dépourvu d'enceinte, les réfugiés cohabitent avec une cinquantaine de militaires, en majorité des appelés, dont la mission n'interdit pas, loin s'en faut, de jouer avec les 167 enfants que compte cette petite communauté, arrivée en deux groupes, mardi et jeudi derniers.

Sur le pré central du camp, entouré de simples et solides bâtiments de pierre, quelques treillis se noient dans le tourbillon de couleurs éclatantes des robes des femmes.

## Des noms chargés de symboles

Les hommes, la plupart vêtus de leur uniforme austère de peshmergas (combattants kurdes) discutent, assis en cercle sur l'herbe. Un peu plus loin, des adolescents, munis de battes de fortune, jouent au base-ball et tentent d'y convertir des appelés du 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand.

A quelques dizaines de mètres, un groupe de fillettes, se tenant par la taille, danse et chante des airs traditionnels à

la gloire des héros du peuple kurde. « Les noms des martyrs historiques ont été remplacés par ceux de combattants tombés récemment », précise Mussa, un réfugié kurde venu de Paris pour aider à l'organisation et servir d'interprète.

Les prénoms même de ces enfants, souligne-t-il, rappellent le drame des Kurdes. Ils signifient : « Sans Patrie », « Vers la Vie », « Sans Abri », « Nostalgie », « Espoir »... Sur les murs du réfectoire, des cartes mettent en évidence les frontières revendiquées du Kurdistan, superposées à celles, reconnues internationalement, de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran, de l'URSS et de la Syrie.

Chassés de leurs villes et de leurs villages de l'est irakien en septembre 1988 par les attaques aux armes chimiques de l'armée irakienne, ils viennent de passer onze mois dans le camp de Mardin (sud-est de la Turquie), avec de la toile pour unique abri face à des températures de moins 20 degrés en hiver et de près de 50 degrés l'été.

## Dans le camp, un comité kurde élu

Sept des réfugiés accueillis par la France sont encore hospitalisés à Clermont-Ferrand. Dans le camp, le médecin militaire, aidé par une équipe de la Croix-Rouge et des confrères de la région venus spontanément, traite principalement des problèmes de dénutrition et

d'ordre parasitaire. Beaucoup de réfugiés souffrent également du dos : à Mardin, il fallait aller très loin pour rapporter de l'eau non potable.

L'infirmerie est aujourd'hui le cadre d'un cours de préparation de biberon, une nouveauté pour les mères des nombreux nourrissons du camp.

Dès l'arrivée au camp, le colonel Mourrut, qui représente la 5<sup>e</sup> région militaire, prévient : « Rien ne se décide et ne se fait ici sans l'accord du "comité kurde" ». Cinq hommes et trois femmes ont été élus à bulletin secret, et se répartissent la responsabilité des « affaires culturelles, sociales, administratives, sanitaires et sportives ».

## L'Armée va passer le relais aux civils

« Notre premier objectif est de retrouver la cellule familiale, » ajoute le colonel qui souligne que les Kurdes sont associés à toutes les tâches domestiques. Les militaires doivent prochainement passer le relais aux autorités civiles, à regret pour beaucoup d'appelés.

Au milieu de ces monts d'Auvergne qui, disent-ils, leur rappellent leur terre, les réfugiés kurdes pensent, dans leur majorité, au retour, mais la question d'une immigration définitive reste en suspens. Rachid Mohammed Omer, un paysan de 55 ans, père de trois enfants, a une réponse : « Dieu seul le sait. »

DEPECHE DE DIJON  
15. 8. 1989

## 2 000 Kurdes empoisonnés

C'est la révélation de deux médecins britanniques, après l'analyse d'échantillons prélevés dans des camps de réfugiés en Turquie

Selon les médecins John Forum, membre de l'organisation Aide médicale internationale (I.M.R.) et Alister Hay, spécialiste des maladies liées à la guerre chimique, les échantillons de sang — recueillis clandestinement dans un camp de réfugiés kurdes de Mardin (est de la Turquie) — ont révélé des traces d'organo-phosphates d'une très grande toxicité comparable à celle des gaz innervants.

Selon eux, les organo-phosphates en vente libre (contenus notamment dans les bombes insecticides), ne pourraient avoir en aucun cas provoqué les symptômes que présentaient les

2 000 réfugiés : vomissements, violentes douleurs abdominales, tétanisation complète mais temporaire, perte de l'accommodation visuelle. Après plusieurs analyses menées par le Centre national anti-poison de Southampton (sud de l'Angleterre), les médecins ont écarté une à une les hypothèses d'empoisonnement alimentaire et ont conclu à l'injection d'agents innervants dans les rations fournies aux réfugiés.

Au cours d'une conférence de presse, hier, à Londres, les deux médecins ont indiqué que les restrictions imposées par les autorités turques les ont empê-

ché de mener une étude épidémiologique exhaustive. Ils se sont déclarés incapables de préciser la nature du poison ou comment il avait été absorbé.

Quelque 36 000 réfugiés kurdes vivent dans ces trois camps après avoir fui les offensives irakiennes contre les populations kurdes. La Turquie ne reconnaît pas à ces Kurdes le statut de réfugié. Les médecins britanniques se sont refusés à tout commentaire sur les responsables possibles de cet empoisonnement en excluant toutefois une implication directe du gouvernement turc dans cette affaire.

France-Soir 12. 8. 1989

## *En France, ils oublient leurs villages détruits*

Réapprendre la vie, savourer la paix, oublier les bombes, les armes chimiques et les villages détruits. Les 337 réfugiés kurdes irakiens, arrivés en France le 3 août dernier, vivent désormais dans le camp militaire de Lastic (Puy-de-Dôme). Une nouvelle vie, l'exil, loin du Kurdistan, avec l'espoir d'y retourner un jour peut-être, après ce passage en France qu'ils considèrent tous comme leur

seconde patrie, celle des droits de l'homme. Les militaires du 92<sup>e</sup> RI, deux infirmières et deux interprètes aident ces femmes, ces enfants, ces hommes, pour la plupart anciens résistants, à s'organiser. Vendredi dernier, les réfugiés ont élu trois hommes et deux femmes chargés d'exprimer les souhaits de la communauté : parmi les plus urgents, l'apprentissage du français. Un Kurdistan sans guerre renaît à Lastic.



Photos FRANCE-SOIR (Jean Travers)

# Médicos británicos confirman el envenenamiento masivo de kurdos

Los afectados acusan del crimen a los Gobiernos de Irak y Turquía

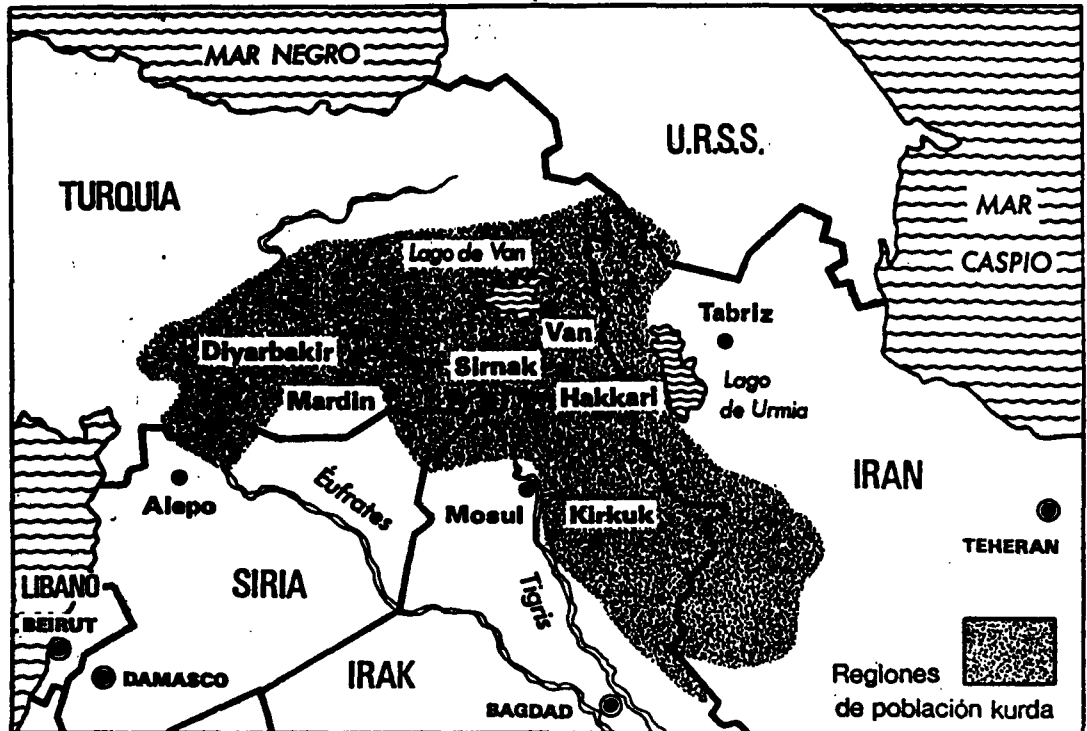
Londres/Ankara. Un grupo de científicos británicos declararon, en una conferencia de prensa celebrada el lunes pasado en Londres, que tenían evidencias de que los refugiados kurdos de Irak que buscaron asilo en Turquía habían sido deliberadamente envenenados con un agente tóxico.

Fuentes de los refugiados kurdos asentados en campamentos en la frontera entre Turquía e Irak habían denunciado que al menos 2.000 personas habían resultado afectadas por el envenenamiento en el pasado mes de junio. Según estas mismas fuentes, el método empleado habría sido la comida distribuida como ayuda a los refugiados y acusan a los servicios de inteligencia iraquíes de estar detrás de la operación, en un intento de despoblar las aldeas kurdas cercanas a la frontera con Irán.

El informe, presentado por los doctores británicos en el Guys Hospital de Londres, señala que «hay pocas dudas sobre que esta gente esté afectada por un potente agente nervioso». El doctor John Foran, jefe del servicio médico internacional, obtuvo las muestras en el curso de una visita secreta al campamento de Mardin. «La posibilidades de que se trate de un accidente son muy remotas. El organofosfato químico que ha sido empleado es muy tóxico. No es el tipo de sustancia que se puede encontrar en un supermercado», dijo otro de los doctores de la misión, Alistair Hay, de la Universidad de Leeds. Los síntomas que presentan las víctimas son fuertes dolores abdominales, parálisis, problemas de visión, vómitos y diarrea.

Por el momento, el Gobierno de Bagdad no ha hecho ningún comentario a estas acusaciones que vienen a sumarse a las denuncias de que en el curso de la guerra con Irán sus fuerzas emplearon gases tóxicos como el tristemente conocido «gas mostaza» contra la población kurda iraquí, a la que se consideraba sospechosa de colaborar con el Ejército iraní. Aquellas denuncias fueron corroboradas por distintas misiones técnicas de Naciones Unidas que acudieron al lugar de los hechos, confirmando el empleo de armas químicas contra la población kurda por parte de las fuerzas armadas iraquíes.

Desde el verano pasado, cuando Bagdad desencadenó una amplia ofensiva contra los disidentes kurdos, más de 50.000 perso-



El territorio del Kurdistán, repartido entre Irán, Irak, Turquía, Siria y la URSS

nas cruzaron la frontera con Turquía buscando refugio en campos de refugiados precariamente establecidos para darles acogida.

El doctor Foran señaló que muchas de las personas por él entrevistadas le dijeron que reconocían los síntomas de envenenamiento químico debido a su experiencia anterior de los ataques iraquíes con armas químicas.

El líder del Partido Democrático Kurdo de Irak, que reclama la autonomía para su pueblo, Masoud Barzani, ha acusado abiertamente a Bagdad de «ser el responsable de este horrendo inci-

dente» y de haber contado para ello con «la colaboración de las autoridades turcas locales».

Por otra parte, el subprefecto de la región sureste de Turquía, Hayri Kozackioglu, acusó el lunes pasado a «un país vecino», del que no mencionó el nombre, de estar apoyando las «operaciones terroristas» de los separatistas kurdos, que llevan a cabo una lucha contra las autoridades de Ankara por el reconocimiento de sus derechos nacionales.

Los miembros del PKK (Partido de los Trabajadores del Kurdistán), de tendencia marxista le-

ninista, se levantaron en armas contra el poder central desde agosto de 1984 y han buscado refugio frente a las amplias operaciones de represalia del Ejército turco entre las poblaciones kurdas de Irán, Irak y Siria.

A partir del reforzamiento de la frontera turco-siria y de la creación de una «tierra de nadie» por parte del Gobierno de Bagdad en su frontera con Turquía, la única salida que quedó a los combatientes del PKK fue hacia Irán, que parece ser el país aludido por el subprefecto turco, Hayri Kozackioglu. (REUTER/AFP.)

## Una identidad nacional dividida

T. A. La región del Kurdistán nunca constituyó un Estado independiente. Sin embargo, el pueblo kurdo tiene todos los elementos de lo que histórica y culturalmente se considera una «nación»: una tierra, un idioma, una historia, una estructura social y hasta una religión común. Todos, excepto uno, el político.

Lo que se ha dado en llamar «problema kurdo» adquiere carácter dramático a partir de la constitución de los Estados modernos en la zona, cada uno con su sistema político propio.

Desde la desmembración del Imperio otomano, a raíz de la primera guerra mundial, las fronteras nacionales entre Irak, Irán, Siria y la nueva Turquía rompen la unidad social del Kurdistán

histórico y convierten a su población en moneda de cambio para resolver o agudizar los conflictos interestatales de los diferentes países de los que dependen. Así ha ocurrido en la reciente guerra irano-iraquí, en la que tanto Teherán como Bagdad han intentado movilizar a su favor a las poblaciones kurdas del país enemigo. De ahí que haya sido en las regiones kurdas donde se haya producido el mayor número de víctimas civiles.

Y si ahora salta la denuncia contra Irak y Turquía en relación con el posible envenenamiento de refugiados, hace apenas un mes era el Gobierno de Teherán el directamente acusado de asesinar en Viena a los tres máximos dirigentes del Partido Democrático del Kurdistán iraní. Para un kurdo, el Estado del que depende suele ser su enemigo.



# El País

16. 8. 1989

## Se confirma el envenenamiento de 2.000 kurdos en Turquía

Varios médicos británicos que visitaron recientemente los campamentos de refugiados kurdos en Turquía, han confirmado las denuncias sobre un envenenamiento masivo y deliberado de población kurda. En una conferencia de prensa, los doctores británicos rechazaron la hipótesis de un accidente, señalando que «el agente químico empleado es de una gran potencia tóxica y no se encuentra precisamente en los supermercados». Al parecer el veneno fue administrado a través de los alimentos enviados como ayuda a los refugiados que habían cruzado la frontera con Turquía huyendo de la ofensiva militar iraquí.

Fuentes kurdas acusan a los servicios de inteligencia de Bagdad y a las autoridades de Turquía de haber planificado la operación con el objeto de «vaciar» la zona de población kurda.

**Ataque de rebeldes kurdos.** Siete gendarmes y un civil murieron ayer y otras tres personas resultaron heridas durante un ataque de separatistas kurdos contra un puesto militar en Gumushane, a 600 kilómetros al este de Ankara. En Londres, un investigador médico denunció el envenenamiento de 2.000 refugiados kurdos en Turquía. — AFP

PARIS NORMANDIE

16 AOUT 89

## 2.000 réfugiés kurdés délibérément empoisonnés »

Deux mille réfugiés kurdés du camp de Mardin (Est de la Turquie) ont été « délibérément empoisonnés » par de puissants agents innervants au mois de juin dernier, selon deux médecins britanniques qui avaient prélevé des échantillons sur place. Selon les médecins John Forum, membre de l'organisation Aide médicale internationale (IMR), et Alistair Hay, spécialiste des maladies liées à la guerre chimique, les échantillons de sang — recueillis clandestinement — ont révélé des traces d'organo-phosphates d'une très grande toxicité comparable à celle des gaz innervants. Après plusieurs analyses menées par le Centre national anti-poison de Southampton (Sud de l'Angleterre), les médecins ont écarté une à une les hypothèses d'empoisonnement alimentaire et ont conclu à l'injection d'agents innervants dans les rations fournies aux réfugiés. Au cours d'une conférence de presse, lundi à Londres, les deux médecins ont indiqué que les restrictions imposées par les autorités turques les ont empêché de mener une étude épidémiologique exhaustive. Ils se sont déclarés incapables de préciser la nature du poison ou comment il avait été absorbé. Quelque 36.000 réfugiés kurdés vivent dans ces trois camps après avoir fui les offensives irakiennes contre les populations kurdés. La Turquie ne reconnaît pas à ces kurdés le statut de réfugié. Les médecins britanniques se sont refusés à tout commentaire sur les responsables possibles de cet empoisonnement en excluant toutefois une implication directe du gouvernement turc dans cette affaire.

## Visite aux réfugiés kurdés



COURRIER DE L'OUEST  
16 AOUT 89

BOURG-LASTIC. — Michèle André, secrétaire d'Etat chargée des Droits des femmes, a rendu visite lundi aux 337 réfugiés kurdés recueillis par la France depuis le début du mois d'août au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme).

Mme André a indiqué faire cette visite à la demande de Mme Danielle Mitterrand, présidente de l'Association France-Liberté, qui a pris l'initiative de cette opération humanitaire, afin de connaître les besoins et désirs des familles concernant leur avenir.

Accueillie par des banderol-

les de remerciement adressées à la France, le secrétaire d'Etat a estimé que « ce sont surtout les femmes qui vont créer l'insertion, car depuis longtemps elles se battent pour la survie quotidienne ».

Le camp a été mis à la disposition des 49 familles kurdés pour une durée que les autorités estimaient à deux mois lors de l'arrivée des réfugiés en provenance d'un camp de Turquie. Ces derniers avaient quitté leur région d'origine dans l'Est irakien en septembre 1988 à la suite d'attaques des forces irakiennes à l'arme chimique.



# Resettled Kurds mourn lost mountains

LEANING on his rifle, a fat Kurdish militiaman is sunning himself on a seat by the door of the hotel while Shumaz hums a melancholy Kurdish song celebrating the beauty of the mountains in Iraqi Kurdistan. "Go and you will see the water flowing and the flowers dancing," he sings.

Shumaz is eyeing the man, a member of the *Jash*, the government-sponsored Kurdish volunteer force, with disdain. "This is an Iraqi soldier in Kurdish dress," he whispers. "A Kurd but not a Kurd." The militiaman stirs, and Shumaz says loudly: "We are free and happy." He sings another refrain and then, after a pause, all the while looking at the man, says: "Once we had our mountains."

It is a lament because the Kurds of Iraq no longer have their mountains. Since the ceasefire with Iran a year ago, hundreds of thousands have been moved by the government from their villages to arid plains in the north. Outlawed Kurdish opposition groups say that 300,000 have been forcibly evacuated. Officially, the Kurds have been relocated because they live within a 19-mile security zone along the borders with Iran and Turkey. The government in Baghdad insists that the security zone extends all the way along the Iranian border and affects the south just as much as the north of Iraq.

But in the north the people are being encouraged to return to their homes, and in the Arab cities of Basra and Fao huge sums have been spent on reconstruction. In the north, the government has a different policy. Instead of rebuilding the damaged border towns, it has closed and reportedly razed them, and moved their Kurdish populations to

## Tim Kelsey reports from Sulaimaniya on Baghdad's removal of Kurdish populations from their mountain homes in 'security zones' to arid northern plains

new, ugly breeze-block cities like "the new Halabja".

The road from Sulaimaniya to the city is littered with army checkpoints, machine-gun emplacements, and rubbled Kurdish villages. The governor of Sulaimaniya says that such a military presence is "very normal, very natural and just what you can find all over the world". He shrugs off the assertion that the depopulation of the settlements in the mountains and along the borders was intended to make control of the Kurdish population in the north easier.

"The Kurds wanted to leave their old homes," the governor says. "In the new towns they have better facilities. Now they can live in stability and peace."

"The new Halabja" is 12 miles away from the old town, which was invaded by the Iranians in March 1988. It is a featureless expanse of single-room, half-built houses buried in piles of sand and cement, and surrounded by small military posts. At its entrance is a portrait of Saddam Hussein, President of Iraq. An official reminds us that the town's name is in fact Saddami Halabja, in honour of the man who "has done so much for the Kurds". When the Iranians stormed the old town, they brought television cameras to ensure for posterity pictures of the thousands who were killed during alleged Iraqi poison-gas assaults.

The 50,000 residents of old Halabja

Diza," he said, looking at a nearby official. He has stuck a portrait of Saddam Hussein on the outer wall of his house.

It is a "conspiracy of the Zionists, the Kurdish traitors who fought for Iran during the war, and the Syrians" that accounts for the contention that the government is trying to limit the freedom of the Kurds, says Sirwan al-Jaff, president of the elected executive council which governs the theoretically Kurdish autonomous region in the north. From his office in Erbil, beneath a picture of Saddam Hussein embracing a Kurdish child, he stresses that the president has allocated 1bn Iraqi dinars (£2bn) to the development of the north. The Kurds of Iraq, unlike those of Turkey, he said, are allowed to speak their language and enjoy full cultural freedom as well as limited autonomy. He is at a loss to understand why tens of thousands of Iraqis opted to cross the border into Turkey last September after the Gulf ceasefire had come into effect.

Those refugees say they were the victims of a military offensive which included the use of poison gas. Mr Jaff vigorously denies that there was any military campaign after the ceasefire, although he does say that the Kurdish rebels in the north who were supported by Iran during the war have been stamped out. He is equally certain of the popular support for the movement of the mountain Kurds to the towns on the plains. "They are much happier there, and I am sure that none would want to leave when they enjoy such excellent facilities."

The Kurds may have lost their mountains forever.

## ■ FORGOTTEN PEOPLE

# The World and The Kurds

JILL HAMBURG

“We’re living through hard times,” a Kurdish father tells his son in *Yol*, Kurdish-Turkish director Yilmaz Guney’s last film, written in prison in Turkey before his death in exile in 1985: “We can’t even claim our dead.” Indeed—and truer today. Two reports released this year, one by Amnesty International and the other by Physicians for Human Rights, document that the persecution of the Kurdish people of Iran and Iraq by their own governments is steadily worsening in the aftermath of the war.

The war to a certain degree was encouraged by the industrial countries—forty nations supplied arms, ten of those to both sides [see Mansour Farhang, “An Unending War Between Two Despots,” *The Nation*, September 20, 1986]. So the U.N.-negotiated cease-fire that ended the fighting last August was a coup for international diplomacy. But now, while Western industry scrambles for reconstruction contracts and populous peacetime markets, unconscionable human rights violations are being carried out with impunity, especially in Iraq. Amnesty’s report on Iraq, which was accompanied by unprecedented public appeals, exposes politically motivated torture, imprisonment and executions of hundreds of Kurds, mainly children, in an attempt to force confessions from their families.

Amnesty and others have shown that both during and after the war Iraqi President Saddam Hussein redeployed thousands of troops from the front against civilians, in order to eliminate perceived dissidents, including tens of thousands of Kurds, who have suffered systematic attacks by the military, sometimes using poison gas, and forced relocations to government “security villages.” Perhaps as many as two-thirds of Iraq’s 5,000 Kurdish villages have already been wiped off the map.

In the wake of the cease-fire Iran, too, has intensified its aggression, carrying out mass executions of approximately 16,000 political prisoners last year, including at least hundreds and perhaps thousands of Kurds. In July, the leader of the Democratic Party of Iranian Kurdistan and the party’s European representative were assassinated while engaged in peace negotiations in Vienna with the Iranian government (two of Iran’s negotiators were arrested as suspects). All told, powers, the Kurdish people are further fractured by class and tradition, and suppressed by militantly nationalistic governments that covet their mountain homelands’ rich resources.

But things could change. Iraq, although second only to Saudi Arabia in OPEC exports, is currently more than \$50 billion in debt; Iran needs outside aid to rebuild its war-ravaged economy. Monitoring by human rights groups and increased publicity about the atrocities keeps the heat on,

thousands of Kurds have been killed since the revolution in a civil struggle almost totally unpublicized in the West.

The Physicians for Human Rights study, conducted among the 50,000 Kurdish refugees in Turkey, concluded that the Iraqi Army used mustard and nerve gases against civilians immediately following last August’s cease-fire. This conclusion was based primarily on evidence obtained from eyewitnesses, in videotaped interviews and questionnaires, which was analyzed by chemical warfare experts. The sustained and “catastrophic” attacks against Kurdish civilians and Pesh Merga (military) areas caused thousands of deaths. The number is impossible to confirm because the areas were sealed off; estimates by Kurdish sources range from 10,000 to as many as 100,000 people. Most vulnerable to the indiscriminate attacks were the young, the old and the sick.

Iraq denied the attacks, then justified them as a response to Kurdish guerrillas. But according to Vera Beaudin Saeedpour, director of the Kurdish Program, based in Brooklyn, New York, the local Kurds are peaceable, and inhabited vulnerable, low-lying terrain of no strategic value. They had the misfortune, however, to live along Iraq’s economic lifeline: its oil pipeline, main railroad, highway and primary water source. Journalists have described the area as “an open grave,” and the town of Halabja as “a modern Pompeii.”

Neither U.N. investigations nor last January’s 140-nation conference in Paris on chemical weapons adequately addressed these atrocities. Iraq’s prominence as a Third World power has impeded international action, and the Hussein government has paid no political or economic price. The Paris conference, reaching a “full consensus by all nations,” did not beef up the 1925 Geneva Protocols on chemical weapons and failed to propose export controls or economic sanctions against known violators—in effect granting global approval to Iraq’s use of gas against the Kurds. No nation is “willing to sacrifice bilateral relations with Iraq on behalf of a higher cause,” chemical weapons expert and policy analyst W. Seth Carus says. Senator Claiborne Pell’s September 1988 bill to impose sanctions on Iraq and prevent the genocide was derailed, according to a Foreign Relations Committee staff member, partly as a result of intense lobbying by Iraq’s business friends, agribusiness, the oil industry and the chemical manufacturers.

Labyrinthine alliances also complicate the Kurds’ future. Recently they were maintained as proxy soldiers in the Iran-Iraq war, with each side arming the other’s Kurds. They have been betrayed over the years by other patrons, from the Shah to the Soviet Union to the Central Intelligence Agency. Scattered among several countries by the colonial and stigmatizes, the perpetrators. The challenge for Washington is to strike at the credit upon which these bankrupt nations desperately depend. Pell will attempt to do this with a second bill.

For their part, the Kurds have united periodically over the decades, most recently in the Iraqi Kurdish Front in 1987. To emerge from the devastation, to claim their dead and begin a new phase of their struggle for justice and autonomy, the Kurds must again meet the challenge of cooperation. □

LYON MATIN

19 AOUT 89

## Les militants kurdes cessent leur grève de la faim

Comme annoncé, les militants kurdes ont décidé de stopper leur grève de la faim. Ils ont, dans la foulée, cessé hier enfin d'après-midi l'occupation du trottoir devant N.D. des Marais. Pendant les quatre jours qu'a duré leur action, ils annoncent avoir collecté quelques 1 700 signatures de Caladois : « Quatre personnes sur dix, ont accepté de signer notre pétition. Condamnant le régi-

me fasciste de Turquie ». Ce dimanche, ils manifesteront dans les rues de Lyon. Départ 10 heures, place des Terreaux.

Dans un communiqué, le parti communiste déclare : « apporter son soutien aux militants kurdes... Leur action vise à sensibiliser notre peuple et à combattre la torture et la négation des droits de l'Homme.

## L'IRAK ET LES KURDES

Odai Al-Tayi, conseiller de presse de l'ambassade de la République d'Irak, nous écrit au sujet de la politique irakienne dans la région du Kurdistan :

Le bureau de presse de l'ambassade d'Irak à Paris a pris connaissance de l'article publié par votre journal daté du 29 août 1989, sous le titre « Ce peuple en trop » dans lequel encore une fois certaines contrevérités ont été remises en exergue en négligeant délibérément - semble-t-il - ou par manque de place ou d'informations, de faire l'exégèse de la vraie politique du gouvernement irakien dans la région autonome du Kurdistan.

L'ARDENNAIS  
22. 8. 1989

The Australian 22. 8. 1989

## Kurds slam poison talks

By ADAM COURTENAY and LENORE TAYLOR

FOR the emigre Kurdish population of Australia, an international conference in Canberra next month on outlawing chemical weapons warfare will be a forum for users rather than opponents.

Iraq's Kurdish population, always a thorn in the side of the central government, was cut by up to 10,000 men, women and children - by chemicals weapons, say the Kurds - during the horrible closing stages of the Iran-Iraq War.

Yet as alleged first-hand witnesses to chemical warfare (the Iraqis deny the charge) they have been refused representation at a conference attended by the three countries that acknowledge possession of chemical weapons: the United States, the USSR and Iraq.

Iran, Libya, Egypt and chemical manufacturers will also attend the conference, which is designed to speed up international efforts to finalise a Chemical Weapons Convention being negotiated in Geneva.

The Minister for Foreign Affairs, Senator Gareth Evans, said yesterday it was particularly important that countries who have or are sus-



Senator Evans

pected of having chemical weapons attend the conference.

But a group of Kurdish Australians being refused representation at the forum on September 21 will march on Parliament House to protest their exclusion.

A member of Sydney's Kurdish community, Mr Chahin Baker, said that at least 100 Kurds from Sydney and Melbourne would converge on the capital to convey "to the nation" that 10,000 Kurds were killed by Iraqi chemical weapons.

L'ARDENNAIS

23 AOUT 89

• **Kurdes** Une cinquantaine de Kurdes, parmi lesquels une dizaine de femmes, poursuivaient hier une grève de la faim commencé le 16 août dernier devant le palais de l'UNESCO à Paris pour protester contre les massacres et les déportations au Kurdistan et en soutien à 2000 prisonniers kurdes en grève de la faim en Turquie depuis le 27 juin.

Drapeau Rouge  
23. 8. 1989

## Solidarité du RLP avec les Kurdes en grève de la faim

Une délégation du Rassemblement liégeois pour la paix conduite par son président Marcel Brisbois a rencontré, lundi soir, les dix Kurdes qui mènent, à Liège depuis quinze jours, une grève de la faim. Brigitte Ernest (Ecolo), France Truffaux (PS), Marcel Bergen (PC)... notamment ont apporté des messages de solidarité.

Le RLP a également envoyé au ministre des Affaires économiques la lettre suivante:

« Les médias du monde entier font état, depuis de nombreux jours, de la situation dramatique de centaines de prisonniers Kurdes emprisonnés dans les geôles de Turquie. Le Nord-Ouest du Kurdistan est l'objet d'un véritable génocide depuis plusieurs années. Plusieurs centaines de ces prisonniers ont entamé depuis fin juin 89 une grève de la faim. Leur but est d'obtenir de meilleures conditions de détention, en d'autres termes le respect des normes et conventions internationales en matière de prisonniers de guerre. Beaucoup de parents de ces prisonniers, au Kurdistan et dans différentes villes de Turquie, ont solidairement entrepris la même grève.

A ce jour, plusieurs grévistes de la faim sont décédés et leur nombre s'alourdit au fil des jours.

En Turquie même et dans bien d'autres pays, des comités de soutien aux grévistes de la faim se sont formés.

Personne ne peut rester insensible face à ce drame qui se déroule dans un pays candidat à la CEE.

Nous vous demandons d'intervenir énergiquement auprès des autorités d'Ankara afin que celles-ci respectent au plus tôt les plus élémentaires droits de l'homme et que cessent des attitudes indignes de toute espèce de pouvoir humain ».

EST ECLAIR

23 AOUT 89

### ● Une cinquantaine de Kurdes en grève de la faim devant l'UNESCO

Une cinquantaine de Kurdes, parmi lesquels une dizaine de femmes, poursuivaient mardi une grève de la faim commencée le 16 août dernier devant le palais de l'UNESCO à Paris pour protester contre les massacres et les déportations au Kurdistan et en soutien à 2 000 prisonniers kurdes en grève de la faim en Turquie depuis le 27 juin.

Selon le comité constitué par les grévistes de la faim, qui réclame notamment l'arrêt de toute aide économique et militaire à la Turquie, ainsi que des pressions diplomatiques contre ce pays, la population de 25 villages de la région du Botan, proche de la frontière entre la Turquie, l'Iran et l'Irak, aurait déjà été déportée et de nombreux civils auraient trouvé la mort au cours de ces opérations.

Les grévistes de la faim affirment également que l'armée turque aurait utilisé au Kurdistan des armes chimiques, et ils craignent que des massacres comme celui d'Halabja (Irak) en 1988, ne se renouvellent.

Une équipe de Médecins du Monde assure le suivi médical des grévistes de la faim qui n'ont souffert jusqu'ici que de maux inhérents à ce type d'action.

FRA0248 4 I 0268 /AFP-RX63

Turquie-prisons

Les peines et traitements inhumains vont être interdits

ANKARA, 24 août (AFP) - Le ministre turc de la Justice, M. Oltan Sungurlu, a annoncé jeudi à Ankara que "les peines et traitements inhumains" seraient désormais "strictement interdits" dans les prisons, a rapporté l'agence semi-officielle turque Anatolie.

M. Sungurlu, qui a fait cette déclaration à l'occasion de la fin des travaux des deux commissions chargées de réviser les règlements et circulaires intérieurs des prisons, a indiqué que 13 articles du règlement sur la discipline intérieure (promulgué en 1967) ont été modifiés afin de "s'adapter aux conditions actuelles" et de "prendre en considération les conventions internationales".

Avec le nouveau règlement, les prisonniers auront notamment le droit de transmettre leurs plaintes au ministère de la Justice par voie écrite. Ils pourront également "être assistés d'un interprète lors des entretiens" avec leur parents. Cette révision du droit de visite permettra notamment aux parents qui ne parlent que le kurde de se servir de leur langue maternelle lors des visites.

Un responsable de l'Association de la Défense des Droits de l'Homme (ATDLH), interrogé par l'AFP jeudi à Ankara, s'est contenté de souligner "qu'il fallait d'abord attendre la publication de la version finale du texte officiel et puis voir l'application de ces nouvelles mesures".

Le 2 août dernier, deux détenus de la prison d'Aydin (100 km d'Izmir) étaient morts après une grève de la faim pour protester contre les mauvais traitements dans les établissements pénitentiaires.

al/gb

AFP 241456 AOU 89

LIBERTE  
24. 8. 1989

La Turquie ferme ses prisons aux enquêteurs

## DETENUS INVISIBLES

**A**LORS que Paris continue à vanter les progrès de la démocratie d'une Turquie digne d'entrer dans le concert européen, les autorités d'Ankara ont empêché une délégation française, envoyée par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), de mener à bien une enquête sur la situation dans les prisons. Des détenus politiques turcs ont, pendant cinquante-deux jours, refusé de s'alimenter pour protester contre leurs conditions de détention. Leur mouvement, si l'on en croit les informations officielles d'Ankara, a pris fin le 19 août dernier.

Mardi matin, avant de regagner Paris, Anne-Carine Jacoby et Maxime Otto, avocats au barreau de Paris, et le Dr Dinah Vernant, de l'association Médecins du monde, qui représentaient la FIDH, ont été reçus non par le ministre de la Justice, comme ils le demandaient, mais par le directeur général de l'admini-

nistration pénitentiaire. Celui-ci s'est contenté de leur déclarer que le gouvernement turc voulait aligner le régime carcéral « sur les standards minimums européens ».

Le système pénitentiaire turc en est si loin que les délégués de la FIDH n'ont pas obtenu l'autorisation de visiter les prisons ni de se rendre dans des hôpitaux où ont été soignés des grévistes de la faim. Arrivés samedi à Istanbul et dimanche à Ankara, les trois membres de la FIDH ont rencontré des avocats, des parents de détenus et des responsables de l'Association turque de défense des droits de l'homme.

Théo Vial-Massat, député communiste, a, dans deux questions écrites, attiré l'attention du ministre des Affaires étrangères français sur la répression en Turquie et sur la détention, sans jugement, en République fédérale allemande, de plusieurs prisonniers kurdes.

LIBERATION  
24. 8. 1989

### Nations unies : Kurdes

Les Kurdes, soit 25 millions de personnes disséminées en Iran, Irak, Turquie, Syrie et URSS, ont l'intention de créer leur premier Parlement en exil, a indiqué hier à Genève Salah Jmhor, représentant kurde auprès de l'ONU. Ce futur Parlement, établi dans un pays européen, désignerait un gouvernement représentant les groupes de guérilla et tous les partis politiques.

FESTIVITÉS

MONTAGNE

24. 08. 1989

Aujourd'hui à Bourg-Lastic

FÊTE DES RÉFUGIÉS KURDES

Les 335 réfugiés kurdes arrivés en France il y a trois semaines, et qui sont installés depuis au camp militaire de Bourg-lastic, organisent une journée d'information et de fête, aujourd'hui jeudi 24 août, à partir de 16 heures, à l'occasion du jour anniversaire de l'utilisation des gaz chimiques par le gouvernement irakien, contre eux. C'est la raison pour laquelle ils se trouvent aujourd'hui réfugiés en France.

Toute la population locale est cordialement invitée à y participer. L'entrée est libre et gratuite.

Au programme : groupes de danses enfants et adultes, chants kurdes, pièce de théâtre et buffet kurde. L'ensemble du programme est préparé entièrement par les réfugiés eux-mêmes.

LE BIEN PUBLIC  
24 AOUT 89

Turquie : Les « dix » de Dijon en grève de la faim

On connaissait les « dix » de Renault : voici ceux de Dijon. Depuis lundi en effet, pour une semaine au moins selon l'évolution de la situation là-bas, en Turquie, ou plutôt, dans les 17 prisons turques, une dizaine de militants kurdes occupent les locaux que la CGT leur a gracieusement offerts (voir *BP* du 23 août 1989).

Ces militants de la juste cause et de la dignité humaine sont tous bourguignons et turcs. Ils sont 5 200 en Côte-d'Or (chiffre de 82) dont 740 réfugiés politiques.

Installés au fond d'une grande salle, allongés sur des matelas recouverts de couvertures et de journaux, l'un d'eux est coiffé

d'un keffieh, ils se retranchent derrière une haie de tracts et leur porte-parole, un docteur en philosophie au chômage, M. Ali Kiliç.

Ce dernier a connu les geôles de Turgüt Özal pendant trois ans (*Midnight Express* repasse opportunément sur les écrans dijonnais). Son compagnon de cellule a été pendu. D'une voix posée, mais l'indignation au ventre, il dénonce la démocratie-fiction de Turquie. Il en appelle à la conscience internationale et à l'autodétermination du peuple kurde opprimé (l'ombre du nuage toxique d'Halabja plane encore).

Le Kurdistan, grand comme la France, n'est pas un ensemble géo-politique indépendant.

Comme nous le signale Serdar, un ami turc de Konya (au sud d'Ankara), la rivalité entre Turcs occidentaux et Kurdes de l'Est (plus défavorisés) demeure bien vivace. Au sein d'un pays — la Turquie — qui postule à l'entrée dans la Communauté économique européenne, les tensions sont aussi fortes que le pouvoir de la police. La dramatique manifestation du 1<sup>er</sup> mai dernier en témoigne. Le thé de la réconciliation nationale n'est pas pour demain.

« Dur, dur ! », pourrait conclure M. Kiliç, concernant la torture des prisonniers politiques, ce qui en turc signifie : « Arrêtez ! (le massacre) ». La traduction en kurde est interdite.

Laurent ZARINI

MTDI LIBRE

24 AOUT 89

KURDISTAN

Les 25 millions de Kurdes veulent un Parlement en exil

■ Les Kurdes, une nation d'environ 25 millions de personnes disséminées en Iran, Irak, Turquie, Syrie et URSS, ont l'intention de créer leur premier parlement en exil, a indiqué hier au Palais des Nations à Genève Salah Jmhor, représentant kurde auprès de l'ONU. Le futur parlement désignerait un gouvernement représentant les groupes de guérilla et les partis politiques de toutes tendances.

# MON VILLAGE KURDE EN AUVERGNE

V.S.D.

Vendredi-Samedi-Dimanche

24. 08. 1989



*Ils ont fui leur pays ravagé par les bombes et la France les a recueillis. Quarante-neuf familles kurdes doivent à Mme Mitterrand d'avoir trouvé refuge au camp de Bourg-Lastic avant leur insertion définitive. Le rêve de ces paysans encore traumatisés par la guerre et l'exode : s'installer à la campagne, en Auvergne ou dans les Pyrénées, et tout recommencer.*

M. Béraud suggère à Kak Rachid de ne pas s'endetter en matériel.

Ils paraissent venus d'un autre monde, les Auvergnats n'en croyaient pas leurs yeux. Turbans à damier, larges pantalons, bande d'étoffe en guise de ceinture pour les hommes ; fichus masquant les cheveux et longues robes chatoyantes pour les femmes : les trois cent trente-cinq réfugiés kurdes ont fait sensation. Arrivés la semaine dernière à Clermont-Ferrand, ils devraient passer deux mois au camp de Bourg-Lastic, réservé aux manœuvres de l'armée de terre, en attendant leur insertion définitive.

De fait, les quarante-neuf familles débarquent d'une autre planète, où règnent la guerre et la terreur. Et c'est les larmes aux yeux qu'ils évoquent leur exode. Fuyant leur pays, le Kur-

distan irakien, sous les obus et les gaz asphyxiants, ils ont marché jour et nuit jusqu'à la frontière turque en abandonnant tous leurs biens. « Que pouvions-nous faire d'autre ? demande Hussein. La mort nous poursuivait. »

Du bourg où il vivait, Barmané, au nord du pays, ne subsiste plus qu'un tas de décombres. Les bombes de l'aviation irakienne n'ont pas laissé un mur debout. Hussein est parti en laissant derrière lui ses biens, sa maison, une vingtaine d'hectares plantés de pommiers, de pêchers, d'amandiers et de vignes. Comme Viyan, partie de son village en pleine nuit avec son mari instituteur et leurs cinq enfants : « Je courais, un bébé sous chaque bras, les autres suivaient » ; comme Rabia, dont le plus jeune fils, Khameguire,

a terriblement souffert pendant l'exode : « Pendant quatre jours, nous avons marché sans nous arrêter, et je n'avais rien, absolument rien, à lui donner à manger. »

Comme beaucoup d'autres, Hussein s'est retrouvé au camp de Mardin, dans le sud-est de la Turquie. Tous en gardent un souvenir douloureux. Un an sous la tente, à patauger dans la boue lorsqu'il pleuvait, à suffoquer l'été par 50 °C, à casser la glace l'hiver, à manger de la poussière quand le vent soufflait. « C'est seulement au bout de trois mois qu'on a commencé à nous distribuer un peu de lait », dit Rabia.

Des incidents graves ont eu lieu à Mardin — ne parle-t-on pas de deux mille personnes empoisonnées par du pain suspect — aussi, après la visite

de Mme Danièle Mitterrand au camp, en mai dernier, six cents lettres lui ont été adressées par les réfugiés kurdes, la moitié exprimant le souhait d'être accueillis en France. C'est aujourd'hui fait.

Du linge sèche aux fenêtres, un chant mélancolique s'élève d'un baraquement, les Kurdes réapprennent à vivre. Eux qui avaient appris à redouter les porteurs d'uniformes — qu'ils soient irakiens ou turcs — découvrent dans les hommes du 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie des amis. Au début, les militaires leur ont distribué des rations musulmanes de combat, et en voyant pour la première fois des sardines et du thon — inconnus dans leur pays — certains réfugiés ont été décontenancés. Ils n'ont pourtant rien dit. Car ils savent que d'autres surprises, d'autres « chocs culturels » les attendent. Les monts d'Auvergne ont beau rappeler à quelques-uns leur verdoyante région natale, la France, dont ils savaient seulement qu'elle était libre et démocratique, est totalement nouvelle pour eux. Pourtant, une semaine seulement après leur arrivée, les enfants kurdes apprennent leurs premiers mots de français avec des animateurs du ministère de la Jeunesse et des Sports, et le capitaine Delpont, qui coordonne cette mission d'accueil, les salue en les croisant d'un « Roj bash ! » bien senti. Des interprètes de l'Institut kurde, venus de Paris, facilitent les communications entre réfugiés et soldats. L'un de ces interprètes bénévoles, Moussa, qui est anthropologue, fait remarquer la différence entre les prénoms des aînés et ceux de leurs enfants : les uns — Esman, la voûte céleste ; Safia, la pureté ; Goullizar, la rose jaune — sont synonymes d'harmonie paisible et de bonheur ; les autres — Be Ouar, sans patrie ; Kovan, désespoir ; Naline, lamentation — évoquent la guerre, l'exode et la destruction. Incapables d'effacer de leur mémoire certaines images, les enfants, en classe de dessin, représentent des chars, des hélicoptères, des cadavres. Et les mères ont beau faire, elles n'oublieront jamais les pauvres petites victimes de l'exode, mortes d'épuisement au bout de semaines de privations, accrochées à leur dos.

Normalement, les réfugiés ne devraient passer que deux mois au camp. Les responsables militaires souhaitent qu'ils s'organisent de façon autonome le plus vite possible et, à cet effet, des cuisines collectives ainsi qu'une « épicerie » seront implantées prochainement. Grâce aux gendarmes,

## NOUVELLE TERRE, NOUVELLE VIE

**Les trois cent trente-cinq réfugiés passeront deux mois au camp avant de s'installer dans un ou deux villages. Le maire de Bourg-Lastic leur a conseillé de faire un peu de tout : lait, veau, mouton, céréales, pomme de terre. Un langage que les Kurdes comprennent bien : ce sont des hommes de la terre.**



Le vieil homme ne parvient pas à oublier le cauchemar.

qui se sont chargés des photos d'identité, les trois cent trente-cinq réfugiés ont obtenu un récépissé rose, titre provisoire avant la délivrance d'un certificat ouvrant droit à une carte de séjour de dix ans.

Le rêve de ces paysans ? S'installer et faire revivre un ou deux villages à demi abandonnés, dans des régions, Auvergne ou Pyrénées, qui leur rappellent leur patrie. Mais ils reconnaissent qu'il est difficile de prendre une décision alors qu'ils n'ont pratiquement rien vu de la France. Samedi dernier, M. Béraud, maire de Bourg-Lastic, et sa femme Raymonde ont reçu dans leur maison Kak Rachid, 56 ans, et sa femme Fatiha, accompagnés d'un de leur fils, d'un cousin et de leur petite-fille : autour d'une tasse de café et de crêpes, ils ont évoqué leurs expériences de paysans français et kurdes. M. Béraud a nettement impressionné

ses visiteurs kurdes en leur apprenant que ses vaches produisaient 15 à 20 litres de lait par jour ! Mais Kak Rachid a marqué un point en disant à ses hôtes qu'il possédait (l'imparfait est de rigueur ; tout a été rasé par l'armée irakienne) environ cinq mille pommiers ! Ensuite, M. Béraud (qui est entrepreneur de travaux publics) a fait les honneurs de la ferme de son fils Thierry, 26 ans, qui possède une soixantaine de vaches. Kak Rachid a été ébloui par l'installation de trayeuses électriques et tout surpris d'apprendre que les faux étaient des « instruments bons pour le musée ».

Verra-t-on bientôt des Kurdes vivre en Auvergne comme les grands-

parents de M. Béraud il y a soixante ans ? C'est un peu le conseil que formule M. Béraud, en suggérant à Kak Rachid de « faire un peu de tout, du lait, du veau, un peu de moutons, un peu de céréales, des pommes de terre... en faisant beaucoup de choses à la main au début » pour ne pas crouler sous les emprunts d'équipement.

A la fin de la visite, Mme Béraud a donné à Fatiha une bouteille de lait, en lui souhaitant bonne chance en France. Au camp, Sardar, un jeune Kurde, chantait en s'accompagnant de son « saz », une espèce de luth kurde, une chanson dont les paroles ont été écrites par un « pechmerga » (maquisard) tué au front : « Mon tambour est un pechmerga, il crie pour notre peuple, c'est la voix des pauvres, c'est un laboureur, mon tambour. »

Enquête de Chris Kutschera



A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR  
FRAD247 4 61 0354 FRA /AFP-AJ35  
Kurdes-grève  
Fin de la grève de la faim des Kurdes à Paris, Strasbourg et Dreux

PARIS, 25 août (AFP) - Les 48 Kurdes qui avaient entamé le 16 août devant le bâtiment de l'UNESCO à Paris une grève de la faim pour soutenir les grévistes de la faim des prisons turques et protester contre "les massacres et les déportations au Kurdistan" ont mis fin vendredi à leur mouvement.

Ils ont indiqué au cours d'une conférence de presse tenue sur place que les grèves similaires menées à Strasbourg et à Dreux s'arrêtaient également, mais que les grévistes de Lyon et Dijon poursuivaient leur mouvement.

Le comité de grève a déploré dans un communiqué remis à la presse "le silence de l'opinion publique mondiale" devant le "génocide" perpétré au Kurdistan, affirmant que devant ce silence "le gouvernement turc est en train de régler le problème kurde à la manière du gouvernement irakien".

Il a lancé un appel à l'opinion publique française et aux organisations humanitaires et politiques leur demandant de se sensibiliser à "la répression en Turquie et au Kurdistan".

Le communiqué affirme que 38 villages kurdes, dont il cite les noms, ont été détruits ou vont être détruits par le gouvernement turc, et indique que "la plupart des villageois ont décidé de ne pas quitter leur village et ont organisé, pour protester contre ces destructions, des sit-in et une marche vers Diyarbakir" (Turquie orientale).

Selon le Comité de grève, "des centaines de villageois kurdes ont été assassinés et certains d'entre eux ont été brûlés", et "des fosses communes ont été découvertes à Sirkak et dans plusieurs villes kurdes". "Maintenant les généraux turcs menacent d'utiliser les armes chimiques et biologiques pour 'régler' la question kurde et de créer une zone tampon à la manière du gouvernement irakien", affirme le Comité.

Un porte-parole du Comité a d'autre part indiqué qu'un prisonnier atteint d'un cancer et qui avait été autorisé après une longue attente à venir se faire soigner en France, Inkilap Dal, était mort dans un hôpital parisien mercredi. Son corps doit être rapatrié en Turquie samedi.

cc/bd idf  
AFP 251333 AOU 89



FLORENCE THÉRY

# Une diaspora kurde en Auvergne

336 Kurdes d'Irak ont trouvé refuge dans le Puy-de-Dôme. Fidèle à sa tradition, le camp de Bourg-Lastic les accueille pour deux mois. Au-delà, c'est l'inconnu...

De notre envoyée spéciale dans le Puy-de-Dôme, Laurence Théry

« Bonjour la France », scande Peyman, une minuscule fillette kurde. Dans la classe improvisée au camp militaire de Bourg-Lastic, Paul Varenat, l'instituteur du village, est venu inculquer à ces enfants des rudiments de français. Ces derniers ponctuent leurs poignées de mains d'un « bonjour » sonore.

Ils sont 336 réfugiés kurdes irakiens, accueillis en Auvergne depuis le début du mois. En mars dernier, Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-libertés, lors d'un voyage en Turquie, avait visité le camp de réfugiés de Mardin. Alarmée par les conditions de vie de plus de 36 000 Kurdes qui avaient fui les bombardements en Irak, elle a demandé au gouvernement d'organiser cette mission dans le Puy-de-Dôme, à Bourg-Lastic.

## « Sauver notre peuple »

« Nous ne désirons pas l'indépendance du Kurdistan, mais l'autonomie et une démocratie réelle en Irak. Nous voulons sauver notre peuple, notre culture. » Govan a passé cinq ans dans la résistance contre le gouvernement irakien. Il enchaîne : « Nous avons fui l'Irak car nos vies étaient en danger. Nous avons peur d'un génocide. »

Depuis la fin de la guerre avec l'Irak, le gouvernement de Saddam Hussein accélère l'arabisation forcée du Kurdistan irakien, rasant les villages avec des bombes chimiques et contraignant les rudes montagnards kurdes à fuir en Turquie. Sous la pression de l'opinion internationale et du nombre croissant de réfugiés, les autorités turques ont été obligées de les accueillir. Mais dans des conditions de vie à peine supportables, entassés dans des tentes entourées de barbelés par une chaleur de plus de 40 degrés et sans leur donner le statut de réfugié.

## UN ACCUEIL MITIGÉ

*Bourg-Lastic, 1 259 habitants, a déjà accueilli les réfugiés russes en 1945 et les narkis en 1962. Malgré certaines réactions réservées, voire même hostiles, les Kurdes ont été bien reçus. Les dons de vêtements ont afflué au camp et, dans la commune voisine de Brifons, le maire a invité des réfugiés à dîner, souhaitant leur faire découvrir les coutumes françaises.*

*Quelques agriculteurs sont venus spontanément rencontrer les Kurdes, répondre aux questions des familles sur les cultures, le climat et faire visiter leurs installations.*

*Des femmes kurdes en costume traditionnel, au camp de Bourg-Lastic.*

La petite Halbon, 6 ans, sourit : « Ici, c'est tellement mieux, on peut bouger, s'amuser... Je voudrais apprendre le français. » Maintenant les problèmes de santé et de nutrition sont en partie résolus. Reste celui de la langue... Les réfugiés ont organisé leur vie au camp avec le concours des interprètes et élu un comité pour prendre les décisions. Une « école » a été mise en place, ainsi que des ateliers de jeux, de peinture et de bricolage. Devant les réalisations enfantines, on a le cœur serré : des tanks en pâte à modeler, des hélicoptères ou même des hommes étendus, morts... « En arrivant, les gosses ne savaient pas ce qu'était une banane, raconte le maire de Bourg-Lastic, Roger Béraud, ils mangeaient aussi la peau. C'était poignant. »

## Une insertion difficile

Et maintenant, que vont-ils devenir ? Les autorités françaises leur ont accordé le statut de réfugié et le camp militaire de Bourg-Lastic leur donne un toit jusqu'à la fin du mois de septembre. Ensuite, ce sera plus difficile : la plupart des familles vivaient en milieu rural et seul un tiers des réfugiés a un cursus universitaire. Le maire ne se fait d'ailleurs pas d'illusions : accueillir les enfants kurdes à l'école « n'est pas envisageable à cause de la langue ». Quant aux adultes, « les exploitations agricoles sont essentiellement familiales et ne recherchent qu'une main-d'œuvre temporaire ».

Trois solutions sont néanmoins étudiées : le regroupement dans un village, la dispersion des 42 familles à travers l'Hexagone ou une solution médiane. La préfecture du Puy-de-Dôme devra trancher après consultation du Comité kurde. Quant au retour en Irak, les Kurdes sont réservés : « Si le gouvernement irakien change... », souligne Govan. Un frêle espoir.

# LINE magazine

HEBDOMADAIRE - 7, place de Judo - 63000 CLERMONT FERRAND - Tel 73 51 95 14 29



CET été, 315 réfugiés kurdes ont été accueillis par la France. Ils se trouvent actuellement au camp militaire de Bourg-Lastic. Ils nous racontent leur enfer et leurs espoirs d'une nouvelle vie.

AVEC LES ÉCRIVAINS ON A...

## Deux mois à Bourg-Lastic

Les autorités militaires de la 52<sup>e</sup> DMT (division militaire territoriale), en liaison avec le 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand, ont eu un délai très bref, 24 heures, pour organiser l'arrivée des réfugiés. Le gouvernement turc ayant accéléré le départ de cette population jugée indésirable.

Après un contrôle médical et un buffet dressé par la Croix-Rouge, les Kurdes ont été amenés au camp de Bourg-Lastic, qui n'est utilisé par l'armée qu'en période de manœuvres. Il est situé dans les bois alentours du village.

Le paysage, aux confins du Puy-de-Dôme et de la Corrèze, est très proche de la région d'origine des réfugiés. La plupart étant en effet agriculteurs (50 %), l'autre moitié étant constituée d'étudiants, universitaires, ingénieurs, cadres...

Dans l'ensemble, les réfugiés présentaient un bilan santé convenable, toutefois, deux enfants âgés de 10 et 12 ans ont été victimes des armes chimiques (rougissement des yeux au soleil et cheveux qui tombent). Mais leurs jours ne sont pas en danger.

Il est d'ailleurs terrible de constater que, dans cette guerre (comme dans d'autres), les enfants ne sont pas épargnés, et s'habituent à la douleur. Un interprète nous a signalé le cas d'une petite fille qui, brûlée à une cheville, allait pieds nus et sans soins dans le camp en Turquie. A son arrivée en Auvergne, elle jouait

avec d'autres enfants comme si de rien n'était...

## 1,6 million de francs et « 5.000 balles »

Des politiques se sont rendus au camp de Bourg-Lastic; ainsi, Mme André, secrétaire

d'Etat aux droits des Femmes, et M. Charasse, le ministre du Budget, était porteur d'une bonne nouvelle: 1,6 million de francs venaient d'être alloués par l'Etat aux réfugiés.

Michel Charasse soulignait qu'en cette année du Bicentenaire « il était bon de montrer qu'un certain nombre de principes étaient bien vivants. J'espère qu'on ne nous reprochera pas de trop dépenser pour les rappeler ».

Avant de repartir, M. Charasse s'est inquiété du nombre de téléviseurs dans le camp. Un seul, lui a-t-on répondu. « Une seule TV pour tous ces gamins! Ça coûte 5.000 balles, vous en achèterez une autre, et vous m'enverrez la facture... ».

Mais, par-delà ce problème télévisuel, l'interrogation demeure de savoir ce que deviendront tous ces gens au terme des deux mois de leur séjour prévu à Bourg-Lastic.

## Déjà les Harkis et les Russes

Le camp de Bourg-Lastic n'en est pas à ses premiers réfugiés. Déjà, en 1945, plusieurs centaines de Russes ont été hébergés et, plus récemment, 6.500 Harkis. Ils sont restés de juin à



La plupart des réfugiés sont jeunes, mais il se trouve parmi eux des anciens. La doyenne du camp a 70 ans. Tous ses enfants et petits-enfants sont morts! Le plus jeune réfugié va naître dans quelques jours.



Les petites filles chantent des contines... dont les paroles évoquent les héros kurdes morts au combat.

**TROIS CENT QUINZE** Kurdes, rescapés du génocide perpétré par l'armée irakienne (notamment avec des armes chimiques) sont arrivés, début août, à l'aéroport de Clermont-Ferrand-Aulnat.

Cet accueil accordé par la France a fait suite à un voyage de Mme Danielle Mitterrand (fondatrice de l'association France-Libertés) dans les camps installés à l'Est de la Turquie.

Ainsi, 117 enfants et 183 hommes et femmes, dont beaucoup ne possédaient guère plus que les vêtements qu'ils portaient sur eux, vont apprendre une nouvelle vie, loin d'une guerre qui n'en finit pas, depuis une soixantaine d'années.

octobre 1962. A l'époque, le chômage n'existait pas et, de plus, ils parlaient le français. Beaucoup avaient trouvé des emplois dans les entreprises. Les autres étaient regroupés au début de l'hiver dans des camps forestiers, dans le Midi.

Pour les réfugiés, actuels, le contexte est tout

autre, et le problème sans réponse. Sur les communes voisines, il existe bien quelques fermes abandonnées, mais ce n'est pas évident de vivre de l'agriculture en zone défavorisée, et encore faut-il disposer de matériel performant et d'une surface exploitable suffisante.

Il semblerait que l'on s'orienter vers des villages abandonnés dans les Pyrénées, où les réfugiés (du moins les ruraux) pourraient être regroupés. Pour l'heure, des animateurs de Jeunesse et sports, des bénévoles, notamment un instituteur de Bourg-Lastic, ont commencé à prendre des rudiments de français à la population du camp.

### Dix millions de morts

Tous les réfugiés, bien entendu, ont envie de retourner dans leur pays. Leurs pensées

en guerre contre la Turquie (depuis quatre à cinq ans), l'Irak (depuis 1940) et l'Irak depuis 1961, date de la proclamation de l'autonomie du Kurdistan irakien.

Les « Peshmergas » (combattants) kurdes et la population ont payé le prix fort, puisqu'environ dix millions d'entre eux sont morts à ce jour.

La communauté kurde en France est forte de 60.000 personnes. Ce sont pour la plupart des travailleurs immigrés venant de Turquie. Sept à huit familles kurdes vivent à Clermont-Ferrand.

Jean-Jacques ARÈNE



# 4.000 villages anéantis

LES réfugiés kurdes témoignent de l'enfer qui a été le leur. En utilisant des armes chimiques, l'armée irakienne a anéanti les 4.000 villages d'un territoire grand comme la Suisse...

« A la fin du mois d'août 1988, nous nous sommes sauvés par villages entiers. Le nôtre a été bombardé juste après notre départ. Certains ont été contaminés et j'ai vu tomber une

mère et ses trois enfants... Tout le long de la marche jusqu'à la frontière turque, un tiers de notre village a péri. Ils tombaient comme des moutons, leurs yeux pleuraient, un liquide coulait de leur nez. C'est ainsi que j'ai perdu mes neveux.

Après quelques jours, nous avons atteint la Turquie, où l'armée nous a rassemblés dans des camps.

« Nous avons subi

quotidiennement des brimades de la part des militaires turcs. Nous étions 15.000 dans notre camp, à vivre sous des tentes. L'été, il faisait 50° à l'ombre et l'hiver 20°C...

Le 9 juin dernier, des pains empoisonnés ont été distribués, et deux mille d'entre nous en ont mangés. Ils ne sont pas morts, mais demeurent paralysés et ont peu de chances de survivre.

« Auparavant, je possédais une ferme. J'avais des vignes, des moutons, des vaches, des chèvres et même une petite voiture. J'es-père un jour pouvoir retourner avec les miens dans mon pays ».

Actuellement, 36.000 réfugiés kurdes sont en Turquie. La France est le seul pays à en avoir accueillis.

J.-J. A.

GLGL  
 FRA0238 4 I 0269 TUR /AFP-HV22  
 Turquie-Kurdes

Un militaire tué par des "terroristes séparatistes", selon Anatolie

ANKARA, 26 août (AFP) - Un militaire turc a été tué dans la nuit de vendredi à samedi par un groupe de "terroristes séparatistes", qui l'avaient pris en otage, a rapporté l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Selon l'agence, un autobus a été arrêté sur l'autoroute Erzurum-Kars (est de la Turquie) par un groupe de dix "terroristes séparatistes", qui ont pris en otage le seul militaire se trouvant à bord. Ils ont laissé partir le véhicule avec les passagers civils après avoir lancé des "slogans séparatistes", puis ont tiré sur le militaire, ajoute l'agence.

Le gouverneur d'Erzurum cité par l'agence a déclaré que des opérations de ratissage avaient été menées pour rechercher les séparatistes, qui ont pris la fuite après l'incident.

L'agence ne fournit pas de précisions sur l'obédience de ces "terroristes". Dix sept personnes ont été par ailleurs arrêtées aux environs de Mardin (sud-est de la Turquie) pour des "actions terroristes", rapporte Anatolie.

Depuis la mi-juillet, 52 personnes au total, dont 19 militaires, ont été tuées dans les régions est et sud-est de l'Anatolie, lors d'accrochages entre "terroristes séparatistes" et forces de l'ordre, selon un décompte officiel.

Ces actions armées dans la région, surtout dans le sud-est, depuis août 1984 sont généralement le fait de militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), dont l'opposition armée contre le pouvoir central a fait plus de 1.600 morts civils et militaires en cinq ans.

NF/bb/1b

AFP 261713 AOU 89

### Le haut-commissaire aux réfugiés demande à la communauté internationale un effort financier

25 AOUT 89  
 NORD LITTORAL

Le haut-commissaire aux réfugiés, M. Jean-Pierre Hocké, a demandé jeudi à la communauté internationale de donner "un coup de rein" financier supplémentaire en faveur des réfugiés alors que leur nombre est passé de 12 à 14 millions ces deux dernières années dans le monde. M. Hocké a souligné que la situation financière de son organisme s'était fortement dégradée au cours de l'année 1989 en raison de besoins nouveaux auxquels avait dû faire face le HCR, en particulier en Ethiopie, en Amérique centrale, en Asie du sud-est, à Hong-Kong et au Proche-Orient avec les réfugiés Kurdes.

REPUBLIQUE DU CENTRE

26. 08. 1989

# A propos de la grève de la faim des Kurdes

Après la décision du maire d'annuler le spectacle d'Arlequin, suite à la grève des Kurdes, les réactions sont nombreuses. Voici celle de Maurice

Ravanne, conseiller général P.S., et celle d'une lectrice de la RC. Lire en pages départementales les événements de la journée d'hier.

**Les Kurdes : « Comment le maire gère une crise »**  
par Maurice Ravanne (P.S.).

Ainsi pour « débarrasser la Grande-Rue », Jean Hieaux propose d'installer les Turcs grévistes de la faim au collège Louis-Armand. Ce faisant, il propose l'utilisation d'un bâtiment propriété départementale, dont le maire de Dreux ne dispose pas. Que pense le président R.P.R. du conseil général de cette bonne idée du maire R.P.R. de Dreux ?

En fait, Jean Hieaux voudrait embarrasser le principal du collège Louis-Armand qui n'est autre que Maurice Ravanne, son adversaire des dernières municipales et porteparole du P.S. dans le soutien que ce parti a apporté aux manifestants turcs. C'est oublier que Maurice Ravanne a toujours pris le plus grand soin de ne jamais mêler ses activités professionnelles à son activité militante, ce qui est bien la moindre des choses pour un éducateur responsable, mais ce qui ne semble pas correspondre à la philosophie du maire de Dreux.

Si, aujourd'hui, Dreux avait eu un maire de gauche, il est certain que les militants turcs auraient pu, en ville, mener leur action et faire connaître leurs revendications dans la dignité, avec la sympathie de la plus grande partie de la population, et sans gêner en rien ni l'activité des commerçants ni l'animation culturelle de la cité. Au contraire, Jean Hieaux par son silence et son inaction d'abord, puis par la mise en scène de jeudi après-midi, contribue à créer les tensions et le malaise dont il dit craindre les conséquences. Et pendant que le maire signe des arrêtés de dispersion inapplicables, Maurice Ravanne, avec ses maigres moyens de conseiller gé-

néral, mais avec sa conviction d'homme de dialogue et avec sa foi dans les vertus de la négociation, travaille à apaiser les esprits et surtout à améliorer les conditions de séjour des grévistes de la faim. Car il est bien là le vrai scandale et le maire a beau jeu de déplorer les conditions d'hygiène insuffisantes quand il en est le premier responsable par son refus de tout aménagement.

La gêne au commerce ? Le commerce de Dreux n'est-il pas d'abord malade des six années de gestion de droite qui ont tué l'animation de la ville, semé défiance et morosité au lieu de s'attaquer aux vrais problèmes d'urbanisme, de rayonnement, de développement ?

La suppression du spectacle de samedi soir ? Si le maire l'avait vraiment voulu il était tout à fait possible de monter un podium ailleurs, devant le beffroi ou devant la salle des fêtes et d'y installer les comédiens.

Mais les Drouais l'auront eu leur spectacle sur les droits de l'homme. Certes, il n'est pas très drôle ce spectacle, mais il est plein de gravité, de dignité, et il est vrai. Il leur aura suffi d'aller saluer en Grande-Rue ces hommes et ces femmes qui à Dreux comme dans d'autres villes ont choisi de ne plus s'alimenter pour réclamer dans leur pays plus de justice, plus de liberté, et surtout qu'il soit mis fin aux atrocités dont le peuple kurde est victime depuis si longtemps.

Maurice Ravanne,  
conseiller municipal  
et conseiller général P.S.

## COURRIER

### Lettre ouverte à mes concitoyens

Les Kurdes font une grève de la faim à Dreux pour nous sensibiliser au massacre que subissent leurs compatriotes au Kurdistan.

Égoïstement, certaines personnes les rejettent sous prétexte qu'ils n'ont qu'à lutter dans leur pays et que cela ne concerne pas la France ni Dreux. C'est ce qu'un homme leur a lancé sans trop s'approcher d'eux — par peur ? — en expliquant que nous, en France, nous avions fait la Résistance...

Cette réaction abrupte a heurté quelque peu mon bon sens. Les Français seraient-ils amnésiques ?

— Si les Anglais avaient refoulé de Gaule de leur pays ;

— Si les Américains n'avaient pas débarqué sur la côte normande, les résistants français à eux seuls auraient-ils réussi à nous épargner la domination allemande ?

J'ai beaucoup de respect pour ceux qui ont quelquefois payé de leur vie leur résistance à l'ennemi d'alors et qui m'ont permis de naître française. Mais ce respect ne doit-il pas aussi aller vers ces gens qui utilisent une attitude non-violente pour solliciter notre aide dans leur

résistance à l'oppression ?

Et parce qu'ils dérangent notre petit confort et mettent en cause la tenue d'un spectacle, devons-nous nous boucher les yeux et les oreilles ? De même que la pollution nucléaire de Tchernobyl ne s'est pas limitée seulement à l'U.R.S.S., croyez-vous que l'utilisation des armes chimiques contre le peuple kurde ne menacera pas d'autres territoires ?

Il est sans doute grand temps pour la survie de l'humanité d'envisager les problèmes à l'échelle de la planète. Ayons conscience que ces Kurdes, par-delà les frontières géographiques ou linguistiques, sont nos frères terriens, et que leur combat actuel pourrait être le nôtre un jour si une quelconque volonté de puissance souhaitait nous anéantir.

Ce sont là les réflexions d'une simple citoyenne drouaise, mère de trois enfants et soucieuse de leur léguer un monde où ils n'aient pas à souffrir de la violence engendrée par l'intolérance.

Mme Jacqueline  
MARTIN-NEVEU  
Dreux.

### Kurdes : le maire annule le spectacle de l'Arlequin

Suite au refus des grévistes de mettre fin à leur présence illégale dans la Grande-Rue, le maire est contraint — à son grand regret —

d'annuler le spectacle Arlequin Duceilion, qui était offert gratuitement aux Drouais samedi après-midi.

AUBERGNAT DE PARIS

26. 08. 1989

## L'accueil des auvergnats aux réfugiés kurdes

*Les auvergnats ont le sens de l'accueil ; ils viennent de prouver une nouvelle fois en exprimant leur solidarité avec 315 réfugiés kurdes.*

Depuis trois semaines, 315 réfugiés kurdes (dont 117 enfants) sont installés au camp de Bourg-Lastic, situé aux confins du Puy-de-Dôme et de la Corrèze.

On se souvient de leur arrivée précipitée en France début août, le gouvernement turc ayant accéléré le départ de cette population jugée indésirable. Ces réfugiés font partie des rescapés d'une région grande comme la Suisse qui a été l'objet de bombardements à l'arme chimique par l'armée irakienne, et dont les 4 000 villages ont été vidés de leur population.

Depuis leur arrivée en Auvergne, la vie au camp commence à se structurer. Un comité de cinq kurdes élus par l'ensemble du camp s'est constitué sous la tutelle de la préfecture de région.

Si les premiers jours ont été un peu difficiles (les réfugiés ne possédaient guère plus que les vêtements qu'ils avaient sur le dos, et l'on ne disposait que d'un ou deux interprètes) aujourd'hui cela va beaucoup mieux. La solidarité a joué d'abord avec les associations caritatives, qui à Clermont-Fd ont apporté médicaments, vêtements, jouets... puis avec les populations des communes voisines.

Ainsi, que ce soit à Briffons, Lastic ou Bourg-Lastic, « les gens se sont dévoués », nous a dit un élu. « Au début nous avons été surpris mais quand nous avons su qui ils étaient et l'enfer d'où ils venaient, la population a réagi dans le bon sens et a apporté des vêtements, des biberons... Il faut dire que les réfugiés, on connaît puisque le camp a déjà accueilli 6 500 harkis en 1962, et plus avant des russes, quelques centaines, en 1945. »

Pour l'heure, les kurdes ne sortent pas tellement du camp, où des anima-

teurs de jeunesse et sports, des enseignants, des bénévoles s'occupent de leur apprendre les rudiments du français.

### Des visites de fermes

Des visites dans les communes vont très bientôt commencer. Ainsi, certains réfugiés ont-il déjà visité des fermes comme celle de M. Allaire, qui demeure aux Prestiaux (commune de Bourg-Lastic).

« Ils étaient trois, accompagnés d'un interprète et d'un journaliste de l'Express qui m'avait contacté pour leur faire visiter l'exploitation. Les réfugiés ont été très intéressés par ce que nous leur avons montré : les vaches laitières, le matériel... Ceux qui sont venus étaient des cultivateurs, ils produisaient des fruits, des légumes, et avaient quelques vaches pour eux. Mais ils n'en faisaient pas l'élevage, et ne connaissaient pas les appareils dont je dispose et qui pourtant ne sont pas du dernier cri. »

Certains ont mis des vélos à la disposition des réfugiés, qui pour beaucoup n'en avaient jamais utilisés auparavant.

A terme, les élus des villages ont prévu d'organiser des rencontres avec les jeunes, de les recevoir, de leur ouvrir l'accès du terrain de foot... Mais pour l'heure, il y a la barrière de la langue, et surtout on ne sait pas si les kurdes resteront au delà des deux mois prévus. Une réflexion est menée pour leur trouver une occupation. Notamment pour les ruraux, qui représentent 50 % de la population du camp. On envisage par exemple de leur proposer des terrains à travailler. Il existe bien des fermes abandonnées, mais il n'est pas aisé de vivre de l'agri-

culture dans une zone défavorisée comme l'Auvergne. Nos agriculteurs le savent bien ! On rechercherait plutôt dans les Pyrénées, où des villages abandonnés existent. Cela pourrait éviter de trop disperser les réfugiés, qui souhaitent rester ensemble.

En 1962, les harkis avaient trouvé de très nombreux emplois dans l'industrie un peu partout en France, tandis que d'autres étaient regroupés dans des camps forestiers dans le Midi. A l'époque le chômage n'existait pas comme aujourd'hui, et puis les harkis parlaient le français.

Un problème en tout cas a été réglé, celui de l'alimentation. Au début les réfugiés mangeaient des rations de l'armée française. Maintenant, des cuisiniers kurdes venus de Paris préparent une nourriture plus appropriée, faite de produits laitiers, semoule, légumes, mouton et volailles. Ils sont assistés d'une dizaine de jeunes de Bourg-Lastic qui ont été embauchés.

Le camp dispose aussi d'une infirmière, d'un médecin, d'un dentiste...

J.-Jacques Arène

RECUEIL QUOTIDIEN DU MATIN  
26 AOUT 89

### Strasbourg : les Kurdes cessent leur grève de la faim

PARIS. — Les quarante-huit Kurdes qui avaient entamé, le 16 août, devant le bâtiment de l'UNESCO à Paris, une grève de la faim pour soutenir les grévistes de la faim des prisons turques et protester contre « les massacres et les déportations au Kurdistan » ont mis fin, hier, à leur mouvement.

Ils ont indiqué au cours d'une conférence de presse tenue sur place que les grèves similaires menées à Strasbourg et à Dreux s'arrêtaient également, mais que les grévistes de Lyon et Dijon poursuivaient leur mouvement.

Le comité de grève a déploré dans un communiqué remis à la presse « le silence de l'opinion publique mondiale » devant le « génocide » perpétré au Kurdistan, affirmant que devant ce silence « le gouvernement turc est en train de régler le problème kurde à la manière du gouvernement irakien ».

Les 48 Kurdes qui avaient entamé le 16 août dernier devant le bâtiment de l'UNESCO à Paris une grève de la faim pour soutenir les grévistes de la faim des prisons turques et protester contre « les massacres et les déportations au Kurdistan », ont mis fin hier à leur

mouvement.

Ils ont indiqué au cours d'une conférence de presse tenue sur place que les grèves similaires menées à Strasbourg et à Dreux s'arrêtaient également, mais que les grévistes de Lyon et Dijon poursuivaient leur mouvement.

VAR MATIN  
26 AOUT 89



FRAC386 4 I 0258 CHY /AFP-NNDD

Chypre-Iran-Kurdes

Une organisation kurde accuse les "agents de la République islamique" du meurtre d'un Iranien à Larnaca

NICOSIE, 27 août (AFP) - L'organisation kurde iranienne Komala, de tendance marxiste-léniniste, a accusé dimanche les "agents de la République islamique d'Iran" du meurtre d'un Iranien, Bahman Djavadi, samedi soir à Larnaca, au sud-est de Chypre.

Dans un communiqué téléxé au bureau de l'AFP à Nicosie, la représentation de l'organisation à l'étranger, basée en Suède, affirme que "l'un des activistes du Parti communiste iranien, Bahman Djavadi, connu publiquement sous le nom de Gholam Keshavarz, qui s'est rendu à Larnaca pour y rencontrer sa mère, a été abattu par les agents de la République islamique d'Iran".

"Des informations supplémentaires sur ce crime seront fournies ultérieurement", ajoute le texte de Komala.

Selon la police chypriote, Bahman Djavadi, 35 ans, était arrivé le 21 août à Chypre venant de Suède en compagnie de trois amis et était en possession d'un document de voyage suédois.

Un autre Iranien, Yousef Rachidjandeh, 31 ans, a été grièvement blessé alors qu'il se trouvait, avec Djavadi, en compagnie de cinq amis. Ils avaient été pris pour cibles par des inconnus armés d'un pistolet muni de silencieux, alors qu'ils regagnaient leur hôtel.

Rachidjandeh, touché à la poitrine, a été opéré et son état est jugé "critique". Porteur d'un passeport iranien, il était arrivé mardi à Chypre en provenance d'Iran avec sa sœur et sa mère.

elf/jlp/lb

AFP 272015 AOU 89

idf

## KURDES

LE PROGRES  
26 AOUT 89

### Soutien des Verts

Les Verts du Rhône communiquent :

« Le peuple kurde, peuple sans Etat, appartient aux populations abandonnées par la communauté internationale.

« Sans représentants reconnus, les Kurdes écarterels entre l'Irak, l'Iran et la Turquie sont l'objet d'une commune répression par ces trois Etats, dont le dénominateur commun, n'est certes pas la démocratie. Sans protection internationale, tout est permis, déportation, utilisation de gaz toxiques contre les populations.

« La Turquie, membre de l'O.T.A.N. n'est pas la moins acharnée à arrêter, déporter, torturer les militants kurdes. Les Verts du Rhône, soutiennent les grévistes de la faim de Turquie et de France.

« Ils souhaitent que la France et l'Europe interviennent pour que soit mis un terme à la persécution séculaire du peuple kurde. Les Verts interviendront au Parlement européen pour qu'une juste solution soit imposée aux trois Etats concernés ».

# Spleen kurde en Auvergne

Plus de trois cents réfugiés kurdes réapprennent à vivre au cœur de l'Auvergne. En rêvant à un hypothétique retour au pays.

TROIS semaines après leur arrivée au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), les 337 réfugiés kurdes venus de Turquie et accueillis par la France à l'initiative de l'association France-Liberté, retrouvent peu à peu leur vie familiale et communautaire traditionnelle, dans le cadre paisible des monts d'Auvergne.

Dans ce petit camp dépourvu d'enceinte, les réfugiés cohabitent avec une cinquantaine de militaires, en majorité des appelés, dont la mission n'interdit pas, loin s'en faut, de jouer avec les 167 enfants que compte cette petite communauté.

Sur le pré central du camp, entouré de simples et solides bâtiments de pierre, quelques treillis se notent dans le tourbillon de couleurs éclatantes des robes des femmes.

Les hommes, la plupart vêtus de leur uniforme austère de peshmergas (combattants kurdes) discutent assis en cercle sur l'herbe. Un peu plus loin, des adolescents, munis de balles de fortune, jouent au base-ball et tentent d'y convertir des appelés du 92e régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand.

## Prénoms symboliques

A quelques dizaines de mètres, un groupe de fillettes, se tenant par la taille, danse et chantent des airs traditionnels à la gloire des héros du peuple kurde. « *Les noms des martyrs historiques ont été remplacés par ceux de combattants tombés récemment* », précise Mussa, un réfugié kurde venu de Paris pour aider à l'organisation et servir d'interprète.

Les prénoms mêmes de ces enfants,



Chassés de leur village

souligne-t-il, rappellent le drame des Kurdes. Ils signifient : « *Sans Patrie* », « *Vers la Vie* », « *Sans Abri* », « *Nostalgie* », « *Espoir* ». Sur les murs du refuge, des cartes postales mettent en évidence les frontières revendiquées du Kurdistan, superposées à celles, reconnues internationalement, de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran, de l'U.R.S.S. et de la Syrie.

Chassés de leurs villes et de leurs villa-

(ERD)

ges de l'Est irakien en septembre 1988 par les attaques aux armes chimiques de l'armée irakienne, ils viennent de passer onze mois dans le camp de Mardin (sud-est de la Turquie) avec de la toile pour unique abri, face à des températures de moins 20 degrés en hiver et de près de 50 degrés l'été.

Sept des réfugiés accueillis par la France sont encore hospitalisés à Clermont-Ferrand. Dans le camp, le méde-

cin militaire, aidé par une équipe de la Croix-Rouge et des confrères de la région venus spontanément, traite principalement des problèmes de dénutrition et d'ordre parasitaire. Beaucoup de réfugiés souffrent également du dos : à Mardin, il fallait aller très loin pour rapporter de l'eau non potable.

L'infirmerie est aujourd'hui le cadre d'un cours d'allaitement par biberon, une nouveauté pour les mères des nombreux nourrissons du camp.

## Des responsables élus

Dès l'arrivée au camp, le colonel Mourru, qui représente la 5e région militaire, prévient : « *Rien ne se décide et ne se fait ici sans l'accord du « comité kurde* ». Cinq hommes et trois femmes ont été élus à bulletin secret, et se répartissent la responsabilité des « *affaires culturelles, sociales, administratives, sanitaires et sportives* ».

« *Notre premier objectif est de retrouver la cellule familiale* » ajoute le colonel qui souligne que les Kurdes sont associés à toutes les tâches domestiques. Les militaires doivent prochainement passer le relais aux autorités civiles, à regret pour beaucoup d'appelés.

Au milieu de ces monts d'Auvergne qui, disent-ils, leur rappellent leur terre, les réfugiés kurdes pensent, dans leur majorité, au retour, mais la question d'une immigration définitive reste en suspens. Raahid Mohammed Omar, un paysan de 55 ans, père de trois enfants, a une réponse : « *Dieu seul le sait* ». Inch Allah !

GLBL  
 FRA0203 4 I 0258 TUR /AFP-QW51  
 Turquie-Kurdes  
 Deux attaques "terroristes" dans le sud-est: un mort et 15 enlèvements

ANKARA, 28 août (AFP) - Un enfant est mort brûlé et 15 personnes ont été enlevées à la suite d'attaques "terroristes" dans la nuit de dimanche à lundi près de Sirt (sud-est de la Turquie), à une centaine de kilomètres de Bitlis où le Premier ministre devait annoncer lundi après-midi les mesures de sécurité prises dans la région, a-t-on appris à Ankara.

Selon l'agence turque Anatolie, les "terroristes séparatistes" ont attaqué un alpage près de Pervari dans la région de Sirt. Au cours de cet incident, 12 tentes ont été brûlées et un enfant de 2 ans est mort dans l'incendie, ajoute l'agence.

Lors d'une deuxième attaque contre un chantier d'adduction d'eau potable près de Pervari, des "séparatistes" ont enlevé 15 personnes et endommagé les véhicules du chantier, indique par ailleurs Anatolie.

Un rebelle a été arrêté lors d'un ratissage effectué par les "protecteurs de villages", ajoute l'agence sans préciser de quelle organisation séparatiste clandestine il s'agit.

Les "terroristes séparatistes" qui opèrent dans cette région appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). Depuis la mi-juillet, 53 personnes au total dont 19 militaires ont été tuées, surtout dans le sud-est, au cours d'accrochages entre les "terroristes séparatistes" et les forces de l'armée, ou d'actions des séparatistes contre des villages ou des alpages, selon un décompte officieux.

nf/bd  
 AFP 281357 AOU 89

idf

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0332 4 I 0228 SUI /AFP-BQ73

Droitshomme-Kurdes

Près de la moitié du Kurdistan irakien a été repeuplé par des populations arabes, selon M. Barzani

GENEVE (Nations-Unies), 29 août (AFP) - Près de la moitié du territoire kurde en Irak, soit 35.000 km carrés sur 75.000 km carrés, a été repeuplé par des populations arabes, a affirmé mardi M. Masoud Barzani, chef du parti démocratique kurde d'Irak (PDK).

Les autorités irakiennes, a déclaré le responsable kurde de passage à Genève, ont rasé jusqu'à présent 4.000 villages, forçant récemment 170.000 Kurdes à partir de chez eux. Jusqu'à présent plus d'un million et demi de Kurdes ont dû fuir leurs villages et plus de 200.000 ont trouvé refuge en Turquie et en Iran.

M. Barzani, qui demande par ailleurs à la Sous-commission des Droits de l'homme des Nations-Unies, actuellement réunie à Genève, de "prendre en considération les plaintes de la minorité kurde", a souligné que les "déportations" envisagées par l'Irak allait encore concerner 130.000 personnes.

"Des milliers de Kurdes sont détenus dans le désert" dans le sud-ouest de l'Irak, a encore précisé le chef de PDK. Ces déportations et l'utilisation par l'aviation irakienne des armes chimiques, qui a fait selon lui 9.000 morts et des dizaines de milliers de blessés en 1988, ont amené les combattants kurdes à réviser leur tactique pour l'avenir.

mjp/bir/lb

idf

AFP 291758 AOU 89

LIBERATION  
29. 08. 1989

## Turgut Ozal menace les Kurdes

*Le Premier ministre turc a lancé hier un avertissement à ceux qui abritent des bases kurdes.*

Le Premier ministre turc, Turgut Ozal, a lancé hier un avertissement à «ceux» qui abritent des bases arrière des «séparatistes» kurdes, en lutte armée contre le pouvoir central depuis 1984, dans un discours prononcé à Bitlis dans le sud-est du pays.

Selon Ankara, ces bases sont installées en territoire syrien frontalier, alors que le quartier général du PKK marxiste-léniniste (Parti des travailleurs du Kurdistan) se trouve dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien. «Nous savons où se trouve le nid des microbes», a déclaré Turgut Ozal sans jamais nommément accuser la Syrie en ajoutant: «Notre patience n'est pas illimitée. La Turquie est le pays le plus fort militairement de la région. S'il le

faut, les forces armées peuvent traverser la frontière pour raser complètement la racine des terroristes.»

Quelques heures avant le discours du Premier ministre, un enfant mourrait brûlé et 15 personnes étaient enlevées lors d'attaques «de terroristes séparatistes», près de Siirt au sud-est du pays, selon l'agence turque Anatolie qui ne nomme pas l'organisation clandestine. Depuis la mi-juillet, 53 personnes, dont 19 militaires, auraient été tuées dans cette région lors d'accrochages entre forces de l'ordre et séparatistes — généralement membres du Parti des travailleurs du Kurdistan — ou d'actions des séparatistes contre des villages.

D'après AFP

FRANCE SOIR  
29. 08. 1989

IL INCARNE L'ESPOIR POUR 23 MILLIONS DE KURDES

# Le fils du deuil se laisse mourir de faim

**C'est le dernier combat que peut livrer Ali Ghazi, au fond d'une prison irakienne**

Tous les Kurdes l'appellent « le fils du deuil ». Parce que depuis la pendaison de Ghazi Mohammad, son père, unique et éphémère président d'une république kurde qui a vécu onze

mois seulement (1946-1947), Ali Ghazi, 55 ans aujourd'hui, porte un complet sombre. Ali Ghazi, « Kouri-Rach » pour 23 millions de Kurdes, c'est l'enfant du rêve, l'enfant de l'espoir aussi : celui de voir, comme en 1946, renaître cette impossible république kurde.

Hier Téhéran, aujourd'hui Bagdad. Ali Ghazi croupit depuis 1986 dans une prison irakienne. Pour obtenir sa liberté, « le fils du deuil » observe depuis trois jours une grève de la faim. Dernière

bataille d'Ali Ghazi pour le Kurdistan, première bataille des Kurdes pour le fils de son leader historique.

Mahabad, au pied des monts Zagros, en Iran. En toute saison, c'est un peu le bout du monde. Torride en été, glacial en hiver. Un jour de 1946, Ghazi Mohammad remplace le drapeau iranien par le drapeau kurde. La première république est née. Le 1<sup>er</sup> mars 1947, l'armée régulière iranienne écrase ce que Téhéran appelle la « révolte ». La bannière vert, blanc et rouge est le linceul de Ghazi Mohammad, pendu avec deux de ses ministres. Pour l'exemple. Ali a quatorze ans.

Commence alors le chemin souvent sinueux de ces rois sans royaume, de ces présidents sans république. Pour mieux le contrôler, le chah accueille Ali Ghazi à Téhéran. Adolescence princière pour cet enfant encore étranger au combat kurde. Les « années campagne » n'effacent pourtant pas une image tenace : son père au bout d'une potence. Ali Ghazi prend ce que le chah lui offre, renonce à beaucoup de choses sauf à une : son rêve de ressusciter la république kurde.

**OFFRIR TA VIE.** Alors, Téhéran éloigne « la forte tête ». « Le fils du deuil » est envoyé en Allemagne fédérale, à Bonn, en poste à l'ambassade, comme attaché aux Affaires économiques. Titre purement honorifique.

Lorsque Khomeiny prend le pouvoir, Ali Ghazi tente de négocier. Mais la question

kurde n'est pas à l'ordre du jour. L'iman lance ses troupes contre « le traître » irakien. Les intérêts de Bagdad rejoignent alors ceux d'Ali Ghazi : la chute de Téhéran devient la condition à l'établissement d'une république kurde. Bien qu'iranien, Ali « passe à l'ennemi » et se transforme pendant la guerre en agent de renseignement. Toujours pour la cause kurde.

Et puis, tout bascule ce jour de septembre 1986, lorsqu'Ali répond à une invitation officielle du gouvernement irakien. Ali Ghazi raconte cette entrevue dans une lettre parvenue en 1987 à Asso, l'un de ses fidèles.

« J'ai reçu un billet de première classe, le 26 août 1986. Des représentants du gouvernement de Bagdad voulaient me consulter. J'ai été traité avec tous les égards pendant plus d'une semaine. Puis quelques chose a changé.

« Je rentre à Bonn. Je suis dans la salle d'embarquement, mais au moment de monter dans l'avion, un militaire m'arrête. Il me conduit hors de l'aéroport et me fait monter de force dans une Mercedes. » Depuis, Ali Ghazi est en captivité quelque part à Bagdad.

Dans sa geôle, il ne s'alimente plus ni ne boit plus. Parce que, derrière des barreaux, le rêve d'une république kurde s'estompe. Parce que son père lui a dit : « Il faut offrir ta vie pour le Kurdistan. »

Christophe GAUTIER.

## Kurdes : Marie-France Stirbois réagit

Marie-France Stirbois a adressé le courrier suivant :

« J'ai attendu quelques jours afin d'observer l'attitude des uns et des autres avant de donner ma réaction et afin de ne pas envenimer les choses, mais devant le mépris affiché par les Kurdes face à l'autorité locale représentée par le maire, je constate une fois de plus que les immigrés se comportent en terrain conquis dans notre pays.

« Le maire de Dreux, M. Hieaux-soi-disant apolitique mais soutenu par le R.P.R. et l'U.D.F. aux

municipales, commence à prendre conscience de la situation dans sa ville (situation dénoncée à l'échelon local et national par le Front national depuis des années).

« Malheureusement, c'est lui qui va permettre la réhabilitation du quartier des Chamards en majorité habité par des immigrés qui grâce à cela s'y fixeront à tout jamais.

« Ma réaction, si j'étais maire de Dreux (en cette qualité, je détendrais le pouvoir de police), je demanderais, faute de police nationale, à la police municipale de faire dégager la Grande-Rue. »

REPUBLIQUE DU CENTRE  
29. 08. 1989

PEPT A PARIS  
30.08.1989

## LA SEMAINE DU GOURMET MASQUE

C'était un lundi. Arrêterai-je ici cette chronique ancestrale ? Il faut vous dire que dans l'Occident judéo-chrétien, le premier jour de la semaine a une troublante particularité : il s'agit d'un jour férié clandestin. Plus difficile qu'une escalade sera la découverte du nouveau restaurant. Je peux donc m'estimer heureux. Aidé du fin limier gastronomique Jean-Louis Galesne, j'erre dans la rue de la Folie-Méricourt. Tiens, un alliage incertain : voici le Zagros, restaurant gréco-kurde. Diantre. La petite salle aux murs blancs est bourrée à craquer. C'est bon signe. Un serveur souriant nous installe. Un doux bouzouki berce la multitude. Je me jette en avant, et commande une assiette Zagros. Il s'agit en fait d'un joli échantillonnage de neuf plats différents qui convient à une seule personne. Le charme de l'Orient, quelle part du côté d'Athènes, ou de Chypre, ou du Liban. La grillade Zagros est un sympathique et très simple assortiment de viandes. Cette cuisine du Sud-Est à la fois légère et goûteuse. Je l'ai délicatement arrosée d'un demi logado à 30 F, qui est un vin rouge non résiné mais hellène. En dessert, je vous conseille le

fromage blanc au miel, à la noix, et à la cannelle, qui m'a paru tout à fait sympa. En réalité, ce lieu dominé par la culture kurde est largement fréquenté par les Kurdes de Paris. Demandez au patron qu'il vous narre le culte de Zoroastre (alias Zarathoustra), que pratiquent nombre de ses compatriotes. Mais il est temps d'en venir à la douloureuse. L'addition pour deux revient à 228 F, soit 114 F par personne. C'est un excellent rapport qualité-prix, qui vous donne la clé d'un voyage peu ruineux. Cette cuisine authentique, légère, et pas chère, m'a paru digne d'une dégustation.

**Christophe Boursollier**

• Zagros, 21, rue de la Folie-Méricourt, 11<sup>e</sup>. Tél. : 48.07.09.56. Accueil gentil et un peu amateur. Beaucoup de monde dans une petite salle sans décoration. Niveau des conversations : élevé et joyeux. Peu d'intimité d'une table à l'autre. Clientèle mixte de Kurdes et de gens assez branchés. Curieux cocktail. Pas mal de gens du quartier. Cuisine orientale à base de grillades. Comptez environ 115 F par personne.

LE MONDE  
31.08.1989

## La rédaction d'une convention interdisant les armes chimiques a sensiblement progressé

GENÈVE  
de notre correspondante

M. Pierre Morel, président du comité spécial des armes chimiques de la conférence de l'ONU sur le désarmement, s'est montré satisfait, mardi 29 août, à Genève de l'état d'avancement des travaux du comité. Ces travaux ont permis de faire avancer « autant qu'il était possible » la rédaction d'une convention interdisant les armes chimiques.

Deux cent neuf réunions ont eu lieu à la suite de la déclaration finale de la conférence de Paris, le 11 janvier dernier. En présentant le rapport de fin de session du comité, M. Morel, sans se prévaloir de résultats spectaculaires, a fait part des progrès accomplis en insistant sur cinq points, le premier étant particulièrement délicat :

1. - *La vérification* : le comité est parvenu à un accord sur les principales lignes de l'inspection par « défi » (par surprise), notamment sur sa confidentialité et sa procédure, et a établi un accord-type à cet effet.

2. - *Les questions juridiques* : des progrès ont été enregistrés en ce domaine, encore que des questions aussi sensibles que celle des sanctions n'ont pas manqué de faire problème.

3. - *Les institutions* : le schéma en trois parties de la future convention (conférence des Etats, conseil exécutif, secrétariat technique) est désormais au point. En outre, le

comité s'est mis d'accord sur la création d'un conseil scientifique indépendant chargé de donner des avis.

4. - *Les questions techniques* : des contrôles sont prévus pour trois catégories : les substances carrément interdites (liste 1), les substances dangereuses pouvant être utilisées aussi bien dans l'industrie civile que dans le domaine militaire (liste 2) et les substances d'usage courant à surveiller (liste 3).

5. - *La transition*, c'est-à-dire le passage de la réglementation actuelle (qui se borne à interdire l'usage des armes chimiques) à l'élimination complète de ces armes dix ans après l'entrée en vigueur de la convention (ce qui comporte la destruction des stocks existants et des installations de production). Cette transition est liée au résultat des pourparlers soviéto-américains en cours à ce sujet. Le calendrier de mise en œuvre de cette destruction n'a pas été établi par la dernière session du comité.

Si le nombre de pays admis à participer à la négociation sur l'interdiction des armes chimiques est passé de douze à vingt-six, il reste que la convention doit, pour être efficace, être universellement appliquée. En d'autres termes, qu'importe aux victimes que des accords soient conclus entre les grandes puissances si, pour ne citer qu'un exemple récent, l'Irak continue à gazer les Kurdes ? Cette dernière question ne semble pas avoir été soulevée au cours des débats.

ISABELLE VICHNIAC.

L'HEBDO 31. 08. 1989

KURDES: UN TÉMOIGNAGE

# Chassés de Suisse, torturés en Turquie

*Une Chaux-de-Fonnière a retrouvé dans l'est  
de la Turquie la trace de requérants d'asile refoulés,  
qui ont été arrêtés et questionnés à l'électricité.*

**A** mold Koller, Peter Arbenz, tout un peloton d'élus et de journalistes doivent être convaincus que Sammali est un patronyme kurde. Jacqueline Sammali tient pourtant ce nom-là du sud de l'Italie. Mais cette Chaux-de-Fonnière têtue et passionnée a si bien lié son nom à la cause du Kurdistan — et d'abord des Kurdes de Turquie qui se bousculent aux frontières suisses pour demander l'asile — qu'on la croit venue de là-bas. Elle en revient à vrai dire, mais d'un court séjour, avec quelques témoignages explosifs: des Kurdes que la Suisse a renvoyés à Istanbul après leur avoir refusé le statut de réfugié ont été arrêtés et torturés par la police turque.

Depuis cinq ans qu'elle se démène pour les Kurdes, frappant à toutes les portes, de la police locale au Conseil fédéral, Jacqueline Sammali a acquis deux solides convictions. Pour ne pas embarrasser la Turquie, cette voisine, on préfère ici ignorer le drame qui ensanglante ses provinces orientales. Pis, les Kurdes qui ont pris les armes (ceux du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK) parce que leur nation et leur culture sont niées sont décrits comme des terroristes exportant leur violence vers d'autres pays d'Europe; et les bonnes raisons que les sympathisants de ce parti auraient de demander protection deviennent presque, pour les services du délégué aux réfugiés, des motifs de refus.

C'est pour étayer sa démonstration que la Chaux-de-Fonnière est partie cet été vers les provinces kurdes de Turquie, munie d'un épais carnet d'adresses et s'entourant de diverses précautions. Près de Gazi-Antep, elle a retrouvé une femme qui était venue en Suisse avec son mari et son enfant, il y a quatre ans, pour demander asile. Après le rejet de sa requête, le couple était rentré l'an passé dans son village. Le 12 juillet dernier, une dizaine de policiers en civil ont débarqué dans la maison fa-

miliaire, fouillant tout, jusqu'au berceau du nouveau-né; ils ont emmené l'homme, épargnant la femme à cause du bébé: «*Toi, on verra plus tard!*» On ne lui a permis de voir son mari qu'au bout de dix jours. Une porte les séparait, elle ne voyait que son visage derrière une petite lucarne. Il avait été torturé à l'électricité, des fils attachés au bout des doigts; il avait aussi subi la *falaka*, bastonnade sur la plante des pieds qui fait éclater les chairs. «*Il était très mal, et il m'a dit de m'enfuir.*» La femme a refusé un biberon que Jacqueline Sammali voulait lui acheter: «*Non, j'allaite mon enfant, et c'est ce qui les retient de m'arrêter.*»

Dans un village près d'Elazig, la Chaux-de-Fonnière a retrouvé un autre expulsé de l'an passé, un politique à qui on reprochait d'avoir déposé deux demandes d'asile dans deux cantons différents. L'homme a été arrêté à Istanbul,

à sa descente d'avion, torturé pendant plus d'une semaine, puis relâché. Depuis lors, il vit sous surveillance dans son village. Jacqueline Sammali a recueilli son témoignage dans une autre localité presque totalement vidée de sa population depuis qu'un militant du PKK y a été tué il y a deux ans. Le village avait alors été perquisitionné, maison par maison. «*Je ne peux pas te raconter ce qu'ils m'ont fait*, a dit un vieil homme à la Suisse. *Cela fait honte.*»

Dans la campagne proche de la ville d'Urfa, la voyageuse a rencontré des amis d'un autre Kurde dont l'expulsion de Suisse, au printemps, avait fait un peu de bruit. Lui aussi a été cueilli à sa descente d'avion à Istanbul, retenu deux jours sans subir de mauvais traitements. Ce n'était qu'un répit. Les policiers l'ont rattrapé dans son village. Ils sont arrivés un matin qu'il travaillait au verger. Après la perquisition, la mère a supplié qu'on n'emène pas son fils. «*Vous aidez les terroristes!*» l'a rabrouée un officier. Un parent, notable fortuné de la localité voisine, est allé voir le chef de la police. A force de palabres, il n'a pu le convaincre que de ramener de trois à deux semaines la durée des séances de torture. Et quand il a enfin pu rendre visite au prisonnier, le Kurde expulsé de Suisse pouvait à peine se tenir sur ses pieds.

Tous les récits qu'a recueillis Jacqueline Sammali montrent que la torture est une pratique générale, comme une étape inévitable, obligatoire — «*meçbur*», disent les Turcs — de la procédure d'enquête. Le ministre de la Justice vient d'ailleurs de le confirmer, a contrario, en annonçant jeudi à Ankara que les «*traitements inhumains*» allaient être «*strictement interdits*» dans les prisons turques. *Alain Campiotti*

*(Ce récit, par précaution, ne comporte ni noms de personnes ni noms de lieux: Jacqueline Sammali les communiquera ainsi que des témoignages écrits à des organisations humanitaires.)*



Manifestation de Kurdes turcs

POLITIQUE

## CHRONIQUE

PIERRE RONDOT

# Proverbes kurdes

LA CROIX  
31. 08. 1989

LIBERATION  
31. 08. 1989

## Irak : un Kurde en grève de la faim

**Le fils de l'ex-président de la République kurde est retenu à Bagdad sans raison depuis trois ans.**

**A**li Ghazi, fils de l'ancien président de l'éphémère République kurde de 1946-1947 écrasée par l'Irak, aurait commencé le 25 août une grève de la faim et de la soif à Bagdad, où il se trouve retenu sans raison connue depuis trois ans. Selon ses proches, qui ont perdu tout contact avec lui, il entend se « laisser mourir » à défaut d'être autorisé par les autorités irakiennes à retourner en Allemagne fédérale, pays où il réside et dont il est devenu citoyen.

C'est en 1986 qu'Ali Ghazi, selon ses proches, s'est rendu à Bagdad à la suite d'une invitation officielle du gouvernement irakien. Kurde originaire d'Iran, il trouvait auprès du régime de Saddam Hussein un soutien actif pour combat-

tre Téhéran... Dans une lettre adressée à des proches à l'étranger, il a raconté qu'il avait été traité « avec tous les égards pendant plus d'une semaine ». Puis, a-t-il indiqué, « quelque chose a changé ». Ali Ghazi tente alors de rentrer à Bonn, mais est empêché de monter dans l'avion.

Depuis, il vit à Bagdad en résidence surveillée, les autorités irakiennes refusant de le libérer malgré deux démarches en sa faveur effectuées, selon ses proches, par le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher. Après trois ans d'une attente sans fin, il s'est lancé, selon son entourage, dans cette grève de la faim, pour attirer l'attention sur son cas. M.Sb.

**D**es Kurdes vont vivre parmi nous, sur les pâturages du Massif central (1). Écoutons leurs proverbes : n'est-ce pas le meilleur moyen de connaître un peuple ?

« Ni les Arabes avec la vigne, ni les chrétiens avec les brebis » : sur les pentes sud du massif anatolien, les Kurdes, nomades transhumants, et parfois vigneron pour le raisiné, se différencient ainsi de leurs voisins.

Le travail ? Il faut bien s'y mettre ! « Le travail, c'est un lion ; pris en main, il devient un renard » : tout à fait souple.

Maître Renard enseigne, matois et désabusé : « Maître Renard, combien connais-tu de ruses ? – Cent ! – Et quelle est la centième ? – S'enfuir ! » Si l'on peut : car « le renard est le plus rusé des animaux, mais on trouve sa peau, dans tous les marchés ».

Et le Kurde, prompt à l'autocritique se compare parfois à la perdrix : « Tout le monde est l'ennemi de la perdrix, et la perdrix est l'ennemie de la perdrix ! »

Montagnard pauvre, le Kurde est sobre. Trois bergers kurdes, pour passer le temps, jouent aux petits jeux et aux énigmes. L'un d'eux propose : « Si tu n'avais qu'une chose à demander à Dieu, que demanderais-tu ? – D'avoir toujours du pain. » Se tournant vers le deuxième : « Et toi ? – D'avoir toujours des oignons – Tu as raison. Et toi, le troisième, tu ne dis rien ? – Est-ce que vous avez laissé quelque chose à demander ? »

Croyant sincère et ferme, le Kurde s'absorbe rarement en longues dévotions. Nous avons entendu l'un d'eux murmurer : « La prière (rituelle) est une bien longue histoire ! »

Princes et dirigeants héréditaires lui en imposent peu : « C'est par les tombeaux que les imbéciles deviennent rois ! »

Mais le Kurde sait bien que lui-même, à l'occasion, se montre frivole. Ce qui brille l'attire. Il est sensible aux couleurs vives : « Du moment que c'est rouge, c'est beau ! »

Il ne partage pas, à l'encontre des femmes, les préjugés souvent répandus en Orient. L'épouse et la mère jouent un grand rôle dans la famille et la société kurdes : « Unis, l'homme et la femme peuvent tout accomplir ! »

Ce qui n'empêche pas l'homme, au foyer conjugal, d'être un observateur subtil. Parmi tous ces proverbes kurdes que nous avons eu l'occasion d'entendre, il en est un qui nous fait toujours sourire, chaque fois qu'il nous revient en mémoire : « La vaisselle que casse la maîtresse de maison ne fait pas de bruit. »

(1) Voir LA CROIX l'Événement du 29 août.



# Les Kurdes tiennent encore tête

Patrick Derain

*L'Irak a décidé d'en finir avec sa Résistance kurde.  
Affaiblie, divisée, celle-ci relève toujours la tête.*

*Une écharde dont le président Saddam Hussein n'arrive pas à se débarrasser.*

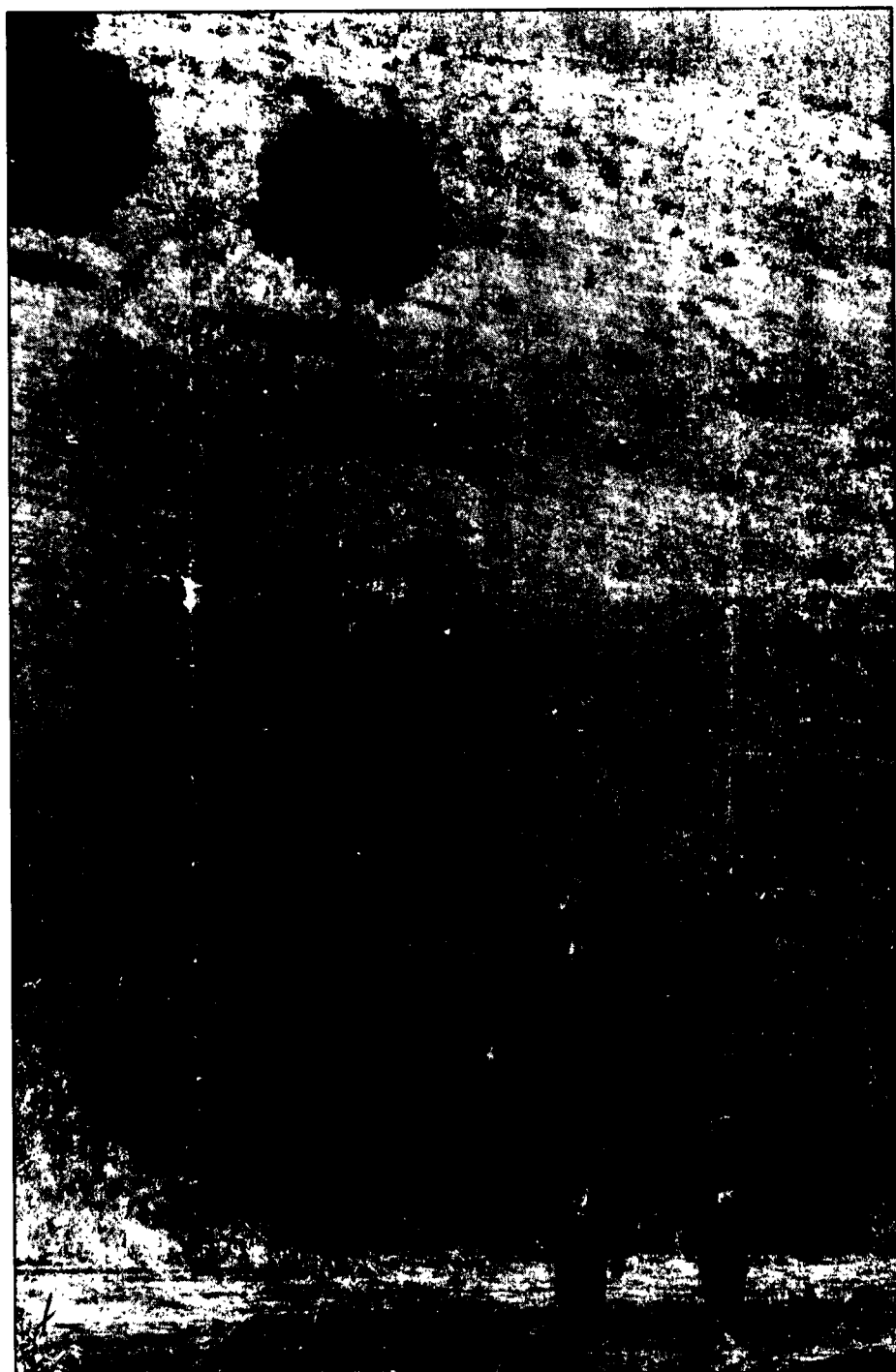
**V**u du ciel, cela ressemblera à un long serpent mort de plusieurs milliers de kilomètres, qui commence à se dérouler à la frontière syrienne, épouse la frontière turque, et sépare ensuite l'Irak et l'Iran jusqu'aux terres du Sud. Large de huit à dix kilomètres, ce **no man's land** aura vraiment mérité son nom: tout ce que la main de l'homme a bâti y sera détruit, et ordre a été donné aux soldats irakiens de faire feu à volonté sur tout ce qui bougera dans la **zone interdite**.

Le but du projet, déjà amplement commencé, est clair: il s'agit d'établir une **zone de sécurité** autour de l'Irak, là où les déserts ne peuvent remplir ce rôle. Les Kurdes irakiens ne pourront plus se réfugier de l'autre côté des frontières turques ou iraniennes, ou y établir des bases.

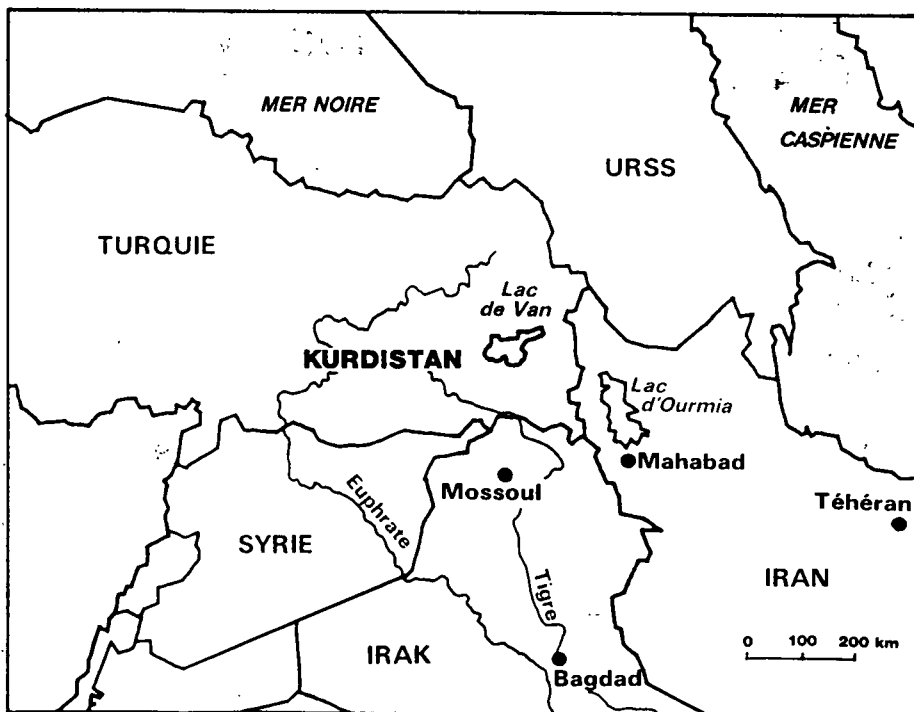
Villes, villages et simples habitations, cultures et vergers, seront totalement anéantis. Les habitants seront déportés. Officiellement, dans des villes nouvelles, plus vraisemblablement dans les campagnes désertiques du Sud, comme il est souvent arrivé dans le passé.

Ce déplacement de populations montagnardes, avides de liberté et d'espace, vers des terres brûlantes et plates, au climat peu salubre, et que l'on va confiner dans des villages artificiels, édifiés à la va-vite, équivaut à les jeter au **goulag**.

N'ont pas été détruits que les villes



*Patrouille de rebelles kurdes en Iran. Ce sont des peshmergas («Ceux qui vont au-delà de la mort»). Ils ont combattu du côté iranien pendant la guerre Irak-Iran. Leurs frères iraniens, encore plus maltraités, ont, eux souvent aidé Hussein contre Khomeiny.*



*Camp, en Turquie, de réfugiés kurdes irakiens du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani. Bagdad pratique à l'égard de ses Kurdes la politique de la table rase: destruction de villes, de villages et déportations de populations. On compte entre quinze et vingt millions de Kurdes, répartis entre l'Irak, l'Iran et surtout la Turquie (carte ci-contre).*

et les villages situés dans la zone maudite. En octobre dernier, tous les journalistes occidentaux invités à se rendre, par **Bagdad**, dans le réduit kurde, au lendemain des offensives de l'armée irakienne, étaient revenus avec le même constat: la politique de **la terre brûlée** est systématiquement appliquée. Partout des villages anéantis, des vergers arrachés, des champs brûlés. Comme si un gigan-

tesque tremblement de terre avait frappé le nord du Kurdistan. Au total, 3 000 villages auraient déjà été détruits (4 000 selon les Kurdes), et la liste s'allonge chaque jour. Dernièrement, la **BBC** a annoncé que la ville de **Khurmaï** (proche de l'Irak) avait été «*complètement rasée par l'armée irakienne*», et ses 20 000 habitants transportés dans des camps aux confins de l'Arabie.

La BBC a affirmé également que le président **Saddam Hussein** avait l'intention d'anéantir des cités plus importantes, comme **Raniya**. Ordre a été récemment donné à la population de cette ville d'abandonner ses maisons.

En revanche, l'expulsion forcée des 100 000 habitants de **Qala Diza** (gouvernorat de Soleimanieh) a été momentanément gelée. Selon **M. Massoud Barzani**, le chef du **PDK** irakien (*Parti démocratique du Kurdistan*), **pro-iranien**, c'est parce que, le 1<sup>er</sup> juin dernier, «*la population s'est insurgée et a décrété la grève générale*». La veille, les 10 000 habitants du bourg voisin de **Twasora** avaient été forcés d'évacuer cette localité, sous la pression des troupes blindées irakiennes. Lors de son passage à Paris, en juin dernier, M. Barzani avait affirmé: «*Le nouveau programme de déplacement de la population kurde d'Irak est alarmant, puisqu'il prévoit la des-*

truction de ce qu'il reste de localités rurales traditionnelles (soit un peu moins de cinq cents villages) dans le Kurdistan et la réinstallation forcée de près de 300000 personnes dans des camps et des villes situés en dehors de la zone d'implantation des Kurdes.»

**Halabja**, la ville-symbole des souffrances du peuple kurde est complètement abandonnée. Elle comptait 70000 habitants à la veille des bombardements chimiques des 17 et 18 mars 1988, qui ont fait environ 4000 morts parmi la population civile. Celle-ci sera logée dans une nouvelle ville, dont l'agence officielle irakienne a annoncé la création. Son nom? **Saddamiya Halabja Djedida**, littéralement: la Nouvelle Halabja de l'Épopée de Saddam Hussein. Éternelle humiliation du plus faible ou du vaincu (*Vae victis!*).

Néanmoins, elle demeurera surveillée en permanence par l'Armée, qui a installé un camp sur une hauteur dominant la ville.

Bagdad assure que les déclarations des rebelles sont «*le produit d'une fertile imagination*». On y reconnaît toutefois la destruction de certains villages, mais on prétend qu'il s'agit d'une affaire «*non politique et non partisane*».

«*C'est seulement un programme communal, qui vise à élever le niveau économique et social des villageois*», a dernièrement déclaré le chef du Conseil législatif de la **Région autonome du Kurdistan** (une institution créée et totalement contrôlée par Bagdad), **M. Ahmad Al-Naqshahandi**.

Cette politique semble avoir déjà porté ses fruits. Aujourd'hui, la **guérilla kurde**, par ailleurs divisée, apparaît peu à peu de conduire des opérations d'envergure sur le territoire irakien. M. Massoud Barzani l'a implicitement reconnu, en expliquant que son mouvement appliquait une nouvelle stratégie, qui comprend notamment, «*et pour la première fois, l'attaque systématique d'objectifs économiques et industriels vitaux pour l'Irak*».



*A gauche: le président irakien Saddam Hussein. Pendant la guerre avec l'Iran, il s'appuya sur les Kurdes iraniens contre Téhéran. Le régime islamiste y traite ses Kurdes aussi durement que lui. A droite: Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, assassiné à Vienne le 13 juillet dernier.*

Pendant des années, la propagande irakienne s'est efforcée de convaincre l'opinion internationale que l'autonomie accordée à la **nation kurde** était un modèle du genre. C'est vrai qu'il existe quelques petits partis kurdes fidèles au régime, mais ils ne représentent qu'eux-mêmes. C'est vrai encore que le vice-président de la République est kurde, mais son poste est purement honorifique.

Quant aux ministres kurdes, ils n'arrêtent pas, depuis quelques mois, de «*démissionner*». Tour à tour, **MM. Abdallah Ismaël**, ministre d'Etat, **Baker Rassoul Ali**, ministre des Affaires sociales, et **Hachem Hassan**, ministre d'Etat (et l'un des principaux dirigeants kurdes loyalistes), ont quitté le gouvernement ou ont été contraints de le faire.

Ainsi, le ministre chargé des Affaires kurdes, **M. Adnane Daoud Salmane**, a été démis de ses fonctions. Il n'était d'ailleurs même pas d'origine kurde. Pas plus que ne l'est son remplaçant.

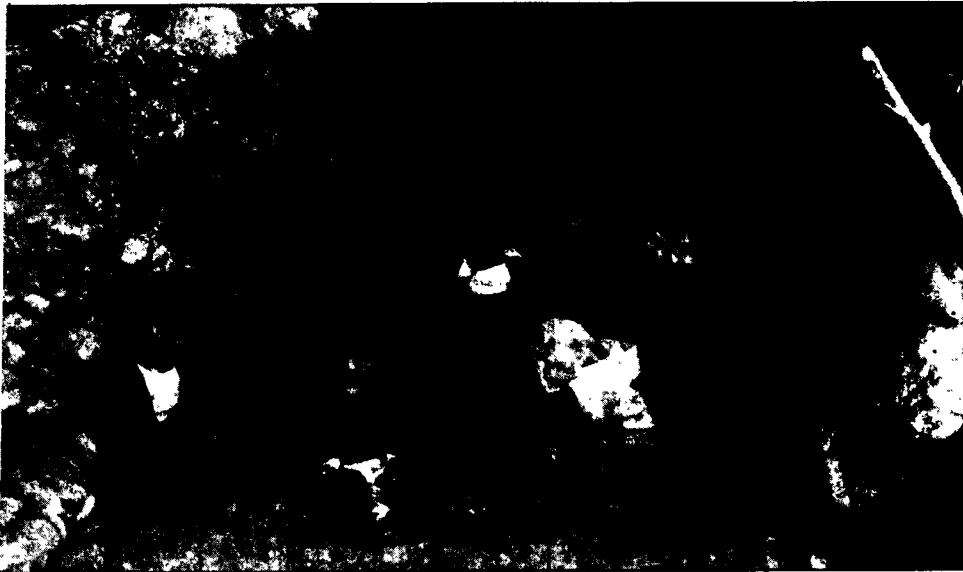
Pour justifier la répression totale de la nation kurde, le président Saddam Hussein peut invoquer l'alliance de fait entre les **pehmergas** (littéralement, «*ceux qui vont au-delà de la*

*mort*») kurdes et les troupes de Téhéran pendant la guerre irano-irakienne. C'est vrai pour le **PDK**, qui a misé sur l'Iran, sachant qu'il n'avait rien à espérer de l'actuel régime irakien. En revanche, l'«*Union patriotique du Kurdistan*» (**UPK**), le deuxième grand parti kurde, a essayé de s'entendre avec Bagdad, et son chef, **M. Jalal Talabani**, a même pris le risque de rencontrer dans cette ville le président irakien à la fin de 1983. Sans succès.

L'amnistie décrétée en **octobre 1988** par le chef de l'Etat irakien n'a convaincu pratiquement aucun fugitif kurde de se rendre. Les engagements officiels, depuis longtemps, ne sont plus pris pour argent comptant. Comment faire confiance à un régime dont l'Armée, selon l'opposition kurde, a massacré, y compris à coups de baïonnettes, des femmes et enfants sans défense, le 26 août 1988, dans la région de **Dahok**?

Pour la population kurde irakienne (entre **deux à trois millions** d'habitants, contre **quatre à six millions** en Iran, et **dix** en Turquie), la fin du long calvaire n'est pas pour demain. Il a commencé il y a très longtemps. Déjà en 1826 et en 1834, les Kurdes,

## Les Kurdes tiennent encore tête



*Fuyant les bombardements de l'armée irakienne, cette famille kurde a trouvé refuge dans une grotte. Des gaz ont été utilisés à plusieurs reprises contre les populations. Trois à quatre mille villages auraient déjà été détruits dans le nord du Kurdistan, les Irakiens veulent créer une zone de sécurité contre le terrorisme kurde dirigé d'Iran.*

qui ont une Histoire vieille de 3000 ans, et dont la langue écrite date du début de l'Islam, s'étaient soulevés contre l'empire ottoman.

L'éclatement de cet empire, au lendemain de la Première Guerre mondiale, avait porté sur les fonts baptismaux l'espoir d'un Kurdistan indépendant. Le président des Etats-Unis **Woodrow Wilson** avait alors déclaré que «*les minorités non-turques de l'empire devraient avoir droit, sans entraves, d'opter pour un développement autonome*».

En 1920, le **traité de Sèvres**, entre la Turquie et les Alliés, reconnaît le principe d'un **Etat indépendant** pour les Kurdes.

Il prévoit même la création d'une commission chargée d'«*établir un plan pour l'autonomie locale des régions habitées par une majorité kurde*», et il envisage «*l'adhésion volontaire à cet Etat kurde indépendant*» des Kurdes habitant la région de **Mossoul** (Irak).

Mais la mariée est trop belle, et surtout il y a trop de pétrole dans sa dot. Aussi les Britanniques, à qui la **Société des Nations** a confié un

mandat sur l'Irak, ne sont pas favorables à la création d'un Etat kurde, craignant de voir le pétrole de **Kirkouk** échapper à leur contrôle. En 1923, le **traité de Lausanne** abandonne les clauses du traité de Sèvres.

Les premières révoltes des tribus kurdes irakiennes ont commencé en **1919**. Elles ne vont pas cesser, entrecoupées de brèves lunes de miel avec le régime, à chaque fois qu'il change. Ainsi en 1958, quand **Moustapha Barzani**, le grand chef charismatique des Kurdes, est accueilli triomphalement à Bagdad, après le renversement de la monarchie. Huit ans plus tard, un accord reconnaît «*les droits nationaux des Kurdes*», et prévoit l'adoption du kurde comme langue officielle.

L'amendement de la Constitution provisoire, le 17 juillet **1970**, apporte un peu d'espoir. Il établit que deux nationalités principales vivent en Irak: les **Arabes** et les **Kurdes**. Il sera complété par la loi de 1974 sur l'autonomie du Kurdistan.

Pourtant, la guerre reprend de plus

belle, Moustapha Barzani ne voulant pas répondre à l'injonction qui lui a été faite d'accepter ce statut, ni de rejoindre le «*Front national progressiste*», créé par le parti **Baas** et le parti communiste irakien.

L'Iran et **M. Henry Kissinger**, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, soutiennent alors les combattants kurdes. Estimés à 50000, ils n'ont jamais été aussi bien organisés, grâce notamment aux milliers de militaires et d'intellectuels qui les ont rejoints. La guerre, selon Bagdad, fera 16000 victimes dans les seuls rangs de l'armée irakienne.

**L'accord d'Alger** de mars **1975** met fin à la révolte que Bagdad ne parvenait pas à réduire. Téhéran cesse son aide aux rebelles. En contrepartie, l'Irak renonce comme frontière à la rive orientale du **Chatt Al-Arab**, cette vaste étendue d'eau située à la confluence du Tigre et de l'Euphrate et qui se jette dans le Golfe.

La guérilla s'effondre immédiatement: 70% des peshmergas se rendent; 30000 guérilleros se réfugient en Iran. Moustapha Barzani déclare que «*la rébellion kurde ne reprendra jamais*». Elle allait pourtant repartir dès 1976, surtout à l'initiative de **Jalal Talabani**, qui fonde, en 1975, **l'Union patriotique du Kurdistan**.

La guerre Iran-Irak donne un nouveau souffle à la guérilla, surtout après que Téhéran eut déclenché une série d'offensives dans le Kurdistan irakien, pour «*créer les conditions nécessaires à la poursuite des combats*» par les peshmergas.

Aujourd'hui, la question kurde est une des dernières écharde dont le président Saddam Hussein ne soit pas parvenu à se débarrasser. Le Kurdistan ne lui porte pas chance. C'est en revenant d'une inspection dans cette région, le 5 mai dernier, que son gendre et ministre de la Défense, le général **Adnane Khairallah**, numéro deux ou trois du régime, a péri dans un très étrange «*accident*» d'hélicoptère. ■

# الغد الديمقراطي

لسان حال التجوع الديمقراطي العراقي

العدد (٧٠) اواسط آب - اغسطس ١٩٨٩

هادي العلوي

لمحة تراثية

## كرد بن عامر؟

سمع الناس بهذا الاسم لأول مرة من لسان مخلوق سابق كان يحكم العراق الذي ابتلي بالولاة العثمانيين طيلة خمس قرون - فلنكي يبحث عبد السلام عارف عن مستند لانكار حقوق الاكراد طلب من بعض المعنيين بالتاريخ معلومات تفيد في خطابه حول هذا الموضوع. فجاءه بخبر من كتاب مروج الذهب للمسعودي يقول: ان اصل الاكراد يرجع الى كرد بن عمرو بن عامر ماء الساء وهذا الخبر مثبت في الجزء الاول.

وقد اعتاد المؤرخون الاسلاميون ان يخصصوا الجزء الاول من توارخهم لاخبار القدماء من العرب والامم الاخرى. ولما كانوا لا يملكون اية وثائق عن تاريخ هذه الامم فقد كانوا يلجأون الى المراد من اليهود ليحكوا لهم اخبارها. وكانت للمسلمين في عصرهم الاول نظرة الى اليهود تعتبرهم اهل الكتاب الاول. اي اول من كتب كتاباً وبالتالي فلهم سبق في المعارف على غيرهم. فكانوا يستمعون اليهم ويعتبرون ما يخبرونه بهم صادقاً لا يحتاج الى تمحيص (استمر هذا الحال الى ان جاء ابن خلدون فوضع مبادئ التحقق من الخبر في التاريخ) ثم سار بعض المسلمين على هذه المهنة اليهودية فاخذوا يتحلقون صنعة الرواة الذين يرجع اليهم الناس في اخبار الامم. ومحتويات الاجزاء الاولى لمصادر التاريخ الاسلامي مشحونة بهذه الاباطيل. ومنها هذا الخبر عن اصل الاكراد. ولا اعتقد ان غرض المسعودي كان قومياً كغرض مخلوقات هذا الزمان وانما ساق الخبر كما وصله من هؤلاء الرواة. وهذا ليس الوهم الوحيد عند العرب المسلمين بشأن اصول الامم فقد أرجعوا البربر في شمال افريقيا الى الحميريين. في حين لم تثبت اي هجرة لاهل اليمن الى تلك الاصقاع قبل الاسلام. وانما كانت هناك موجة سامية سابقة هم الكنعانيون (الفينيقيون) الذين انتشروا في المغرب واقاموا لهم كيانات سياسية في انحاء متفرقة منه اخطرها واكبرها دولة قرط حذش (قرطاجة) فيما يسمى اليوم تونس.

شخصية عامر تاريخية. اما كرد فمشكوك فيه. ولو افترضنا تاريخيته لما ترتب عليه شيء. الا ترى عزيزي القارىء اني قد دخلت في المسخرة حين اردت البرهنة على بطلانها؟ مهما يكن فلنكمل الكلام. ان عامر وهو الملقب ماء الساء هاجر من اليمن الى بادية الشام بعد انهيار سد مأرب في القرن الثالث الميلادي. وهذا يعني تبعاً لداخلة عبد السلام عارف رئيس جمهوريتنا السابق ان الاكراد لم يكونوا قد خلقوا حتى نهاية القرن الثالث على الاقل، اما في القرن الرابع فتكون قد تألفت منهم بعض الاسر. وفي القرن الخامس صاروا عشيرة صغيرة وفي السادس كبرت العشيرة. اما في السابع فلتنقل اهم صاروا قبيلة. وهكذا يكونون عندما وصلهم الاسلام بالفتوحات ايام عثمان بن عفان لم يصبحوا بعد شعباً. لان السيد كرد بن عامر لا يمكن ان يتناسل في ثلاثة قرون ليكون اكثر من قبيلة صغيرة مهما بلغ عدد الزوجات اللواتي اقترن بهن او الجوارى اللواتي ضاجهن.

رئيس جمهوريتنا الحالي يشترك مع رئيسنا السابق في ان كلا منهما ابي. لكنه يتميز عن صاحبه بالذكاء في التاكيد. ولذلك نحل عن مسخرة كرد بن عامر واخذ يبحث عن اصول وعلمية لتاكيد عروبة الاكراد. وأحدث ماتوصل اليه في هذا الباب تقرير نشرته مجلة الوطن العربي التي يتولاها الصحفي اللبناني وليد ابو ظاهر. وهو أحد المليونيريين القلائل في مملكة الصحافة العربية. ومؤسسته في باريس ممولة باموال عراقية خالصة تناهز

الخمسين مليون دولار (بالشمبنا الجماع في محميات ايران وزواريب السيدة زينب).

التقرير عنوانه: «هذه القبائل الكردية اصلها عربي» وقد نشر بدون توقيع وهنا يكمن الاشكال. فالتقرير يحتوي على تفاصيل تاريخية مستقاة من مصادر لا يقرأها رؤساء الجمهوريات وانما هي من اختصاص المتفرغين للبحوث. والامر الطبيعي هنا ان كاتب التقرير هو باحث وليس رجل دولة. وبمعنى ضيق صفحات الغد الديمقراطي من مناقشة محتوى التقرير، وهو ما عمل فيه الآن لنشره في صحيفة تتسع للبحوث. وفي هذه اللمحة اردت فقط ان اكشف سر التوقيع. ان عدم نشر اسم الباحث يعني انه غير واثق من استنتاجاته وانه بالتالي لم يكتب التقرير عن قناعة. ويمكن ان نفترض تبعاً لذلك وجود ثلاث حالات املت عليه كتابة هذا التقرير. الاولى ان يكون مسجوناً وطلبوا اليه ان يكتب لهم هذا الموضوع ثمناً للافراج عنه، فكتبه وخرج من السجن. الثانية ان يكون من العاملين في اجهزة الدولة (الدولة اقولها مجازاً فالعراق ليس فيه دولة) فطلبوا منه ان يكتب لهم هذا البحث وخاف اذا لم يلبي الطلب ان يقتل. وانا اعرف تقراً من هؤلاء الباحثين حاولوا الخروج من العراق لتفادي هذا المأزق فلم يوفقوا. وقد يكون صاحبتنا من بينهم. الثالثة ان يكون من المرتزقة وهي الحالة الغالبة على الباحثين والادباء العرب من العراقيين وغيرهم. وانا ارجح احدي الحالتين الاولى او الثانية اي ان التقرير كتبه باحث مغلوب على امره. وعماذ في ذلك ان الباحث ضحك على ذقون امره في تضاعيف التقرير فأراهم أنه قدم الادلة الدامغة على عروبة كردستان باستعراض المشائر من الجماعات العربية التي استوطنت فيها. لكنه كان حريصاً ان يبين بعد الحديث عن كل جماعة نزلت في كردستان انما انصهرت في الاكراد وانقطعت عن اصولها ونسبت لغتها وصارت تتكلم اللغة الكردية. وبذلك اثبت الحقيقة التالية وهي: ان كردستان تبهم الغرباء حتى يتأبوا اكراداً.

وأنه مامن غريب نزل هذا الاقليم معها يكن عدده واستطاع ان يصهره في قومته. فبقيت كردستان رغم كثرة الغرباء، الذين استوطنوا فيها اقليم كردي خالص.

لقد قدم هذا الباحث المغلوب على امره الدليل القاطع على كروية كردستان وليس على عروبتها. وانا انصح الاكراد ان يمتنوا بهذا التقرير ويعمموا للدراسة بعد ان يشطبوا منه العبارات والتعليقات التي اضافها اليه جهاز الامن، وبماكانهم ان يميزوا هذا عن ذاك بالنظر للفروق الواضحة بين لغة الباحثين ولغة البلطجية الاميين.

Massoud Barzani, irakischer Kurdenführer, zu Fluchtbewegungen in die Schweiz

# Den Völkermord an Kurden bekämpfen

In den Westen und in die Schweiz geflohene Kurdinnen und Kurden sind mehrheitlich politische Flüchtlinge. Dies erklärt einer der einflussreichsten Regimegegner des Irak, der Kurdenführer Massoud Barzani. Die Schweiz solle ihren Einfluss gegen Völkermord, Giftgasmassaker und Vergiftungen an der kurdischen Bevölkerung wahrnehmen. Konkret soll sie ein Kontingent irakischer Flüchtlinge aus türkischen Lagern aufnehmen und die Lieferungen von Pilatus-Porter-Flugzeugen nach Irak stoppen.

Zwischen 5000 und 8000 Kurdinnen und Kurden warten in der Schweiz auf Asyl. Zehntausende fliehen jedes Jahr nach Westeuropa, bei langsam steigender Tendenz. Sie kommen grösstenteils aus der Türkei, aber auch aus Irak, Iran und Syrien. Warum fliehen diese Leute?

Wir wollen sie nicht zu Flüchtlingen machen. Wir ermutigen sie nicht, hierher zu kommen. Doch es gibt einen politischen Hintergrund. Die meisten sind politische Flüchtlinge. Sie sind gezwungen zu fliehen. Denn sie haben keine zivilen Rechte mehr. Sie sind unterdrückt.

Gibt es Unterschiede von Land zu Land? Im Irak ist es am schlimmsten. Dort gibt es

eine Völkermord-Kampagne der Regierung. Sie will die physische Vernichtung der kurdischen Bevölkerung. 4000 Ortschaften wurden schon zerstört, und mit ihnen die kulturelle Identität der Kurden, ihr Lebensgefühl. 1,5 Millionen Kurden wurden im eigenen Land umgesiedelt, 100 000 irakische Kurden wurden zu Flüchtlingen im Irak selbst und in der Türkei. Eine Fläche so gross wie die der Schweiz wurde dadurch von Kurden freigeräumt.

Im März 1988, vor eineinhalb Jahren, sahen wir die erschütternden Bilder von irakischen Giftgasmassakern gegen das eigene kurdische Volk in Halabce. Vier Monate

später war der irakisch-iranische Krieg aus. War dies auch das Ende der Giftgasensätze?

Nein. 1988 war ein schwarzes Jahr in der kurdischen Geschichte. Chemische Waffen wurden auch vor und nach dem Halabce-Massaker eingesetzt. Sofort bei Ende des Krieges lagerte die irakische Armee ihre Kräfte um. Die chemischen Waffen wurden noch intensiviert. Es war verheerend für uns. Wir mussten damals unersessene angestammten Gebiete verlassen; das Land dort ist jetzt von Menschen entleert. Und unsere Taktik wechselte zum Guerillakrieg.

Das Gift verfolgte ihre Leute über die Grenzen zur Türkei hinweg: Wir lasen hier von Vergiftungen in irakischen Flüchtlingslagern in der Türkei.

Es gab am 8. Juni 1989 einen schlimmen Zwischenfall in Mardin, im Süden der Türkei. 2000 irakische Flüchtlinge, die dort unter miserablen Verhältnissen lebten, wurden von mysteriösen Krankheiten befallen: Lähmungserscheinungen, Erblindungen, Erbreechen und Unterleibschmerzen. Einer unabhängigen Untersuchungskommission verweigerten die türkischen Behörden den Zutritt zum Lager. Ebenso einem Arzt und einem Journalisten. Diesen gelang es dann aber mit unseiner Hilfe, Brot, Öl und Blutkonserven herbeizuschmuggeln. Diese wurden in London und in Schweden untersucht. Es wurde dabei klar herausgefunden, dass es sich um organische Phosphate handelt, die in Nervengift und Pestiziden vorkommen. Sogar in der Türkei sind wir also nicht sicher.

### Die Schuldigen?

Das war der irakische Geheimdienst. Aber auch lokale türkische Behörden mussten darin verstrickt sein, denn ohne sie wären die Vergiftungen nicht möglich gewesen.

Schweizer Menschenrechtsdelegationen versuchten gar nicht erst, in die irakischen Lager zu gelangen. Die Türkei sperrt sie ja systematisch ab. Haben Sie dennoch Informationen von dort drinnen?

Wir erhalten häufig Berichte, manchmal täglich. Es wird jetzt immer schlimmer. Die Leute in den Lagern werden wie in Gefängnissen gehalten. Die türkischen Behörden haben mittlerweile auch schon 2500 Flüchtlinge nach dem Iran weitergeschickt. Sie weigern sich, Flüchtlinge selbst aufzunehmen.

Was hat die Schweiz dabei für eine Rolle? Kann sie jetzt, nach Kriegsende zwischen Iran und Irak, Wirtschaftshilfe leisten?

Die Schweiz hat ein breites Spektrum an Gütern anzubieten: Uhren, Maschinen, pharmazeutische Produkte.

Bis jetzt hat sie aber unter anderem über hundert Flugzeuge innert acht Jahren in den Irak geliefert, die dann dort teilweise im Golfkrieg verwendet worden sind.

Wir wissen, dass solche Flugzeuge geliefert wurden, Pilatus Porter PC 7 und PC 9. Sie waren Zivilflugzeuge, aber sie konnten leicht in Offensivwaffen umgebaut werden. Einer der Giftgasangriffe auf das kurdische Volk geschah mit einer solchen PC 7. Einzelne meiner Guerillaleute und viele Leute aus der Bevölkerung wurden dadurch getroffen und getötet. Es bleibt mir unverständlich. Ob die Schweizer Regierung davon weiss? Ich weiss nicht, wie Ihre Bevölkerung darüber denkt. Für uns klebt an diesen Flugzeugen blutiges Geld.

Die Menschenrechtsorganisation amnesty international fordert von allen Behörden den Export von Rüstungsgütern – gerade auch von Flugzeugen, wie den PC 7 und PC 9 – in menschenrechtsverletzende Staaten zu stoppen.



Freitag  
1. September 1989

Diese Forderung ist richtig. Einen solchen Stopp hat soeben die britische Regierung vorgenommen. Sie wollte ursprünglich einen zivilen Flugzeugtyp nach Irak liefern, der wie die PC 7 in eine Offensivwaffe umgebaut werden kann. Doch die Kampagne von amnesty blieb erfolgreich: Es gab Diskussionen im Parlament und innerhalb der Kirchen. Als Folge musste die britische Regierung jetzt ihre Meinung ändern. Dies ist ein sehr ermutigendes Resultat.

*Was könnte die Schweiz sonst noch tun? Irakische Flüchtlinge aufnehmen, wie dies Frankreich mit gegen 300 Kurdinnen und Kurden kürzlich getan hat?*

Persönlich verstehe ich die politische Lage der Schweiz; die ein neutrales Land ist. Aber die Schweiz könnte trotzdem mehr Einfluss ausüben, damit die Repression bei uns gestoppt wird. Es gibt in den irakischen Lagern kurdische Flüchtlinge, die nicht zurück können, auch nicht in den

Iran. In der Türkei werden sie wie Gefangene gehalten. Die Schweiz könnte als humanitäre Geste eine gewisse Zahl von irakischen Flüchtlingen aufnehmen.

*Ist ein Ende der Unterdrückung der kurdischen Völker und damit ein Ende der Fluchtbewegungen in Richtung Westen absehbar?*

Die kurdische Bevölkerung ist einheitlicher denn je. Seit Mai 1988 gibt es eine gemeinsame irakische «Kurdistan Front». Einer meiner Gründe, in die Schweiz zu kommen, ist es, ein gemeinsames Vorgehen für die kurdische Sache auf internationaler Ebene zu besprechen. Ich bin optimistisch, dass wir für die 20 bis 25 Millionen kurdischen Menschen das Selbstbestimmungsrecht gemeinsam erreichen werden. Doch wir sind eine realistische Bewegung, wir machen uns keine Illusionen: Es ist extrem schwierig, die politischen Grenzen zu verrücken.

(Interview: Beat Leuthardt)

## Eine «Staatsvisite» unter Bundesschutz

leu. Bern. Wie ein Staatsoberhaupt wurde er bei seinem ersten Auftritt in der Schweiz überwacht: der Iraker Masoud Barzani, Präsident der Demokratischen Partei Kurdistans-Irak. Er gilt als einer der bedeutendsten Kurdenführer und Ansprechpartner im Irak. Die schweren Sicherheitsauflagen der Bundesanwaltschaft an die Asylkoordination Schweiz, von der Barzani eingeladen worden war, hatten ihre Gründe: So war vor genau sieben Wochen der Kurdenführer aus dem Iran, Abdolrahman Ghassemilou, in Wien bei Friedensverhandlungen zu Kurdistan erschossen worden.

Im kurdischen Heimatgebiet bewegt sich Barzani nur mit dem Flugzeug oder

im Gelände, sagt er, der Gegner des diktatorischen irakischen Regimes. In der Schweiz hat er seit Montag zahlreiche Gespräche geführt: mit Vertretern des UNO-Hochkommissariats für Flüchtlinge und des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz (IKRK) in Genf, mit dem Schweizerischen Roten Kreuz sowie mit Abgeordneten des Nationalrats und des Bundes (unter anderem mit dem Koordinator für Flüchtlingsfragen im Departement für Auswärtige Angelegenheiten, Rudolf Weiersmüller). Zuvor hatte Barzani unter anderem in Schweden, Frankreich und Grossbritannien gleichartige Treffen gehabt. Demnächst will er nach kurdisch-Irak zurückkehren.

Orne Info  
1989  
Septembre

## NOUS, KURDES VIVANT A ALENÇON

« Le peuple kurde est partagé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et disséminé en URSS. Il compte dix millions d'habitants. Le Kurdistan s'étend sur un territoire grand comme la France.

Malgré cette situation, les Kurdes ont toujours conservé leur culture, leur langue, leurs traditions et leurs religions.

Dans tous les pays où ils vivent, les Kurdes ne sont pas reconnus et sont persécutés. En Turquie, les Kurdes sont opprimés. Ils n'ont aucune liberté d'expression: pas le droit de parler leur langue dans la rue, pas d'écoles, pas le droit de chanter ou de danser. Ils sont obligés de se cacher pour s'exprimer.

Avant 1920, et depuis cette date, la Turquie a essayé en vain et par tous les moyens d'assimiler les Kurdes, de nier et de faire disparaître totalement leur culture.

« Entre autres moyens, l'état Turc a réquisitionné les maisons, les jardins, les terres, les propriétés privées, les outils de travail; les agriculteurs ont dû émigrer vers la ville, où il est pour eux difficile de trouver du travail.

Habituellement les Kurdes vivent dans des villages de montagne. Ils sont agriculteurs ou pasteurs nomades. Dans les villes Kurdes, les jeunes sont étudiants, apprennent le Turc, ou travaillent dans des usines de coton, de fabrication de tapis, ou encore dans l'agro-alimentaire.

Beaucoup de paysans ont quitté leur village pour aller en ville pour les enfants puissent fréquenter l'école. Ils retournent dans leur village l'été pour les vacances.

Voilà en peu de mots la situation actuelle du peuple Kurde.

En ce qui nous concerne, nous avons trouvé à Alençon un travail et un logement. C'est pour nous très important.

Mais surtout, comme d'autres peuples et d'autres nationalités, nous avons trouvé en France une sécurité qui n'existe pas dans notre pays ».

FRA0192 4 I 0256 TUR /AFP-ED93  
Turquie-Kurdes

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Le chef de l'opposition turque s'élève "contre la torture" dans le sud-est

ANKARA, 2 sept (AFP) - Le président du Parti Populiste Social Démocrate (PPSD), M. Erdal Inonu, s'est élevé samedi à Siverek (province d'Urfa, dans le sud-est de l'Anatolie) "contre la torture des habitants de la région qui ont une langue maternelle différente du turc", rapporte l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Le chef du plus important parti de l'opposition turque a promis que "le gouvernement du PPSD établira un ordre où tous les citoyens seront traités à pied d'égalité et que personne ne pourrait réprimer la population locale" lorsqu'il sera au pouvoir.

M. Inonu, en visite à Siverek, pour soutenir le candidat de son parti dans les élections municipales partielles dimanche, après le décès du maire, a fait cette déclaration lors d'une réunion publique sur la grande place de cette petite ville à majorité kurde.

Les responsables locaux du PPSD avaient préparé un rapport selon lequel "les forces de l'ordre torturaient les habitants locaux accusés de séparatisme, sous prétexte qu'ils parlent leur langue maternelle, le kurde", selon une copie du rapport recueilli par l'AFP.

Le PPSD, avec l'autre grand parti de l'opposition, le Parti de la Juste Voie (PJV, droite traditionnelle), vainqueurs des élections municipales du 26 mars, contestent la "légitimité" du gouvernement et réclament des législatives anticipées avant l'élection par l'Assemblée en novembre du président de la République.

rd/gb

AFP 021420 SEP 89

**KURDE**  
**ALLO**  
**LE**

2.9.1989

## La grève de la faim d'un Kurde iranien à Bagdad Une étrange mésaventure

Ali Ghazi, fils unique du célèbre chef kurde Ghazi Mohammad, qui, de janvier 1946 à mars 1947, avait présidé aux destinées de l'éphémère République kurde de Mahabad, se trouve depuis trois ans en résidence surveillée à Bagdad. Toutes les démarches entreprises à l'étranger par ses proches en vue de connaître les raisons de sa détention arbitraire et obtenir sa libération sont demeurées vaines. En désespoir de cause, Ali Ghazi, dont le seul crime semble être d'avoir eu trop confiance en l'Irak, a commencé le 25 août une grève de la faim et de la soif pour attirer l'attention sur son cas.

L'histoire de M. Ali Ghazi est peu banale. Militant de la cause kurde depuis sa plus tendre enfance - il avait quatorze ans lorsque son père fut pendu, à l'aube du 31 mars 1947, sur la place de Chwar-Chira, où, un an plus tôt, il avait proclamé la République de Mahabad, - il n'avait apparemment pas rompu avec le régime du chah. Ce dernier l'avait d'ailleurs nommé par la suite au poste relativement obscur d'attaché économique à l'ambassade d'Iran de Bonn.

Après la révolution islamique, comme tant d'autres Kurdes iraniens, il avait choisi le camp de l'Irak contre l'Iran, avec l'espoir que la victoire de Bagdad contre Téhéran dans la guerre du Golfe précipiterait la chute du régime islamique et faciliterait la libération du Kurdistan iranien.

Dans ce but, Ali Ghazi était devenu peu à peu presque un agent de renseignement de Bagdad, fournissant à l'Irak à partir de Bonn, où il s'était installé, de nombreuses et utiles informa-

tions civiles et militaires. Son travail avait été grandement apprécié par les Irakiens qui l'avaient invité en août 1986 à Bagdad, où, avaient-ils précisé, le président Saddam Hussein souhaitait le voir. Muni d'un billet d'avion de première classe, gracieusement mis à la disposition par l'ambassade d'Irak à Bonn, il s'était aussitôt rendu dans la capitale irakienne, où il avait été reçu avec chaleur.

L'euphorie avait cependant laissé rapidement la place aux déceptions. Une semaine après son arrivée à Bagdad, il avait exprimé le souhait de regagner Bonn, sans avoir été reçu par le président irakien. Au moment de monter dans l'avion, il avait cependant été arrêté par des militaires et conduit vers une résidence de la banlieue de Bagdad, où il végète depuis trois ans sans savoir exactement ce qu'on lui reproche. Plusieurs interventions personnelles de M. Genscher, chef de la diplomatie allemande, auprès de son collègue irakien, M. Tarek Aziz, à Bagdad en 1987, puis à Bonn et à New-York en 1988, sont restées vaines. Le ministre irakien des affaires étrangères a promis de « faire de son mieux », de même que M. Hashimi, ambassadeur d'Irak à Paris, sollicité par les proches de M. Ghazi.

Ces derniers s'interrogent sur les mystères de Bagdad et les raisons qui incitent les autorités irakiennes à agir d'une manière désinvolte à l'égard d'une personnalité kurde qui avait pourtant démontré, avec peut-être un peu trop de naïveté, sa bonne volonté à leur endroit.

JEAN GUEYRAS.



A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0192 4 I 0256 TUR /AFP-ED93  
Turquie-Kurdes

Le chef de l'opposition turque s'élève "contre la torture" dans le sud-est

ANKARA, 2 sept (AFP) - Le président du Parti Populiste Social Démocrate (PPSD), M. Erdal Inonu, s'est élevé samedi à Siverek (province d'Urfa, dans le sud-est de l'Anatolie) "contre la torture des habitants de la région qui ont une langue maternelle différente du turc", rapporte l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Le chef du plus important parti de l'opposition turque a promis que "le gouvernement du PPSD établira un ordre où tous les citoyens seront traités à pied d'égalité et que personne ne pourrait réprimer la population locale" lorsqu'il sera au pouvoir.

M. Inonu, en visite à Siverek, pour soutenir le candidat de son parti dans les élections municipales partielles dimanche, après le décès du maire, a fait cette déclaration lors d'une réunion publique sur la grande place de cette petite ville à majorité kurde.

Les responsables locaux du PPSD avaient préparé un rapport selon lequel "les forces de l'ordre torturaient les habitants locaux accusés de séparatisme, sous prétexte qu'ils parlent leur langue maternelle, le kurde", selon une copie du rapport recueilli par l'AFP.

Le PPSD, avec l'autre grand parti de l'opposition, le Parti de la Juste Voie (PJV, droite traditionnelle), vainqueurs des élections municipales du 26 mars, contestent la "légitimité" du gouvernement et réclament des législatives anticipées avant l'élection par l'Assemblée en novembre du président de la République.

rd/gb

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0383 4 I 0207 USA /AFP-QA82  
Irak-politique

Le parlement irakien examinera avant fin 1989 des projets de réformes constitutionnelles

BAGDAD, 4 sept (AFP) - Le président du Conseil national (Parlement) irakien, M. Saadi Mahdi Saleh, a indiqué que l'assemblée examinera avant fin 1989, des projets de réformes constitutionnelles et politiques devant notamment déboucher sur l'adoption du multipartisme dans le pays et la réglementation de la presse.

Dans une déclaration publiée lundi par l'hebdomadaire irakien al-Ittihad, M. Saleh a précisé que l'instauration du multipartisme dans le pays est "une affaire entendue". "La nature des partis ainsi que la manière et le moment de leur formation seront décidés ultérieurement, après la révision de la constitution", a-t-il dit.

Les instances dirigeantes en Irak avaient formé en février dernier trois commissions chargées de préparer, chacune, un projet de loi relatif à un volet de cette réforme.

Trois partis seulement sont actuellement autorisés en Irak : le Baas, une fraction du Parti Démocratique du Kurdistan irakien, et le Parti de la Révolution du Kurdistan. Ils sont regroupés au sein du Front National Progressiste (FNP), dirigé par le parti Baas, au pouvoir depuis juillet 1968.

fch-ht/mst idf

AFP 041835 SEP 89

5 SEPT 89 DEPECHE DE DIJON

## Les Kurdes et les Arméniens

De L.B. à Miribel :

« Suite au reportage sur les Kurdes, signé par M. Bernard Schreier « Revivre en Auvergne », je me permets, pour compléter ce reportage, de vous signaler un fait historique. Les Kurdes, nomades depuis des siècles, ont été sollicités au XIX<sup>e</sup> siècle (1915 pour être précis) par le gouvernement Ottoman turc pour participer à l'extermination des Arméniens vivant en Anatolie, moyennant un territoire, qui reviendrait aux Kurdes, à la place des Arméniens massacrés.

Les Kurdes, naïfs, croyant à la parole des Turcs, ont donc participé au génocide des Arméniens. La suite, on la connaît ; après cette sale besogne, c'était au tour des Kurdes d'être massacrés par les Turcs.

Conclusion : avant de pleurer pour les Kurdes, lire ou relire les archives et les documents sur les événements au début du siècle sur la Turquie.

P.S. : Né en France, d'origine arménienne, de parents rescapés du génocide de 1915, je vous serais très reconnaissant de publier intégralement mon courrier, fidèle lecteur depuis cinquante ans de votre journal ».

le débat des lecteurs

## IRAK Grève de la faim d'un Kurde iranien

LE FIGARO  
6 SEPT. 89

□ Retenu en Irak contre son gré, une personnalité kurde iranienne, Ali Ghazi, fait depuis une dizaine de jours la grève de la faim, a-t-on appris de source kurde. Fils du président de l'éphémère République kurde de Mahabad (196-1947), qui fut exécuté sous le chah, Ali Ghazi vivait en RFA, où il rendit des services à Bagdad pendant la guerre Irak-Iran. Le président Saddam Hussein l'invita en 1986 à Bagdad, où, selon ses proches, il fut vite mis en résidence surveillée.

QUINTOTEN DE PARIS  
6 SEPT 89

## AU MOYEN-ORIENT

**REJET.** Le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), opposé au régime de Téhéran, a rejeté « deux propositions du gouvernement iranien sur la poursuite des pourparlers susceptibles de trouver une solution au problème kurde en Iran », a affirmé hier à Bagdad son secrétaire général par intérim, Saïd Badaf.

MINUTE  
6 SEPT 89

## Préférence

A Dreux, une trentaine de Kurdes ont fait la grève de la faim la semaine dernière. Ils ont occupé le parvis d'une ancienne chapelle située en plein centre ville.

Le maire, Jean Hieaux, excédé, a voulu les expulser avec le concours des forces de l'ordre. C'est que deux jours plus tard, un spectacle de rue offert aux jeunes Drouais devait se tenir précisément à la même place.

Mais la préfecture d'Eure-et-Loir y a mis son veto.

Entre les Français et les Kurdes, le pouvoir socialiste avait choisi !



## DREUX AVEC LES KURDES MASSACRES

ROUGE  
7 SEPT 89

Les Kurdes sont aujourd'hui vingt millions en Turquie. Ils sont soumis à une féroce répression, de la part des autorités d'Ankara. Tout comme l'aviation de Bagdad organisa le bombardement chimique de la région qu'occupaient leurs frères d'Irak, les militaires turcs, équipés d'hélicoptères français PUMA, n'ont pas hésité à déverser des gaz toxiques sur des villages kurdes. Une information confirmée, le 22 août, par le grand quotidien *Milliyet*.

Pour protester contre cette situation, une trentaine de militants turcs et kurdes ont observé une grève de la faim, au milieu du mois d'août, en plein centre de Dreux. Leur protestation n'est pas passée inaperçue, le Front national engageant une virulente

campagne contre la « libanisation de la France ». Le maire de Dreux, dont les liens avec l'extrême droite ne sont plus à démontrer, ne voulut pas être en reste et prit un arrêté d'expulsion qu'il vint en personne leur signifier, escorté de commerçants.

Tout cela contribua à susciter un élan de solidarité autour des jeûneurs, deux mille signatures venant s'apposer au bas d'une pétition demandant la cessation des atrocités commises par le régime d'Ankara. Un rassemblement fut même organisé, le 26 août, à l'appel de l'union locale CGT, de la LDH, du SAF, du MRAP, du PS, du PCF, de la LCR et du MPPT.

Un vrai succès en pleine période de congé !

Correspondant

Rivarol  
8. 9. 1989

### LES PETITS KURDES FUTURS « BONS FRANÇAIS » ?

Ayant à faire face à l'arrivée massive des Turcs de Bulgarie dont le gouvernement de Sofia veut se débarrasser, Ankara ne sait que faire des Kurdes qui ont fui l'Irak en août 1988. Présidente de l'association « France-Liberté » qu'elle a fondée, Danielle Mitterrand s'est apitoyée sur leur sort lors de son voyage en Turquie et a proposé (ou imposé ?) l'accueil de quelques centaines de réfugiés kurdes (cf. RIV. du 28 juillet). Non pas à l'Elysée ou dans l'une des propriétés mitterrandiennes, mais dans un camp militaire d'Auvergne où le 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand a reçu mission de s'occuper d'une cinquantaine de familles (337 personnes dont 180 enfants de moins de 16 ans).

En attendant d'obtenir le statut de réfugiés (à vie, sans doute), ces Kurdes disposeront d'un permis de séjour de six mois renouvelable qui leur permettra de circuler librement dans l'Hexagone, une possibilité qui ne fut pas accordée aux harkis dans les années 60. Ceux-ci n'eurent d'ailleurs pas droit aux attentions dont jouissent les protégés de la Présidente, pour lesquels ont été recréées des conditions de vie similaires à celles de leurs villages, avec, de surcroît, infirmière, médecin, maître d'école, sans oublier des machines à coudre pour les femmes, et des postes de télévision, dont l'un a été offert par Michel Charasse, député du Puy-de-Dôme. Et, bien entendu, quelque argent de poche en attendant les Allocations familiales (faites le calcul) qui encourageront les couples à multiplier les naissances dans cette nouvelle diaspora qui, n'en doutons pas, fera boule de neige... et, peut-être, pas mal de dégâts, puisque les gazettes locales nous apprennent que ces néo-Hexagonaux, généralement porteurs de prénoms guerriers (« Pas de pitié », « Vengeance », etc.) se repaissent à la veillée des brillants exploits des « peshmerga » (résistants) antiturcs et anti-irakiens. Encore une « chance pour la France » à mettre à l'actif de Danielle Tré, « reine des Kurdes »...

Télé 7 jours  
9. 9. 1989

#### DU CÔTÉ DE CHEZ FRED

##### LES KURDES

Prévue le 7 septembre, cette émission n'a pu être diffusée à cette date. Partagés entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie, les Kurdes aspirent à créer une nation autonome. Depuis longtemps, ils mènent une guérilla sporadique dans les montagnes d'Asie. Lorsque le gouvernement irakien décide de créer une « zone inhabitée de sécurité » le long de ses frontières, il commence au Kurdistan avec l'intention de couper les Kurdes de leurs chefs rebelles et de les regrouper dans les villes où le contrôle est constant... De nombreux réfugiés vivent en France et en RFA. Avec Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0090 4 I 0297 IRK /AFP-AJ14

Irak-Kurdes

Elections "libres" au Kurdistan irakien, mais sans candidats des partis kurdes légaux et d'opposition

BAGDAD, 9 sept (AFP) - Les électeurs kurdes devaient choisir samedi leurs 50 députés au Conseil législatif de la région autonome du Kurdistan irakien, parmi 173 candidats dont aucun ne représente les deux partis kurdes loyalistes ou les nombreux mouvements ou groupuscules kurdes d'opposition.

Cette élection dans le Kurdistan irakien est la première depuis l'écrasement de la rébellion en août-septembre 1988 au lendemain du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran. Elle survient aussi alors que l'opposition kurde en exil accuse régulièrement le gouvernement irakien d'avoir rasé 4.000 villages et de continuer à en déporter les populations.

Selon M. Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan irakien (PDK, l'un des deux principaux mouvements d'opposition armée), jusqu'à présent plus d'un million et demi de Kurdes ont dû fuir leurs villages et plus de 200.000 ont trouvé refuge en Turquie ou en Iran.

Le Kurdistan irakien compte entre 2 et 3 millions d'habitants, mais le nombre d'électeurs n'a pas été révélé.

Ces élections sont qualifiées de "libres" par les autorités. Toutefois, aucun mouvement kurde d'opposition n'est autorisé à y participer et pas davantage le Parti communiste irakien (interdit). Curieusement, aucun des 173 candidats ne se réclament des deux partis kurdes loyalistes, le Parti Démocratique du Kurdistan Irakien (PDK, scission du PDK de Massoud Barzani) et le Parti révolutionnaire Kurde (PRK).

Les candidats sont en majorité des membres du parti Baas au pouvoir, qui se proclament tous de fervents patriotes.

Le Conseil législatif kurde est renouvelé pour la 3ème fois depuis sa création en 1974.

jpp/bd

AFP 090750 SEP 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0304 4 GI 0107 FRA /AFP-DC52

France-Kurdes

Manifestation kurde à l'occasion du 9ème anniversaire du coup d'Etat en Turquie

STRASBOURG, 9 sept (AFP) - Quelque 300 Kurdes et Turcs, venus de l'Est de la France, ont manifesté samedi dans les rues de Strasbourg à l'occasion du 9ème anniversaire du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 en Turquie.

Les manifestants, rassemblés à l'initiative du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), entendaient dénoncer la "répression" et "la politique de terreur qui règnent dans leur pays depuis neuf ans".

La manifestation s'est terminée sans incident après un défilé dans les rues du centre ville.

sc/bfo

AFP 091905 SEP 89

Echo Republicain  
13. 9. 1989

## Droits de l'homme Turcs et Kurdes de Dreux à la rencontre des députés européens



*M. Sengul, président de l'Association des travailleurs turcs et kurdes de Dreux : « Nous allons dire aux députés européens que la Turquie doit se comporter en vrai pays démocratique si elle souhaite entrer au sein de la Communauté économique européenne ».*

L'Association des travailleurs turcs et kurdes de Dreux s'est jointe à l'Association des travailleurs turcs et kurdes de Metz ainsi qu'à celle de Strasbourg pour organiser, du 13 au 17 septembre, des journées consacrées aux droits de l'homme en Turquie.

Le comité de solidarité européen des travailleurs turcs et kurdes n'a pas choisi la ville de Strasbourg au hasard. Au moment où les débats portent sur l'entrée paisible de la Turquie au sein de la Communauté économique européenne, les opposants aux régimes veulent aussi faire entendre leur voix. Plusieurs députés européens sont ainsi invités par le comité organisateur.

*« Nous allons dire aux députés européens que la Turquie doit se comporter réellement en pays démocratique pour pouvoir*

*entrer au sein de la Communauté européenne », commente M. Sengul, président de l'Association des travailleurs turcs et kurdes de Dreux. « Le régime doit s'engager à libérer les syndicalistes emprisonnés, à cesser les condamnations à mort et les tortures, à cesser aussi les bombardements sur le Kurdistan. Nous attendons des parlementaires qu'ils se mettent un peu à la place de ceux qui sont là-bas ».*

Des avocats, des écrivains et des chanteurs turcs participent également aux débats. Ces journées se clôtureront par une grande réunion des associations au palais des fêtes de Strasbourg, 5, rue Sellenick.

*« Les syndicalistes et les militants des droits de l'homme de Dreux peuvent se joindre à nous », explique M. Sengul. « Ils peuvent nous téléphoner au 37.43.70.46 ».*

République du Centre  
14. 9. 1989

## L'union force le pas autour d'Hasan Atesci

Patron, syndicat, défenseurs des droits de l'homme au coude à coude : « Une carte de séjour pour le principe et le particulier ».

CHARTRES. — « Nous ne demandons rien d'autre que l'application d'une règle de droit positif par le préfet ! La circulaire du 5 août 1987 signée par M. Pandreau est claire : il appartient au préfet de régler localement les situations particulières. Celle d'Hasan Atesci est particulière. Nous attendons du préfet qu'il signe un permis de séjour de dix ans ! », lançait hier Me Amiel.

« La situation est claire : dans la qualification d'Hasan Atesci, il n'y a pas un chômeur en France ! », convenaient

C.G.T. et employeur, au coude à coude pour défendre cet employé d'origine kurde, auquel l'asile politique a été une première fois refusé. Le 19 septembre, viendra à échéance le sursis accordé à la reconduite aux frontières.

Demain, les organismes qui entourent et défendent ce salarié de la M.T.H. de Gallardon rencontreront le secrétaire général de la préfecture, afin qu'il use (dans le bon sens) de ses pouvoirs administratifs délégués et règle favorablement la situation en France d'Hasan Atesci.

Derrière lui, en tout cas, il y aura toute la société d'héliogra-

vure (employeur et salariés confondus), la C.G.T., le P.C., le M.R.A.P. pour affirmer souhaitable et juste sa présence.

« ... Nous avons décidé de prendre les moyens nécessaires pour qu'il reste en France. On a été jusqu'au scénario catastrophe... », laisse glisser le secrétaire départemental de l'U.D. C.G.T. après que l'avocat ait souligné : « Après le bruit fait autour d'Hasan Atesci, il n'est plus question qu'il puisse retourner en Turquie. On sait quel accueil lui serait réservé ! »

La solution transitera-t-elle par un nouveau sursis laissant à l'office des réfugiés (O.F.P.R.A.) le temps d'un réexamen du dossier d'asile ? Il n'est pas interdit de le penser, l'État, par l'intermédiaire de son sous-préfet, maintenant en direction des populations d'émigrés le « message » que représente toute expulsion à l'adresse d'une communauté. « L'application par un ministre socialiste d'une circulaire rédigée par un ministre de droite, c'est tout ce que l'on demande ! », soulignaient hier les défenseurs du jeune Turc. Réponse dans les tout prochains jours.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0439 4 0 0356 FRA /AFP-VL36

Kurdes-réfuégiés

Mme Mitterrand visite le camp de réfuégiés kurdes de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme)

BOURG-LASTIC, 15 sept (AFP) - L'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, a visité vendredi le camp de réfuégiés kurdes de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), où ont été installés début juillet, 337 personnes qui avaient dû quitter leurs villages de l'est irakien en septembre 1988 pour échapper aux bombardements chimiques de l'armée irakienne.

L'accueil en France de ces réfuégiés avait été décidé à la suite d'une visite de Mme Mitterrand et d'une délégation de l'association France-Libertés au camp de Mardin-Kiziltepe, dans l'est de la Turquie, où 14.000 kurdes d'Irak ont trouvé asile.

"On les a fait venir un peu en état de catastrophe, a raconté Mme Mitterrand. J'avais visité le camp, je savais bien qu'après avoir passé un hiver sous la tente par moins 40 et passé un été par plus 60, ça allait être dramatique, que certainement beaucoup de mortalité infantile allait être constatée. Alors, il fallait faire vite".

Les réfuégiés ont été accueillis dans le camp militaire de Bourg-Lastic, où quatre formateurs, six instituteurs et des équipes de médecins ont pris en charge la communauté, dont 167 enfants, pour deux mois, en attendant une meilleure intégration.

Mme Mitterrand a été accueillie par l'ensemble de la communauté, alignée en tenue traditionnelle, des enfants tenant des banderoles de bienvenue. Un peu à l'écart, deux petites filles encadraient une banderole sur laquelle était inscrit: "Le gouvernement irakien tue nos frères, nos soeurs, nos pères et nos mères en silence. Aidez-nous".

Mme Mitterrand s'est déclaré certaine que les réfuégiés, "très vite, s'inséreront dans la communauté française", estimant qu'il s'agit là "d'un travail de solidarité, de patience, de convivialité et de compréhension". Plusieurs municipalités ont proposé d'accueillir des familles, a-t-elle précisé.

"On va trouver une solution, a-t-elle conclu. C'est une population courageuse, travailleuse, solide, qui ne demande qu'à apporter tout son concours et n'attend pas seulement l'assistance."

) GCO/bfo

AFP 151851 SEP 89

Agence Cenrate de Presse  
15. 9. 1989

ACP144 PR:03 PEXPINW FRANCE-IRAK 425  
VISITE-DANIELLE-MITERRAND

ACP/JR/DS/JS/

En visite dans un camp de réfugiés kurdes dans le Puy-de-Dôme  
"Je gagnerai le pari de leur intégration", déclare Mme Danielle  
Mitterrand

Clermont-Ferrand, 15 septembre (ACP)

L'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, a rendu visite vendredi après-midi aux 337 réfugiés kurdes qui, avec l'aide de l'association "France liberté" qu'elle préside, ont pu trouver une terre d'accueil depuis le 2 août au camp militaire de Lastic dans le Puy-de-Dôme.

De la doyenne d'âge au plus petit, ces Kurdes irakiens qui étaient, il y a peu encore, parqués derrière des barbelés d'un camp du nord-est de la Turquie, ont réservé à Mme Mitterrand un accueil des plus émouvants. Une banderole souhaitait: "Bienvenue Danielle, merci pour votre accueil". Tandis qu'une autre, devant laquelle l'épouse du président de la République s'est longuement attardée, affirmait: "Le gouvernement irakien tue nos frères, nos soeurs, nos pères et nos mères en silence. Sauvez-les..." Pour elle, ils ont dansé et chanté, "c'est notre mère..." ont dit certains d'entre eux qui, en l'espace de deux mois, se sont familiarisés avec le français.

Mme Danielle Mitterrand, qui était accompagnée de Michèle André, secrétaire d'Etat aux Droits de la Femme, et de Roger Quilliot, sénateur-maire de Clermont-Ferrand, a tenu à visiter la partie du camp où ont été installés les réfugiés.

L'épouse du président de la République a pu constater l'efficacité des structures mises en place, que ce soit au niveau de la sécurité et l'entretien assuré par un détachement du 92e régiment d'infanterie et l'Ecole des sous-officiers d'Active d'Issoire, que ce soit aussi et surtout au niveau de la santé, car médecins, infirmières et puéricultrices oeuvrent 24 h sur 24 sous la direction d'un médecin inspecteur.

"Normalement, comme l'a souligné Mme Danielle Mitterrand lors d'une conférence de presse impromptue, les réfugiés devraient quitter le camp le 7 octobre, et il faut songer à leur intégration au sein de la communauté nationale".

"Quand on les a fait venir en juillet, c'était en état de catastrophe, a-t-elle commenté, là-bas, en Turquie, ils vivaient sous tentes par moins 40 degrés en hiver, et par 60 degrés durant l'été. Il fallait faire vite".

"Des solutions sont à l'étude. Déjà, nous avons reçu des propositions d'élus que nous examinons sérieusement, a conclu Mme Mitterrand, j'ai confiance, car les Kurdes font partie d'une population courageuse qui souhaite s'intégrer, a indiqué Mme Mitterrand qui s'est déclarée confiante. "Je suis sûre de gagner ce pari, car j'en ai gagné bien d'autres" a-t-elle conclu.

15-09-89 18:35  
NNNN

Montagne  
16. 9. 1989

LES ACTUALITÉS RÉGIONALES

# Danielle Mitterrand auprès des réfugiés kurdes

*« Nous avons encore beaucoup de choses à faire ensemble »*



Danielle Mitterrand aux côtés de Michèle André et de M. Landouzy, préfet de région : le souvenir des souffrances des réfugiés dans le camp de Mardin.



évoqué les réactions de ceux qui désapprouvent les actions en faveur des réfugiés : « A ceux-ci, je dis qu'il faudrait qu'ils aillent dans le camp de Mardin, pour voir ; quand on sait ce que ces gens ont subi ; quand on a vu dans quelles conditions ils vivaient, on ne peut pas ne pas agir... »

Désormais comptera aussi la rapidité de l'action. Le 7 octobre, c'est déjà demain et il reste des dizaines de « détails » à régler : en quelques semaines, les réfugiés n'ont pu qu'assimiler des rudiments de langue française. Comment les enfants seront-ils scolarisés ? Comment leurs parents vivront-ils l'éclatement de la communauté ? Comment pourront-ils élever leurs enfants comme des Kurdes à part entière, qui un jour espèrent rentrer dans leur pays.

Comment ? Comment ? Il y a tant de questions et si peu de temps pour les résoudre. Mais cela fait aussi partie du pari de Danielle Mitterrand.



« L'insertion ne sera facile ni pour eux ni pour nous, mais la solidarité c'est ça, c'est faire ce qu'il y a de difficile ».

On se souvient que les responsables de France-Libertés avaient souhaité maintenir les réfugiés un minimum de temps dans un camp. L'idée était de trouver des communes qui acceptent d'accueillir sur leur sol une ou plusieurs familles (la plupart étant issues du milieu agricole).

Or, à ce jour, aucune proposition ferme n'a été faite. Une situation que regrette Danielle Mitterrand, mais qu'elle espère voir évoluer : « C'est un travail de patience. C'est vrai que la rapidité de leur arrivée ne nous a peut-être pas laissé le temps de mener à bien le travail de préparation. Mais, depuis deux mois, nous avons contacté beaucoup de monde. Notre but, c'est que tous ces gens aient leur place dans la société française au printemps prochain. »

Un pari sur la solidarité ? « Peut-être, mais un pari que je suis sûre de gagner. J'en ai gagné de plus difficiles. »

Mais si Danielle Mitterrand parle le langage du cœur, Raphaël Doueb, secrétaire de la fondation France-Libertés, s'exprime avec un réalisme plus « rude » : « Avec le nombre de communes qu'il y a en France, je trouve désolant de ne pas pouvoir trouver de lieux d'accueil. D'autant que ce ne serait pas une charge pour les communes. A l'heure actuelle, une famille de réfugiés perçoit une indemnité suffisante pour la faire vivre... »

Avis aux amateurs !

« L'insertion, ce n'est facile ni pour eux, ni pour nous, a rappelé Danielle Mitterrand. Mais la solidarité, c'est ça : c'est faire ce qu'il y a de difficile. »

Entre deux des nombreux arrêts qui ont ponctué sa visite, Danielle Mitterrand a brièvement

## Une visite sous le signe de la solidarité

Avant de se rendre à Bourg-Lastic, Danielle Mitterrand s'était rendue, en début d'après-midi, dans les locaux de l'Auvergne avec vous, chemin des Gravanches à Clermont-Ferrand, antenne régionale de la France avec vous, une autre association fondée par Danielle Mitterrand.

L'antenne auvergnate a surtout pour mission de collecter du matériel, de le remettre en état afin qu'il puisse être utilisé dans le cadre de missions humanitaires dans les pays en voie de développement.

En fin de journée, Mme Mitterrand était reçue par Roger Quilliot, à l'hôtel de ville de Clermont-Ferrand, où elle assistait à la présentation du comité relais France-Libertés.

Préside par Louis Guerre, ce comité s'est particulièrement investi dans l'accueil des réfugiés kurdes.

HIER, au camp de Lastic, Danielle Mitterrand a retrouvé ceux dont les souffrances et la détresse l'avaient émue en avril dernier, dans le camp de Mardin, à l'est de la Turquie.

Parmi tous les réfugiés kurdes irakiens entassés dans ce camp de 15.000 personnes, 335 ont pu s'envoler les 1<sup>er</sup> et 3 août derniers vers un terre d'asile. Depuis, ils apprennent leur nouvelle vie. Et bientôt - dans quelques semaines - ils devront tenter de s'intégrer au sein de notre société.

Comme elle l'avait fait en les accueillant en France, Danielle Mitterrand entend bien tenir sa promesse jusqu'au bout et ne pas stopper l'action de son association, France-Libertés, au lendemain de leur départ de Lastic. C'est ce qu'elle est venue dire au comité du camp hier après-midi.

Après l'inévitable visite en compagnie des très nombreuses personnalités présentes, Mme Mitterrand s'est entretenue avec les représentants de la communauté kurde. A ce jour, beaucoup d'incertitudes pèsent encore sur l'avenir des réfugiés. Une question se pose en particulier : où vont-ils aller d'ici trois semaines, lorsque prendra fin leur prise en charge au camp de Lastic ?



Instant chaleureux au milieu d'une visite officielle : la rencontre avec les enfants kurdes.

Oust France  
16. 9. 1989

# Alençon

## Dimanche à Alençon, fête d'Ici et d'Ailleurs

### Immigrés et associations anti-racistes, main dans la main.

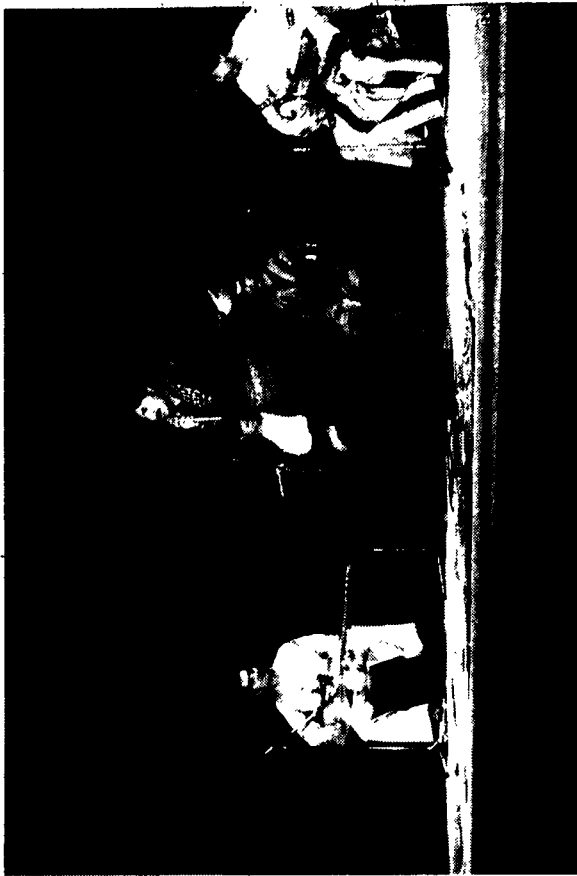
La fête d'Ici et d'Ailleurs, créée en 1983 et initialement prévue pour le mois de juin aura bien lieu, dimanche 17 septembre, de 12 à 18 h, à la salle des fêtes d'Alençon.

Lieu d'échange et de communication entre les différentes communautés,

cette manifestation a pour but de rassembler des gens qui vivent dans une même ville avec leurs différences. Les Alençonnais sont cordialement invités, d'autant que l'accès à la fête est gratuit. La FIA, association organisatrice est d'ailleurs attachée à cette gratuité pour éviter tout dérapage commercial.



Un groupe Rai sera également de la fête et animera une partie de l'après-midi.



Un groupe kurde jouera les airs traditionnels d'un peuple sans frontières officielles.

En 1985, la ville d'Alençon comptait 1791 habitants d'origine étrangère. Fin 88, ils n'étaient plus que 1572. La communauté marocaine est la plus nombreuse (364 personnes), devant les Portugais (236) et les Turcs (205). Les réfugiés du sud-est asiatique représentent un assez fort pourcentage de la population immigrée. La diminution du nombre des étrangers est essentiellement due à des facteurs économiques. Quand il y a augmentation, c'est vrai pour les Turcs par exemple, cela se fait par

le biais de regroupements familiaux. Le père qui a trouvé du travail invite sa famille à le rejoindre.

Les licenciements économiques ou l'absence de travail sont les principales causes de départs. Départ définitif, pour les Marocains qui partent vers des villes plus importantes où les Portugais qui rentrent chez eux. Mais comme l'explique Mme Ménard, permanente de Accueil et Promotion des Etrangers, « de plus en plus de personnes travaillent

dans la région perlienne dans le samedes et restent habiller à Alençon parce qu'à Paris, il est très difficile de trouver un logement. » Sur Alençon, la grande majorité des étrangers vit à Perseigne. Une plus faible proportion à Courteille.

Organisée en grande partie par des associations anti-racistes d'Alençon, soucieuses du respect des différentes communautés, la fête d'Ici et d'Ailleurs rassemble de nombreuses nationalités. Leurs

représentants proposeront des animations sur leurs stands respectifs, entre autres des spécialités culinaires que les visiteurs pourront déguster. Un podium accueillera également des groupes musicaux. Peu de locaux malheureusement. Un groupe de musique traditionnelle kurde sera à Alençon pour la manifestation ainsi qu'un groupe de musique Rai.

Les enfants auront le loisir de fabriquer des moulins à vent, de se maquiller, de dessiner... Les

adultes, soucieux des situations politiques dans les différents pays représentés seront sensibles aux exposés préparés par certaines associations. L'association France-Colombie recevra d'ailleurs M. Diaz Urube, attaché culturel de l'ambassade de Colombie à Paris, sur son stand, de 14 h 30 à 16 h 30. Craignant que la fête ne puisse se dérouler dans de bonnes conditions en plein air, les organisateurs ont préféré la salle des fêtes au parc urbain de Per-

Montagne  
16. 9. 1989

# Danièle Mitterrand au secours des Kurdes



(Photo Jean-Luc SIMON).

**H**IER après-midi, Danièle Mitterrand s'est rendue au camp de Lastic (Puy-de-Dôme), où se trouvent toujours les 335 Kurdes irakiens arrivés en France les 1<sup>er</sup> et 3 août dernier. C'est un véritable pari sur la solidarité qu'a pris

hier Mme Mitterrand puisqu'il s'agit de trouver des communes d'accueil d'ici au 7 octobre, date de leur départ du camp. « Des paris, j'en ai gagné de plus difficiles », a-t-elle dit. A ce jour, aucune proposition ferme n'a été faite.

## L'affaire Atesci L'Intérieur accorde 1 an au jeune Kurde

Echo Republicain  
19. 9. 1989

**A**PRÈS deux mois de tergiversations et de rencontres entre les défenseurs d'Hasan Atesci, le jeune kurde menacé d'expulsion, et la préfecture d'Eure-et-Loir, le dossier vient de se fermer. Pierre Joxe, par la voie de Jean-Pierre Guardiola, administrateur civil à la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, vient de régulariser la situation administrative d'Hasan Atesci en lui délivrant une carte de séjour temporaire.

Cette carte, valable un an, sera évidemment renouvelable. Hasan Atesci a donc eu gain de cause, après de multiples démarches et des réactions timides de la préfecture.



*Après deux mois de démarches, Hasan Atesci vient d'obtenir gain de cause.*

Reste désormais à ce jeune kurde employé à Gallardon de continuer à faire ses preuves pour que ce contrat, valable un an, se renouvelle et lui donne droit à un contrat de travail d'une durée de dix ans.

Montagne  
18. 9. 1989

SOLIDARITÉ

**RÉFUGIÉS KURDES**

**France-Libertés  
en appelle  
aux maires**

Les comités-relais France-Libertés prennent la suite de l'appel lancé vendredi dernier par Danielle Mitterrand en faveur des réfugiés kurdes du camp de Lastic. Il s'agit de trouver, en trois semaines, suffisamment de communes qui acceptent d'accueillir sur leur territoire une ou deux familles de réfugiés, ceux-là même qui ont échappé, voici un an, aux bombardements chimiques perpétrés par l'armée irakienne.

Le comité-relais France-Libertés du Puy-de-Dôme lance donc un appel pressant à tous les élus du département afin d'aider Mme Mitterrand à gagner « le pari de la solidarité » qu'elle évoquait voici quelques jours au camp de Lastic.

Le comité-relais espère « que les élus auront à cœur de mettre en pratique quelques-uns des principes célébrés lors

des cérémonies du Bicentenaire » placées sous le signe de la fraternité.

Les responsables du comité rappellent une nouvelle fois que chaque famille kurde reçoit, à l'heure actuelle, une indemnité suffisante pour ne pas en faire une charge pour le budget des communes qui accepteraient de les recevoir.



Les propositions doivent parvenir le plus rapidement possible (le départ des réfugiés du camp de Lastic est prévu le 7 octobre) au comité-relais France-Liberté du Puy-de-Dôme, 30, rue Gabriel-Péri, à Clermont-Ferrand (tél. 73.31.07.57), ou à la Fondation France-Libertés, Palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris.

Ouest-France  
16. 9. 1989

**Mme Mitterrand dans un camp de réfugiés kurdes.** — L'épouse du chef de l'Etat a visité vendredi le camp de réfugiés kurdes de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme). Ils sont 337 dont 167 enfants qui ont fui leurs villages bombardés par l'armée irakienne. L'accueil avait été décidé après la visite de Mme Mitterrand dans des camps à l'est de la Turquie où 14 000 Kurdes d'Irak ont trouvé asile.

Le Monde  
18. 9. 1989

A Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme)

**M<sup>me</sup> Mitterrand a visité un camp de réfugiés kurdes**

CLERMONT-FERRAND  
de notre correspondant

L'épouse du président de la République, M<sup>me</sup> Danièle Mitterrand, a visité, vendredi 15 septembre, un camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme) où sont hébergés, depuis le début du mois d'août, trois cent trente-sept réfugiés kurdes venant d'Irak. Ces trois cent trente-sept personnes avaient dû quitter leur village de l'Est irakien au mois de septembre 1988, pour échapper, notamment, aux bombardements chimiques effectués par l'armée irakienne. L'accueil en France de ces réfugiés avait été décidé après une visite effectuée par M<sup>me</sup> Mitterrand, comme présidente de l'association humanitaire France-Libertés, au camp de Mardin-Kiziltepe, dans

l'est de la Turquie, où quatorze mille Kurdes d'Irak trouvèrent refuge.

Au cours de cette visite, M<sup>me</sup> Mitterrand, qui a reçu les témoignages de gratitude des réfugiés, a indiqué que ceux-ci devaient quitter le camp avant le 7 octobre, en raison des conditions climatiques de la région en automne et surtout en hiver. Aussi, après avoir rappelé, à propos des réfugiés, que, « lorsque nous les avons fait venir, c'était en état de catastrophe ; leurs conditions d'hébergement étaient telles qu'il fallait faire vite », M<sup>me</sup> Mitterrand a indiqué que des solutions étaient actuellement à l'étude et que différentes propositions faites par des élus pour accueillir les réfugiés sont en cours d'examen.

J.-P. R.

# Comment l'Irak « pacifie » le Kurdistan

Fréquemment contestée, la politique de Bagdad dans le Kurdistan irakien s'apparente à bien des égards à la « pacification » menée en leur temps par d'autres armées dans le monde pour couper la guérilla des populations. Notre envoyée spéciale raconte.

De notre envoyée spéciale **Dominique LAGARDE**

**SULAIMANIYA (Kurdistan irakien)**

● Des murs de parpaings effondrés, quelques marches d'un escalier de pierres qui ne mènent plus nulle part, des bouts de trottoirs, des pylônes de béton à moitié couchés sur les décombres d'une maison, d'où sortent des morceaux d'armature métallique, tordus sous le choc : ce gros bourg en ruines, à une douzaine de kilomètres de Dohok, sur la route qui mène à Rania, au nord de Sulaimaniya, avait un nom sur notre « carte touristique » publiée en 1980 par l'office du tourisme irakien : Khalkam.

Dans cette région, où les peshmergas de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani étaient bien implantés, la plupart des villages et des hameaux ont subi le même sort. Après avoir abandonné la route de Sulaimaniya à Kirkouk, pour prendre celle de Dohak et de Rania, et jusqu'à une quinzaine de kilomètres de Rania, nous ne verrons, sur une quarantaine de kilomètres, aucun village, aucune maison encore debout. Nous compterons environ une dizaine de villages en ruines dont les décombres, ou parfois même quelques pans de murs sont encore visibles, y compris Khalkam et un autre gros village peu avant Dohok. A quoi il faut ajouter des indices plus ténus qui font penser

qu'il y avait, là également, un hameau ou une maison : un cimetière, un chemin qui ne mène plus nulle part, des plaques de terre brûlée, près d'un bouquet d'arbres au bord d'un oued ou encore les restes du muret de pierres d'un jardin.

La ville de Dohok elle-même est partiellement en ruines. Les premières maisons, à l'entrée du bourg, ne sont plus que décombres et celles qui sont situées sur les hauteurs, près du lac, ont été systématiquement détruites, à l'exception du complexe touristique. La ville de Sourdash, au sud-est de Dohok, aurait, elle, été complètement rasée, selon des témoignages recueillis sur place. Son accès est tout cas interdit et la zone est gardée par un détachement de l'armée.

Aucun panneau routier n'indique la direction et du poste militaire, situé environ à quatre kilomètres en terrain dégagé, on ne distingue plus, au pied de la montagne, que des bouquets d'arbres. Ce morceau de Kurdistan, entre Sulaimaniya et Rania est donc, pratiquement, devenu un désert. Nous n'y rencontrerons pas âme qui vive, à l'exception de trois paysans revenus cultiver leur jardin et des « jash » (« bourricots »), nom donné par les Kurdes aux miliciens kurdes employés comme supplétifs par l'armée irakienne, en particulier pour garder les routes.



Un chef de la guérilla kurde dans les montagnes de la région de Sulaimaniya. Aujourd'hui l'armée de Bagdad a repris le contrôle de cette zone.

La ville de Rania, en revanche, dont l'opposition en exil avait annoncé la destruction, a été épargnée. Les habitants que nous avons pu interroger nous ont dit ne pas avoir reçu d'avis concernant leur éventuel transfert, il y règne une activité parfaitement normale.

Officiellement, l'Irak a annoncé, au mois de juin, son intention de créer le long de ses frontières avec l'Iran et avec la Turquie, un no man's land large de 30 kilomètres. Les villes et les villages du Kurdistan situés à l'intérieur de cette ceinture de sécurité ont donc été détruits. C'est notamment le cas de Halabja, dont la population avait fui les gaz de combat, lorsque l'armée irakienne l'avait reconquise en mars 1988, après qu'elle ait été investie par les pasdarans et les peshmergas, aujourd'hui rasée de l'aveu même d'une source officielle, ou encore de Qala Diza, évacuée au mois de juillet. Mais la zone où nous nous sommes rendus, entre Sulaimaniya et Rania est, elle, en dehors du no man's land officiel. Tout comme, plus à l'ouest, la route de Kirkouk à Ibril que nous avons également prise, et le long de laquelle nous avons aussi vu les ruines de plusieurs villages.

## Exode provoqué

L'explication qui nous a été fournie par un fonctionnaire du gouverne-

rat de Sulaimaniya, à savoir que ces villages avaient été édifiés « sans permis de construire » ne tient évidemment pas. Un officier de l'armée irakienne sera, lui, plus explicite. Interrogé sur le sort de Sourdash, il nous répondra que, « comme tous les villages du Kurdistan » le bourg avait été évacué et ses habitants relogés dans des « agglomérations plus confortables avec des écoles et des hôpitaux ». Cette politique ne date pas de l'annonce officielle d'une ceinture de sécurité il y a quatre mois. Elle est, en fait, beaucoup plus ancienne.

Dès avril 1987, prenant prétexte de l'alliance entre les organisations de guérilla kurdes et l'Iran, qui en faisait désormais des « traîtres à la patrie », l'armée irakienne avait commencé à détruire systématiquement les hameaux situés le long des axes routiers afin d'empêcher les peshmergas de s'en approcher. La politique de destruction des villages s'est ensuite accélérée et systématisée à partir du printemps 1988 et surtout des grandes offensives de l'été de la même année lorsque les forces irakiennes ont repris le contrôle de plusieurs zones investies par la guérilla.

C'est à cette époque que plusieurs milliers de Kurdes se sont réfugiés en Turquie, tandis que l'Irak était de nouveau accusé d'avoir utilisé des gaz de combat. Toutefois, selon une source indépendante se fondant sur des témoignages recueillis sur place, l'usage des armes chimiques avéré à Halabja, est peu probable dans ce cas.

Il s'agissait, surtout pour l'armée irakienne, de provoquer un exode. Celle-ci aurait d'abord procédé à une campagne de désinformation, en menaçant les habitants, au moyen de tracts et d'informations distillées par ses agents, de subir un « sort pire que celui de Halabja ». Il aurait ensuite suffi que des hélicoptères larguent des grenades et des bombes contenant des gaz irritants, variante renforcée des gaz lacrymogènes, pour que les habitants fuient massivement.

### « Pacification »

De ce que nous avons pu en voir, la politique de Bagdad à l'égard du Kurdistan, ne relève ni du « génocide » ni de la « dékurdisation ». Il s'agit, plus classiquement, d'une politique de « pacification » au sens que les militaires donnent à ce terme. Elle vise à couper la guérilla de la population, et se traduit par la destruction des bourgs et des

villages situés dans des zones sensibles, et des transferts massifs de population dans des agglomérations nouvelles aisément contrôlables.

Dans tout le Kurdistan, des « villes nouvelles » poussent comme des champignons. Il s'agit de villes dorcières, assez tristes, avec des maisons basses et grises, des rues à angle droit et de larges avenues. Trois d'entre elles se succèdent à la sortie Est de Sulaimaniya, en direction du lac de Darbandikhan : Ajhaoua, qui regroupe, nous a-t-on dit, les habitants de plusieurs villages, la nouvelle Pengwin, où sont relogés les habitants de cette ville évacuée pendant la guerre, et enfin la nouvelle Halabja, qui compte 2 300 maisons déjà habitées et environ autant en construction.

Au total, selon les chiffres officiels qui nous ont été donnés par le gouverneur, M. Jaafar Al Barazandi, 20 000 à 25 000 familles ont été touchées, pour le seul gouvernorat de Sulaimaniya, par ces transferts de population, soit un habitant sur cinq dans ce gouvernorat.

La plus grosse opération est celle de Qala Diza, une ville de 60 000 habitants qui est, elle, située dans le no man's land officiel. Les habitants, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres cas, se sont vus donner le choix entre une réinstallation dans le gouvernorat d'Irbil ou dans celui de Sulaimaniya. Un peu plus de la moitié d'entre eux ont choisi cette seconde solution et sont relogés dans la ville nouvelle de Bazian, à la sortie de Sulaimaniya sur la route de Kirkouk.

Les autorités insistent bien sûr sur la qualité des services fournis dans ces villes nouvelles : eau, électricité, écoles, hôpitaux. Elles affirment aussi pouvoir fournir des emplois à ces nouveaux habitants... mais doivent cependant convenir que les choses ne sont pas très simples pour les paysans, les cultures étant assez éloignées des agglomérations. Ceux qui le veulent peuvent, en principe, retourner cultiver leurs champs près de leurs villages détruits, lorsque ceux-ci n'étaient pas situés dans la ceinture de sécurité. Nous en avons vu quelques uns, mais nous avons vu aussi des cultures qui semblaient abandonnées, ce qui n'est guère surprenant compte tenu des distances.

Les familles transférées reçoivent une allocation de 3 000 dinars (63 000 F) pour une famille citadine et de 1 500 dinars pour une famille rurale, ainsi qu'un terrain pour construire leur maison et,

pour les ruraux, un champ à cultiver. A New Halabja, les lots constructibles alloués aux habitants sont de 200 m<sup>2</sup>.

Le gouvernement a été plus généreux avec les habitants de Qaladiza qui ont reçu 10 000 dinars pour les familles de l'agglomération proprement dite et 5 000 dinars pour les villageois des environs, une faveur due à la réputation loyaliste de la ville.

A défaut d'être populaire — il y a des regards qui en disent plus long que les mots — cette politique s'est avérée efficace au regard des objectifs fixés puisque le Kurdistan irakien a même pu être réouvert aux touristes, à l'exception de la zone frontalière. Au prix cependant d'une surveillance constante de l'armée. Les postes militaires, ou ceux des « jash », se succèdent le long des routes et, généralement, des camps militaires sont installés à proximité immédiate des villes nouvelles.

Le tiers environ de l'armée irakienne est au Kurdistan, essentiellement des unités d'infanterie, le premier corps d'armée dans la région de Kirkouk et Sulaimaniya et le cinquième au nord d'Irbil. Les derniers incidents remontent au printemps dernier : l'attaque en mars 1989 du poste frontalier de Hadjomran, près de Rawandouz, qui aurait fait 30 morts du côté irakien et celle du poste de garde de la station astronomique du mont Karokh, à 70 kilomètres au nord-est d'Irbil, qui aurait fait deux morts irakiens au début du mois d'avril.

Selon certaines rumeurs, parallèlement à cette politique de « pacification » musclée, il y aurait de discrètes discussions entre Bagdad et l'opposition kurde. Ces rumeurs ont toutefois été démenties catégoriquement par tous les officiels auxquels nous avons posé la question. Il ne serait cependant pas illogique que le pouvoir central cherche à prendre langue avec des interlocuteurs kurdes plus crédibles que les deux petits partis croupillés, déconsidérés, et dépourvus d'indépendance, par rapport au Baas, qui sont officiellement reconnus.

Dans le passé déjà, des discussions ont eu lieu avec les chefs de la guérilla. Elles avaient abouti en 1974 à la mise en place d'un « région autonome ». Celle-ci permet effectivement aux Kurdes irakiens, contrairement à ce qui se passe dans les pays voisins, de conserver leur langue et leur culture. Mais elle ne leur permet pas, loin s'en faut, de gérer leurs propres affaires. Sauf par le biais d'instances nommées par le pouvoir central, ou élues à partir d'une liste de candidats agréés par Bagdad...

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRA0407 4 8 0234 FRA /AFP-HV99  
 Réfugiés-Kurdes

Appel aux élus pour héberger les réfugiés kurdes recueillis par France-Libertés

CLERMONT-FERRAND, 17 sept (AFP) - La fondation France-Libertés présidée par Mme Danielle Mitterrand lance dimanche un appel aux élus pour trouver des lieux d'hébergement pour les 337 réfugiés kurdes accueillis par la France au début du mois d'août et logés depuis au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme) qu'ils doivent quitter le 7 octobre.

"Il s'agit de trouver en 3 semaines suffisamment de communes qui acceptent d'accueillir, de manière provisoire ou définitive, sur leur territoire une ou plusieurs familles de réfugiés, ceux-là même qui ont échappé voici un an aux bombardements chimiques perpétrés par l'armée irakienne", déclare l'association humanitaire dans un communiqué.

France-Libertés rappelle que "chaque famille reçoit une indemnité suffisante pour ne pas en faire une charge pour le budget des communes qui accepteraient de les recevoir". D'autre part, l'aide à l'insertion, prise en charge par divers associations et organismes privés ou d'Etat se poursuivra jusqu'à leur insertion, souligne la fondation.

Les propositions doivent parvenir "le plus rapidement possible" au comité-relais France-Libertés du Puy-de-Dôme, 30 rue Gabriel-Péri, Clermont-Ferrand (73 31 07 57), ou à la fondation France-Libertés, Palais de Chaillot, 1 place du Trocadéro, 75116 Paris.

po/eba  
 AFP 172019 SEP 89

FRA0272 4 I 0134 TUR /AFP-SL09  
 Turquie-Kurdes

29 tués et 4 blessés en dix jours au sud-est de la Turquie

ANAKARA, 19 sept (AFP) - Vingt-neuf personnes dont 20 séparatistes kurdes, 6 militaires et 3 enseignants, ont été tués dans différentes provinces du sud-est de la Turquie lors d'accrochages entre forces de l'ordre et séparatistes kurdes au cours des 10 derniers jours, a-t-on appris à Ankara mardi de source officielle.

Depuis la reprise de la rébellion armée séparatiste kurde en août 1984, de 1.600 à 2.000 personnes ont trouvé la mort lors d'accrochages des séparatistes avec l'armée ou d'action contre des villages. Depuis la mi-juillet, 77 personnes dont 26 militaires ont trouvé la mort, selon un bilan établi par l'AFP à partir des chiffres officiels et d'indications de la presse locale.

nf/gb  
 idf



Sanglante répression, regroupement de populations, déroute de la guérilla

## L'ordre règne au Kurdistan irakien

*Pour la première fois depuis des années, la guérilla a quasi cessé au Kurdistan d'Irak, où les forces de Bagdad sont parvenues, au prix d'une répression sans pitié, à asphyxier la rébellion. Cette répression a sévèrement touché la population, tandis que les séparatistes envisagent une nouvelle forme de lutte.*

**SOULEIMANYEH**  
de notre envoyé spécial

D'un côté, des amas de décombres le long de routes traversant des campagnes désertes, dont les collines portent encore les traces de hameaux détruits ; de l'autre, de vastes et tristes cités neuves. Le Kurdistan d'Irak est le théâtre d'opérations de pacification menées par le régime de M. Saddam Hussein selon les méthodes les plus classiques du genre : villages rasés dans des régions aux sentiments manifestement trop séparatistes, zones rurales totalement vidées de leurs habitants pour cause de soutien aux mouvements rebelles, création d'un no man's land à la frontière de façon à isoler les guérilleros de la population et regroupement d'une partie de cette dernière dans des « villes nouvelles » aisément contrôlables.

L'ordre règne, aujourd'hui, au Kurdistan irakien après des décennies de guérilla presque ininterrompue et de répression massive à l'encontre de mouvements séparatistes qui traversent, à l'orée d'une paix encore hypothétique entre l'Iran et l'Irak, l'une des périodes les plus critiques de leur histoire depuis quinze ans. Et, lorsque le 9 septembre, dans un grand battage médiatique (pas loin de deux cents journalistes étrangers avaient été conviés à assister à l'événement), les autorités ont mené à bien les troisièmes élections au « conseil législatif » de la région autonome du Kurdistan – créée en mars 1974 –, le chef de la police d'Erbil, centre administratif de la région kurde, a pu se réjouir de ce que cette consultation, considérée comme une « farce » par les mouvements séparatistes, se fût déroulée sans le moindre trouble.

Au-delà des déclarations et communiqués des autorités ainsi que des organisations rebelles, qui relèvent – dans un cas comme dans l'autre – trop souvent de la simple propagande, le prix de cette « paix civile » chèrement acquise, et peut-être tout à fait provisoire, est visible dès lors que l'on s'éloigne des grandes villes et que l'on pénètre dans l'arrière-pays.

Nul besoin d'entrer dans la zone de sécurité décrétée par le pouvoir central sur une bande de 30 kilomètres de large le long des frontières iranienne et turque (où, de l'aveu même de Bagdad, il n'y a plus âme qui vive hormis les forces armées), pour mesurer l'ampleur des opérations de pacification engagées par le pouvoir central.

A quelque 130 kilomètres au nord-est de Souleimanyeh, l'un des trois chefs-lieux de la région autonome kurde (divisée en trois gouvernorats : Erbil, Souleimanyeh et Dohok), la ville de Rania vit dans une apparente insouciance. Ses rues bordées de multiples boutiques et encombrées de charrettes à bras entre lesquelles slaloment les voitures connaissent une activité débordante. Sur les trottoirs, les marchands ambulants proposent vêtements ou fruits entre les petits restaurants aux terrasses bondées. Mais, sous le visage paisible qu'offre la ville, l'inquiétude est perceptible.

Car Rania et les quelques villages qui piquent encore la plaine environnante ne représentent plus qu'un flot de vie dans ce qui est devenu un véritable désert du fait de la pacification. A 5 kilomètres à l'est, commence la zone de sécurité (une dénomination que les autorités évitent d'ailleurs d'utiliser en arabe pour éviter toute malententeuse confusion avec la zone du même nom établie par Israël dans le sud du Liban). Et le sort de la cité sœur de Rania, Quala-Diza, au cœur de cette zone de 30 kilomètres, est visiblement dans tous les esprits.

Totalement vidée de sa population en juin, comme le reste de la région, cette ville d'environ 70 000 habitants est maintenant rasée, selon un officier du

ministère de l'information. Au printemps dernier, Quala-Diza avait fait l'objet d'informations contradictoires jusqu'à ce que le gouvernement annonce officiellement la création d'un no man's land le long de la frontière et reconnaisse l'évacuation de ses habitants. Aujourd'hui encore, certains responsables locaux – par pudeur ou par ignorance ? – assurent que la ville est toujours debout. Mais ces mêmes responsables n'hésitent pas à affirmer aussi, contre l'évidence, qu'aucune localité n'a été détruite hors de la zone de sécurité.

## Ruines et désert

Bien que les habitants de Rania – située en bordure de la bande frontière fatidique – n'aient encore reçu, à ce jour, aucun avis d'évacuation, certains d'entre eux ne cachent pas leur crainte de devoir, à leur tour, entasser dans une camionnette les quelques biens qu'ils pourront sauver avant de se voir regroupés, comme des centaines de milliers d'autres, dans une « ville nouvelle ». Car à l'ouest et au sud, c'est-à-dire vers l'intérieur du pays, certaines régions n'ont rien à envier à la zone de sécurité. Au-delà d'une douzaine de kilomètres de la ville, en direction de Souleymanyeh, et passés trois gros villages encore habités, la campagne offre soudain l'image d'un désert.

Les seuls êtres vivants ou presque que l'on peut y voir, outre de très rares civils autour de quelques anciens jardins, sont les silhouettes immobiles des *djachs* (bourricots), ces hommes de la milice gouvernementale kurde – supplétifs de l'armée irakienne gratifiés de ce nom peu glorieux par la population – qui veillent, une kalachnikov au pied, sur la route. De là des taches grises sont visibles à proximité de bouquets d'arbres et de jardins abandonnés : les restes de villages, hameaux ou maisons isolées réduits à des tas de pierres ou à des amas de ciment. Comment reconnaître le Khaikan que

signale la carte dans cet enchevêtrement de poutrelles, ces tiges de métal émergeant du sol retourné, ce béton pilé débordant sur la chaussée ? Il ne subsiste, de part et d'autre de la route, que deux bouts de trottoir couverts de gravats ainsi que quelques pans de murs que la dynamite ou les bulldozers ont oubliés.

Un peu plus loin, Dokan a eu plus de chance. Quelques maisons basses ont été épargnées, restées debout on ne sait pourquoi derrière une rangée de bâtiments effondrés. Cette localité et ses environs sont pratiquement réduits à une succession de casernements et à un village touristique aux portes duquel viennent mourir des ruines. Leur tournant le dos, planté sur un piton face à un paysage magnifique, le Ashur Hotel fait recette. C'est la seule manifestation de vie autre que militaire dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. Son parking encombré de luxueuses limousines, sa piscine dominant le lac de Dokan qu'enserrent des montagnes arides, sa longue terrasse où des corps se prélassent au soleil : tout, ici, est décalé.

Puis c'est un nouveau et brutal changement de décor avec Sourdach la bannière, Sourdach rayée de la carte après avoir, un temps, servi de quartier général à l'un des chefs de la rébellion kurde, M. Djalal Talabani, alors que celui-ci négociait avec le gouvernement de Bagdad (négociations qui ont échoué, avant que la guérilla ne reprenne en janvier 1985). Zone militaire aux abords minés, Sourdach – ou plutôt ce qui en reste, au pied d'une barrière montagneuse derrière laquelle se trouvait l'essentiel des régions tenues par les partisans de M. Talabani avant que ceux-ci n'en soient chassés en 1988 – est occupée par l'armée qui en interdit l'accès.

## Villes nouvelles

Si tout le Kurdistan d'Irak n'a, évidemment, pas été transformé en désert, si l'ensemble de la population kurde n'a pas



été déporté, le nombre exact de localités ainsi détruites est impossible à connaître. Les mouvements séparatistes citent le chiffre de quatre à cinq mille depuis 1974. A en croire le gouverneur (kurde) de Souleimanyeh, M. Djaafar Barzanji, ce sont au moins deux cent mille personnes qui ont été « déplacées » au sein du gouvernorat et relogées dans des villes nouvelles, soit le cinquième de la population, qu'il évalue à un million d'habitants.

Centres de regroupement, ces villes nouvelles – au nombre d'une dizaine dans le gouvernorat de Souleimanyeh, selon M. Barzanji – ont été manifestement implantées et conçues pour être facilement contrôlables. Faites de constructions presque identiques les unes aux autres, blocs de parpaings sans étage alignés en quartiers tracés au cordeau, elles sont traversées de larges avenues rectilignes. Situées à proximité de grandes villes, comme Souleimanyeh, dans des zones très accessibles, elles se succèdent le long de grands axes routiers, au centre de larges plaines à la maigre végétation, où les militaires sont très présents (un tiers de l'armée irakienne est stationnée au Kurdistan).

Un terrain à bâtir dans l'une de ces villes nouvelles, un lopin de terre à cultiver et une indemnité de transfert : c'est le prix payé par le gouvernement à chaque famille kurde déplacée. Encore cette indemnité varie-t-elle en fonction de la provenance de ladite famille – 3 000 dinars (9 000 dollars) pour les citadins, 1 500 dinars (4 500 dollars) pour les ruraux.

Cette somme a été triplée pour les familles déplacées de Quala Diza (la ville dont on a le plus parlé à l'étranger lorsque son sort fut scellé), qui se sont vu octroyer 30 000 dollars pour les citadins et 15 000 pour les ruraux, selon des documents officiels qui justifient cette différence par les souffrances que les habitants ont endurées pendant la guerre et leur attitude courageuse.

Certaines de ces familles déplacées – hormis celles de Quala Diza – doivent incontestablement connaître des problèmes financiers puisque, selon le directeur de « New Halabja », l'une de ces villes de regroupement située au sud-est de Souleimanyeh, la construction d'une maison y coûte de 5 000 à 10 000 dinars. C'est dans cette ville nouvelle que sont regroupés les habitants de l'ancienne Halabja (localité située sur la frontière iranienne et aujourd'hui détruite) qui ont échappé aux bombardements chimiques irakiens ayant suivi la prise de la ville, en mars 1988, par les forces combinées de M. Talabani et des gardiens de la révolution iraniens.

### Une guérilla asphyxiée

Le succès militaire des Irakiens au Kurdistan est indéniable. Les routes qui, il y a quelque temps encore, étaient à ce point exposées aux coups de main de la guérilla qu'elles ne pouvaient être empruntées, de jour, que sous forte escorte et étaient fermées la nuit, sont maintenant sûres. Les anciennes zones libérées, celles où étaient implantés les deux mouvements séparatistes – le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani et l'Union patriotique kurde (UPK) de M. Talabani – sont maintenant contrôlées par l'armée.

Repliés du côté iranien de la frontière (tandis que les partis autonomistes kurdes iraniens sont basés côté irakien), les Peshmergas (littéralement, « ceux qui font face à la mort ») du PDK et de l'UPK ne peuvent plus mener d'opérations de quelque importance.

Leurs dernières actions connues remontent au mois d'avril dernier et relèvent plus de coups de main menés par de petites unités contre des postes de garde irakiens que d'opérations d'envergure.

Cette mise en sommeil de la guérilla est confirmée par les rebelles eux-mêmes, qui reconnaissent avoir, pour le moment, perdu toute initiative en même temps que leur terrain d'action. Dans ce succès irakien, un nom tient une grande place, aux yeux des partisans de M. Talabani : Halabja. Le bombardement chimique de cette ville par l'aviation de Bagdad a, en effet, eu un impact énorme, tant sur la population que sur les Peshmergas. Intervenu alors que les hommes de l'UPK venaient, avec les forces iraniennes, de prendre la ville, ce bombardement a fait un nombre important de victimes parmi la population civile (évalué par les Irakiens à environ quatre mille morts, sans que l'on dispose de bilan exact de source indépen-

dante) et a suscité une véritable psychose, facilitant, par la suite, la tâche de l'armée dans ses opérations de répression.

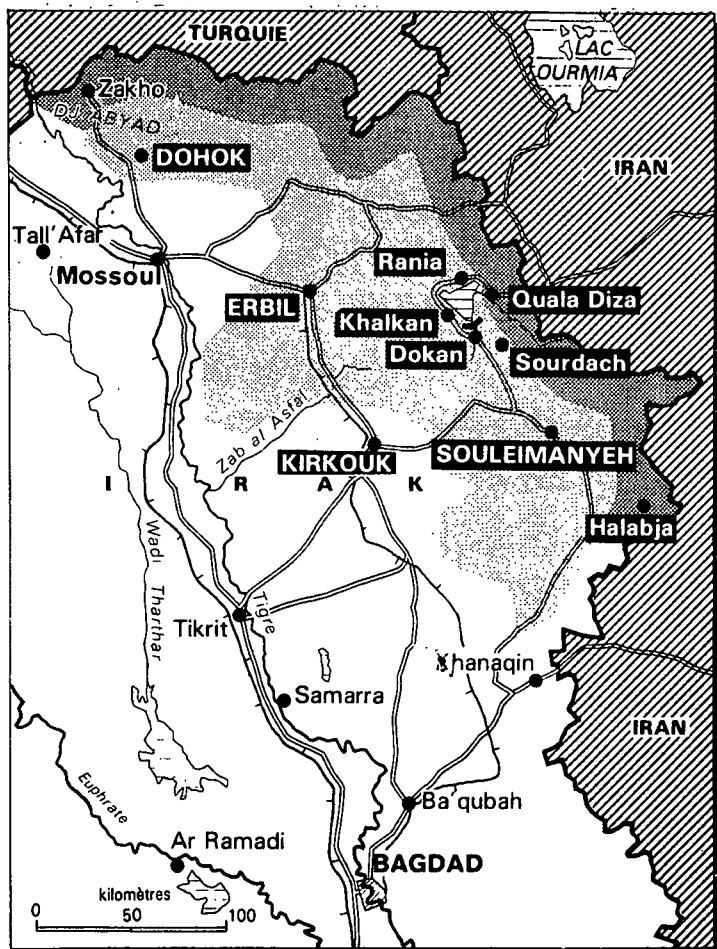
Après Halabja, les forces gouvernementales ont réussi à reprendre les zones libérées que les Peshmergas tenaient encore, repoussant ces derniers en territoire iranien. Puis, justifiant la dureté de la répression par l'alliance militaire passée par M. Talabani (bien après que M. Barzani eut fait de même) avec l'ennemi iranien, les Irakiens ont pu jouer sur la terreur causée dans la population, ainsi que chez les combattants kurdes, par les gaz de combat pour terminer le « nettoyage » du Kurdistan. Ce qui fut fait à l'été et l'automne de 1988, immédiatement après que les canons se furent tus sur le front iranien.

Il semble bien, toutefois, que, lors de cette dernière campagne, l'armée irakienne n'ait pas eu à utiliser de gaz de combat, dont l'emploi, en cette circonstance, n'a jamais pu être prouvé, en dépit des thèses avancées à l'époque. Selon le témoignage de Kurdes, les Irakiens se seraient contentés de répandre la rumeur qu'ils allaient rééditer l'opération Halabja sur une vaste échelle et de larguer des gaz irritants – non mortels – pour déclencher un exode massif des populations et des Peshmergas vers la Turquie et l'Iran.

Coupée de tout support local dans des campagnes vidées de leur population, isolée derrière la zone de sécurité frontalière, la guérilla est, à l'heure actuelle, asphyxiée. Pour combien de temps ? « Ce n'est pas la première fois que la révolte kurde entre en sommeil, avant de se réveiller un jour ou l'autre », dit-on dans l'entourage de M. Talabani. On y évoque le risque d'une dérive toujours possible vers le terrorisme, surtout de la part des jeunes militants. « Nous allons suivre une stratégie que nous n'avons pas encore utilisées : saper l'infrastructure économique de l'Irak en attaquant des objectifs tels que les oléoducs, les installations pétrolières... », annonce pour sa part M. Barzani dans un entretien publié en août par le *Jane's Defence weekly*.

Quels que soient les choix auxquels devront se résoudre les chefs de la rébellion, les révisions seront d'autant plus déchirantes au sein du mouvement séparatiste (en Iran comme en Irak) qu'une paix irano-irakienne a toutes les chances de se faire, une fois de plus, sur le dos des Kurdes en les privant des derniers sanctuaires (de part et d'autre de la frontière) dont les Peshmergas peuvent encore bénéficier.

YVES HELLER.



La région autonome du Kurdistan, objet de conflit entre Bagdad et les séparatistes kurdes, qui revendiquent notamment Kirkouk et ses réserves de pétrole, a été amputée d'une bande de 30 kilomètres de large le long des frontières iranienne et turque, entièrement vidée de sa population. Ce « désert » s'ajoute aux zones déjà « nettoyées » par l'armée irakienne, où de nombreux villages (de quatre mille à cinq mille, selon les rebelles) ont été rasés, dont les habitants ont été regroupés dans des « villes nouvelles ».

## Elections étroitement surveillées

**ERBIL**  
(Kurdistan d'Irak)  
de notre envoyé spécial

Honni soit qui mal y pense : si l'on ne trouvait aucun isolement au Kurdistan d'Irak lors des élections qui s'y sont déroulées le 9 septembre, si de nombreux bulletins de vote de Kurdes présentés comme analphabètes étaient remplis directement par des scrutateurs ou si ceux-ci gardaient un œil attentif sur les bulletins que remplissaient — en public — les électeurs plus instruits, ce n'était pour d'autre raison que de « faciliter la tâche des citoyens ».

Y voir quelque entorse aux pratiques démocratiques en vigueur sous d'autres latitudes ne serait que pure malice. Et c'était sans doute aussi pour aider les citoyens à bien voter que les cent soixante-quatre candidats aux cinquante sièges du conseil législatif de la région autonome du Kurdistan se présentaient tous en « indépendants ». Des candidats, donc, n'appartenant officiellement à aucun parti, mais dont l'inscription devait répondre à de stricts critères de loyauté au régime de Bagdad. Ils étaient notamment tenus d'avoir eu une attitude loyale pendant la guerre (dans une région où les rebelles ont abondamment collaboré avec les Iraniens) et de prouver leur adhésion aux principes de la révolution irakienne.

A en croire les apparences, le régime n'avait aucune raison de douter de la loyauté des Kurdes ce jour-là ; du moins, si l'on mesurait cette loyauté au nombre de portraits du président Saddam Hussein présents à l'intérieur et à l'extérieur des bureaux de vote. Dans l'un de ceux-ci, à Erbil, centre administratif de la région autonome, on pouvait en compter trente, accrochés ou collés aux murs.

L'air martial ou bonhomme, en uniforme ou en civil, seul ou entouré d'enfants, à la parade ou prenant le thé, le président était omniprésent, comme il l'est, d'ailleurs, à travers tout le pays — dans les bâtiments publics, mais aussi à l'entrée d'immeubles privés, aux carrefours

comme le long des autoroutes. Elu le 9 septembre au conseil législatif, le gouverneur de Souleimanyeh, M. Djaafar Barzanji, ne peut nier ses affinités. Pas moins de huit portraits de M. Saddam Hussein ornent son bureau.

### Autonomie culturelle

Créée en mars 1974, la région autonome kurde est dotée d'un conseil législatif sans grand pouvoir et d'un conseil exécutif étroitement contrôlé par Bagdad (le président Saddam Hussein nomme, notamment, le chef de cet exécutif, qu'il peut aussi révoquer). Ces deux organes administrent les affaires locales, la sécurité relevant directement du gouvernement irakien.

Les mouvements rebelles demandent vainement une modification de la loi d'autonomie et réclament un nouveau découpage de la région, de façon à y inclure Kirkouk, qu'ils revendiquent comme kurde, ce que conteste Bagdad. Le refus des autorités centrales d'intégrer Kirkouk et ses importantes réserves de pétrole à la région autonome avait contribué à relancer la guérilla sur une grande échelle en 1974.

Le Kurdistan d'Irak vit ainsi en plein paradoxe : c'est certainement dans cet Etat, qui n'a reculé devant aucun moyen pour écraser la rébellion, que les Kurdes bénéficient du sort le plus enviable sur le plan culturel. Ainsi, contrairement à ce qui se passe en Turquie (où les Kurdes sont désignés sous l'appellation de « Turcs de la montagne ») et en Iran (où Téhéran ne veut même pas entendre parler du mot autonomie), la langue kurde est reconnue à l'intérieur de la région autonome comme langue officielle — aux côtés de l'arabe, — ainsi que comme langue d'enseignement dans le primaire et le secondaire. En outre, la région autonome compte près de dix journaux et magazines, de même qu'une radio et une télévision qui diffusent exclusivement en kurde.

Y. H.

# Un refuge en Auvergne

**A**près leur arrivée au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), les 337 réfugiés kurdes venus de Turquie et accueillis par la France à l'initiative de l'association France-Liberté, retrouvent peu à peu leur vie familiale et communautaire traditionnelle dans le cadre paisible des monts d'Auvergne.

Dans ce petit camp dépourvu d'enceinte, les réfugiés cohabitent avec une cinquantaine de militaires, en majorité des appelés, dont la mission n'interdit pas, loin s'en faut, de jouer avec les 167 enfants que compte cette petite communauté, arrivée en deux groupes.

Sur le pré central du camp, entouré de simples et solides bâtiments de pierre, quelques treillis se noient dans le tourbillon de couleurs éclatantes des robes de femmes.

Les hommes, la plupart vêtus de leur uniforme austère de pehmergés (combattants kurdes) discutent, assis en cercle sur l'herbe. Un peu plus loin, des adolescents, munis de battes de fortune, jouent au base-ball et tentent d'y convertir des appelés du 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand.

A quelques dizaines de mètres, un groupe de fillettes, se tenant par la taille, danse et chante des airs traditionnels à la gloire des héros du peuple kurde. «Les noms des martyrs historiens ont



été remplacés par ceux de combattants tombés récemment», précise Mussa, un réfugié kurde venu de Paris pour aider à l'organisation et servir d'interprète.

#### Prénoms symboliques

Les prénoms même de ces enfants, souligne-t-il, rappellent le drame des Kurdes. Ils signifient : «Sans Patrie», «Vers la Vie», «Sans Abri», «Nostalgie», «Espoir»... Sur les murs du réfec-

toire, des cartes mettent en évidence les frontières revendiquées du Kurdistan, superposées à celles reconnues internationalement, de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran, de l'URSS et de la Syrie.

Chassés de leurs villes et de leurs villages de l'est irakien en septembre 1988 par les attaques aux armes chimiques de l'armée irakienne, ils viennent de passer onze mois dans le camp de Mardin (sud-est de la Turquie), avec

de la toile pour unique abri face à des températures de moins 20 degrés en hiver et de près de 50 degrés l'été.

Sept des réfugiés accueillis par la France sont encore hospitalisés à Clermont-Ferrand. Dans le camp, le médecin militaire, aidé par une équipe de la Croix-Rouge et des confrères de la région venus spontanément, traite principalement des problèmes de dénutrition et d'ordre parasitaire.

Beaucoup de réfugiés souffrent également du dos : à Mardin, il fallait aller très loin pour rapporter de l'eau non potable.

L'infirmier est aujourd'hui le cadre d'un cours d'allaitement par biberon, une nouveauté pour les mères des nombreux nourrissons du camp.

#### Des responsables élus

Dès l'arrivée du camp, le colonel Mourrut, qui représente la 5<sup>e</sup> Région militaire, prévient : «Rien ne se décide et ne se fait ici sans l'accord du comité kurde». Cinq hommes et trois femmes ont été élus à bulletin secret, et se répartissent la responsabilité des affaires culturelles, sociales, administratives, sanitaires et sportives.

«Notre premier objectif est de retrouver la cellule familiale», ajoute le colonel qui souligne que les Kurdes sont associés à toutes les tâches domestiques. Les militaires doivent prochainement passer le relais aux autorités civiles, à regret pour beaucoup d'après.

Au milieu de ces monts d'Auvergne qui, disent-ils, leur rappellent leur terre, les réfugiés kurdes pensent, dans leur majorité, au retour, mais la question d'une immigration définitive reste en suspens. Rachid Mohammed Omer, un paysan de 55 ans, père de trois enfants, a une réponse : «Dieu seul le sait».

P.O.

Montagne  
25. 9. 1989

**SOLIDARITÉ**

**FRANCE LIBERTÉS  
ET LES RÉFUGIÉS KURDES**

Le comité-relais France-Libertés Haute-Loire prend la suite de l'appel lancée par Danielle Mitterrand en faveur des réfugiés kurdes du camp Lastic (Puy-de-Dôme). Il s'agit de trouver, en moins de trois semaines, suffisamment de communes qui acceptent d'accueillir sur leur territoire une ou deux familles de réfugiés, ceux-là même qui ont échappé, voici un an, aux bombardements chimiques perpétrés par l'armée irakienne.

En solidarité avec le comité-relais du Puy-de-Dôme, le relais France-Libertés Haute-Loire lance un appel pressant à tous les élus du département afin d'aider

Mme Mitterrand à gagner « le pari solidarité ».

Le comité-relais Haute-Loire précise que chaque famille kurde reçoit à l'heure actuelle une indemnité suffisante pour ne pas en faire une charge pour le budget des communes qui accepteraient de les recevoir.

Les propositions doivent parvenir le plus rapidement possible au comité-relais France Libertés de la Haute-Loire, Mme Exbrayat, 3, chemin de Jalès, à Brives-Charensac, tél. 71.05.43.66, ou à la Fondation France-Libertés, Palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris.

Quotidien du Maire  
26. 9. 1989

**Réfugiés Kurdes**

**M<sup>me</sup> Mitterrand lance un appel**

■ La fondation France-Libertés présidée par Danielle Mitterrand a lancé un appel aux élus pour trouver des lieux d'hébergement pour les 337 réfugiés kurdes accueillis par la France au début du mois d'août et logés depuis au camp militaire de Bourglastic (Puy-de-Dôme) qu'ils doivent quitter le 7 octobre.

« Il s'agit de trouver en 3 semaines suffisamment de communes qui acceptent d'accueillir, de manière provisoire ou définitive, sur leur territoire une ou plusieurs familles de réfugiés, ceux-là même qui ont échappé voici un an aux bombardements chimiques perpétrés par l'armée irakienne », déclare l'association humanitaire.

France-Libertés rappelle que « chaque famille reçoit une indemnité suffisante pour ne pas en faire une charge pour le budget des communes qui accepteraient de les recevoir ».

D'autre part, l'aide à l'insertion, prise en charge par divers associations et organismes privés ou d'Etat se poursuivra jusqu'à leur insertion, souligne la fondation.

Les propositions doivent parvenir « le plus rapidement possible » au comité-relais France-Libertés du Puy-de-Dôme, 30 rue Gabriel Péri, Clermont-Ferrand (73.31.07.57), ou à la fondation France-Libertés, Palais de Chaillot, 1 place du Trocadéro, 75116 Paris.

**NOUS**

**SIVAN PERWER** SEP/OCT. 9.1989  
*Chants du Kurdistan*  
(Aavidis)

Le Kurdistan n'étant plus un état, les Kurdes se retrouvent minoritaires en Turquie, en URSS, en Syrie, en Iran et en Irak. Les cassettes de Sivan Perwer circulent là-bas sous le manteau car il chante l'amour, mais aussi la résistance culturelle d'un peuple persécuté. Mais ce n'est pas par pitié qu'il faut l'écouter. C'est parce que sa voix est magnifique, douce, fredonnante. Elle nous berce de douloureuses nostalgies sans violence aucune. Son luth est cristallin et ces chants, rythmés, nuancés, profonds, vous donneraient envie de vous retirer du monde pour méditer. Rarement musique a parlé aussi directement de paix et d'amour, alors que le sens des paroles échappent à la plupart.

**F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.**

FRA0520 4 I 0136 EXT /AFP-FI29  
Europe-Turquie-Kurdes

Manifestation kurde et turque à l'occasion de la venue de M. Ozal au Conseil de l'Europe

STRASBOURG, 27 sept (AFP) - Quelque 130 Kurdes et Turcs ont manifesté mercredi devant le Palais de l'Europe à Strasbourg pour protester contre la présence du Premier ministre turc M. Turgut Ozal au Conseil de l'Europe (Europe des 23).

Les manifestants, entourés par d'importantes forces de l'ordre, ont crié des slogans hostiles à M. Ozal, responsable, selon eux, des "tortures, de massacres et des violations des droits humains" en Turquie. La manifestation s'est terminée sans incident.

M. Ozal, premier chef de gouvernement turc à se rendre au Conseil de l'Europe depuis 1978, a quitté Strasbourg mercredi en fin d'après-midi, après avoir pris la parole devant l'Assemblée des 23.

sc/J1b

# Uygulama, sosyalist ilkeleri dikkate almadı

**Yanılı, 1917 Bolşevik devrimiyle birlikte, ulusların kendi kaderlerini tayin hakkı konusunda ileri sürülen önerilerin aynen yaşama geçtiği varsayımından kaynaklanmaktadır. Yani 1917 devrimi gerçekleştirdiklerinden çok önerdikleriyle tanınmaktadır.**



## İSMAİL BEŞİKÇİ

Sosyalizmin en önemli sorunlarından biri ulusal sorundur. Sosyalist teorinin bu sorunun çözümü için gösterdiği yol ulusların kendi kaderlerini tayin hakkı çerçevesinde gelişmektedir. Fakat gerek Sovyetler Birliği, Çin gibi ülkelere, gerek Doğu Bloku ülkelere, gerekse dünyanın çeşitli yerlerindeki ulusal kurtuluş mücadelelerine baktığımız zaman bu prensibin hayata geçmediğini görüyoruz. Burada, sosyalizmin, ulusal sorunun çözümlemesinde yetersiz kaldığı, önemli bir alternatif sunamadığı anlaşılmaktadır. Ulusal sorunların yarım yamalak da olsa yine kapitalist ilişkiler çerçevesinde çözümlenme sürecine girdiğini görüyoruz.

Burada, teörinin doğru fakat uygulamanın yanlış olduğu da söylenebilir. O zaman, teori ile, ulusalın kendi kaderlerini tayin hakkı konusunda yazılanlar ile uygulama arasında neden çok büyük bir zıtlığın ortaya çıktığı, uygulamanın neden sosyalist prensipleri dikkate almadığı açıklanmak durumundadır. Bu konuda önemli bir yanılı olduğu kanısındayım. Yanılı, 1917 Bolşevik devrimiyle birlikte, ulusların kendi kaderlerini tayin hakkı konusunda ileri sürülen önerilerin aynen yaşama geçtiği, önerilerin gerçekleştirildiği varsayımından kaynaklanmaktadır. Yani 1917 Devrimini gerçekleştirdiklerinden çok önerdikleriyle tanınmaktadır.

Fakat teoriye çok zıt yönde gelişen reel sosyalizm uygulamalarına, "işte sosyalizm budur", "sosyalizm böyle olur" denmesi, sosyalist devletlerin resmi ideolojilerinin bunu herkeşe ve her kuruca böyle kabul ettirmeye çalışması, dünya sosyalist sisteminin tıkanmasına, sosyalizme duyulan güvenin sarsılmasına neden ol-

muştur. Halbuki, teoriyle fiili durum arasında neden bu kadar büyük bir zıtlık oluştuğunun, bu zıtlığın nasıl giderilebileceğinin tartışılması sistemin gelişebilmesi için önemli bir dinamizm yaratılabildi.

Dünyanın çeşitli yerlerindeki ulusal kurtuluş mücadeleleri karşısında sosyalist devletlerin tavır ve davranışları olgusal zenginlik içinde ele alınabilir. Bunun en çarpıcı örneklerinden birinin Ortadoğu'daki Kürt sorununda ortaya çıktığını düşünüyorum. Örneğin Irak, 1988 yılı içinde Kürtlere karşı çeşitli zamanlarda ve Halepçe gibi çeşitli mekânlarda yoğun bir soykırım uygulamıştır. Bu "ürcü dikkate incelemediğimiz zaman Irak'ta kimyasal silah üreten fabrikaların İtalyan, Federal Alman, Hollanda, Fransız, Türk, Arap v.s. şirketlerinin ortaklaşa çabalarıyla kurulduğunu" ve kimyasal silahların yine bu şirketlerin çeşitli düzeylerde gerçekleştirdikleri katkılarla üretildiğini görüyoruz. Fakat gerek fabrikaların kurulmasında, gerek kimyasal silahların üretilmesinde ve gerekse bu silahların en etkili bir şekilde kullanılmasında Sovyet teknisyenlerinin varlığını, onların Irak yönetimine yaptığı danışmanlığı da görüyoruz. Sosyalist devletlerin böyle bir soykırımda görev almaları aklın alacağı şey değildir. Fakat bu yaşanmıştır ve sosyalistlerin bunu soğukkanlı bir şekilde düşünmeleri gerekir. Teoriyle yani ulusların kendi kaderlerini tayin hakkı konusunda yazılanlarla uygulama arasında, neden derin, uzlaşmaz bir çelişki ortaya çıkmıştır? Başta Sovyetler Birliği olmak üzere sosyalist devletler, yarım ağız da olsa, neden, Irak'ı kınamak gereği duymamışlardır? Bir de Filistin Kurtuluş Örgütü'nün bu soykırımı neden kınamadığı üzerinde durulması gereken bir

**İsmail Beşikçi** — 1939'da İskilip'de doğdu. 1962'de Siyasal Bilgiler Fakültesi'ni bitirdi. Askerlik yaptı. 1964'te Erzurum'da Atatürk Üniversitesi'nde sosyoloji asistanı olarak çalışmaya başladı. 1970'te Doğu Anadolu'nun Düzeni, Sosyo-Ekonomik ve Etnik Temeller kitabı yüzünden üniversitedeki görevine son verildi. 1971 yılının başından itibaren Siyasal Bilgiler Fakültesi'nde çalışmaya başladı. 12 Mart 1971 rejiminde, 12 Eylül rejiminde kitaplarından ve çeşitli yazılarından dolayı yargılandı. Üç ayrı dönemde 10 yıl 8 ay cezaevinde kaldı. Serbest yazarlık yapıyor.

konudur.

Eğer siz bunları yapmayı görmezden, duymazdan, bilmezden gelirsiniz veya "Irak Bana yönetimi herici bir yönetimdir, Kürtler de gerici bir halktır, yok edilmeleri hayırlı olmuştur" dersiniz, veya herkesin bildiği soykırımı inkâr kalkışsanız, sosyalist sistem tıkanır, itibarını, alternatif olma özelliğini kaybeder. Kaldı ki, ezilenlerin, mazlum halkların, sömürge halkların karşısında ezenlerde yana tavır koymak, onlara daha iyi ezmeleri için silah, araç, gereç, teknik bilgi yardımı yapmak sosyalist ahlakla bağdaşmaz.

Bugün Bulgaristan iki kere suç işlemektedir. Birinci olarak ülkesindeki Türk azınlığı, Türk toplumu olmaktan doğan haklarını inkâr ettiği için, onları asimile et-

meye çalıştığı için. İkinci olarak, Türkiye'nin Bulgaristan'daki Türklerle ilgilenmesini onların haklarını savunmasını engellemek için, Kürt sorunu kullanmaya çalıştığı için. Bulgaristan, Türkiye'nin, Bulgaristan'daki Türkler sorununu uluslararası kurumlara götürmesini engellemek için, Kürt sorunu konusunda hazırladığı dosyayı ileri sürerek Türkiye'nin geri adım atmasını sağlamaya çalışmaktadır. Halbuki insan pazarlık konusu yapılmamalıdır. İnsanın temel hakları, kişilik hakları, insan olduğu için sahip olduğu hakları pazarlık konusu yapılmamalıdır. Sosyalistler, dünyanın neresinde olursa olsun, bir baskı ve zulüm varsa, insanlar, halklar eziliyorsa, ezilenlerin yanında yer almalıdır. Hiçbir şart ileri sürmeden, hiçbir pazarlığa girişmeden. Sosyalist ahlak bunu gerektirir.

Bir kalkınma yöntemi olarak sosyalizmin önemli başarılar elde ettiği söylenebilir. Fakat sosyalist devletler sosyalist insanı yaratamamışlardır, sosyalist toplumu kuramamışlardır. Bu konuda, yine, başa dönerek şunu söylemek gerekir: Sosyalist teori ile yaşanan olaylar arasındaki zıtlıklar zengin olgusal dayanaklarla ele alınmalı ve nedenler irdelenmelidir. Pratikte yaşanan bu sapmaların irdelenmesi bilgilerimizi zenginleştirecek en önemli yoldur.

Cumhuriyet 6.7.1989

Cumhuriyet 7.7.1989

## Gaziantep'te operasyon PKK'nın 'ölüm makinesi' yakalandı

Gaziantep'te düzenlenen operasyonda örgüt üyesi oldukları belirlenen 4 kişi yakalandı. Yakalananlar arasında, ikisi jandarma, sekiz kişinin öldürülmesi olayına qdı karışan ve PKK'nın ölüm makinesi olarak bilinen Mehmet Sakalíkaba da bulunuyor.

GAZİANTEP (AA) — Gaziantep ve çevre illerde uzun bir süreden beri devam eden "PKK operasyonu"nda, örgüt üyesi oldukları belirlenen dört kişi daha yakalandı.

Yakalananlar arasında, bölücü örgütün, "ölüm makinesi" olarak bilinen ikisi jandarma, sekiz kişinin öldürülmesi olayına karışan Mehmet Sakalíkaba adlı teröristin de bulunduğu bildirildi. Operasyonlarda, dört Kalashnikof, bir tabanca, 15 el bombası, dinamit, çok sayıda mermi ve yasaklanmış yayın da ele geçirildi.

Gaziantep Valisi Hüsnü Tuğlu tarafından yapılan açıklamada, 27 Mayıs tarihinde Nizip'te otomatik silahlarla kahvehaneyi tarayarak Ahmet Taş, Ahmet Yavuz ve Mustafa Oymak adlı vatandaşları öldüren, 7 kişiyi de yaralayan Mehmet Sakalíkaba ile birlikte teröristlere yataklık yaptıkları belirlenen Mehmet ve Şevket Korkmaz ve Ahmet Keskin düzenlenen operasyon sonucu Kahramanmaraş'ta dağlık kesiminde saklandıkları sığınıklarda ele geçirildiler. Nizip olayıyla ilgili olarak Ömer kod adlı Mehmet Kankaya da aranıyor.

### Eylemleri

Yakalanan kişilerin yapılan sorgulamaları sonucu, şu eylemleri

gerçekleştirdikleri ortaya çıktı.

"21 Mayıs 1988 tarihinde, Kilis ilçesi Martavan Süngütepe mevkiinde sınır devriyeleri ile silahlı çatışmaya girerek jandarma çavuş Dincer Demir ile jandarma onbaşı Şerif Kaya'nın şehit edilmeleri,

8 Mayıs 1989 tarihinde Elbistan ilçesi Çiftlikale köyünde Mehmet Ceviz'in öldürülmesi,

23 Mayıs 1989 tarihinde, Pazarcık ilçesi Çiçekalan köyü eski muhtarı Yusuf Dölek'in öldürülmesi,

Birçok kanlı eylemlere katılan terörist Arif Göktaş'ın mart 1989 tarihinde terörist arkadaşlarıyla aralarında çıkan bir anlaşmazlık nedeniyle öldürülmesi"

Operasyonlar sırasında dört Kalashnikof otomatik tüfek, bir 14'lü tabanca, 15 el bombası, sekiz tahrip kalbu, iki kilo dinamit, bin 367 Kalashnikof mermisi, 210 G3 piyade tüfeği mermisi, 20 şarjör, 117 9 mm'lik tabanca mermisi, 500 ABD Doları, çok miktarda yasaklanmış yayın, teröristlere ait dokümanlar, sağlık malzemesi, yiyecek, giyecek ve mutfak eşyaları ele geçirildi.

Cumhuriyet 7.7.1989

Eruh'ta 'kayıplar' konusunda ilk resmi açıklama

# Köylülere vali güvencesi

Fındık Jandarma Tabur Komutanı Binbaşı Oktay Tekin'in kendilerine baskı ve işkence yaptığı gerekçesiyle Diyarbakır'a kaçarak SHP Milletvekili Fuat Atalay'a sığınan İbrahim, Şahabettin, Ömer ve Nimet Esendemir, Atalay'ın sağladığı araç ve bir SHP'li tarafından Siirt Vali Vekili Hasan Karakaş'a teslim edildiler.

ADANA (Cumhuriyet Güney İleri Bürosu) — "Askeri kurye cınayeti"nden sorumlu tutulan Fındık Jandarına Tabur Komutanı Binbaşı Oktay Tekin'in kendilerine baskı yaptığını öne sürerek köyden kaçan ve Diyarbakır'da SHP Milletvekili Fuat Atalay'a sığınan dört köylü, "can güvenliklerinin sağlanacağına ilişkin söz veren" Siirt Vali Vekili Hasan Karakaş'a teslim edildiler.

SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, "kayıp köylüler" konusunda Başbakan Turgut Özal'ın yanıtlaması istemiyle TBMM Başkanlığı'na bir soru önergesi verdi.

Bu arada Siirt Valiliği'nden ilk kez konuyla ilgili resmi bir açıklama yapıldı.

SHP'li Fuat Atalay ve gazetecilerin Fındık'ta incelemelerde bulunmalarının ardından Osman Esendemir'in öldürülmesinden korucularla birlikte sorumlu tutulan Binbaşı Oktay Tekin tarafından gözaltına alınarak işkence gördüklerini öne süren İbrahim, Şahabettin, Ömer ve Nimet Esendemir, dün sabah Diyarbakır'dan Siirt'e gittiler. Sığındıkları milletvekili Atalay'ın sağladığı araç ve yanlarına verdiği bir SHP'li üye ile birlikte Siirt'e gelen köylüler, hükümet konağında Vali Vekili Hasan Karakaş tarafından kabul edildiler. Atalay'ın gönderdiği SHP üyesi, kendilerine sığınan köylüleri, başından geçenleri bir

kez daha anlatılarak Karakaş'a teslim etti.

Vali Vekili Hasan Karakaş, alay komutanı ile görüştüğü ve köylülerin hiçbir kuşku duymadan köylerine dönebileceklerini söyledi. Karakaş konuyla ilgili olarak gazetecilere yaptığı açıklamada, köylülerin anlatımının "abartılı" olduğunu öne sürdü.

### Olay Meclis'te

SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, köylülerin tehdit edilerek Fındık bucağından göçe zorlanmasını bir soru önergesiyle Meclis'e götürdü.

Atalay, Başbakan Turgut Özal'ın yanıtlaması istemiyle TBMM başkanlığına bir soru önergesi verdi. Önergede şu sorular yer aldı:

• 3.6.1989 tarihinde cesedi parçalanmış halde bulunan Osman Esendemir'in daha önce Fındık Tabur Komutanı Binbaşı Oktay Tekin tarafından gözaltına alındığı ve 9 gün süreyle "askerî kuryelik" görevi yaptırıldığı doğ-

rultusunda köylülerin ifadesi bulunmamaktadır. Bu olay, Binbaşı Oktay Tekin'in keyfi bir uygulaması mıdır?

• Korucularla işbirliği içerisinde olan Osman Esendemir'in öldürüldüğü iddialarını araştırmak üzere Fındık bucağına gidip yurttaşlarla görüşmemden sonra adı geçen tabur komutanının Ömer, İbrahim, Mustafa, Şahabettin ve Nimet Esendemir adlı yurttaşları çağırarak tehdit etmesi, dövmesi ve bu olayda Bahattin Aktuğ adlı korucunun bir ilgisi olmadığını söylemesinin nedeni nedir?

• Olay tarihinden uzun bir süre geçmesine rağmen olay mahallinde Eruh Cumhuriyet Savcılığı'nca niçin keşif yapılmamıştır? Güvenlik gerekçesiyle savcılarının olay yerine gitmekten çekinmeleri doğru mudur?

• Eruh Cumhuriyet Savcılığı'na bölgedeki olayların karmaşıklığı göz önüne alınarak niçin deneyimli bir savcı atanmamaktadır?

• Osman Esendemir olayıyla il-

gili ilk bulgular nelerdir?

### İlk resmi açıklama

Bu arada Eruh yöresinde gözaltına alındıktan sonra kaybolan köylülerle ilgili olarak ilk kez resmi bir açıklama yapıldı. Bölgede incelemelerde bulunan SHP'li Atalay'a, Siirt Valisi Atilla Koç tarafından gönderilen 27.6.1989 tarih ve 1-1/632 sayılı yazıda özetle şu bilgilere yer verildi:

"Ormanlı köyü yakınlarında terörist bir grubun görüldüğü durumları üzerine Ömer Savun ifade

desi alındıktan sonra serbest bırakılmıştır. Bu köyden göçlerle ilgili rakamlar doğru değildir. Göç edenlerin dönmek istemeleri halinde emniyetleri sağlanacaktır. Cismar Esendemir'in cesedi adli tıbbaya gönderilmiştir. Bu şahsın ölü bulmasıyla güvenlik güçlerinin bilgisi yoktur. Diğer kayıp köyü Hüseyin Demirtaş korucu Bahattin Aktuğ tarafından araştırılmaktadır. Adı geçenin Mardin dil dolayında dolaylığı yelund köylentiler bulunmaktadır."

Cumhuriyet  
6. 7. 1989

Fındık köylüsü kendisini açık cezaevinde gibi hissediyor

# İzne bağlı yaşam

## CENGİZ MUMAY

FINDIK (ERUH) — PKK eylemleri başladı başlayalı adı "terör üçgeni"ne çıkan Fındık'ta yaşam izne bağlı.

Gece sokağa çıkmak yasak, tarlayı biçmek ve koyunları otlatmak taburdan alınacak izinle gerçekleştirilebilecek çalışmalar. Bir de "kimlikler toplatılıyordu" burada, "kimse izinsiz köyü terketmesin" diye.

Her metre karesine bir sürü asker, korucu ve PKK'nın düştüğü bir diyar olarak bilinen Fındık'ın, ilk etapta özel otoyol bir saatte alınabilecek gibi gözüken 78 kilometre uzaklığı var Siirt'e. Yolları "karış karış bilen" bir sürücü ile yola çıkıyoruz gece yarısı. Siirt'in Güneydoğusu'dan başlayarak Dicle'nin en büyük kolu olan Botan Çayı'nı izliyoruz. 18 kilometre sonra asfalta "veda" edip, Eruh yol ayrımından sağa sapıyoruz.

Bir saat sonra araç duruyor. Farları hemen söndüren sürücüye bakıyoruz. Yanıt yok. Birkaç saniye sonra siperden bir asker yaklaşiyor yanımıza, el feneriyle aracımıza doğru ilerliyor. Araçtan çıkıyor, ellerimizi tavana dayıyoruz.

Asker, birkaç dakika böyle beklememizi istiyor. Bu arada sürücüye soruyoruz, "Ne oluyor?" diye "Burada her zaman kontrol yapılır. Bir işaret yok ama, bunu bilmeyen de bu yola çıkmaz".

Beklenen askerler geliyor, kimlik kontrolümüz yapıyor, araç didik didik ediliyor.

Askerler, durmamamız halinde ne olacağını anlatıyorlar:

"Yol boyunca yaklaşık 100 metre makinelik tüfeklerle siper yatmış arkadaşlarımız var. Durmasaydınız aracı tararlardı."

Bir ürpertiyle devam ediyoruz. Yolun kötü olduğundan aracımız üçüncü vitese bile ge-

çemiyor. İbre, sıfırla otuz arasında gidip geliyor.

Dört saat sonra... Sabahın ilk ışıklarıyla birlikte Fındık'tayız. Karşımızda aynı adla anılan dağın üzerinde kireçle boyanmış kocaman taşlarla "Türkiye" yazılı, yanında da ay-yıldızlı Türk bayrağı duruyor. Büyücek bir madeni levha üzerinde. Kılavuzumuz yazıyı okuyarak söylüyor: "Sanki aksini iddia eden var."

Fındık bucağının 300 hanesinde 2 bin 500 kişi yaşıyor. Hane başına 8.33 kişi. Tüm evler kerpiç.

Geçen ay "askeri kurye" olarak kullanıldıktan sonra Fındık Jandarma Tabur Komutanı Binbaşı Oktay Tekin ve korucular tarafından öldürüldüğü öne sürülen Osman Esendemir'in evindeyiz. Yakınları ve köyün tüm ileri gelenleri bir odada toplanmış. Başsağlığı dilekleri kabul ediliyor.

Köylülerin tümünün anlatımı tek bir noktada toplanıyor. "Güvenlik güçlerinin baskısı."

Anlatımların tümünün "dönüm noktası" olarak belirtilen tarih, PKK'nın bölgede silahlı mücadeleyi başlattığını açıkladığı gün olan 15 Ağustos 1984. Konuşmaya her başlayan "İ.Ö." ya da "İ.S."yi kullanır gibi "1984'ten önce" ya da "1984'ten sonra" diyor.

Köylüler bu tarihten itibaren huzurlarının bozulduğunu, sürekli baskı altına alındıklarını belirtiyorlar. Köyde 5 yıl içinde gözaltına alınmayan hiçbir erkeğin kalmadığını, kaba dayak ve küfürlerden sonra hepsinin salıverildiklerini söylüyorlar.

Abdülkerim Elitaş adlı köylü ise gözaltılardan kendisinin de nasibini aldığını belirttikten sonra, tarlasını özgürce biçemediği-

ni ifade ederek "Tarlalarımız köyün biraz dışında. Bölgede PKK militanları dolayacağı için, kendileriyle diyaloga gireriz gerekeceyse tarlalarımıza serbestçe gidemiyoruz. Ekin biçecek her yurttaş, bir gün öncesinden tabura gidiyor. Burada görevlilere adını yazdırdıktan sonra çiftçilik yapıyor. Tabii zaman sınırlı. Akşam olmadan evlerimize dönmek zorundayız" diyor.

Köy yakınlarındaki merada hayvanlarını aynı gerekçelerle serbestçe otlatmadığından yakınan Yunus Elgay, "Bu baskıya dayanamayıp koyunlarımı sattım. Şimdi 8 çocukla beraber Allah'a bakıyoruz. Koyunların parası bittikten sonra neyle geçeceğim bilemiorum" yakınmasını yapıyor.

Diğer köylüler beş yıldır köyde ilan edilmiş "gece sokağa çıkma yasağı" uygulandığını, hasta ziyaretine bile gidemediklerini söyleyerek "Köyde göç başladı. Nüfusumuzda azalma var. Artık burada yaşanmaz" görüşündeler.

Yaz aylarında köyün çok sıcak olduğunu, bu nedenle geçmiş yıllarda yaylalara çıkarak çadırlarda yaşadıklarını, fakat iki yıldır tüm köylere "yaylaya çıkma yasağı" konulduğunu öne süren köylüler, "Fındık", "açık cezaevi" diye tanımlıyorlar.

Köylülerin en çok içerlediği uygulamalardan biri de Binbaşı Oktay Tekin'in kimlikleri toplattırması.

Onu da şöyle anlatıyorlar:

"Herhangi bir olay olduğunda ya da operasyon yapıldığında tüm köyün kimlikleri toplatılıyor. Köyden ayrılmak ya da şehre inmek isteyen jandarmaya başvuruyor kimliğini almak için. Ancak her defasında da kimlik verilmiyor. Çok geçerli bir mazeret olmadığı sürece köyden ayrılmamız neredeyse olanaksız. O zaman da bir karabasan yaşıyor. Fındıklı."

Milliyet 9.7.1989

## PKK'da iç sürtüşme dorukta "Apo, kaşarlanmış bir haindir..."

● PKK içinde Apo'ya karşı olanların oluşturdukları PKK-DB (Devrimci Birlik) yayınladığı bir bildiri, Apo'yu hain ilan etti

Bülent ZARIF—FRANKFURT

**P**KK'nın eski sözcülerinden Avukat Hüseyin Yıldırım'a karşı geçen ay Belçika sınırında girişilen suikast eyleminden sonra bir bildiri yayınlayan PKK-DB (Devrimci-Birlik), Apo'yu olaydan sorumlu tutarak, kendisini "kaşarlanmış bir hain" olarak niteledi. Bu şekilde, PKK içinde Apo hareketine karşı olan Devrimci Birlik adlı grupla Apo yandaşları arasındaki sürtüşme doruğa çıktı.

Apo'nun kelle avcılarının, kendisine karşı olan eski lider kadroların peşinde olduğunun vurguladığı bildiri, "Tamamen CIA patentli bir taktikle hareketimiz imha edilmeye çalışılmaktadır.

Bu karşı hareketin baş pyonu ise, önderliğini iğrenç bir demagoji, kirlili oyunlar ve türlü sındırma yöntemleri ile gasp etmiş olan Apo adlı kişidir. Çeşitli kirlili güçlerin, kör bir aleti olan bu hain, devrimci kadrolar üzerinde hain b' kıyım hareketi sürdürmektedir" denildi.

Apo'ya karşı çıkan PKK-DB, yayınladığı bildiri, Apo'nun kendisine bağlı olanları "Çapulcular" olarak nitelendirerek, "Ama artık o ve yandaşları köşeye sıkışmışlardır. Her geçen gün daha büyük bir hızla layık olduğu akibete doğru yuvarlanmaktadır. Bu onun haince hareketlerinin kaçınılmaz sonucudur" dediler.

Milliyet 11.7.1989

## 3 er şehit oldu, 2 bölücü ölü ele geçti Güneydoğu'da terör durmak bilmiyor

DIYARBAKIR. (AA)

**HAKKARI'nin Uludere** ilçesinde güvenlik kuvvetlerine pusu kuran bölücü teröristler, 2 eri şehit etti. Siirt'in Pervari ilçesi yakınlarında çıkan çatışmada ise iki bölücü terörist ölü ele geçirildi.

Hakkari'nin Uludere ilçesine bağlı Gülyazı köyü yakınlarında arama faaliyetlerinde bulunan güvenlik kuvvetlerine, teröristlerce pusu kuruldu. Açılan çapraz ateş sonucu, henüz isimleri açıklanmayan 2 er olay yerinde şehit oldu.

Öte yandan, Siirt'in Pervari ilçesine bağlı Doğanlı köyü yakınlarında ise, gü-

venlik kuvvetleriyle bölücü teröristler arasında çıkan silahlı çatışmada, iki terörist ölü olarak ele geçirildi. Çatışmada, jandarma eri Muharrem Eryavuz şehit olurken, 2 güvenlik görevlisi de yaralandı.

Öte yandan, Siirt'in Şırnak - Eruh - Pervari üçgeninde bulunan Mercimektepe mevkiinde bir grup teröristin bulunduğu yolunda istihbarat alınması üzerine, güvenlik kuvvetleri bölgede operasyonlara başladı.

Edinilen bilgiye göre, teröristlerin ele geçirilmesi için bu alana, Siirt 70. Piyade Tugayı ile Şırnak'tan askeri birlikler sevk edildi.



Tercüman 12.7.1989

## 2 terörist ölü olarak ele geçti Terör üçgeninde kan: 3 er şehit

□ Eruh-Şırnak-Pervari üçgeni ile  
Uludere'deki çatışmada 1 üstbaş-  
men ile 3 er de yaralandı.

Cumhuriyet 12.7.1989

### İki PKK'lı yakalandı

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Siirt'in Batman ilçesinde PKK'lı oldukları bildirilen iki terörist ile Hakkâri'nin Şemdinli ilçesinde yasadışı örgüte yardım ve yataklık ettikleri savlanan 13 kişinin yakalandığı açıklandı. Mardin'in Savur ilçesinde de daha önce güvenlik güçleriyle girdiği çatışmada öldürülen bir PKK'lının cesedi bulundu. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamada, dün bir duyumu gerçekleştiren güvenlik güçlerinin iki PKK'lıyı sağ olarak yakaladığı bildirildi.

HÜSAMETTİN KARANFİL  
M.CAN ÖZER

SIIRT/ERUH, (Tercüman)-Siirt'in Eruh-Şırnak-Pervari üçgeni ile Hakkâri'nin Uludere ilçesinde güvenlik kuvvetlerimizle PKK eşkiyası arasında çıkan çatışmada 3 er şehit oldu, 1 üstbaşmen ve 3 er de yaralandı. Çatışmalarda 2 terörist ölü olarak ele geçirildi.

Önceki gün sabah Eruh ile Şırnak arasındaki Giremaşa dağlarında güvenlik kuvvetlerimizle bir grup PKK arasında çatışma çıktı. Daha sonra "vur kaç" taktiğiyle Pervari ilçesi sınırlarına kayan çatışma zaman zaman, teröristlerin kaçışıyla durakladı.

Bu arada teröristlerin kaçışını önlemek için Pervari'nin Yanıkses ve Okçular köyü arasındaki bölgeye havadan birlikler indirildi. Burada yeniden kısırılan militanlar bir süre çatıştıktan sonra yeniden araziye dağılarak

kaçmaya çalıştı. Ancak teröristler bu sefer de Mercimektepe mevkiinde kısırıldı. Mercimektepe'de başlayan ve gece geç saatlere kadar süren çatışmada Muharrem Yılmaz adlı jandarma eri şehit oldu. Çatışmada jandarma üstbaşmen Mehmet İnce, er Üzeyir İlhan, Sedat Kaya ve Nuri Şahin de yaralanırken henüz kimliği belirlenmeyen 2 terörist de ölü olarak ele geçirildi. Şehit er Yılmaz'ın cenazesi memleketi Sinop'un Ergenek ilçesi Şerefiye köyüne gönderildi. Yaralılar da Siirt Devlet Hastanesi'nde tedavi altına alındı.

Pervari-Şırnak ve Eruh üçgeninde çatışmalar devam ederken, Uludere Gülyazı köyü Ortasü mezrasında ikinci bir çatışma meydana geldi. Bu çatışmada ise jandarma onbaşı Ünal Aktaş, (Giresun) ile jandarma eri Mustafa Türker (Eskişehir), şehit oldu. İki güvenlik görevlisi de yaralandı.

Her iki bölgede de dün sabahtan itibaren yeniden yoğun operasyonlara başlandı. Eruh-Şırnak ve Pervari üçgenindeki teröristlerin 80 kişi kadar oldukları belirlendi.

Öte yandan Eruh ilçesine bağlı Kusacı köyünde hayvan otlatan bir çoban PKK tarafından kaçırıldı.

Milliyet 13.7.1989

## PKK eylemlerine karşı önlem Güneydoğu'da bayram alarmı

DIYARBAKIR, MİL-HA GÜNEYDOĞU'da PKK militanlarına yönelik olarak hazırlanan ek güvenlik tedbirleri uygulamaya konulurken, güvenlik kuvvetleri de alarma geçirecektir.

PKK eylemlerine karşı, yeni harekâtın başlatılmasının an meselesi olduğu bildirildi. Siirt'in Şırnak ilçesi yakınındaki Cudi Dağı'nın doruk noktasındaki Anılmış ve Boyun-yaka köylerinin, harekât olasılığına karşı boşaltılacağı öğrenildi. PKK terörünün odak noktası olan bu çevrede yaşayan köylüler, mecburi iskâna tabi tutulacak. Ayrıca Botan şeridinde yaşayan göçerlerin, göç istikametleri güvenlik gerekçesiyle Van yöresine kaydırıldı.

Almanya'dan getirtilen özel köpeklerle Besti ormanlık bölgesinde,

"Gece dinlenme ve koklama ağı" oluşturuldu. Bir yetkili, Siirt ve Mardin il sınırları arasında kalan Botan bölgesinde, coğrafi yapının dağlık, engebeli ve ormanlık olması nedeniyle, arazi yapısına göre yeni uygulamaların başlatıldığını söyledi. Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Taşdelen köyüne ait yaylayı önceki gece basan PKK militanları bir çobanı öldürdü. Batman Alacaköy'de ise 2 PKK militanı yakalandı.

Hakkâri ve Mardin'de güvenlik güçlerinin sürdürdüğü operasyonlar sonucu "Cemil" kod adlı Aydın Koçer ve "Aziz" kod adlı İsmail Başaran adlı militan ile 13'ü sempo-tizan olmak üzere 15 PKK'lı yakalandı. Mardin'in Savur ilçesinin El-mahbahçe köyü yakınlarında da bir PKK'lı militanın cesedi bulundu.

Milliyet 14.7.1989

2 şarkı sakıncalı bulundu

# Kürtçe kasete toplatma

• Doğan ŞENER

**R**AHMI Saltuk'un geçen ay piyasaya çıkan "Hoy Nare" adlı kasedi, içinde yer alan "Nare", "Desmal" ve "Gula Zer" adlı Kürtçe parçalar nedeniyle yasaklandı.

Sanatçının kendi şirketi adına yaptığı kaset, Kültür Turizm Bakanlığı Fikir ve Sanat Eserleri Müdürlüğü'ne bağlı Alt Komisyon'dan 1 Haziran 1989'da "Yayınlanmı" raporuyla geçmişti. Ancak sanatçının Sabah gazetesinde çıkan bir demeci ihbar kabul edilerek, kasetin Üst Komisyon'ca tekrar denetime alındı.

Sanatçının ilk müracaatı sırasında verdiği bilgilerin eksik olduğu üzerinde duran denetim kurulu üyeleri, listede "Mendil" adıyla yer alan parçanın asıl adının "Desmal" olduğunu ve Kürtçe söylendiğini saptadılar. Aynı şekilde, "Nare" ve "Gula Zer" in de Kürtçe söylendiği anlaşıncı, kaset tümüyle yasaklandı.

"Nare" ve "Desmal" in dışındaki parçalardan, "Altın Hizmet", "Sene 1341", "Dersim Dört Dağ İçinde", "Dede Sultan", "Kazak Abdal", "Kara Yılan", "Kâtip", "Terketmedi Sevdan Beni", "Şu Karşıda", "Dağlara Bahar Gelmiş", "N'olaydı Yâr" adlı eserlerin Kürtçe söylenmesine rağmen, kaset piyasadan toplatılacak ve içindeki Kürtçe parçalar çıkartılsa

bile yeniden yayınlanmasına izin verilmeyecek.

Fikir ve Sanat Eserleri Bölümü'nden sorumlu İstanbul Kültür Müdürü Rahmi Çubukçu, kararın gerekçesini şöyle açıkladı:

"22 Ekim 1983'ten itibaren yürürlüğe giren 2033 sayılı yasanın ikinci maddesi der ki: Türk devleti tarafından tanınmış bulunan devletlerin birinci resmi dilleri dışındaki herhangi bir dille düşüncelerin açıklanması, yayılması ve yayınlanması yasaktır. İşte bu nedenle kasedin yasaklanmasına ve polis marifetiyle toplatılmasına karar verildi."

Müzik eserleri yayınlayan firmalar, 3257 sayılı Sinema, Video ve Müzik Eserleri Kanunu'nun bir maddesine göre, denetim esaslarına aykırı davranmadıkları konusunda yazılı bir taahhütname veriyorlar ve bu nedenle kasetler bazen dinlenmeden geçebiliyor. Bu taahhüt, çiğnendiği, firma tarafından eksik veya yanlış bilgiler verildiği zaman, kaset bir üst komisyon tarafından yeniden denetleniyor.

Altı ay önce kaset firmalarının yoğun isteği üzerine kaldırılan şarkı sözlülerinin de kasetle birlikte yollanması zorunluluğu, Rahmi Saltuk olayından sonra tekrar gündeme geldi. Bu konudaki karar, bakanlığın da görüşü alındıktan sonra açıklanacak.

Milliyet 14.7.1989

## Fransa'dan örnek davranış

**ANKARA, (A.A.)**- Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü İnal Batu, Fransa'nın Türkiye'ye sığınan Iraklılar'dan 300 kişiyi alma kararıyla "Olumlu bir dayanışma gösterisinde bulunduğunu" söyledi.

İnal Batu konuya ilişkin olarak yaptığı açıklamada, Türkiye'ye sığınan Kuzey Iraklılar konusunun tüm dünyayı ilgilendirmesi gerektiğini kaydederek, "Bu, uluslararası dayanışmayı gerektiren insanî bir sorundur" dedi.

Fransa'nın Türkiye'ye sığınan 300 Kuzey Iraklı'yı alma kararını memnuniyetle karşıladıklarını ifade eden Batu, "Fransa'nın bu davranışının diğer ülkelere de örnek olmasını dileriz" diye konuştu.

Cumhuriyet 17.7.1989

2 köylü gözaltında

## 'Kurye cinayeti'nde baskılar sürüyor

2 köylünün vali güvencesine karşın bucağa dönmelerinden sonra gözaltına alınmalarına sert tepki gösteren SHP Milletvekili Fuat Atalay, Binbaşı Oktay Tekin'i "suç delillerini ortadan kaldırmak"la suçladı.

CENGİZ MUMAY

**ADANA —** Osman Esendemir'in ölümünden sorumlu tutulan Binbaşı Oktay Tekin tarafından tehdit edildiklerini öne süren köylülerden ikisi, Vali Vekili Hasan Karakaş'ın güvencesine karşın Fındık bucağına döndüklerinde gözaltına alındılar. Binbaşı Tekin tarafından "Aleyhimize ifade verirsiniz buralarda barınamazsınız" diye tehdit edildiklerini öne süren Nimet ve Ömer Esendemir, Erüh Cumhuriyet Savcılığı'nda ifade verdiler. SHP Milletvekili Fuat Atalay, "Siirt'te vali güvencesinin bile geçerli olmamasının düşündürücü olduğunu" söyledi. Siirt Vali Vekili Hasan Karakaş ise "Olayla ilgili olarak açıklama yapmak zorunda olmadığını" savundu.

SHP Siirt eski İl Başkanı ve Esendemir ailesinin avukatı Zübeyr Aydar, müvekkillerine "vali güvencesi"ne karşın Binbaşı Oktay Tekin'in baskı yapmayı

sürdürdüğünü" söyledi. Aydar yaptığı açıklamada şunları söyledi:

"Binbaşı, Ömer ve Nimet'e 'Aleyhimde ifade verirsiniz buralarda barınamazsınız' diyor ve dövüyor. Müvekkillerim korku içinde. Vallinin güvencesine karşın binbaşı hâlâ dilediğini yapıyor ve olayın tanıklarına baskı uyguluyorsa davanın seyrinden kuşku duyarız."

Nimet ve Osman Esendemir'in birkaç saat gözaltında kalıp tehdit edilmeleri sırasında cinayetten sorumlu tutulan korucubaşı Bahattin Aktug'un da binbaşının yanında olduğunu ve onun da çeşitli tehditler savurduğunu öne süren Aydar, "Bu olayın peşini bırakmayacağız" dedi.

Aydar, SHP Milletvekili Fuat Atalay'ın hakkında ceza ve tazminat davası açtığı Binbaşı Oktay Tekin'in aynı zamanda bu olayın da tanıkları olan Nimet ve Ömer Esendemir'e, "Bu konuda da benim aleyhimde ifade verirsiniz sizi

öldürürüm" dediğini ve işkence yaptığını sözlerine ekledi.

## Vali Vekili suskun

Siirt Vali Vekili Hasan Karakaş, Cumhuriyet muhabirinin, "Köylülere verdiğiniz güvenceye karşın yeniden gözaltına alınmalarını ve tehdit edilmelerini nasıl karşılıyorsunuz" sorusuna, "Bu konuda size tek kelime söylemiyorum" yanıtını verdi. Karakaş, ısrarlı sorular karşısında "gereğini yaparız" demekle yetindi.

## Atalay sinirli

Kendisine sığınan köylülerden ikisinin vali güvencesine karşın bucağa dönmelerinden sonra gözaltına alınmalarına sert tepki gösteren SHP Milletvekili Fuat Atalay, "Siirt'te vali güvencesinin bile geçerli olmamasının düşündürücü olduğunu" söyledi. Binbaşı Oktay Tekin'i "Tanıkları sindirmeye çalışmak ve suç delillerini ortadan kaldırmakla" suçladı.

Cumhuriyet 20.7.1989

Amaç, Güneydoğu'da 'sıcak yaz' yaşatan eylemleri önlemek

# Cudi'de büyük operasyon

**Son günlerde Siirt yöresinde artış gösteren PKK eylemlerini söndürmek amacıyla Olağanüstü Bölge Valiliği ve Jandarma Asayiş Kolordusu Komutanlığı büyük çaplı bir operasyon başlattı. Harekâta Foça ve Bolu'dan getirilen komando birlikleri de katılıyor.**

## ZİYA AKSOY

larla ilgili olarak Şırnak'ta üst düzey askeri yetkililere toplantı yapıldı.

Mayıs ayından bu yana özellikle Siirt bölgesinde artış gösteren PKK eylemlerini önleme amacıyla Olağanüstü Bölge Valisi Yardımcısı Aydın Arslan, "Dağ, taş, karı karşı tarayıyor" dedi. Jandarma Asayiş Kolordusu Komutanı Mesut Çetin bir süre önce başlatılan "büyük operasyon"un hazırlığı di Dağ'nda başlatılan operasyon-

Bolu'dan komando birlikleri getirilerek bölgeye sevk edildi. Helikopterlerle dağılır kesime hava indirme birlikleri yerleştirildi ve "Botan" diye anılan bölgede harekât başlatıldı. Cudi Dağı'na havadan operasyon düzenleneceği haberleri bölgede yayılırken, görüşlerine başvurduğumuz Olağanüstü Hal Bölge Vali Yardımcısı Aydın Arslan, "Dağ taş karşı karşı tarayıyor. Bu hareket artarak sürecektir. Tabii ki bu arada eşyayla temasımız da olacak. Şehit de vereceğiz. Gezilecek bunlar olacak. Ama devamlı olarak gezilecek" dedi.

## Şırnak'ta toplandı

Jandarma Asayiş Kolordusu Komutanı Korgeneral Hikmet Kök-

re önce köyden Şırnak'a göç ettiği belirtildi. Büyük bir askeri yığınak bulunduğu Şırnak ilçe merkezinde meydana gelen saldırı "çok" etkisi yarattı. Saldırganların yakalanması için operasyonlara başlandı.

## Operasyon

Bu arada Diyarbakır MMT binası yakınında bir kişinin ölümlü ve iki kişinin yaralanmasıyla yol açan bomba olayıyla Hakkâri'deki çatışmaların ardından yol açan aramalara geçildi. Diyarbakır Valisi Cengiz Bekat, "MMT olayıyla ilgili olarak elimizde önemli ipuçları var. Sonuçta yakında varacağımızı umuyoruz" dedi.

## Şırnak'ta baskın

PKK militanları önceki gece Şırnak şehir merkezinde bir eve roketatar ve el bombalı bir saldırı düzenlediler. Saldırıda Hasan ve Reşit Tekin adlı gençler ağır yaralandı. Tekin ailesinin bir sü-

Kuzey Irak'taki Doha kenti Valisi:

# Türk sınırında Kürt kalmadı

**Dış Haberler Servisi** — Irak, ülkenin kuzeyinin Kürtlerden tamamen arındırıldığını, Kürtlerin Irak'ın içlerinde yeniden yerleştiğini açıkladı.

AP'nin haberine göre Kuzey Irak'taki Doha kentinin Valisi Muhammed Firuz Rüstem, önceki gün yerli ve yabancı basına yaptığı açıklamada, geçen ağustos ayında hükümet kuvvetlerinin gerçekleştirildiği taarruz so-

de başka yerlere yerleştirildiğini vurguladı.

Yerel gözlemciler ve diplomatik kaynaklar, yaklaşık bir yıldır Irak'ın kuzeyinde alışılmamış bir sükûnetin hüküm sürdüğünü, hiçbir ayrılıkçı eyleme rastlanmadığını belirtiyorlar.

AP'nin haberine göre bazı Kürt örgütleri ajansın Lefkoşa bürosuna çektilerince teleks mesajlarında bu açıklamayı yalanlayan bölgede hâlâ mücadele ettiklerini ileri sürdüler; ancak bu iddiaları tarafsız kaynaklarca doğrulanamadı.

Doha Valisi Rüstem, Türkiye ile sınırdaş 300 kilometrelik bölgede bir "kurmuza bat"la "güvenlik yöresi" olarak ayrılan topraklardaki Kürt köylerinin boşaltılmasını tamamladığını ve buradaki Kürtlerin onlar için özel olarak inşa edilmiş 12 "yeni kasaba" ya yerleştirildiğini söyledi. Ancak Vali, Kürtlerin ülkenin güneyine, Arap nüfusun arasına sürüldükleri şekildeki iddiaları kesin bir dille yalanlayarak tümünün yine Kürt bölgesi için-

## GÜNEYDOĞU'DAN NOTLAR

## Gergin yıldönümü

Cumhuriyet 20.7.1989

## CELAL BAŞLANGIÇ

**DIYARBAKIR** — Günün ışımasıyla birlikte gökyüzünü made-ni bir uğultu kaplıyor. Sıcak mı sıcak. Helikopterlerin "par par" larını jetlerin vınlaması bastırıyor. Havada birbirine çapraz çizgiler çekiyor uçan demir kuşlar. Yerde askeri araçlar telaş telaş koşuyor.

Türkiye'deki "en uzun sıkıyönetim" in yerine getirilen olağanüstü hal uygulaması olağan gü-rültüleri, uzun süredir bitmeyen sıkıntılarıyla ikinci yılını doldurup, bölgede yaşanan gergin gün-lerde giriyordu üçüncü yılına.

Olağanüstü hal uygulaması başladığındaki taktiklerini değiştirmişti PKK. Artık beşerli altışarlı gruplar köyleri basıp kadınları çocukları öldürmüyor; korucu ailelerini "soy kurutmamacasına" katliamlara girişmiyordu. 1989 yılının baharında gruplardaki terörist sayısı artmış, askere ve polise yönelik taktik hazırlığı yapmıştı PKK. Eskiğin küçük grupları bugün en az dokuz - on kişiden oluşuyordu. Amaç, daha uzun süre çatışmak ve daha fazla kayıp verdimektir.

Güvenlik kuvvetlerinin bölgedeki organize gücünün geçen sü-re içinde edindiği deneyimler nedeniyle PKK bu amacına ulaşamadı. Saldırının yönü de başarısızlık üzerine kuytu köşelerdeki pusulara, gündüz vurup gece kaçmalara ve sivillere döndü yeniden. Eylemler de aşılması güç doğal yapısı olan Hakkâri, Siirt, Mardin üçgenindeki Botan bölgesine kaydırıldı. Teröristler bölgedeki her yerden sökülüp atılıyor da bu dağlık alanda birden bire yitip gidiyorlardı; en uygun zamanda yeniden ortaya çıkmak üzere...

Botan'daki Cudi de en amansızıydı bölgedeki dağların. Teröristler bu dağlarda saklanıyor, kaçtıkları zamanda sanki yer yarılıp içine girmişler gibi bir türlü bulunamıyorlardı. Bilinen iki bin beş yüz mağara vardı Cudi'de. Bir de bilinmeyenlerle, teröristlerin sonradan oluşturdukları barınaklar eklenince tam bir bilmece oluyordu Cudi Dağları. En büyük mağara en yüksekteydi. İki bin yüz kırk metrelik dorukta bulunan mağaraya yöre halkı "ziyaret" diyordu. Duvarlarında tarih öncesinden kalma resimler vardı. Terörün başladığı yıllara değin bölgede yaşayanlar ibadet için, turistler de bölgede insanın belki de ilk izi olan duvar resimlerini görmek tutkusuyla katırlar üzerinde tırmanıyorlarmış Cudi'nin doruklarına.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği uygulaması üçüncü yılına "Cudi

sıkıntısı" ile giriyordu. Yıllardır süren ve son günlerde en yoğun noktaya ulaşan operasyonlara karşın teröristler bir türlü sökülüp atılamamıştı. Sıcak karşılaşmalar günde üç dört kez olan çatışmalara karşın gecenin karanlığında, dağların tepelerin, kayalıkların arasından kaybolup gidiyor du teröristler.

Kulaktan kulağa bir haber yayılmaya başladı bölgede: Cudi bombalanacak.

Dağın eteklerinde tepelerin kıyılarında köyler vardı. Cudi'de yaşayan binlerce insan ne olacaktı? Nasıl bombalanacaktı Cudi? Ona da yanıt hazırdı: Kritik noktadaki köyler Olağanüstü Hal Bölge Valiliği tarafından istimlak edilecek, dağın eteklerindeki köylüler ise yaylaya, otlağa ve tarlaya çıkarılmayacak.

Çok geçmeden uygulama başlamıştı. Şırnak Kaymakamlığı, köy muhtarlarına birer birer bildirim yaptı. Yaylaya, otlağa gidilmeyecekti... Çünkü askeri birlikler atışı tatbikat yapacağından can güvenliği yoktu.

Böyle bir karara öncelikle ekonomik nedenlerden tepki gösterdi köylüler. Balveren, Araköy, Dağkonak ve Geçitboyu köylüleri üç gün önce Şırnak - Uludere karayolunu kesmişlerdi. Köylülerin bu karara tepkileri ve direnişleri hâlâ sürüyordu. Gereksiz gözaltılar, gözaltındaki işkencelere de karşı çıkıyor köylüler. Bölgede yaşayanlar birbirlerine aynı soruyu soruyorlar: Cudi'de ne olacak? Doruklarında teröristlerle askerlerin bitmeyen çatışması, ortalarında boşalan ve boşalacak köyler, eteklerinde yöredeki uygulamaya direnen köylüler... Üçüncü yılına "Cudi sıkıntısı"yla giriyordu olağanüstü hal uygulaması.

Sıcakla birlikte sığınmacıların yaşadığı kamplarda koşullar iyiden iyiye güçleşmişti. İki bine yakın sığınmacının Kızıltepe kampından gizlice İran'a gönderildiği öne sürülüyordu. Ancak, olağanüstü Hal Bölge Valiliği yetkilileri, bu savı doğrulamadı. Sığınmacıların önde gelenleri "elimizde liste var" diye diretiyordu. Devreye yabancı basın da girmişti. Bu kez yetkililer ağız değiştirdiler. Resmî olmayan açıklamalara göre diğer kamplardaki yakınlarıyla bayramlaşmaya gitmişti söz konusu iki bin sığınmacı. Ancak bu açıklama da inandırıcı olmadı. Birincisi sığınmacılar, içinde buldukları koşullar gereği bayram yapmayacaklarını çok önceden açıklamışlardı. İkincisi birkaç kilometre ilerlerindeki Kızıltepe'ye bile gidemeyen sığınmacılar, bayram için nasıl gönderilmiş-

lerdi diğer kamplara?

Sonunda iki bin kişi ortaya çıktı, ama diğer kamplarda yakınlarıyla bayramlaşırken değil; İran sınırında beklerken... Olağanüstü Hal Bölge Valiliği uygulaması ikinci yılını bir de "sığınmacı sıkıntısı"yla tamamlamıştı.

Bayram öncesi sığınmacılara yardım için Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay başkanlığında bir komite kurulmuştu. Kamptaki sığınmacılarla görüşüp "Neye ihtiyacınız var?" diye sordu komite üyeleri. Aldıkları yanıt, "Bize mal olarak değil, para olarak yardım edin. Çünkü mal olarak karşılayamayacağımız ihtiyaçlarımız var. Örneğin erkeklere, kadınlara, çocuklara iç çamaşırı gibi... Bunları ancak kendimiz alabiliriz" oldu. Bir bankaya hesap açıldı. Bir günde on milyon lira toplandı. Ama ardından SHP Merkez İlçe Başkanı Ömer Önen, komite üyesi olduğu için siyasi polisçe sorguya çekildi. Neden yardım kampanyası açmışlardı, amaçları neydi? Önen, polislere anlattı amaçını da bir tek şeyi anlayamadı: Televizyonda banka hesap numarası verilerek Bulgaristan'dan gelenlere yardım yapılması isteniyordu; hem de devlet eliyle. Bu suç olmuyordu da aynı yöntemle sığınmacılara yardım toplamak neden suç sayılıyordu?

Zaten bölge halkı garip suçlar işliyordu. Hiç işlemeyenleri de "potansiyel suçlu"ydü. Bu suçlulardan bazıları da Cizre'nin bir köyündeki koruculardı. Köyün oii dolayında korucusu vardı. Bir gün yirmi beş otuz kişilik PKK grubu geldi. Haklarında hazırlanan iddianameye göre korucular teröristlere karşı koymak bir yana kolaylık bile gösterdiler. Köye giriş çıkışlarına yardımcı oldular, bir güzel ağırladılar. Teröristler giderken de korucular çok rica edip ellerindeki silahları verdiler. Bu korucular hakkında iki ayı dava açıldı. Biri "PKK'ya yardım ve yataklık"tan, diğeri de silahlar için tazminat davası. İddianamede köye gelenler "Silahlı bir çete olduğu kuşkusuz PKK mensubu teröristler" diye tanımlanmış. İnsan "Acaba" diyor, "böyle bir çeteye mensup yirmi beş otuz kişi dağ başındaki köyünüze ansızın gelirse siz olsaydınız ne yapardınız?"

Uçaklar ve helikopterlerin uğultusu gökyüzünü; jecpler, cemseler kariyerlerin motor uğuldamaları yeryüzünü sarıyor. Cudi sıkıntısı, sığınmacı sancısı, dağ eteklerinde direnen köylüler, basık ve işkence savları... Olağan gü-rültüleri, uzun süredir varolan sıkıntılarıyla olağanüstü halde gergin bir yıldönümü yaşanıyor.

23 TEMMUZ 1989 / YIL:3 / SAYI:30 / 2000 TL.

# İKİBİN'E DOĞRU

NBC ÖRNEK EMRİ HAZIR

## Cudi'de kimyasal silah mı?

Askerler halkı tehdit ediyor: "Kimyasal silah atarız." KKK Eğitim Kılavuzu talimatı ve yetkiyi veriyor. Gerekli teçhizatı da saymış: "Sis kutusu, göz yaşartıcı gaz, gaz maskesi, aspiratör." Kılavuz amacı da belirtmiş: "Bölücü teröristleri imha." Uzmanlar: "Tam bir kontr-gerilla faaliyeti." Cudi Dağı çevresindeki köyler boşaltılıyor. 30 km'lik tampon bölge yaratılıyor. Köylüler ise köyü terk etmemekte de kararlı, istekleri gerçekleşinceye kadar köye dönmemekte de.

HİZMETE ÖZEL  
T.C.  
GENELKURMAY BAŞKANLIĞI  
KARA KUVVETLERİ KOMUTANLIĞI  
ANKARA

EĞT.K : 1700- 1-86/EYM.DÖK.H.Ş. 25 ŞUBAT 1986  
KONU : İÇ GÜVENLİK EĞİTİM KILAVUZU

BAŞEMİR

Necdet ÖZTORUN  
Orgeneral  
Kara Kuvvetleri Komutanı

(5) Tunellerin imhası :  
Tuneller :  
(a) Boşluklu inala haklarıyla dıştan, Bango-

(d) Zehirli gazla doldurulabilir.  
(e) Özel yetiştirilmiş zehirli haşere ü-  
retilerek kullanılmaz hale getirilebilir.

a. Gece görüş dürbünü  
b. Keskin nişancı dürbünü  
c. Gaz bombaları ve alev makinesi  
d. El Telsizi

d. NBC Silahları : Dost kuvvetlerce, sis, yangın mad-  
deleri ile göz yaşartıcı, kusturucu gazlar gerektiğinde kul-  
lanılmaktadır.

güvenini sağlamak, kendilerini korumak için, bu silahlara kabul ettirmek için silahlı propaganda yapmak olan, bu silahlara ayrılıkçı ve bölücü teröristler bir çok eylemler gerçekleştirmişlerdir. İç güvenlik hareketinin amacı T.C. Devletinin güçlüğünü göstermek suretiyle halkın devlet güçleri yanın-  
da ve hareketin başarısına yardımcı olmalarına devamlılık sa-  
zandırarak, bölücü teröristleri yakalamak ve tesirsiz hale  
tirmektir.

“NBC silahlarını kullanabiliriz.” Güvenlik güçleri halkı böyle

tehdit ediyormuş. Hatta açık açık söylüyorlarmış: “Buraya da kimyasal silah atarız.” Hakkâri SHP Milletvekili Cumhur Keskin, 19 Temmuz Çarşamba akşamı 2000'e Doğru Ankara Bürosu'na telefonla bildiriyor: “Anlaşılan böyle bir tatbikat için halk isyana teşvik ediliyor. Eğer kimyasal silah kullanılırsa halk kendini koruma durumuna düşer.”

17 ve 18 Temmuz tarihli *Günaydın* ve 18 Temmuz tarihli *Cumhuriyet* gazetelerinde, yapılması düşünülen bir büyük operasyonun hazırlığı olarak, Cudi ve Herakol dağları civarındaki köy ve mezraların boşaltılmakta olduğu, köylülerin yaylaya çıkmalarının önlenmekte olduğu haberleri çıktı. *Günaydın* yetkilileri kaynak göstererek Türkiye'nin 30 kilometrelik bir tampon bölge oluşturacağını yazdı.

### EĞİTİM KILAVUZUNDA NBC SİLAHI

“Gerekirse NBC kullanırız” sözü boş bir laf değil. Arkasında kapı gibi ordu talimatı var: Kara Kuvvetleri Komutanlığı'nın İç Güvenlik Eğitim Kılavuzu. Kılavuz'un, “Tunellerin imhası” başlıklı bölümünde aynen şöyle yazılı:

“d) Zehirli gazla doldurulabilir.  
e) Özel yetiştirilmiş, zehirli haşere üretilerek kullanılmaz hale getirilebilir.”

Hedef ise dış düşman değil, “Yıkıcı ve bölücü çete mensupları” diye tarif edilmiş.

Kılavuz 25 Şubat 1986 tarihini taşıyor. Altında Genelkurmay Başkanı Orgeneral Necdet Öztörün'un

imzası var. Öztörün o sırada KKK Komutanı. Kılavuz, "Hizmete Özel" kategorisine giriyor.

NBC silahları Kara Kuvvetleri'nin Kılavuzu'nda, bütün askeri hareket biçimlerinde zikrediliyor. "Keşif Tatbikat Meselesi" ana başlığı altında (d) şıkkı bu konuya ayrılmış:

"NBC Silahları: Dost kuvvetlerce, sis, yangın maddeleri ile göz yaşırtıcı, kusturucu gazlar gerektiğinde kullanılmaktadır."

Bu tanımlama Kılavuz'un, "Pusu Tatbikat Meselesi" ve "Pusuya Karşı Koyma Tatbikat Meselesi" konularında da aynen tekrarlanıyor.

## GAZ MASKENİ UNUTMA

Uzmanlara göre, NBC silahlarına askeri tatbikat meselelerini ele alan bütün metinlerde rastlamak mümkün. Yalnız eskiden ilgili maddelerin altına bir de not düşürülmüş: "Sis hariç diğerleri kullanılmayacaktır." 1986'dan beri bu not düşülmüyor. Ayrıca, pratiğe yönelik olmak üzere konu detaylandırılıyor. Örneğin Kılavuz'un 250. sayfasında herakâta katılacak güvenlik güçlerinde aranacak nitelikler şöyle sıralanmış: "Sis kutusu, göz yaşırtıcı gaz, el bombası, alev makiyesi ve tahrip maddelerini kullanmasını bilir" olması. Arama yapı-

lacak yerler ise şöyle: "Yıkıcı, bölücü örgüt sığınakları, barınak, mağara, tünel, dehliz".

Kılavuz, arama timlerinin teçhizatını sayarken tabanca ve el bombası ile birlikte "gaz maskesi"ni belirtmeyi de ihmal etmiyor. Bir de uyarı var: "Askeri eğitimlerde sisleme cihazı ve aspiratör bulundurunuz."

## HEDEF İÇERDE: "BÖLÜCÜ VE YIKICI ÇETELER"

Adı üstünde, "İç Güvenlik Eğitim Kılavuzu". Ama Kara Kuvvetleri Komutanlığı, amaç maddesinde hedefin altını bir kere daha çizmiş: "Bölücü teröristleri yakalamak ve tesirsiz hale getirmektir." Üçüncü maddede bir daha tekrarlanmış. Bu kez, "süratle ve şiddetle taarruz ederek imha etmelidir" deniyor.

Nasıl imha edileceğini ise Kılavuz'un 261. sayfasında açıklıyor:

(3) Timler çekilince:

(a) İçeri el bombaları ve gaz atılır.

(b) Yeterli olmazsa; WP Roket mermileri atılır.

(c) Gene de yetersiz kalırsa sis cihazı giriş yerleştirilir ve içeriye yoğun sis bombalanır.

(d) Bir müddet 15-30 dk. beklenir.

(e) İçerideki sis aspiratörle emilir veya çıkması için uzunca bir zaman beklenir.

(f) Sis dağılınca içeriye tekrar megafon ikazı yapılır.

(g) El bombaları atılarak giriş yeniden denir.

## Boşaltılan köy ve mezralar

### ŞIRNAK:

Cınıver, Dehreban, Ramura, Gürmeç, Gunduke, Sıpındarok, Çala, Çab, Bahrahıncı, Ramuran, Benuzer, Aftahl, Talya, Çememezın, Barazan, Bışyeraç, Hevke, Beste, Çemketanlu, Serka, Mahameası, Dedeören mıntıkası, Dereler muhtarlığı, Birken, Gühden, Zıvırgok, Mıştake, Amuriya, Berkevır, Nanip, Giresip ve Gıver'in tamamı, Bollızan'ın yarısı, Godan Karageçit'in 110 hanesinden 80'i.

### ERUH:

Geraviş, Mızgeft, Gırbedıkı ve Banikoğa'nın tamamı, Biloris, Milan, Goyinan ve Bana'nın

yarısından fazlası, Tanze'nin 10, Şakırkaniye'nin 60, Celekan'ın 80 hanesi. Ayrıca Dılopki ve Hılela'da koruyuculuk kalkmazsa sonbahara kadar tamamı.

### BAYKAN:

Tağık, Merğa ve Koleka'nın tamamı, Derkız ve Nehke'nin yarısı, Gırdıkan'ın 80, Mınar'ın 30, Kikan'ın 30, Dodan'ın 15, İngıs'ın 35, Kasımlı'nın 15, Gındo'nun 15, Arınç'ın 15, Sıyemis'in 20, Dezlak'ın 10, Dırabe'nin 10, Serşikeft'in 15, Malabado'nun 6, Kelok'un 10, Atabağ'ın 30, Bakkın'ın 25, Nare'nin 15, Aver'in 20, Sıpıvıyan'ın 100 hanesi.



3500 nüfuslu Balveren köyü bayramın birinci günü başlattı yürüyüşü. "Artık yeter diyen gelsin".



lanırsa insanlık vazifeni yapmış olursunuz. Belki bu yazı dünya kamuoyunda tepki yaratıp bir daha bu korkunç silahın insanlara karşı kullanılmasını önler.

Biz şahsen bu insanlık dışı olayı lanetlerken, insanlık namına utanç duyduğumuzu belirtiriz. Artık insan olduğumuzdan şüphe ediyoruz."

Mektubu imzalayanlar: "Diyarbakır'ın Lice ilçesi komando taburunda vatani vazifesini yapan bir grup asker."

### "DEVLET İSTEDİĞİ YERİ YAKAR, YIKAR, BOMBALAR"

Son iki yılda Şırnak'ta 32 köy ve mezranın tamamı, bir köyün yarısı, bir köyün dörtte üçü boşalmış. Erüh'ta dört köy tamamen, 4 köy yarından fazla boşalmış. Üç köyde 150 hane boşalmış. Bayhan'da üç köy tamamen, iki köyün yarısı boşalmış. 19 köyde 496 hane köyün dışına çıkmış. Son olarak; Anılmış ve Boyunyaka köylerine tebligat gitmiş.

28.6.1989 tarihli genelge açık: "İlçemizde bulunan 23. Sınır Jandarma Tugay Komutanlığı'nca zaman zaman köy merkezi dışında çoğunlukla yayla ve meralarda atış eğitimi yapılacağı kaymakamlığımızca bildirilmiştir. Vatandaşlarımızın

can ve mal güvenliği açısından dik-katli olmaları, aksi takdirde hiçbir sorumluluk kabul edilmeyeceği önemle duyurulur. Bu tebligatın yayladakiler de dahil tüm köy halkına duyurulması köy muhtarının görevidir."

Kaymakamın tutumu da açık. Şırnak Kaymakamı Cemal Aymaz, köylüler adına kendisine başvuran Balveren muhtarı İsmail Bayram, Geçitboyu muhtarı Ağıt Zeyrek, Ara muhtarı Sait İşlek, Dağkonak muhtarı Mehmet Kılınç ve İl Encümen üyesi Şahin Kadirhan'dan oluşan heyete, "Dağda terörist olduğu sürece devlet istediği yeri yakar, yıkar, bombalar" demiş ve eklemiştir: "Zaten onlar havadan uçup gelmiyorlar. Sizin ne mal olduğunuzu biliorum. Hadin ne yaparsanız yapın, istediğiniz yere gidin."

### KÖYLÜLER: "DİYARBAKIR'A YÜRÜYECEĞİZ!"

O halde bizim de tutumumuz açık demiş köylüler, köy muhtarından ihtiyar heyetine kadar.

3500 nüfusuyla Balveren köyü bayramın birinci günü başlattı yürüyüşü: "Bizi tanıyan, bilen artık yeter diyen gelsin. Diyarbakır'a yürüyeceğiz."

"Artık yeter" diyen Geçitboyu, Ara, Dağkonak, Yoğurtçular, Taşdelen, Ortasu, Işıkviren köylüleri yürüyüşe katıldı. "Artık yeter" deyip de gelemeyen, dağın eteğinden mesaj gönderdi. "Destekliyoruz, bizi buradan kimse söküp atamaz." İmza: Cudi, Gabar, Şeyhomer, Herakol ve Kelimahmut köylüleri.

Korucu sopası, meydan dayağı, işkencesi, ev baskını... Olağanüstü Bölge Valiliği'nin, "bölgedeki köy, mezra, vb. yerleşim birimlerini boşalttırabilir, yerlerini değiştirebilir, birleştirebilir" yetkisini kullanması bardağı taşıran damla olmuş. Şimdi köylüler, köyü terk etmemekte kararlı. Ama istekleri oluncaya kadar köye dönmemekte de kararlılar. Abdullah Uysal, 2000'e Doğru muhbirine "yaz kardeşim, diyor. Biz asker olurken, vergi verirken, seçerken vatandaşız. Sonra değiliz. Ağır sanayii getireceğiz derler, ağır işkence getirirler. Fabrika yerine koruculuk, ajanlık. Gitmiyoruz, oturuyoruz. Bizim sahibimiz kimmiş anlayacağız. Kim bizi götürececek, göreceğiz."

### CUMHUR KESKİN ANLATIYOR

Beytüşşebap'ın Yoncalı köyünde 17 Temmuz günü başlayan köylü-

## Uluslararası sözleşmelerde zehirli gazlar

Zehirli gazların barışçıl amaçlar dışında kullanılmasını yasaklayan uluslararası sözleşme ve yönetmelikler, Genelkurmay Başkanlığı'nın yayımladığı *Harplere Ait Uluslararası Anlaşma, Anlaşma ve Sözleşmeler* başlıklı kitabında yer alıyor.

Kimyasal ve biyolojik silahların kullanımı ve üretimi, uluslararası alanda 17 Haziran 1925'te Cenevre'de imzalanan bir protokolle yasaklanıyor. Türkiye, "Boğucu, zehirleyici ve benzeri gazlarla bakteriyolojik yöntemlerin savaşta kullanılmasına ilişkin" bu protokolü, 7 Ocak 1929'da 1380 No'lu kanunla onaylıyor (*Resmi Gazete*: 20 Ocak 1929, Sayı: 1097).

Yine bu protokole bağlı olarak "Bakteriyolojik (Biyolojik) ve Zehirleyici Silahların Geliştirilmesi, Yapımı ve Stoklanmasının Yasaklanması ve Bunların İmhasına İlişkin Sözleşme" de *Resmi Gazete*'nin 6 Ağustos 1974 tarihli 14968 sayısında yayımlanıyor. Sözleşmeye göre taraf ülkeler; "Menşei ve üretim yöntemi ve çe-

şitleri ne olursa olsun, her türlü mikroplu etkenler veya toksinlerin veya diğer biyolojik elementlerin önleyici, koruyucu ve diğer barışçı gayeler için gerekli olmayan miktarlarda; bu çeşit etken ve toksinlerin dostça olmayan amaçlarla veya silahlı çatışmalarda kullanılmasına yarayan silah, teçhizat ve atış araçlarını; asla ve hiçbir surette geliştirmemeyi, yapmamayı, stoklamamayı veya şu veya bu şekilde ele geçirmemeyi veya elde bulundurmamayı" yükümleniyor (Madde-1). 13. Madde'nin 1. fıkrası da sözleşmenin "yürürlük süresinin sınırsız" olduğunu hükme bağlıyor. Sözleşmeden çıkış koşulları da aynı maddenin 2. fıkrasında düzenleniyor: "Sözleşmeye taraf her devlet sözleşme konusuyula ilgili olağanüstü olayların ülkesinin yüksek menfaatlerini tehlikeye düşürdüğüne karar verirse, milli egemenlik hakkını kullanarak sözleşmeden çekilmek yetkisine sahip olacaktır. Bu takdirde sözleşmeye taraf bütün devletlere ve Birleşmiş Milletler Güvenlik Konse-

yi'ne çekilme kararı hakkında üç ay öncesinden ihbarda bulunacaktır. Söz konusu ihbar taraf devletin yüksek menfaatlerini tehlikeye sokmuş saydığı olağanüstü olaylar hakkında bir beyanı ihtiva edecektir."

18 Ekim 1907 tarihinde La Haye'de imzalanan "Kara Harbi ile İlgili" sözleşmeye ek olarak düzenlenen "Kara Harbinin Kanunları ve Adetleri Hakkında" yönetmeliğin "Düşmanlıklar" başlığını taşıyan ikinci kesiminde de kimyasal silahlara ilişkin hükümler yer alıyor. "Düşmana Zarar Verme Vasıtaları, Kuşatmalar, Bombardımanlar" başlıklı birinci bölümde yer alan 22. Madde, "Muharip devletler düşmana zarar verme vasıtalarının seçiminde hudutsuz bir hakka sahip değildirler" demekte. 23. Maddede ise "Özel sözleşmelerle tespit edilmiş yasaklardan başka, bilhassa" yasaklanan fiiller sıralanıyor. Yasakların ilk sırasında da "Zehir ve zehirli silahlar kullanmak" hükmü yer alıyor.





90'LİK SADULLAH BEĞENİR DEDE  
KERVANIN EN YAŞLISI. "Bunlar  
bitsin, bitmezse dönmeyiz."

ler ile güvenlik kuvvetleri arasındaki çatışma 20 Temmuz günü sona erdi. Resmî açıklamalara göre iki köylü öldü, bir kız çocuğu yaralandı. Köyün muhtarı Mustafa Orhan 2000'e Doğru'ya perşembe günü dağda dört ceset bulduklarını söyledi. Cesetlerin ikisi tamamen yanmıştı. Ötekiler ise paramparça olmuştu. Kimlikleri saptanamadı.

Bölge Valiliği çatışmayı PKK ile güvenlik kuvvetleri arasında diye açıklamıştı. "Hakkâri'de Bir Mevsim" filminin Yoncalı köyünü bir de Cumhuriyet Keskin anlattı 2000'e Doğru'ya. "Yoncalı'nın eski adı Anitos. Burada Süvari Halil geçidi var. Bu geçit Hakkâri ile Beytüşşebap arasında. Burada sözde PKK militanlarının Hakkâri'ye gireceği ihbar edilmiş. Puşu atılmak istenmiş. Güvenlik güçleri ve özel tim araçlarla götürülmüş. Yol çok yüksek olduğu için araçların bir kısmı bozulmuş. Bunun üzerine yaya çıkmaya başlamışlar. Yoncalı da yol üstünde bir köy. Geçen yıl köylüler arasında bir kan davası olmuş. Onun için biçenek biçmeye hep silahlı gidiyor köylü. Köylüler, uzaktan jandarmayı silahlı görünce korkup kaçmaya başlamışlar. Jandarma ateş açmış, kaçtıklarını görünce. Silahlarla, toplarla iki köylü öldürülmüş. PKK'lı falan değil. Köylülerden biri, "Yahu siz niye ateş ediyorsunuz? Bunlar bizim köylümüz. İsterseniz hepsini alıp geleyim" demiş. Jandarma da izin vermiş. Köylü gidip 5'ini alıp gelmiş. O beş köylü orada dövülmüş önce. Biri dayak sırasında ölmüş, darp sonucu. Sonradan bunun ka-

fasına bir kurşun sıkılmışlar. Âdet bu, sonra da çatışmada ele geçti deniyor. Yaralılar hastanede. Onları PKK militanı gibi göstermeye çalışıyorlar."

Bu olaydan sonra köylüler yaylayı hemen hemen boşaltıyorlar. İki yaşlı kadın kalıyor sadece. Köylüden kaybolanlar var. Adları: Bünyamin Orhan, Sabri Orhan, Sadık Orhan, Hasan Orhan, Zübeyit Orhan, Mahmut Orhan, Hüseyin Orhan.

Cumhuriyet Keskin, ölen iki köylünün Sadık ve Bünyamin Orhan olduğunu söyledi. Ancak yüzleri tanınmayacak hale geldiği için, giysilerine bakarak teşhis edebilmişler.

#### YENİ BİR İCAT: MAZOT BİDONU İŞKENCESİ

2000'e Doğru olayları gün gün izledi, köylülerle konuştu. Muhabirimiz Selami İnce anlatıyor:

90'luk Sadullah Beğenir dede kervanın en yaşlısı. Söyledikleri bu işin hiç de "şakaya gelir" yanının olmadığını gösteriyor: "Zulümden kaçtık, rezillikten kaçtık. Bunlar bitsin istiyoruz, bitmezse dönmeyiz."

Balveren köyü "devlet baba"yla köy koruculuğu uygulaması ile tanınıyor. Köy, çevre köyler gibi devlet verdiği silahı geri tepiyor. Bu sefer, "Siz bize silah verin öyleyse" diyorlar. 1985 yazında bir akşamüstü Şırnak 119. Seyyar Jandarma Alayı ve Milli Karakolu köyü basıyor. Balverenliler üç gün köylerinin okulunda "silah çıkartmaya" yatırılıyor ve 47 köylü Şırnak'a oradan da Siirt'e götürülüyor ve devlete bu ilk konukluk 9 gün sürüyor.

Baskılar durmuyor. Balveren'de son olarak beş kişi taksi içinde öldürülünce gözaltılar ve baskılar daha da artıyor. Köylüler, öldürülenlerden Nebi Yıldız, Ömer İnal ve Hacı Yaşar'ın politik bir yönü olmadığını söylüyorlar. Üçü de Balverenli. Abdürrezzak Atabay ise Şırnaklı. Beşincisi Geçitboyu'ndan Sekvan Çoban'ın ağabeyi. Köyden, önce Mustafa Sidar alınıyor. 13 gün sonra iki özel tim görevlisinin kolunda dönüyor köye, bitkin bir durumda. Geçitboyu'ndan Salih Zeyrek gördüğü işkenceyi şöyle anlatıyor: "Bir mazot bidonu. İçine hapşedip ağzını iyice kapatıyorlar. Üstünde küçük bi delik var. Burada üstünü yakıyorlar. Duman ve sıcak içeri doluyor. Böyle 24 saat kaldım."

#### "KAZAYLA OLDU KUSURA BAKMAYIN"

Buralarda çocuk büyük fark etmiyor. Nezir Sedar, daha 9-10 yaşındayken, jandarma korkusu tatmış. İddia: PKK'lıya ekmek ver-

mek. Uludere Şenoba köylüleri de benzer şeyler anlatıyorlar. Korucular köyden 11 yaşındaki bir çocuğu dağa kaçırıp terörist diye öldürmeye kalkmışlar. Üsteğmen, "çok küçük" demiş de kurtulmuş çocuk.

Mahmut Yaşar 15 yaşında. Kardeşiyle birlikte 28 Haziran'da Kemer'e hayvan otlatmaya gidiyor. Kardeşi akşam eve yalnız dönüyor. Şöyle anlatıyor olayı: "Mahmut'u jandarma vurdu. O bir ağacın altında ben öbür ağacın altındaydım. Onu vurdular, ben kaçtım". Mahmut'un babası Hacı Yaşar karakola gittiğinde astsubay böyle bir şeyin olmadığını söylüyor. Muhtar, köy heyeti, gidip ağacın altına bakıyorlar. Her yer kan lekesi. Astsubay, Mahmut'u sabah teslim edeceklerini söylüyor: "Kazayla oldu, kusura bakmayın". Doktor ve savcı da gelip bir "kaza raporu" tutuyor. Kemerli Balveren'e 10 kilometre uzaklıkta.

Buralarda bu tür kaza pek çok. İbrahim Savaş ve Yusuf Gün de "kaza" kurbanlarından. İbrahim'i bir gece evinden gelip almışlar taksile. Sabah Dalga mezrasının yakınında üzerinde silahla ölüsü bulunmuş. Raporu hazır: Çatışmada ölü olarak ele geçirildi.

#### KÖYLÜ DİRENİŞTE

Köylüler, vuran cana da vuruyor, mala da diyorlar. Örneğin helikopterler köylülerin kömür çıkardığı ilkel taşkömürü ocaklarını bombalamışlar. Devletin işletmediği, dağ köylerindeki bütün ocaklar kapatılmış. En önemli gelir kaynağı yok olmuş böylece.

Balıkkaya muhtarı Muhtar Keskin, dağdaki hayvan barınaklarının da yakıldığını anlatıyor. "Ormanı bile yaktılar. Hayvanlarımız açıkta kaldı..." Helikopter, korkuluğu bile boş geçmiyor, bombalıyor. Yine temmuz başında Şırnak'ta Bekir Gürgen'in evi bombalandı. 18 Temmuz'da bir ev roketatarlı saldırıya uğradı. PKK'nın yaptığı bildirildi. resmi açıklamalarda. Aynı gün Diyarbakır Valisi Cengiz Bulut, "Diyarbakır MİT binası önünde patlayan bombayla ilgili olarak "önemli ipuçları bulunduğunu" söyledi.

Bu arada ilgililer ve yetkililer de boş durmuyor. Jandarma Asayiş Kolordu Komutanı Korgeneral Hikmet Köksal, 19 Temmuz günü Siirt ve Şırnak'ı ziyaret etti. Yanında Olağanüstü Hal Bölge Vali Yardımcısı Aydın Arslan da vardı. Vali vekili Hasan Karakaş ve Belediye Başkanı Ekrem Bilek'le birlikte ilk toplantı Siirt'te yapılıyor. Şırnak'taki toplantı ise daha askeri. Siirt 70. Tugay Komutanı, Şırnak 23. Jandarma Sınır Tugay Komutanı ve üst rütbeli subaylar. Konu: Cudi'deki

operasyon, PKK taktikleri.

Oturma eylemi sürüyor. Kıran Çeşmesi Düzü'nde binlerce köylü direnişte. Gözler Diyarakır'da. ☹

ADNAN AKFIRAT  
SELAMI İNCE- EVİN AYDAR  
NURETTİN YAŞAR

Cumhuriyet 23.7.1989

## KAMUOYUNA

"Cudi Dağı"nda ve çevresinde oynamak istenen oyunlara ve bunun için kapalı kapılar ardında yapılan toplantılara karşı kamuoyunu duyarlı olmaya çağırıyoruz.

EMEĞİN BAYRAĞI, EMEK, HEDEF, ÇAĞDAŞ YOL, MEDYA GÜNEŞİ, ÖZGÜRLÜK DÜNYASI, ÖZGÜR GELECEK, TOPLUMSAL KURTULUŞ, SORUN, YENİ DEMOKRASİ, YENİ ÇÖZÜM, YENİ ÖNCÜ

Cumhuriyet 24.7.1989

### Hakkâri: 3 çoban öldürüldü

HAKKÂRİ (AA) — Hakkâri'nin Beytüşşebap ilçesine bağlı Dilekyolu Köyü'nde 3 çoban, henüz kimlikleri belirlenemeyen kişilerce otomatik silahlarla taranarak öldürüldü. Dilekyolu Köyü yakınlarındaki Bahacuk Yaylası'nda koyun otlatan ve kimlikleri açıklanmayan 3 çoban, önceki gün akşam saatlerinde henüz kimlikleri belirlenemeyen kişilerce otomatik silahlarla yayılma ateşine tutuldu. 3 çoban olay yerinde öldü. Kimlikleri belirlenen saldırganların yakalanmasına çalışılıyor. Yetkililer, olayın eski bir kan davası nedeniyle meydana gelmiş olabileceğini söylediler.

## TEPKİLER

KAMER GENÇ

(SHP Tunceli Milletvekili)

"Doğu'daki sorun askeri yöntemle çözülemez"

Kimyasal silah kullanılacağını hiç sanmıyorum.

Doğu'daki sorun askeri yöntemlerle çözülemez. Önce devlet Doğu'da neler oluyor bunu iyice bir anlaması lazım.

Inanın şimdi Cudi Dağı'nda, Şırnak'ta ne olduğunu bir milletvekili olarak ben dahi bilmiyorum. Kapalı bir rejimde yaşıyoruz. Esaslı bir bilgi alamıyoruz. Ayrıca benim şahit olduğum birkaç olay var. Güvenlik kuvvetleri hep yanlış bilgi veriyorlar. Bu bakımdan onların verdikleri bilgiye de pek güvenilmez.

VAHAP DİZDAROĞLU

(ANAP Mardin Milletvekili)

"İçişleri Bakanı'na sorun"

Kimyasal silah kullanacağını sanmıyorum. O safhaya gelen bir şey yok ki. Bu biraz bana sansasyon gibi geliyor. Bunu İçişleri Bakanı'na sorun. Ondan öğrenin.

Kürt sorunu askeri yöntemlerle çözülemez. Askeri bir duruma gerek yok bir kere. Hiçbir zorlama ile sorun çözülmez. Ekonomik görüşü değiştirmek lazım. Yapılacak şeyler kâğıt üzerinde kalmamalıdır.

NURETTİN DİLEK

(ANAP Diyarbakır Milletvekili)

Tepkimiz büyük olur

Kürt sorunu askeri yöntemlerle çözülebilir mi? Ben hiçbir sorunun kaba kuvvetle çözüleceğini sanmıyorum. Olaylar kendi potansiyelleri içinde çözülür. Biz hizmetle çözüleceğine inanıyoruz. Doğu'nun yapısını bilmeyen, hizmetin nasıl yapılacağını bilmeyenler askeri yöntemlere başvuruyor. Kimyasal silah kullanılacağını sanmıyorum. Bunlar dünyanın her tarafında yasak, yalnız Türkiye'de değil.

Kimyasal silah kullanılırsa doğal olarak tepkimiz büyük olur.

KEMAL BİRLİK

(ANAP Siirt Milletvekili)

"Öyle kolay değil"

Eğer oradaki insanlar zorla köylerinden uzaklaştırılıyorsa bu rahatlık değil sıkıntı verir. Dün basında okudum. Suçlu olarak adı geçenleri duyunca çok şaşır-dım. Ben bu arkadaşları yakinen tanıyorum. Hiç öyle suçlu duruma düşecek insanlar değillerdir.

Kimyasal silah kullanılmasına kesinlikle müsaade etmeyiz. O öyle kolay değil. İster hafif, ister çok hafif ne derlerse desinler, bu ülkenin sınırları içerisinde kullanılırsa karşılarında bizi bulurlar.

FERRUH YAVUZ

(Nükleer Savaşın Önlenmesi İçin Hekimler Derneği Genel Sekreteri)

"Altından kalkamazlar"

NBC'ler kime karşı kullanılırsa kullanılsın insanlık suçudur. Kullanılacağını sanmıyorum. Çünkü bunun altından kalkamazlar. Biliyorsunuz Irak Halepçe'de kullandı. Dünya ayağa kalktı. Türkiye ABD'den izin iz böyle bir olaya kalkışamaz. ABD "hafif" biçimde kullanılabilir görüşünü ortaya attı. Ama bu fazla rağbet bulmadığı gibi çok eleştiri aldı. Ülkelerin ne gibi silahlar geliştirdikleri bilinmiyor. İşte söyleniyor: Nötron bombası atan tüfekler yapıldı. Bunların gücü 0.1 ile 1 kiloton arasında değişiyor. Bir tüfeği iki kişi taşıyabiliyor. Düşünüyorum da acaba Türkiye'de bunlardan var mı? Varsa kullanılır mı? Ben pek ihtimal vermiyorum. Fakat köylerin boşaltılması, ağaçların kesilmesi de ister istemez kuşkulara yol açıyor.

Kullanamazlar diyorum. Çünkü ABD Kürt olayına sıcak bakıyor. Kullanamazlar diyorum, bunun altından kalkamazlar. Kullanılırsa biz dünyadaki diğer örgütlerle elimizden gelen her şeyi yaparız. Dünyayı ayağa kaldırırız.

"Hafif" olarak göz yaşartıcı tipi bombalar kullanılacak dense o zaman sormazlar mı? Bu kadar insanı köyünden yurdundan etmeye, ağaçları bile kesmeye ne gerek var?

2000'e DOGRU 23.7.1989

# TÜRKİYE

KUZEY IRAK/MESUT BARZANİ:

## “Evren, bize tehdit telgrafı gönderdi”

“1986'da adima gelen telgrafta şunlar yazılıydı: Size 3-4 gün müsaade. PKK ile ilişkilerinizi kesmezseniz yoğun biçimde saldıracağız. Barzani'ye göre eskiden saptanmış sınırları değiştirmek olası değil. Ceş'ler Peşmergelere kurşun sıkıyorlar. Mülteciler, Kürt ve Türkler arasında dostluk köprüsü olacak.

**G**eçen Mayıs ortasında Fransa'yı ziyaret eden belki de yakın gelecekte yankılar uyandıracak diplomatik temaslarda bulunan, “Her türlü şovenizmden nefret ediyorum. Türkleri, Arapları ve Acemleri millet olarak çok seviyorum” diyen Irak Kürdistan Demokrat Partisi Başkanı Mesut Barzani'yle Kürtleri ilgilendiren konularda bölgedeki gelişmeler üzerine konuştuk.

— Kürt sorunu İran, Suriye, SSCB, Türkiye ve Irak'ı yakından ilgilendiriyor. Bu arada Acem, Arap, Ermeni, Keldani, Süryanî ve Türkler de var. Bu karmaşık sorunu nasıl çözümlenmeyi düşünüyorsunuz?

— Kürt halkına karşı tarihi bir

haksızlık yapılmıştır. Kürtlerin böylesine parçalanmış olması en büyük sorunumuz. Kürt halkının rızası dışında gerçekleştirilmiştir. 20 milyonu aşkın insanın sorunudur bu. Kürt halkının hakları tanınmadıkça bu sorun devam edecektir. Biz Kürtlerin ve ülkesinin birlikteliğini

“Türkiye'deki mülteci Kürt-kardeşlerim, siyasi mülteçilik hakkı için mümkün olan yollardan mücadelelerini sürdürmelidirler. Başka yere gideceğiz diye telaşa kapılmasın, girişimde bulunmasınlar.”

(Fotoğraf: CORNELIA SUHAN)



çok PKK'lı, ülkeyi terkedip yanımıza gelmek zorunda kaldı. 1982-83 arasında PKK ile karşılıklı yardımlaşma protokolu imzalandı. Bu örgütle ideolojik ve pratiğe ilişkin görüş ayrılıklarımız vardı. Fakat onları Kürt olarak niteledik, yanımızda barındırdık. Amacımız onları etkileyip değiştirmek, yanlış siyasetlerinden vazgeçirmektir. Ancak yanlışlıklarını sürdürdüklerini, Kürt halkının menfaatlerine hizmet etmediklerini gördük. Onların yüzünden birkaç kez, Türk askeriyeye karşı karşıya geldik. Türk uçakları kamplarımıza saldırdılar.

Bu konularda PKK'lılara bir dizi öğüt verdik. Yanlışlıklarını anlatık. Her defasında, bize söz vermelerine rağmen aynı yanlışlıklarını sürdürüyorlardı. Genç olduklarını, bu yüzden bazı siyasi hatalar yapabileceklerini düşünüp epeyce sabrettik. Fakat 1986'da çıkan iç yayınlarındaki bir broşür (belavok) bu yanlış çizgilerini sürdürmekte kararlı olduklarını anladık. Broşür iç işlerimize müdahale niteliği taşıyordu çünkü.

Gelişmeler üzerine, 1986 yazında aramızdaki protokolü tek taraflı feshettik. Olayın tam da ertesi günü Türk uçakları bize saldırıda bulundular. "Bizden korkup, protokolu feshettiler" dedirtmemek için, söz konusu kararımızı 1987'ye kadar gizli tutup açıklamadık. Durumu PKK'ya bildirdik. Bu koşullarda bir birimize yardım edemeyeceğimizi, iki ayrı dilden konuştuğumuzu belirttik. Dünya görüşümüz, yolumuz, yöntemimiz tümüyle farklıydı. O günden beri (1986 yazı) PKK ile hiçbir ilişkimiz olmadı.

#### "TÜRKİYE HAKKINDA ELİMDE GİZLİ BİLGİLER VAR"

— Türkiye'ye sığınan Kürtleri ziyaret konusunda TC Hükümeti'yle temaslarınız var mı?

— TC Hükümeti, ülkenizdeki mülteci kardeşlerimizi ziyaret etmemize izin vermedi şimdiye kadar. Ancak bu, onların durumundan habermiz yok anlamına gelmez. Mültecilerin durumunu günü güne izliyoruz, haber alıyoruz kendi yollarımızla. Bunun açık biçimde yapılması, bizi daha fazla memnun eder. Bıraksalar anında giderim. Çünkü Türkiye'ye sığınanların hepsi dostum, sevdiğim, değer verdiğim kardeşlerimdir. Ama bizzat benim gitmem de şart değil. Bir temsilcim ya

da IKDP'nden birisi de gidebilir.

— Medya Güneşi'yle yaptığınız söyleşide "Türk Hükümeti mültecileri ziyaret etmemize izin vermezse, elimizdeki bilgileri açıklarız" dediniz. Bunu biraz açar mısınız?

— Söyleyemem çünkü anlamı ve gizliliği kalmaz. (Barzani burada duraksayıp gülüyor)

— Lütfen...birkaç nokta da olsa açamaz mısınız? Çünkü 2000'e Doğru okuyucularıyla Türkiye insanlarını yakından ilgilendiriyor bu konu.

### Türkiye-Barzani-PKK üçgeni

"...KDP kimin örgütüdür ve Türkiye ile dostluk bağları nereden kaynaklanmaktadır? En önemlisi de Mesut Barzani böyle bir yönelim içine girerken hangi amaçla hareket etmektedir? PKK'ya karşı duyulan bu kin ve sürdürülen düşmanlık nedenidir?..." Avrupa'da yayımlanan Serxwebun (Ocak 1989) sayısının İkkel Milliyeçiliğin İstisası ve Tarihi İthanesi Üzerine başlıklı yazının bir paragrafı



— Örneğin, Batı'da Türkiye aleyhinde yoğun bir propaganda yapmak yöntemlerimizden biri olabilir. Ama hiçbir biçimde TC Hükümeti'yle ilişkilerimiz bozulsun istemiyoruz. Elverdiğince sorunları barışçı yollardan, karşılıklı anlayış çerçevesinde ve dostça çözmek istiyoruz.

— Bir söylenti aktarmak istiyorum: Buna göre Körfez Savaşı sırasında Irak'ın yenileceği sanılınca

Türkiye Musul-Kerkük bölgesine girme eğilimindeymiş. Türk yetkililer, sizinle temasa geçip "Müdahale edersek uygun görür müsünüz" diye sormuşlar. Hatta bu bağlamda telgraflar da gönderilmiş. Gerçek nedir?

— İlk kez duyuyorum. Yok öyle bir şey. Bunlar dedikodu olmalı (Barzani gülüyor). Türkiye'nin böyle bir eğilimi olabilir, ama bizden

savunuyoruz. Kürtlerin verdikleri mücadele birbirinden ayrılamaz.

Sorunun çözümü için gerçekçi olmak gerek. Eskiden saptanmış bugünkü sınırları değiştirmek olası değil. Fakat Kürt halkının da kendi kaderini tayin etme hakkı olduğuna inanıyoruz. Kanaatimize göre şimdiki koşullarda en iyi çözüm şudur: Her parçadaki Kürt halkının kendi kaderini tayin hakkının tanınması, bulunduğu topraklarda özgürlük ve demokrasinin yerleşmesi, birlikte yaşadığı ülke halkıyla eşit haklara sahip olması.

İran, Arap, Türk ve başka halklar gibi devlet kurmak bizim meşru hakkımız. Ancak şu an başka bir gerçek var. Günümüz koşulları buna el vermiyor. Biz bu işi kan dökerek çözmek istemiyoruz. Ama Türk, İran, Arap halkları, bize, "Bu kadar haksızlık yeter. Siz de artık devlet kurabilirsiniz" derlerse, biz bunu büyük memnuniyetle karşılız. Haklarımızın gaspedildiğinin anlaşılmasını ve artık bunun tanınmasını istiyoruz.

### "DEMOKRASİ İÇİN SİLAHLI MÜCADELE"

Dünya bir değişim içinde. Geriye değil, ileriye gidiyor. Mevcut düzenlerin 20-30 yıl önce bize yaptıklarını bugün yapmaları mümkün değil. Her türlü silahla Kürtleri yok etme girişimlerinde bulunmaları olası, ancak bunları saklamaları artık imkânsız. Elbette savaşı biz başlatmadık, biz saldırmadık. Kendimizi savunmak zorunda kaldık. Yarın savaş dayatılırsa gene karşılık vermek zorunda kalacağız. Fakat inancımız şudur: Tüm Kürdistan'ı kapsayan bir çözüm ya da her parçada bir çözüm barışı getirir. Bu gerçekleşinceye kadar mücadeleyi sürdüreceğiz. Günümüz koşullarında silahlı mücadeleden başka yolumuz ve maalesef başkaca yöntemi-  
miz de yok. Silahlı mücadelemizin amacı, demokrasinin kurulmasıdır. Demokrasinin koşulları varsa, zaten silahlı mücadeleye gerek kalmaz.

Kürt sorununa bir çözüm bulunmadıkça bölgenin huzura kavuşması olanaksızdır. Haklarımız verilmedikçe ne biz rahata kavuşabiliriz ne de onlar. Bunun için komşularımız Arap, İran ve Türkler gibi bizim de haklarımız tanınmalı. Yoksa kan dökülüp, savaş ve katliam olacaktır. Biz bunu istemiyoruz. Doğru da değildir zaten. Ancak mecburuz ve savaşmak durumundayız. Artık buna bir son vermeliyiz. Nitekim



MESUT BARZANİ ARKADAŞIMIZ M.ŞEHMUS GÜZEL İLE: "Türk, İran ve Arap halkları, bize, 'Bu kadar haksızlık yeter. Siz de artık devlet kurabilirsiniz' derlerse, bunu büyük memnuniyetle karşılız."

(Fotograf: NECDET NAKİBOĞLU)

1961'den beri partimizin ilkesi "İrak'ta demokrasi Kürdistan'da özerklik" dir. Hedefsiz konulmadı bu ilke.

### KİM BU CEHŞ'LER?

— Irak'taki öbür örgütlerle ilişkileriniz nasıl?

— Kürt halkının mücadelesi çok uzun yollardan, aşamalardan geçip hatırı sayılır mesafe katetmiştir. Bu arada değişikliklere de uğramıştır. Önemli olan vardığımız sonuçtur. Geçmişe dönmeden bugünkü durumumuzdan söz etmek istiyorum: Şu an Kürdistan Cephesi var. Bu, uzun bir deneyimin eriştiği noktadır. İçimizde, kendi aramızda bazı sorunlarımız olacaktır kuşkusuz. Fakat bunlar birbirimize düşman olmamızı gerektirmez. Cephe'deki partilerin (Irak Komünist Partisi, Kürdistan Demokratik Halk Partisi, Kürdistan Yurtsever Birliği vb) hepsinin aynı ideoloji ve programa sahip olmaları mümkün değildir. Önemli olan halka hizmet, yurt savunmasında aynı amacı gütmek.

— 1989 Nisan'ında Medya Güneşi'yle söyleşinizde şunları söylemiştiniz: Bize karşı savaşan Irak Ordusu yanında "80 işbirlikçi bölük" var. Kim bunlar?

— Ender olmakla birlikte Kürtler arasında da ulusuna hainlik edenler bulunabilir. Kürt toplum yapısı aşiretlere dayanır. İran-Irak savaşı çıktığında, bazı aşiretler zorunluluklar sonucu hem devrimimiz

hem de hükümetle ilişkilerini kesmemeye çalıştılar. Başlangıçta aşiretlerin çoğu, hükümetle birlikte savaşa katılmak istemedi ve yanımıza geldi. Fakat olanaklarımız tümünü Peşmerge yapmaya yetmedi. Bu durum bizim için büyük sorun oldu. Çünkü 30-40 bin genci Peşmerge yapamamakla elden kaçırdık.

Daha sonra Irak bunlara, "Dö-  
nün, askerlik yapmayacaksınız" di-  
yerek af çıkardı. Biz de kendilerinin dönmelerini öğütledik. Çünkü devrimimize hizmetleri o koşullarda sürecekti. Hükümet, geri dönenleri Kürdistan bölgesinde hafif silahlarla donatılmış kolluk güçleri olarak görevlendirdi. Bize de hizmet ediyorlardı. Bazen de bize karşı savaşmak zorunda kalıyorlardı. Ama çok enderdi böylesi durumlar. Hain anlamına gelen Cehş diye niteledik bu tür Kürtleri.

Bunlardan bize kurşun sıkamı azdır. Büyük kesimi peşmergelerimize yardımcı olur. Çoğu kez kolluk görevlisi olarak bize silah ulaştırıyorlardı. Doğrusu 80 fewc (sayıları 300-2000 arasında değişen birlikler) var Cehş'lerden. Mecbur olmadıkça, bize karşı savaşmaktan kaçınırlar hep.

### PKK İLE İLİŞKİLER

— PKK ile ilişkilerinizi anlatır mısınız?

— Türkiye'de 12 Eylül darbesi olunca, büyük baskılar yapıldı. Bir-

rafi böyle.

Kuşkusuz PKK lideri Abdullah Öcalan - KDP önderi Mesut Barzani çatışması yeni değil. Günümüzde ise tirmanışa geçmiş. PKK taraftarlarının çıkardıkları yayım organları yakından izlendiğinde görülüyor ki, ideolojik çatışma, fiili bir cepheleşmeye doğru gidiyor. Barzani'ye bakılırsa bunun nedeni PKK'nın, "İnsanlık dışı katliamları ve KDP'ye karşı düşmanca saldırısı, nankörlüğü vb."dir. Oysa PKK gözünde, "KDP ilkel milliyetçiliği hızla çökmüştür". Barzani önderliği MIT'le karanlık ilişkiler içinde, MIT'in gönlüllü denetiminde bir örgütlenmeye yöneliyor. "Güney Kürdistan'da (Irak) dış güçlere dayanarak halkın isyanını ticaret konusu yapmıştır", Kürtçülük maskedir. Amaç, Türkiye ile birlikte, yükselen güç olan PKK ve önderliğini vurmaktır, emperyalist özerklik planını dayatmaktır. (Serxwebun Nisan-Mayıs 1989). PKK, birçok gerillanın çeşitli tarihlerde KDP peşmergeleri tarafından yakalanarak Türkiye'ye teslim edilmesini buna örnek gösteriyor.

#### CANPOLAT DEVREYE GİRİYOR

Oteden beri Türkiye'deki Kürt hareketlerinden korkan yetkililer, çeşitli düzeylerde İran ve Irak'taki Kürt liderleriyle sürekli temasta bulundular. Yer yer bazı kolaylıklar sağladılar kendilerine. PKK'yı bastırmak, tasfiye etmek için öncelikle Barzani ve Kasimlo güçlerini tarafsızlaştırmaya ça-

lıştılar. Bu koşullarda, PKK güçlerine karşı geniş çaplı operasyonlar düzenlediler. Gerek sınır ötesi hareket gerekse Cudi operasyonu böyle bir ortamda gerçekleştirilebilir ancak. Öte yandan son günlerde Dürzi lideri Velid Canpolat da devreye girmiş görünüyor. PKK ile arası iyi olan Şam'ın müttefiki, ülkesinde hatırı sayılır bir konumda bulunan, PKK'ya son derece sıcak bakan Canpolat'ın İstanbul'a "balayı yapmaya" gelmediği açık. Özellikle Emniyet Genel Müdürlüğü Terörle Mücadele Daire Başkanı Mete Altan ve İstanbul Siyasi Şube Müdürü Vedat Cem'le Sheraton



ABDULLAH ÖCALAN

otelinde 45 dakika görüşmesi de bu çağrışımı yapıyor. Gene milisleri arasında bol miktarda Mardin - Urfa'dan gelme genç bulunan Dürzi liderinin Türkiye'yle PKK'ya karşı nasıl bir plan içinde hareket edeceği merak konusu. Sadece istihbarat bilgileri mi, askeri önleme hareketi mi yoksa kamplara baskın türünden ortak operasyonlar mı? Para kırıltığında İsrail'in Lübnan işgaline izin veren, Libya'ya savaşçı sağlayan Dürzi lideri Türkiye'ye neden aynı şeyi yapmasın ki? Kısacası Şam - Ankara - Canpolat - Barzani - PKK beşgeni büyük bir bilmece.



VELİD CANPOLAT

müsaade istemediler. Bu meseleyi bir yana bırakalım. Türkiye herhangi bir müdahaleye kalksadayı anında karşı koyardık. Geçmişte bazı sorunlar olmadı değil. Örneğin 1983-84 ve 86 müdahalelerinde. 1987 müdahalesinde öyle bir an geldi ki karşı koymak zorunda kalacaktık. Zaten sonradan bizden "yanlışlık oldu" diyerek özür dilediler.

— Kimler ve nasıl?

— Açık biçimde ilan edildi özür. Radyodan dinledik: "Hedefimiz PKK idi. Yanlışlıkla bazı Peşmerge kampları bombalandı" dendi. Ayrıca yöredeki muhtarlar ve bölgedeki Türk askeri sorumlusu aracılığıyla bazı birliklerimize haber gönderildi: "Hedef PKK idi. IKDP değildi" dendi, özür dilendi.

1986'da ise TC Cumhurbaşkanı imzasıyla adıma gönderilmiş bir tehdit telfrafı geldi. "Size 3-4 gün müsaade ediyoruz. Bu süre içinde PKK ile ilişkilerinizi kesmezseniz yoğun biçimde saldıracağız" deniliyordu. İşte bunun üzerine PKK ile bozduğumuz protokol kararının duyurulmasını erteledik. Türkiye'den

gelen telgraf budur.

— *Irak Ordusu, Fransa'dan satın alınan uçaklarla Kürtleri bombaladı. Kimyasal silahlar ise, Batı'dan gönderilen malzemelerle üretildi. Batı'ya karşı tutumunuz nedir, ne yapmayı düşünüyorsunuz?*

— Bildiğimiz kadarıyla, Irak'a açtıktan kimyasal silah yardımı yapılmamıştır. Fakat Batılı firmalar, örneğin Almanya, Hollanda ve İtalyan ilaç fabrikalarından, kimyasal silah üretiminde kullanılan malzemeler gizli yollardan Irak'a sokulmuştur. Fransa'nın bu konuda ne yaptığını bilmiyoruz. Dünya bir günlük değil. Yarını da var bunun. Irak'a kimyasal silah maddesi veren ülkeler için utanç kaynağıdır bu. Çünkü insan hakları ayaklar altına alınıyor böylece. Batılı ülkelerin siyasi ve ekonomik ilişkilerini tek bir diktatöre bağlamaları doğru değil. Yarın değişebilir bu diktatör. Bunları dünyaya özellikle Avrupa kamuoyuna anlatmak istiyoruz. Sesi-mizi duyurmaya çalışıyoruz.

— *En çok hangi renkleri seviyorsunuz?*

— Yeşil, kırmızı ve sarı. Yeşil, ülkemizin doğal güzelliklerinin sim-

gesi. Kırmızı, Kürt halkının kanının sembolü. Sarı ise halkımızın umudunun ve geleceğinin simgesi. Bu arada aklım fikrim Türkiye'de mülteci olan kardeşlerimde. Onlara en sıcak, en içten devrimci selamlarımı gönderiyorum. Gelecek için umutlarını kesmesinler. Sabırlı olsunlar. Onlar dayandıkça biz mutlu oluyoruz. Sorunlarıyla ilgileniyoruz ve en kısa sürede mutlaka olumlu bir sonuç alacağız.

Ayrıca Türk milleti ve devletinden bir ricamız var: Kardeşlerimize lütfen iyi davranınız. Halklarımızın geleceği açısından böyle bir davranış hayırlı olacaktır. Türk milletine teşekkür ediyoruz. Sığınan kardeşlerimize siyasi mültecilik statüsünün tanınması hem Türkiye hem de bizim için yararlı olacaktır. Türkiye'ye sığınan Kürtler, mültecilik hakkını almak için mümkün olan yollardan mücadelelerini sürdürmelidirler. Bu insanlar Türklerle Kürtler arasında bir dostluk köprüsü olacaklar. Mültecilik statüsünü mutlaka kazanacaklar. Başka yere gideceğiz diye telaşa kapılmasınlar. Girişimde bulunmasınlar. □

M.ŞEHMUS GÜZEL/PARIS



**2000**  
İKİBİN'E DOĞRU

**İnönü,  
Demirel,  
İlsever:**

**“KURDOLOJİ  
ENSTİTÜSÜ  
KURULSUN”**

**Unîversîta Dicle  
Enstîtuya Zimanê  
Kurdi**

# KAPAK

POLİTİKACILAR, SANATÇILAR, SENDİKACILAR, AYDINLAR

## “Kürdoloji Enstitüsü kurulsun”

İktidar adayı partilerin liderleri “evet” diyorlar. Dünyanın 15 ülkesinde bulunan “Kürdoloji Enstitüleri” Türkiye'nin resmî ufkunda da göründü.

“Türkiye'yi tanımak mı istiyorsunuz, en iyisi Ankara, İstanbul ve Diyarbakır üniversitelerinde birer Kürdoloji Enstitüsü kurun.”

Bu sözler 16 Mayıs günü resmî bir toplantıda söyleniyordu: Başbakanlık Basın Yayın Enformasyon Genel Müdürlüğü'nün Ankara'da Büyük Ankara Oteli'nde düzenlediği “Türkiye Tanıtma Sempozyumu” kürsüsünden...

### KÜRDOLOJİNİN TARİHÇESİ

Kürdoloji, Ortadoğu'nun en eski halklarından Kürtlerin tarihini, dilini, edebiyat ve folklorünü araştıran bilim dalı. İngilizcesi Kordology, İtalyancası Curdologia, Almandası Kurdenkunde, Felemenkçesi Coerdologi, Rusçası Kurdovedenie, Farsçası Kordşanasî, Arapçası Dirasat Kurdiyye... Peki Kürtçesi yok mu bu Kürdoloji'nin? Olmaz olur mu, o da var: Kurdzanî veya Kurdnasî.

2000'e Doğru, Diyarbakır Dicle Üniversitesi'nde Kürdoloji Enstitüsü açıldığı zaman kapıya konacak tabelayı da ressamalara yaptırdı ve derginin kapağına koydu. “Unîversîta Dicle Enstîtuya Zîmanê Kurdî”, yani Dicle Üniversitesi Kürt Dili Enstitüsü.

Kendisine ‘İlk Kürdolog’ demek zor ama, Kürtlerden ilk söz eden, ünlü Yunanlı savaş yazarı Ksenefon. Kaynaklar hep ona gönderme yapıyor. Bir bakıma Kürdoloji'nin tarihi onunla başlıyor. Ksenefon, İsa'dan 400 yıl önce yaşadı. Kürt topraklarına ilk ayak basan okumuş yazmış Batılı. “Anabasis”i yazmış, “Onbinlerin Dönüşü” diye de biliniyor bu ünlü eser.

### EVLİYA ÇELEBİ KÜRT TELİNDEN DE ÇALMIŞ

Tarihle ilgili bir taşı kaldırırsınız

da, altından Evliya Çelebi çıkmaz mı? Ünlü gezgin, her telden çaldığı gibi, Kürt telinden de çalmış. Hazret, en eski Kürdologlardan. Evliya Çelebi'nin “Seyahatname”si, Kürt tarihi açısından Firdevsi'nin “Şerefname”sinden sonraki en eski kaynak olarak değerlendiriliyor. Sovyet Kürdolog Qanadê Kurdo, Evliya Çelebi'nin “Kürtlerin yerleşik topluma geçişini” belgelediğini söylüyor. Hollandalı Kürdologlar da O'nun yazdıklarını “Kürtler hakkındaki ilk sosyolojik çalışma” olarak niteliyorlar.

Türkoloji gibi Kürdolojiye de Batılı Şarkiyatçılar, yani Oryentalistler el atmışlar. Tabii salt bilim merakı yüzünden değil. Batı, hakimiyeti altına almak istediği Doğu halklarının dillerini, kültürlerini incelemeye özel bir önem vermiş. Ama bir yandan da bugünlere bir bilgi mirası bırakmış.

Komkar yayınlarından çıkan bu kitabın kapağında M. Garzoni'nin 1787 yılında Roma'da yayımladığı “Kürt Dilinin Grameri ve Sözlüğü” adlı kitabının ilk sayfası yer alıyor.



### PUŞKİN'DEN KASIMLO'YA

Modern Kürdoloji'nin babası dence aklı İtalyan Maurizi Garzoni geliyor. “Kürt Dili Grameri Sözlüğü”nü 1787'de yayımlamış. İlk kapsamlı araştırma.

Kürtler, büyük Rus yazarı Puşkin'in eserlerine kadar girmişler. Puşkin, bir süre Doğubeyazıt Kürtleri arasında yaşamış ve Erzurum yolculuğunu yazmış.

Danimarkalı Kürdolog Dr. Henny Harald, Kürt kadını için “Kürdistan'ın gücü” diyor.

Kürdologlar arasında Lenin ödülü kazanan da var. N. Marr 1894'te yaptığı araştırmalar nedeniyle 1928'de alıyor bu ödülü.

Kürdologların kurbanları da var. Geçenlerde öldürülen İran Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri Kasımlı'nun üç ciltlik “Kürtler ve Kürdistan” adlı araştırması İngilizceye de çevrildi.

Ünlü Rus Kürdologu Minorski'nin Kürtler konusundaki araştırması, Milli Eğitim Bakanlığının yayımladığı İslam Ansiklopedisi'nde de yer aldı.

### TERSİNE DÖNEN ASİMİLASYON

Bugün dünyanın birçok üniversite ve akademik kuruluşunda Kürdoloji çalışmaları yapan birçok kurum ve kürsü var. Bunlardan bazıları: Paris Kürt Enstitüsü, Stockholm Yüksek Öğretmen Okulu Kürtçe bölümü, Almanya ve Hollanda'da Kürt Akademileri, Bonn Kürt Enstitüsü, İsveç Uppsala Üniversitesi'nde Kürtçe dersleri bölümü, Şikago Üniversitesi'nde Kürtçe dersleri bölümü, Sovyetler Birliği Bilimler Akademisi Doğu Bilimleri Enstitüsü'nün Leningrad dalında Kürdoloji Bölümü... Liste uzayıp gidiyor.

1940-84 yılları arasında Kürdolo-





MUHALEFET LİDERLERİ Erbakan dışındakiler "kurulsun" diyor

**ERDAL İNÖNÜ**  
(SHP Genel Başkanı)

**"İyi olur"**

**T**ürkiye'de bir Kürdoloji Enstitüsü kurulması önerisini nasıl karşılıyorsunuz, nasıl değerlendirirsiniz?

— İyi olur yani, Türkiye'deki bütün kültürlerin incelenmesi normal davranıştır. İyi olur.

— Böyle bir teklifi destekler misiniz?

— Evet evet, iyi olur.

— Daha geniş bir şeyler söylemek ister misiniz? Gerekçelerinizi rica edebilir miyiz?

— Yok yani, işte gerekçe: Türkiye'de yaşayan kültürleri incelemek görevidir bilim kurumlarının. Onun için normaldir. □

ji'nin çeşitli dallarında 75 doktora tezi yazıldığı saptanıyor.

Yarım milyon kadar Kürtün Avrupa'ya göç etmesi üzerine Kürdoloji çalışmalarını son yıllarda hız kazandı. Kürt aydınları Avrupa ülkelerinde özgür araştırma ve yazma ortamına kavuştuklarını belirtiyorlar.

Kürtçe bilmeyen Kürtçe öğreniyor, Kürt edebiyatını ve sanatını araştırıyor, Kürt dili geliştiriliyor. Avrupalılardan da Kürtçe öğrenenlere eskisinden çok rastlanıyor. Kürtçe moda bir dil olma yolunda. 2000'e Doğru'nun saptayabildiği kadarıyla bugün dünyada Kürdoloji Enstitüsü veya kürsüsü bulunan ülkeler şunlar: Amerika Birleşik Devletleri, Sovyetler Birliği, Fransa, İtalya, İngiltere, Almanya, Avusturya, Hollanda, İsveç, Norveç, Danimarka, Finlandiya, Irak, İran ve Suriye.

Benzer ülkeler içinde bir tek Türkiye'de Kürdoloji çalışması yapan herhangi bir resmî kurum yok. Bu-

**SÜLEYMAN DEMİREL**  
(DYP Genel Başkanı)

**"Kesinlikle hiçbir mahzur görmeyiz"**

Bu, akademik bir şeydir. Kesinlikle hiçbir mahzur görmeyiz. Radyo ve TV'de söyleniyor. Kerkük türküleri de söyleniyor. Diyarbakır türküleri de söyleniyor. İzmir, Rize, Drama, Üsküp, Tuna boyları türküleri de söyleniyor. Çok güzel bir şey. Birisini diğerinden ayırabilir miyiz? Hepsi de bizim. Kürdoloji Enstitüsü'nün ya da kürsüsünün kurulmasında hiçbir mahzur görmüyorum. İdeolojik bir çalışmanın kaynağı olmamak şartıyla. Korktuğumuz, iyi niyetleri kötüye çevirmek. Bölücülüğe, vs.'ye. Bölücülüğe Türkiye'de kimse arka bulamaz. Bugün de, yarın da bulamaz. Kürt meselesini bölücülük çerçevesi dışında çözmeye çalışalım. Kimin ne teklifi varsa getirsin. Doğu'yu imar etmek mi lazım? Altından yapalım. İnsanları mutlu mu etmek istiyoruz? Ben 1979'dan beri söylüyorum. Bölgenin insanları, Türkiye'ye bağlılıklarını çeşitli zamanlarda ispatlamışlardır. Hakkari, Mardin, Ağrı, Erzurum, Bingöl'de birinci partiydik 1979'da. Muş ve Siirt'i kul payı kaybettik. Hiç kimsenin oralara gidemediği zamanda ben gitim. Mardin meydanında söyledim: "Siz benim kardeşimsiniz, biz kardeşiz." Haksızlık, devletin ikinci sınıf vatandaşlık muamelesi oldukça, bunun kavgasını biz veririz en önce.

Ashında Türkiye'de Kürtçe konuşan, 'Biz Kürt menşinden geliyoruz' diyen insanlar vardır. Ben diyorum ki, bu insanlar bizim kardeşlerimizdir, Türkiye'nin birinci sınıf vatandaşlarıdır. Herkes ne kadar hak sahibiyse, onlar da o kadar hak sahibidir. Ben ne kadar hak sahibiysem, onlar da o kadar hak sahibidir. □

**FERİT İLSEVER**  
(Sosyalist Parti Genel Başkanı)

**"Tarihsel zenginliklerimizi keşfetmek için"**

— Sosyalist Parti programının 24. maddesinde şöyle deniyor: "Sosyalist Parti, yaşadığımız toprakların tarihini Malazgirt Savaşı'ndan başlatan bğnaz milliyetçi kültürün karşısına, ülkemizin tarihsel derinliklerinden bu yana çeşitli kavimlerin katkılarıyla zenginleşmiş kültür kaynaklarımızı arayan, koruyan, o kaynaklardan beslenen demokratik, insan sever ve evrensel bir kültür politikasıyla çıkar.

Programımızla söz vermişiz. Mutlaka kurulması gerekir. Toplumumuzun dörtte birinin kullandığı bir dilin kaynaklarını araştırarak, gelişmesini sağlayacak bilimsel çalışmalar yapılması çok önemli. İnsanlar ancak ana dilleriyle eğitim gördükleri zaman olanca yeteneklerini geliştirebiliyor ve yabancılaşmadan kurtuluyorlar. Sonra konu bu toprakların kültürel kaynaklarının ve tarihsel zenginliklerinin keşfedilmesiyle de ilgili. Kendimizi tanımamızın şartı.

Böyle bir Enstitü'nün yurtdışında değil de, özellikle Türkiye'de kurulması önemli. □

na karşılık, bu alanda önemli çalışmalar yapanlar ve eser verenler uluslararası arenada da tanınıyor. Örneğin, İsmail Beşikçi Kurtler üzerine sosyolojik araştırmalarıyla dikkatleri çekti.

**İKTİDAR ADAYLARINDAN "EVET"**

Peki, Türkiye üniversitelerinde ve akademik kuruluşlarında Kürdoloji alanında çalışmalar yapacak enstitüler kurulsa ve kürsüler açılrsa ne

olur? Kıyamet mi kopar? 2000'e *Doğru*, Başbakanlığın düzenlediği resmî bir sempozyumda dile getirilen öneriyi, politikacılar, gazetecilere, iş adamlarına, sendikacılara sordu.

İki büyük muhalefet partisinin lideri İnönü ve Demirel, "Kürdoloji Enstitüsü kurulsun" diyorlar. Bir bakıma geleceğin iktidar adaylarının verdikleri bir sözdü bu açıklamalar. Demek ki, Kürdoloji Enstitüsü ufukta görünüyordu. Sosyalist Partisi Genel Başkanı Ferit İlsever, bu ihtiyacı vurgularken, insanların anadilleriyle gelişme yeteneklerini vurguladı. DSP Genel Başkanı Bülent Ecevit, kendisine gönderilen soruya cevap yollamadı. Ama bu Parti'nin İstanbul İl Başkanı Mukbil Zırtıoğlu, Kürdoloji Enstitüsü'nün kurulmasına taraftar. Refah Partisi Genel Sekreteri Oğuzhan Asiltürk ise, "bölücü ve parçalayıcı" bir girişimle karşı karşıya olduğunu düşünüyor.

Partililerin Kürt sorununa ilişkin berrak görüşlerinin bulunmaması, verilen cevaplara yansdı. DYP İstanbul İl Başkanı Orhan Keçeli soruya olumsuz cevap verirken, genel başkanıyla çelişmeye düştü. Ali Bulaç ve Abdurrahman Dilipak gibi İslamcı aydınlar ise, Refah Partisi Genel Sekreteri'nin olumsuz tavrını paylaşmıyorlar.

2000'e *Doğru*'nun sorularına toplam 44 seçkin cevap verdi. Bunlardan 22'si evet diyordu. 7'si karşı çıktılar. Tavır alamayanların sayısı ise, 15.

Soru yönelttiğimiz seçkinler, soyadlarının alfabe sırasıyla şu cevapları verdiler:

**EVLIYA ÇELEBİ**  
Kürtler hakkındaki ilk sosyolojik açıklamalar O'nun



## "KURULSUN" DİYENLER

**TEKİN AKIN: "Ne güzel..."**

Kesinlikle olumlu karşılıyorum. Şimdi gündeme gelmesi, gelecekte gerçekleşmesi ne güzel...

**PROF. ORHAN ALDIKAÇTI: "Anayasa Kürtçeyi yasaklamıyor."**

Anayasa Kürtçeyi yasaklamadı. Resmî dil olması yasak sadece. Kürdolojiyi, Türkiye'de yapabilen varsa yapar. Paris'te var çünkü Kürdoloji Enstitüsü.

**PROF. ALİ ALPASLAN: "Siyasi çekişmelere alet olmazsa..."**

Araştırmamız yok. Erken buluyorum. Çünkü hazırlık yok. Siyasi gayelere alet olabilir. Avrupa'da kürsü, enstitü var ama, Kürt yok. Türkiye'de Kürdoloji için temel oluşmamış. Siyasi çekişmelere alet olmazsa, kurulması iyi olur, gerekir.

**MUSA ANTER: "Kökler çivi yazısı tabletlerde"**

Avrupa'nın birçok büyük kültür merkezlerinde var. Neden Türkiye'de de olmasın?

Geçtiğimiz aylarda gelen bayan Mitterand'ın yanındaki Josi Bertolino Paris Kürt Enstitüsü mezunuydu.

Başka ülkeler bunu, kültürlerine renk, katkı addediyor. Türkiye ise, 20 milyon insanın dili olan Kürtçeyi bir kenara bırakmış. Kürtçe yazıtlar, Türkler Anadolu'ya gelmeden önce vardı.

Kürtçe şiir, yazın ve kahramanlık menkıbeleri çivi yazısıyla tabletlerde bulunmuştur. Bu kadar eski ve zengin bir dili maalesef Avrupalı, Türkiye'den çok önce görmüş. Daha 17., 18. yy.dan bu yana Kürt dili üzerinde araştırmalar, incelemeler yapmışlardır. Ayrıca bugün Avrupa ve ABD'de büyük kültür merkezleri üniversitelerin hemen hepsinde birer Kürtçe enstitü ve araştırma merkezi var.

Ben bu eksikliği 1947'den beri birçok zorluklara rağmen sürdürmeye çalışıyorum. Nitekim detaylı olarak 1963'te *Barış Dünyası*'nda bu teklifi ileri sürdüm. Tabii mutad anlayışa uygun olarak Ahmet Hamdi beyle beraber mahkemelik oldum. Bugün de kanaatim odur ki, 20 milyonu aşkın vatandaşımızın dil ve kültürü güçlenirse, bu bir ayrıcalık, bölücülük değil, tam tersine bir katkıdır. Görüyoruz: Bizim durumumuzda olan birçok ulusun, devletlerin zengin edebiyatları kıy-

metli bir mozayik gibi bu etnik grupların tüm dil güzellikleriyle işleniyor. İşte SSCB'deki Cengiz Aytmatof'un eserleri Sovyet edebiyatında bir eksiklik midir? Yoksa kıymetli bir katkı mıdır?

Bu teklif ve teşebbüsü memleketimiz için çok hayırlı bulduğum için gönülden katılıyorum ve bu hususta yaşadıkça bunun eminde sayarım kendimi.

**MUSTAFA BİRÇEK: "Kendimizi bilmek için"**

Kürtlerin tarihini, dilini, topraklarını, edebiyatını araştırmak ve bilmek, aslında kendimizi bilmek demektir. Bu toprakların altındaki kültürel köklerimiz anlamadan, kimliğimizi bile tanımlayamayız, güzelliklerimizin farkına bile varamayız.



ALİ BULAÇ  
Oğuzhan Asiltürk'e aykırı düştü

**ALİ BULAÇ: "Yunan felsefesini Kürt kültürü besledi"**

Bence Türkiye'de İstanbul, Ankara ve Diyarbakır Üniversiteleri bünyesinde bir Kürdoloji Enstitüsü'nün kurulması olumlu ve gerekli bir teşebbüs olur. Bu konuda geç kalınmış bile.

Şu gerçek herkesçe kabul edilmeli ki, Türkiye'de ve bölgede "Kürt Sorunu" daha uzun bir zaman gündemde kalmaya devam edecek. Dolayısıyla böyle bir sorun görmezlikten gelinemez. Yapılacak en akıllı iş, soruna bugün insanogunun vardığı temel doğrular, özellikle insan hakları ve özgürlükler açısından bakıp, haklı ve tutarlı, aynı zamanda kalıcı ve bütünlüycü çözümler getirmektir.

İlke açısından baktığımız zaman da, bölgede ve Türkiye'de kendilerine "Kürt" adı verilen bir halkın

yaşadığını ve tarihin eski çağlarından beri bu topraklarda yüksek kültür ve medeniyetler kurduklarını görüyoruz. Bir görüşe göre, Yunan felsefesi ve kültürünün en büyük beslenme kaynağı Yukarı Mezopotamya Kürt halkıdır. Büyük İskender, Daryüs'ü Dara'da (bugünkü Nusaybin ve çevresi) yenip de hikmet ve ilimlerle ilgili binlerce kitabı Atina'ya göndermeseydi, Yunan felsefesi bugün olmazdı. Herne ise, bugün kendilerine Kürt denilen bir halk var. Bu halkın dili, folklorü, tarihi, ulusal karakteri, kendine özgü alışkanlıkları, örf ve adeti var. Bütün bu gerçekleri inkar etmek kimseye yarar sağlamaz.

Kur'an açısından da farklı ulus ve kavimlerin, halkların "farklı dil ve renklere sahip olması Allah'ın ayetlerindedir." Bence farklı özelliklere ve niteliklere sahip uluslar ve

halklar arasındaki çeşitlilik bir zenginliktir ve tarihimizde bu uluslar bu zenginliklerini, farklılıklarını muhafaza ederek bir arada yaşamışlardır. Bugün de Balkanlaştırma politikalarının tuzağına düşmeden bir arada yaşamak mümkündür. Ama bir arada yaşamak demek, ulusal kimliğin, özgünlüğün bir başka ulus adına yok sayılması, görmezlikten gelinmesi demek değildir. Türkiye'de öteden beri bir yanlışlığa düşüldüğü için sorun bu vahim boyutlarda ağırlaşmıştır.

**CEVAT ÇAPAN: "Yerinde"**

Yerinde bir öneri.

**ABDURRAHMAN DİLİPAK: "Sosyal kulüplerin de görevi"**

Toplumsal sorunların çözülmesinde Kürtlerin kültürlerinin bilimsel ve sosyal olarak ele alınması sağlıklı bir yoldur. Sadece partilerin değil, üniversitelerin ve sosyal kulüp-

lerin de konuyu ele alması gerekiyor.

**GIYASETTİN EMRE: "Hayvan cinslerinin bile tükenmesi istenmiyor"**

Bu sıcak üçgende yaşayan Kürtler, her ne kadar tarihte birçok devletler tarafından istila edildiyse de, asimile edilememişlerdir. Dillerini ve kültürlerini kendi aralarında muhafaza ederek gelmişlerdir. Tarihe baktığımız zaman, bu dille yazılmış edebî, sosyal, hatta fıkıh kitapları binlerce ve binlerce eserler vardır. Cumhuriyetin kuruluşundan sonra bu dil yasaklandığı için ve o dille yazılan kitaplar da yasak edildiği için, yüzbinlerce eser ya yakılmış veya toprak altına gömülerek, toprak olmuş, mahvolmuş gitmiş. Devlet bu konuya el attığı takdirde, enstitüye yüzlerce değil, binlerce eser ve belge takdim edilecektir.

Bugünkü dünyaya baktığımız zaman bu medeniyet döneminde hayvanların cinsinin tükenmesi dahi istenmiyor ve cinsi tükenmek üzere olanları koruma ve yaşatma altına alıyorlar. Bir kültürün yok olup gitmesine nasıl rıza gösterilebilir? İnsanlığı hayretler içinde bırakan husus budur.

Büyük Osmanlı İmparatorluğu'nun temeli üzerinde olmuş olan Türkiye Cumhuriyeti'nin millî sınırları içinde elbette ki birçok dille konuşan insanlar mevcuttur. Bunu kabul etmemek makul ve mantıklı telakki edilemez. Bizim tabirimizle yani bizim memleketin tabiriyle bu zirzopluktur.

Osmanlı tarihini tetkik ettiğimiz zaman, nasıl ki bugün meteoroloji bölgeleri ayrılıyor ise, Osmanlı döneminde de öylesine her ırkın kesif olduğu mıntıkaya bir ad verilmiştir. Bir mıntıkaya da Kürdistan denmiştir. Ve hiçbir zaman bu ad verilen mıntıklar kendilerini Osmanlı İmparatorluğu'nun dışında saymamışlar. Yöneticiler de öyle bir düşünceye sahip olmamışlardır.

Sayın Süleyman Demirel'in de ifade buyurdıkları gibi, bu etnik unsurların Türkiye Cumhuriyeti'nin millî sınırları içinde bulunması bizim zaafımızı değil, bizim zenginliğimizi, kuvvetli olduğumuzu ifade eder. Kardeşlik havasının daha sıcak bir şekilde ortaya konması bakımından da Kürdoloji Enstitüsü gibi bir teşebbüsün faydalı olacağına inanıyorum.



Fahri GÖRGÜLÜ'nün Emniyet Genel Müdürü iken Sayın Asil Nadir'den para aldığı iddiası gerçek değildir.

### TEKZİP Görgülü'nün açıklaması

9 Temmuz 1989 tarihli derginin 10. sayfasında benim, Emniyet Genel Müdürü iken, Sayın İsmet Kotak aracılığı ile Sayın Asil Nadir'den maddi destek sağladığım şeklinde gerçek dışı bir haber yayınlanmıştır. Emniyet Genel Müdürü iken Sayın Asil Nadir'i tanıımıyordum bile. Menürlük hayatımda, hiçbir şekilde ve hiçbir kişiden menfaat sağlamadığım gibi, Sayın Asil Nadir'den de tek kuruş maddi yardım almış değilim. Sizi, çirkin ve suç isnadı niteliğindeki iftiranızı açtığım davada kanıtlamaya davet ediyorum.

Fahri GÖRGÜLÜ

### TEKZİP

#### Görgülü'nün açıklaması

2 Temmuz 1989 tarihli derginin 11. ve 12. sayfalarında şahsımla ilgili olarak yayımlanan haberin gerçekle ilgisi yoktur. Doğrusu şudur: Ben Sayın Asil Nadir'in koruma başkoordinatörü değilim. Tarım ve basın ile ilgili şirketlerin yönetim kurulu başkan vekiliyim. Kumarhanelerin nerede olduklarını herhalde siz biliyorsunuz-sorumluluğunu üstlenmek gibi bir görevim asla olmadı. Bu konudaki haberinizi tamamen gerçek dışıdır. Benim böyle bir görevim olmadığını, kaynak gösterdiğiniz gazetenin müteakip sayısında açıklamış olmama rağmen, doğruyu yazmamanızın nedenini anlamak mümkün değildir. Valiliğe gitmeyerek Sayın Asil Nadir'i tercih ettiğim ve hükümette kulis yaparak kumarhane yasasını değiştirttiğim yolundaki iddianıza gelince. Emniyet Genel Müdürlüğünden sonra Valiliği kabul etmemenin Sayın Asil Nadir ile hiçbir ilgisi yoktur. Çünkü, Valiliği kabul etmediğim tarihten tam bir yıl sonra Sayın Asil Nadir'den iş teklifi aldım. Dolayısıyla, o tarihte kendisini bile tanımadığım birisi için tercihte bulunmam mantık dışıdır. Kumarhane yasası değişikliği hakkındaki kulis iddiaları da tamamen asılsızdır. Hayatımın hiçbir döneminde bu tür kulis faaliyetleri içinde asla yer almadım.

Fahri GÖRGÜLÜ



FATMA GIRİK  
"Özgürlük" diyor

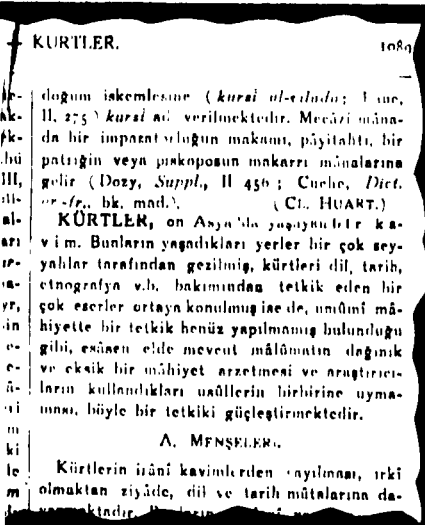
**FATMA GIRİK: "Özgürlükler temel alınarak"**

Kürt olayını yadsımıyorum. Ben de SHP gibi, Kürtlerin yaşam koşullarının düzeltilmesinden ve onlara bir takım haklar verilmesinden yanayım. Kesin politikamız iktidarda uygulanacaktır. Kesinlikle çok daha insanca koşullar sağlanacaktır. Elbette ülke içinde yanlış politikler yaratılmasından yana değilim. Türkiye'nin birliğine zarar gelmeden ve her şey özümserenek, politik çıkar değil, insan hak ve özgürlükleri temel alınarak bazı kararlar alınmalı.

**ÖMER GÜLEÇ: "Yerinde olacak ama..."**

Yerinde olacak. Kendi ülkemizde çeşitli gruplar var, kendi lisanlarını konuşan. Bu nedenle Kürdoloji kurulabilir. Ama bir bayrak altında yaşadıkları unutulmamalı.

İSLAM ANSİKLOPEDİSİ  
"KÜRTLER" MADDESİ



**ŞÜKRAN GÜNGÖR: "Siyasi olmaya-  
caksa, kurulsun"**

Siyasal bir mahiyet taşıyorsa fayda var. Siyasi olmayacaksa Kürdoloji Enstitüsü kurulsun.



NAZLI ILICAK  
Ne çektiysek askeri darbelerden

**NAZLI ILICAK: "Kürtlere haksızlık, askerî rejimler yüzünden"**

Kürtlerin bir dili, kültürü olduğunu inkar etmiyorum. Türklerle birlikte bu ülkenin sahipleri onlar. Mazide, düşmana karşı omuz omuza çarpıştılar Türklerle. Bir takım haksızlıklara uğruyorlar. Güvenlik kuvvetlerinin yanlış muameleleri gibi... Sık sık askeri rejimlere gidildiği için, Kürtlere de baskı bu yüzden oluyor. Ama 12 Eylül sadece Kürtlere yapılmadı. Zincirbozan örneği. Kürtlere bir haksızlık yapıyorsa giderilmesi lazım. Ama Türkiye'yi federatif ülkeye ya da Kürt milliyetçiliğini ön plana çıkararak değil.

MİNORSKI  
Kürtlerle ilgili çalışması MEB'nin  
İslam Ansiklopedisi'nde çıktı.



**ERCAN KARAKAŞ: "Herkes kendi diliyle"**

Çizilen politika çerçevesinde olumlu. Herkesin kendi diliyle özgürce konuşmasını, öğrenim yapmasını istiyoruz ve bunun Türkiye'nin güvenliğiyle ilgisi yoktur. Tersine baskıyla değil, sorunların hoşgörüsü ve anlayışla çözümlenebileceğini dünya deneyimleri göstermektedir.



YILDIZ KENTER MUHABİRİMİZLE  
Kültürlerin kaybolması "hüzün veriyor"

**YILDIZ KENTER: "Kültürlerin kaybolması insana hüzün veriyor"**

Kültürlerle ilgili kürsüler kurulmasından yanayım. İbik örneği. Belli kişilerce kullanılıyor. Kültürlerin korunmasından yanayım. Kültürlerin kaybolması, insana hüzün veriyor. Benim açımdan tüm kültürler için geçerlidir.

**NAZIF KOCAYUSUFPAŞAOĞLU: "Bilimsel olarak"**

Üniversitemizin bu konuyu bilimsel olarak araştırma ve incelemesine taraftarım.

**MUSTAFA ÖZYÜREK: "Billime saygı duyuyorsak..."**

Bütün sorunların bilimsel düzeyde incelenmesinde yarar vardır. Bu konuya da yasakçı, tabucu tutumla değil, bilimsel yaklaşılmalıdır. Kürdoloji Enstitüsü'nde bir sakınca görmüyorum. Evet diyorum. Çünkü yararlı olacağı inancındayım. Bir propaganda amacıyla değil, bilime duyduğum saygıdan dolayı.

**MUNZİR PEKGÜLEÇ: "Olumlu"**

Bu tür demokratik gelişimleri Türkiye açısından olumlu görüyorum.

**MUKBİL ZIRTILOĞLU: "Olağan"**

Etnik konularda akademik çalışmalar yapılması, çağımızda doğaldır. Olağan buluyorum öneriyi bu nedenle. Partimin görüşü de bu doğrultudadır. Sayın Ecevit, bu konuya sıkça değinmiştir geçmişte.

**KURULSUN DİYENLER**

Tekin Akın (Petrol-İş Genel Sekreteri)  
 Orhan Aldıkaçtı (Anayasa Prof. Danışma Meclisi Anayasa Komisyonu Başkanı)  
 Ali Alpaslan (İstanbul Ü. Türokoloji Kürsüsü Profesörü)  
 Musa Anter (Kürt alfabesi derleyicisi)  
 Mustafa Birçek (SP İstanbul İl Başkanı)  
 Cevat Çapan (Öğretim üyesi, şair, çevirmen)  
 Süleyman Demirel (DYP Genel Başkanı)  
 Abdurrahman Dilipak (Yazar)  
 Gıyasettin Emre (1954-60 DP Muş Milletvekili)  
 Fatma Girik (Sinema sanatçısı, Şişli Belediye Başkanı)  
 Ömer Güleş (Tek Gıda-İş Genel Başkanı)  
 Şükran Güngör (Tiyatro sanatçısı)  
 Nazlı Ilıcak (Gazeteci)  
 Ferit İlsever (SP Genel Başkanı)  
 Erdal İnönü (SHP Genel Başkanı)  
 Ercan Karakaş (SHP İstanbul feshedilen İl Başkanı)  
 Yıldız Kenter (Tiyatro sanatçısı)  
 Nazif Kocayusufpaşaoğlu (Eski Hazine Genel Müdürü ve DYP Genel Başkan Yardımcısı)  
 Mustafa Özyürek (SHP İstanbul İl Başkanı)  
 Munzır Pekgüleç (Deri-İş Genel Başkan Vekili)  
 Mukbil Zırtıoğlu (DSP İstanbul İl Başkanı)

**BELİRSİZLER**

KRİTON CURI: "Çevrecinin ihtisas sahası dışında"  
 Siz bu konuyu sormamış olun, ben de yanıtlamamış... Konu çok hassas. Yanıt vermem, bir çevrecinin kendi ihtisas sahasından çıkması olur.  
 MEHMET ÇAVUŞ: "Kürtlerle ilgilenemedim"  
 Kürtlerle ilgilenme fırsatı bulamadım. Bu nedenle bir cevap veremeyeceğim.  
 NEZİH DEMİRKENT: "Hiçbir fikrim yok"  
 Türk ve Kürt halkları uzun yıllar bir arada yaşadı. Yanlışlıklar yapılsa da ayırıcı davranışlara karşıyım. Enstitü olur, özerk olur hiçbir fikrim yok.

**BELİRSİZLER**

Kriton Curi (Boğaziçi Ü. Öğretim Üyesi, çevreci)  
 Mehmet Çavuş (Balkan Türkleri Dayanışma Derneği Başkanı)  
 Nezih Demirkent (İstanbul Gazeteciler Cemiyeti Başkanı)  
 Cem'i Demiroğlu (İstanbul Ü. Rektörü, Prof.)  
 Oktay Ekşi (Basın Konseyi Başkanı)  
 Muharrem Ergin (İstanbul Ü. Türokoloji Kürsüsü Başkanı, Prof.)  
 Fikri Gültekin (İstanbul Diyanet İşleri Müdür vekili)  
 Aydın Gün (İstanbul Kültür Vakfı Genel Başkanı)  
 Gencay Gürün (İstanbul Şehir Tiyatroları Müdürü)  
 Altan Kavak (ANAP Genel Başkan Yard., İstanbul milletvekili)  
 Birol Kızıltan (DGM Başsavcısı)  
 Ali Koçman (Sanayici)  
 Eymen Topbaş (ANAP İstanbul İl Başkanı)  
 Hilmi Yavuz (Şair, Anakent Belediyesi Sanat Danışmanı)  
 Namık Kemal Zeybek (Kültür Bakanı)

CEM'İ DEMİROĞLU: "Ne ilgim var?"  
 Bu konuyla ne ilgim var?  
 OKTAY EKŞİ: "İlgi alanımın dışında"  
 Üzerinde görüş ürettiğim bir konu değil. Genel yapım, insanların kültür değerlerine saygıdan yanayım ama, ilgi alanım olmadığından ne söyleyebilirim?  
 MUHARREM ERGİN: "Görüş belirtmeyeceğim"  
 Olumlu ya da olumsuz hiçbir görüş belirtmeyeceğim.  
 AYDIN GÜN: "Sempozyumu izleyemedim"  
 Sunulan bildirilerin içeriğini de bilmiyorum.  
 FIKRİ GÜLTEKİN: "Bize düşmez"  
 Devlet, planlar. Yapılır ya da yapılmaz. Müspet, menfi bizi ilgilendirmez. Diyanet İşlerine fikir belirtmek düşmez.  
 GENCAY GÜRÜN: "Devlet memuruyum"  
 Böyle bir soruya cevap veremem. Devlet memuruyum. Mazur görün.  
 ALTAN KAVAK: "Üniversite isterse kurar"  
 Böyle bir enstitüye ihtiyaç olup olmadığına karar üniversiteler verir, onlar bunu değerlendirir. Bu poli-

**HAYIR DİYENLER**

Esin Afşar (Sanatçı)  
 Oğuzhan Asiltürk (RP Genel Sekreteri)  
 Recep Taip Erdoğan (RP İstanbul İl Başkanı)  
 Faruk Güventürk (Em.Korg.)  
 İlhan Kayan (İTÜ Rektörü, Prof.)  
 Orhan Keçeli (DYP İstanbul İl Başkanı)  
 Ahmet Zeki Okçuoğlu (Avukat)

tikacının ilgileneceği bir konu olmasa gerek diye düşünüyorum. Bu konuda yasal bir engel var mı, yok mu bunu incelemek lazım. Aykırıysa elbetteki böyle bir şey olmaz. Ama aykırılık yoksa ve üniversite buna karar verdiyse, ilmi bir şey olarak araştırılacak bir konu olduğunu düşünüyorsan yapar.

BIROL KIZILTAN: "657 sayılı Yasa olmasa"

Bizim mesaj vermek görevimiz değil. 657 sayılı Yasanın gereği olarak.

ALİ KOÇMAN: "Hassas konu"

Hiçbir şey söylemek istemem. Hassas konu.

EYMEN TOPBAŞ: "Hükümet meselesi"

Bu işler hükümetin meselesidir.

HİLMİ YAVUZ: "Devlet memuruyum"

Ben devlet memuruyum. Affedin.

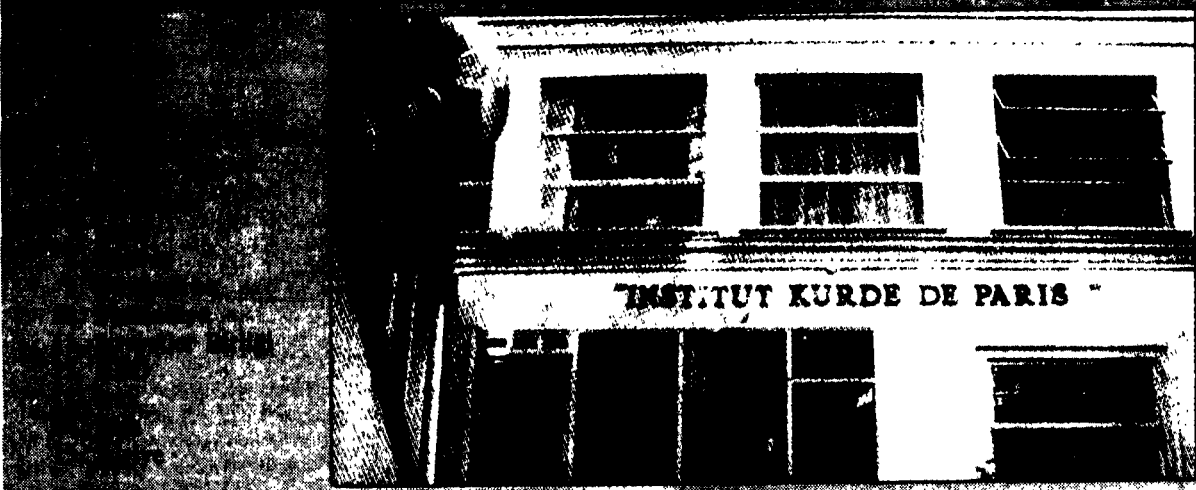
NAMIK KEMAL ZEYBEK: "Başka konuları..."

Başka konularda konuşalım.

*Kürdün özgün kültür ve folklorü yaşamın her alanına ve nesnesine yansıyor*



UNIVERSİTELERİNDE KURDOLOJİ ENSTİTUSU YA DA KURSUSU BULUNAN ÜLKELER:



PARIS KÜRT ENSTİTÜSÜ Ankara Kürt Enstitüsü'ne misafir

## "HAYIR" DİYENLER

### ESİN AFŞAR: "Sorunları artırır"

Ben ırkçı değilim. Yanlış anlaşıl-  
mak istemiyorum ama, Kürdoloji  
önerisi bana ters geldi. Sorunları  
çözmek yerine, daha da artırır gibi  
geliyor.

### OĞUZHAN ASILTÜRK: "Böler, parça- lar"

Bir dilin okutulması başka şey-  
dir. Türkoloji, Kürdoloji diye enst-  
itülerin kurulması başka şeydir.  
Mesela bütün Batı ülkelerinde Şar-  
kiyat enstitüleri var. Buralarda belli  
eğitimler yapılıp, ilgili ülkelerin dil-  
leri sadece ele alınmış olmuyor. On-  
ların etnik bölünmelerini sağlayacak  
her türlü mesele de gündeme getiri-  
yor. Yoksa bir lisanın öğrenilme-  
si ayrı bir şeydir. Hatta konuşulma-  
sı ayrı bir şeydir. Bunu bir enstitü  
olarak ele aldığınız zaman mesela  
bir Türkoloji, bir Kürdoloji Enst-  
itüsü olarak ele alındığı zaman baş-  
ka şeyler yapmış oluyorsunuz. Ta-  
bii bunları böyle yapmak isteyenler  
de var. Ancak biz bunun faydalı ol-  
madığına kaniyiz. Biz Doğu'da ya-  
şayan bu dili konuşan insanlarla  
kardeş olduğumuzu biliyor ve kabul  
ediyoruz. Bu insanlarla ayrılığımı-  
za sebep olacak şeyleri değil, bera-  
berliğimize vesile olacak şeyleri or-  
taya koymak istiyoruz.

### RECEP TAİP ERDOĞAN: "Ardından Lazoloji, Çerkezoloji gelir"

Genel manada Kürdoloji Enstitü-  
sü, ardından Lazoloji'yi, Çerkezo-  
loji'yi getirir. Bunu, bu öneriyi su-  
nanlara sormak lazım. Kavmi yapı-  
lanmaya çirkin tablolar eklenecek-

tir. Temiz emellerin yattığına inan-  
mıyorum. Genel kültür olayında,  
etnik gruplara da yer vermek lazım  
ama, ülke bütünlüğü gözden kaçı-  
rılmadan.

### FARUK GÜVENTÜRK: "Gidip Kürdis- tan'da kursunlar"

Çok kritik o taraf. Bu hengame-  
de görüş belirtmem uygun değil. İyice  
karıştı o taraf. Barzani istiklal-  
den söz ediyor. Kürdolojiye ne lü-  
zum var? Gidip Kürdistan'da kur-  
sunlar.

### PROF. İLHAN KAYAN: "Kürt yok ki..."

Bizim üniversitemiz mühendislik  
eğitimi veriyor. Türkoloji Kürsüsü  
bile yok. Kişisel düşüncemi sorarsa-  
nız. Kürt milletinin varlığı inancın-  
da değilim. Onlar da Ortaasya'dan  
gelip yerleşen bir Türk boyudur.  
Gelenekte, kültürde, diyalekte ayrı-  
lıkları var. Zamanında farklı mua-  
meleler gördüler ama, Türk-Kürt  
ayırımı yapılması şart değil. Bu ne-  
denle de bir Kürdoloji Enstitüsü ya  
da Kürsüsüne gerek görmüyorum.

### ORHAN KEÇELİ: "Bir devlet daha mı çıkarsın?"

Lazlara bir sorayım. Ben Lazım  
çünkü. Lazlar da kendi dillerini ge-  
liştirsinler. Karadeniz Teknik Üni-  
versitesi'nde Lazoloji Kürsüsü için.  
Ben Kürdoloji meselesini yanlış bu-  
luyorum. Zaten Osmanlının sırtın-  
dan 16 devlet çıkmış. Bir daha mı  
çıkarsın? Ben tarafta değilim.

### AHMET ZEKİ OKÇUOĞLU: "Türkler ırk- çılık histerisinden kurtarılmadıkça"

Türkiye'de her ne kadar Kürtle-  
rin adını ağıza almak yasaksa da,  
Türk yönetimi sıkıntısını yaşadığı

bu sorunla her zaman yakından il-  
gilenmiştir. Bu çalışmalar esas ola-  
rak devletin güvenlik örgütünün  
bünyesinde ve onun sıkı denetimi al-  
tındaki "Doğu"daki üniversitelerin  
bazı birimleri vasıtasıyla yürütül-  
müştür. Bu çalışmaları "MİT-Kür-  
doloji"si olarak adlandırmak hiç de  
yanlış olmaz. Bu çalışmalar  
1960'dan sonra 27 Mayıs yönetimi-  
nin aldığı bir kararla "Türk Kültü-  
rünü Araştırma Enstitüsü" adı al-  
tında legal olarak da kurumlaştırıldı.  
Bu kuruluşun yaptığı yayınların  
büyük bir çoğunluğu Kürtlerle ilgi-  
lidir.

Türkiye'deki bu resmî Kürdolo-  
ji'nin yanında bir alternatif-  
Kürdoloji de bulunmaktadır. Bu  
Kürdoloji İsmail Beşikçi'nin tek ba-  
şına temsil ettiği bir etkinliktir. Sa-  
yın Beşikçi alternatif-Kürdolojiyi  
geliştirmenin bedelini bugüne kadar  
ağır bir biçimde ödedi.

Türkiye'de Kürdoloji konusunda  
bir boşluk bulunduğu inancında de-  
ğilim. Bir resmî, diğeri de gayri res-  
mî olmak üzere iki Kürdoloji var.  
Kürtlerle ilgili resmî tutum sürdü-  
rildükçe, bunun değişmesi de müm-  
kün değil. Bu durumda yapılacak  
şey, bu ikisinden birine dahil ol-  
maktır.

Bence Türk aydınlarının yapma-  
sı gereken asıl görev, şu Türkoloji-  
ye bir çeki düzen vermek olmalıdır.  
Türk toplumu ırkçılık histerisinden  
kurtarılmadıkça, ne Kürt sorunu-  
nun çözümlenmesi, ne de bu yolda  
bir adım olarak Kürdoloji'nin ku-  
rulması mümkün olabilir. Hem bu  
iş gerçek sahiplerine bırakmak çok  
daha uygun bir tutum olacaktır.

# Sürgünler:

## Yılmayacağız

**Eski Siirt SHP İl Başkanı Avukat Zübeyr Aydar ile SHP'nin eski yöneticilerinden Mehmet Ali Sevilgen, "Biz burada kahramanlık yapmadık. Yasaları, hukuku bildiğimiz için insanlarımızın sorunlarına yardımcı olmaya çalıştık. Bu bölgede hukuktan nasibini almamış yöneticiler, okuyan, sorunlara ilgi duyan herkese düşman. Köylünün sorunlarıyla ilgilendik, intikamını böyle aldılar" diyorlar.**

### CENGİZ MUMAY

**SIİRT** — Zübeyr Aydar, üç yılını avukatlık yaparak geçirdiği Siirt'te 2 Eylül 1989 günü de yine bir başka "insan hakları ihlali iddiasıyla" uğraşıyordu. O gün kendisine gelen Göçer Aşiret'i'nin önde gelenleri, asker baskısı altında olduklarını, korucuların koyunlarını gaspettiklerini anlatmışlardı. İşin peşine her zamanki heyecanıyla yüklenmişti. Kendisi de Pervari ili olduğu için yıllarca aynı yaylalar da, çadırlarda konakladığı bu insanların sorunlarını çözmeye çalışıyordu.

Zübeyr Aydar, askerlik görevini tamamladığı zaman askeri mahkemede "saver"ydi. Vatani görevini de tamamlamış, artık "tektalkın" dediği "yöre insanıyla birlikte olmak" için Siirt'e yerleşmişti. Yıl 1986'dı. Aydar'a özellikle SHP kanadından birçok insan yardımıcı olmuş, yazıhanesini döşemiş, avukatlığa başlamasını sağlamıştı. İşyeri bir "insan hakları bürosu" olmuştu neredeyse. Yenimahalle Karakolu'ndan sürgün kâğıdını aldıktan yarım saat sonra Zübeyr Aydar'ın evindeydi. Kendi deyişle evinde o andaki hava "her zamanki gibi"ydi.

"Neler hissediyorsunuz" diye sorduk:

"Biz burada kahramanlık yapmadık. Yasaları, hukuku bildiğimiz için insanlarımızın sorunlarına yardımcı olmaya çalıştık sadece. Ama bakıyorum ki bu işten, devlet adına görev yaptıklarımızı öne süren bazı kişiler rahatsız oldu. Bizim amacımız bu rahatsız olan kişilerin de sıkıntısını gidermekti. Öyle ya, polise işkenceli deniyorsa, askere katil deniyorsa bu açığa çıksın. Açığa çıkın ki tüm polis teşkilatı, tüm askeri birlikler töhmet altında kalmaktan kurtulsun."

Zübeyr Aydar'ın genç eşi Evrin Aydar, eşinin Siirt'e yerleşme kararını alması üzerine İstanbul TARY'deki görevinden "düşünmeden" ayrılmış. Mesleği muhaberebecilik. Oğlu Ozan'ı burada doğurmuş. Doğum sonrası amacı serbest muhaberecilik yapmak olmuş. Ancak "yöre şartları yüzünden olacak" diyor, kadın muhaberebeciye "bir-iki esnaftan başka defter veren olmadı."

Doğulu değil, ama eşinin ilgilendiği sorunları görünce o da ilgisi duymadan edememiş. İlk etapta amatör olarak bir şeyler yazıp çizdikirmiş. "Baktın olmuyor" şek-

Cumhuriyet  
5. 9. 1989

İNSTITUT KURDE



2. sürgün — Aynı apartmanı paylaştığı Zübeyr Aydar'dan sonra 2. sürgün sanımı kazanan Mehmet Ali Sevilgen beş çocuğu ve eşiyle.

meveceğim. Zübeyr'in bürosunu kullanacağım. Gelen herkesle görüşeceğim. Gazeteciliğimi sürdürüp alıp ezilen, öldürülen insanlarını davalarını dışarıdan yürütmesini sağlayacağım. Bu işlere uğraşmam. Yoksa Osman Esendemir gibi onun da sonu kursun olur" gibi tehdit yağdırırlar. Buradan sürgünü sağlayan tüm yetkililere sesleniyorum. Avaktayız. Buradan ancak sırtımıza silah dayanırsa kaçacağız. Direneceğiz, çünkü 'yaşamak direnmektir' sözüne inamıyoruz."

2 Eylül gecesi "sürgün kâğıdı" alan Zübeyr Aydar'dan sonra "ikinci sürgün" sanımı kazanan Mehmet Ali Sevilgen, Aydar ailesiyle aynı apartmanı paylaşıyor.

Evleri Emniyet Müdürlüğü'nün hemen karşısında. Sürekli göz hapsinde olduklarını belirtiyorlar.

**Defalarca gözaltı**

Mehmet Ali Sevilgen, çocukları ve kardeşi Şükür Sevilgen ile defalarca gözaltına alınmış.

On iki çocuğunun bir bölümü köyde arkadaşlarının yanında çömbelik yapıyor. Diğerleri Siirt'teki evinde. Gözaltına alınmaktan, dayanaksız suçlamaları kabul etmediği için görüldü işkencelerden yıldıgını belirtiyor ve "sürgün" edilmeseydi atacağı önlemleri şöyle açıklıyor:

"Uç yıldır beni kuşun gözaltına alıyorlar. En az otuz gün. Yani bu bölgede gözaltı kaç gün uzatılıyorsa onu kullanıyorlar. Ben ki-

sa girmeden Siirt'i terk edeceğim. Çünkü kışın hücreler soğuk. Artık buna gerek kalmadı. Kışın Ba-tının sıcak bir yerinde geçireceğim."

Mehmet Ali Sevilgen, sürgünün gerekçesini şöyle tahmin ediyor: "Bu bölgede hukuktan nasibini almamış yöneticiler, okuyan, sorunlara ilgi duyan herkese düşman. Benim okuma yazmam zor. Okur yazar belgem var sadece. Ama BBC dinliyorum. Cumhuriyet ve haftalık haber dergilerini okuyorum. İşte buna tahmin edemiyorlar. Zübeyr ile birlikte SHP yönetiminde bulduğum zaman, ikinci başkanlık yaptım. Köylünün tüm sorunlarıyla ilgilendik. Bunun intikamını şimdi alıyorlar."



Cumhuriyet  
6.9.1989

Baykal'dan sert tepki:

# Sürgün utanç verici

**Sürgünün ilk kurbanları Zübeyr Aydar ve M.Ali Sevilgen yöreyi terk etti. SHP Genel Sekreteri Baykal, "Karar utanç verici" dedi. ANAP'lı Kemal Birlik, "Sürgün ülkeye zarar getirir" derken, SHP'li Genç, "Bu faşizmdir" diye konuştu.**

**DİYARBAKIR / ADANA (Cumhuriyet) —** "Kamu düzenini bozdukları" gerekçesiyle Olağanüstü Hal Bölgesi sınırları içerisindeki 11 ilden sürgün edilen SHP Siirt eski İl Başkanı Avukat Zübeyr Aydar ile SHP eski yöneticilerinden Mehmet Ali Sevilgen, önceki gün Siirt ve Diyarbakır'dan alkışlarla uğurlandı. Ankara'ya giden Aydar ve Sevilgen, otogarda yaptıkları konuşmalarda "Kasaplar Deresini ortaya çıkarmakla, işkencelere karşı çıkmakla kamu düzeni bozuluyorsa biz onu bozduk" dediler.

"Güneydoğu'da yeni dönem" olarak nitelenen "sürgün" uygulamasının başlamasından sonra Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu ile Siirt Valisi Atilla Koş, Ankara'ya gitti. Uluslararası Af Örgütü, konuyu incelemeye alırken, SHP

MYK'nın önceki günü yapılan toplantısında sürgün olayı tartışıldı. SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal, "Bu karar utanç vericidir. İlk bir karardır" derken Genel Başkan Erdal İnönü de sürgün edilen partililerin yasal haklarını aramalarını istedi. Toplantıda sürgün konusuyla ilgili Başbakan ve bakanlar da dâhil olmak üzere gerekli temaslarda bulunması için Deniz Baykal'a tam yetki verilirken, MYK üyesi Ali Dinçer'in bölgede incelemelerde bulunması kararlaştırıldı.

## Af Örgütü inceliyor

Merkezi Londra'da bulunan Uluslararası Af Örgütü (Amnesty International) Olağanüstü Hal Bölgesi'ndeki sürgünlerle ilgili incelemeye başladı. Konuyla ilgili olarak Cumhuriyet'in sorularını yanıtlayan Uluslararası Af Örgütü Türkiye Masası Sorumlusu Helmut Oberdiek, "Yetkili kurullar tüzüğü incelemeye aldı. Sanıyorum yarın (bugün) bir karar vereceğiz. O insanlar için ne yapabiliriz, bunu araştırıyoruz. Bu olayın insan hakları ihlali olduğundan kuşquamuz yok. Aralarında avukatın da olması içeride ve dışarıdaki birçok insanı savunmasız durumda bırakacaktır" dedi.

## Tepkiler

"Sürgün olayı" üzerine Cumhuriyet'in sorularını yanıtlayan milletvekilleri, Türkiye Barolar Birliği, Türk Hukuk Kurumu ve İnsan Hakları Derneği sürgün olayına tepki gösterdiler.

**Kemal Birlik (ANAP Siirt Milletvekili):** Uygulama çözüm sanilmasın. Ülkeye zarar getirir. Sürgünle insanların düşünceleri değiştiiremez.

**Ahmet Türk (SHP Mardin Mil-**

letvekili): Türkiye'de demokrasi olmadığının en somut göstergesi. Barışın konuşulduğu 21. yüzyıl dünyasında utanç verici bir uygulamadır.

**Orhan Veli Yıldırım (SHP Tunceli Milletvekili):** Yüzkarası. Demokratları barındırmamayı amaçlıyorlar. Biz Ceza Yasası'ndan bile sürgünleri kaldırmaya uğraşırken, idarenin keyfi sürgünü oluyor. Doğu insanlarına şüpheli gözle bakılıyor.

**Kamer Genç (SHP Tunceli Milletvekili):** İnsanları yurdundan ediyorlar. Bu ilkel devletlerde olur. Bu faşizmdir.

**Adnan Ekmen (SHP Mardin Milletvekili):** Tepkimiz sert olacak.

**Türkiye Barolar Birliği Başkanı Önder Sav,** uygulamayı eleştirerek "Yasaların ve mevzuatın verdiği hak ve yetkidir görüntüsü altında bu tür uygulamalar, demokratik hukuk devleti ilkesi, hukukun üstünlüğü kavramı, adalet duygusu, insan hak ve özgürlükleri ile bağdaşmaz" dedi.

**Türk Hukuk Kurumu Başkanı Muammer Aksoy,** sürgün uygulamasının kişilerin işleyecekleri suçlardan ötürü haklarında ceza davası açma olanağı mevcut iken bu yola gidilmeyerek adeta "kanunsuz suç olmaz, kanunsuz ceza olmaz" ilkesinin çiğnenmesi niteliğinde olduğunu belirtti.

**İnsan Hakları Derneği Genel Başkanı Avukat Nevzat Helvacı,** sürgün uygulamasının, henüz demokrasiden ve özgürlüklerden ne kadar uzak olduğumuzu gösterdiğini belirterek "Bu uygulamanın dayandırıldığı yasa hükümleri, antidemokratiktir ve hukukun evrensel kurallarına aykırıdır. Hukuk dışı yollarla hukuksal sonuçlara varılmaz. Devlet, hukuk içinde kalmak zorundadır" dedi.

Tercüman

9.9.1989

## SHP'den Kürtçe yayına yeşil ışık

**ANKARA, (A.A)-** SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Türkçe'den başka dillerde yapılacak yayınlar hakkındaki kanunun yürürlükten kaldırılmasını öngören bir kanun teklifi verdi.

### "Kanun billme aykırı"

İnönü, kanun teklifinin gerekçesinde, hiç kimsenin biyolojik olarak belirli bir dili öğrenme ve konuşma yeteneğine sahip olarak doğmadığını, insanların hangi dili öğreneceklerinin içinde yaşadıkları aile ya da çevreye bağlı olduğunu belirterek, şunları kaydetti:

"Halen yürürlükte bulunan 2932 sayılı yasa bu ne-

denle billme aykırıdır. Çünkü yasanın 3. maddesinde, 'Türk vatandaşlarının ana dili Türkçe'dir' denilmektedir. Oysa Türk vatandaşlarının resmî dili Türkçe'dir."

İnönü, teklifin gerekçesinde sözkonusu kanunun ülkemizin ve çağımızın gereklerine uymadığını da kaydederek, "Dünya uluslarının birçoğu ve ülkemiz resmî dillerinin dışında ana dilleriyle de konuşan yurttaşlara sahiptirler. Çünkü ana dil, resmî dilin dışında ayrı bir realitedir" dedi.

Otoriter ve totaliter ülkelerde dahi resmî dilden ayrı bir dili konuşmanın suç sayılmadığını bildiren İnönü, "2932 sayılı kanun, ulusumuzu dünya ulusları içerisinde küçük düşürmekte olup yürürlükten kaldırılmadır" görüşünü savundu.

### "Bölge dışına çıkartma kalksın"

SHP Edirne milletvekili Erdal Kalkan da, 2935 sayılı Olağanüstü Hal Kanunu'nun "kamu düzeni açısından sakıncalı görülenlerin bölge dışına çıkartılmasını" öngören fıkrasının iptaline ilişkin bir kanun teklifi verdi.



Cumhuriyet

20. 9. 1989

PKK'lı diye öldürülenlerin yakınları kaymakamlığa yürüdü, polis ateş açtı: 5 yaralı, 80 gözaltı

# Silopi rezaleti

**Üç gün önce öldürülen ve PKK'lı oldukları açıklanan 9 kişiden 6'sının masum vatandaşlar olduğunu öne süren kalabalık bir köylü grubu Silopi Kaymakamlığı önünde toplanarak "çocuklarımızın katilleri cezalandırılсын" diye bağırarak kaymakamla görüşmek istediler.**

**50 kişilik özel polis timi halkı dipçikleyerek dağıtmaya çalıştı ve havaya ateş açtı. İki yurttaş yaralandı. Olayı görüntülemeye çalışan Hürriyet ve Milliyet gazetelerinin 3 muhabiri güvenlik güçlerince dövüldü, ayaklarına doğru kurşun sıkıldı ve filmleri ellerinden alındı.**

## CENGİZ MUMAY

**SİLOPİ** — Öldürülen 9 kişiden altısının PKK'lı değil, masum köylü olduğunu öne süren Derebaşı köylüleri, "çocuklarımızın katillerinin bulunması" amacıyla dün kaymakamlık binasının bastılar. Özel timin dipçiklerle halkı dağıtması üzerine karışıklık çıkınca güvenlik güçlerince havaya ateş açıldı. Bir saat süren olaylar sonucunda 3'ü gazeteci, 5 kişi yaralandı. Özel time bağlı polisler, çoğu yakıncı köylüler olmak üzere aralarında üç gazetecinin de bulunduğu seksen kişiyi gözaltına aldılar. Bunlardan 43'ü bir süre sonra serbest bırakıldı.

Köylüler, savcılığa yaptıkları başvuruda, yakınlarının sırtlarından ve aynı hizadan vurularak öldürüldüklerini öne sürerek otopsi yapılmasını istediler.

Silopi'ye gelen SHP heyeti çıkan olaylar üzerine Mardin Vali Vekili Mehmet Aslan ile tartıştı, Vali Vekili'nin Kaymakamlık binası baskınına SHP Silopi İlçe Başkanının organize ettiğini öne sürmesi üzerine SHP'li heyet tepki gösterdi, Emniyet Müdürünün araya girmesi üzerine tartışma son buldu.

SHP Mardin Milletvekili Adnan Ekmen, SHP heyetinin gezisi öncesinde çıkarılan olayları "polis provokasyonu" olarak tanımladı ve "Doğu'da ölüm mangası kurulmuştur. Türkiye'yi, Şili'ye, El Salvador'a benzetmek isteyen güvenlik güçleri vardır" dedi. Olaylardan önce Derebaşı köylüleri, altı gencin katili olduklarını öne sürdükleri güvenlik güçlerinin cezalandırılması için Cumhuriyet Savcılığı'na başvurular. Köylülerin avukatı Abdurrahman Demir, "Bu bir katliamdır, peşini bırakmayacağız" dedi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği tarafından "9 PKK'lı ölü geçirildi" şeklinde yapılan açıklamalardan sonra olayın gerçek olmadığını, ölenlerden altısının masum köylü olduğunu öne süren köylüler, dün sabah Silopi Cumhuriyet Savcılığı'na şikâyetle bulundular.

SHP Silopi İlçe Başkanı Adnan Kaynalp'ten alınan bilgiye göre köylüler, dün savcılığa yaptıkları

rı başvuruda PKK zanlısı olarak güvenlik güçlerince vurulduğunu iddia ettikleri yakınlarının, sırtlarından ve aynı hizadan yapılan atışlarla öldürüldüğünü bildirdiler. Bu yüzden otopsi istemiyle savcılığa başvuran köylülerin, bu isteminin çıkan olaylar üzerine nasıl sonuçlandığı konusunda bilgi alınmadı. Öldürülen 6 kişinin cesedi üzerinde otopsi yapıldığı ve olaylar nedeniyle mezarlık görevlilerince toprağa verildiği öğrenildi. Köylüler, savcılığa verdikleri dilekçelerinde, "Güvenlik güçleri gece 02.00 sıralarında üç PKK militanını öldürdü. Ardından iki çobanımız gözaltına alındı. Dört gencimiz de topladıkları sebzele ri satmak için Silopi'ye giderken güvenlik güçlerince 'Bize olay yerini gösterin' diye götürüldüler. Daha sonra Fevzi Beyan, Sadun Beyan, Abbas Çiğdem, Reşit Eren, Münir Aydın ve Üzeyir Erik adlı çocuklarımızın öldüğünü duyurdular. Çocuklarımız televizyoda PKK'lı diye tanıtıldı. Çocuklarımızın kanına giren güvenlik güçlerinin cezalandırılmasını istiyoruz. Masum köylüyü katledenlerden hesap sorulmalıdır" dediler.

Köylülerin avukatı Abdurrahman Demir, daha sonra Silopi Cumhuriyet Savcısı ile görüştü. Demir, görüşmeyle ilgili olarak yaptığı açıklamada "Sayın savcıya bu işin takipçisi olduğumuzu ve kapatılmaması gerektiğini söyledik. Hesap mutlaka sorulacaktır. Olayın üzerinde duruyoruz. Artık bu olay kamuoyuna mal oldu. Bu bir katliamdır. Sonuç alana kadar mücadele edeceğiz. Herkes bize yardımcı olsun" dedi.

## Olaylar

Köylüler daha sonra hükümet konağına giderek, "Kaymakamla görüşmek istiyoruz. Çocuklarımızın katilleri cezalandırılсын" diye bağırıyorlar. İlçe halkının da katılımıyla kalabalık bir topluluk saat 10.00 sıralarında hükümet

konağı önünde toplandı. Kaymakam Şükrü Yıldız kaymakamlığın önüne çıkıp "Ne istiyorsunuz?" diye bağırdı. Bu sırada 80 kişi kadar oldukları gözlenen özel time ait polisler, hükümet konağı bahçesine girerek halkı dipçiklemeye başladılar. Dağılmamakta direnen halkın hükümet konağından ayrılmamasını sağlamak amacıyla havaya ateş açıldı. Kurşunlardan isabet alan Ruşen Bilgiç adlı bir kız çocuğu ile kimliği belirlenemeyen bir yurttaş, omuzlarından ve kollarından yaralandılar. Halk, kurşunlara taşla karşılık verdi. Özel tim polisleri, bu sırada olayları görüntülemeye çalışan Hürriyet Haber Ajansı muhabiri Faruk Bahkçı ve Milliyet Gazetesi muhabirleri Namık Durukan ile Ahmet Kurt'u, "Siz de PKK'lısınız. Filmlerinizi verin" diyerek tekmelemeye başladılar. Bu sırada 50 kadar köylüyle birlikte gazetecilerin de gözaltına alındığı ve ayaklarına doğru kurşun sıkıldığı görüldü. Birçok resmi kurum binasının camları kırıldı.

Yaralı gazeteciler, üç saat sonra serbest bırakıldı. Gazeteciler, SHP Mardin Milletvekili Adnan Ekmen'e bir saat süren olayı şöyle anlattılar:

"Polis, zorla filmlerimizi almak istedi. Vermeyince dövdü. Gözaltına aldılar. Bize küfretmeye başladılar. Bu sırada gözaltındaki köylüler de feci bir şekilde dövülüyordu. Üçümüz de yaralandık. Filmlerimizi yaktılar, görev yapmamızı engellediler."

## Olağanüstü toplantı

Yaklaşık bir saat süren olaylar sonrasında Silopi'de geniş güvenlik önlemleri alındı. Kent girişi tutuldu. Şırnak'tan takviye özel tim ve komandolar getirildi. Mardin Vali Vekili Mehmet Aslan ile Mardin Emniyet Müdürü Aydın Genç hemen Silopi'ye geldiler. Kaymakam Şükrü Yıldız, emniyet yetkilileri ve ilçe tabur komutanlığı yetkilileriyle birlikte kayma-

kamlıkta olağanüstü bir toplantı yaptı. Toplantı sırasında gazeteciler hükümet konağına sokulmadı. Halk bir süre evlerinden ve işyerlerinden dışarı çıkamadı.

### SHP'li Ekmen

SHP Mardin Milletvekili Adnan Ekmen, Silopi'deki olayları "SHP heyetinin gezisinden rahatsız olan polislin provokasyonu olarak" tanımladı.

Ekmen ilçe örgütünde olaylarla ilgili bilgi aldıktan sonra gazetecilerin sorularını şöyle yanıtladı:

"Devlet terörü dorukta. Gazeteciler bile dövülerek, gözaltına alınarak susturulmaya çalışılıyor. PKK'lı diye tanımlanıyorsa durum vahimdir. Devletin Güneydoğu'daki olayları yazan basına bile tahammülü kalmamıştır. Heyetimizin gezisi öncesi olan olaylar polislin provokasyonudur. Gazetecilerin üzerine, halkın üzerine korku salmakla hiçbir sorunun çözülmemeyeceğini bilmelidirler. Bölgede kimlerce öldürüldüğü bilinmeyen cesetler bulunuyor. Son

zamanlar bu tür olaylarda artış oldu. Doğu'da ölümler mangaları oluşmuştur. Her gün birileri adresiz kurşunun hedefi oluyor. Güvenlik güçleri PKK diyor, ama halk inanmıyor. Devlet gazeteciler katilleri ortaya çıkarсын. Türkiye bir Şili, bir El Salvador olamaz. Buralara benzetmek isteyen güvenlik güçleri, yanıldıklarını göstermektedir. Bu ülkelerdeki kayıplar, Türkiye'de de uygulamaya konulmaya çalışılıyor.

### Aksu: "Gitsinler, görsünler"

İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu, Mardin'in Silopi ilçesinde güvenlik güçleri tarafından öldürülen ve PKK militanı oldukları açıklanan 9 kişiden 6'sının militan değil köylü olduğu yolunda ki iddialar üzerine SHP'nin bölgeye bir heyet göndermesine tepki gösterdi. ANKA'nın bildirdiğine göre Aksu, "Gitsinler, görsünler bakalım" dedi. Aksu, bu konuda Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nce olayla ilgili açıklama yapıldığını belirterek "Bizim bir

endişemiz yok. Durum ortada, heyet gönderiyorlarmış, gitsinler, görsünler bakalım" diye konuştu.

Olaylar sırasında Hürriyet Gazetesi'nden Faruk Balıkcı, Milliyet Gazetesi'nden Namık Durukan ile Ahmet Kurt'un güvenlik güçlerince önce tartaklanıp, daha sonra da gözaltına alınmaları, Güneydoğu Gazeteciler Cemiyeti'nce kınandı. Cemiyetin açıklamasında güvenlik görevlilerinin kamu hizmeti yapan basın mensuplarına karşı tutumunun basın camiası olarak üzüntüyle karşılandığı belirtilerek "Ülkenin güneydoğusunda bir süredir meydana gelen olayları basın mensupları olarak tarafsızlık ilkesi çerçevesinde kamuoyuna aktarma çabası içerisindeyiz. Silopi'de görevlerimizi yapmak isteyen üç meslektaşımızın güvenlik kuvvetleri tarafından çalışma ortamlarının ortadan kaldırılmasını, basın özgürlüğüne indirilmiş bir darbe olarak görmekteyiz" denildi.

### Yılmaz: Doğruysa hesap sorarız

ANAP Mardin Milletvekili Nurettin Yılmaz, Silopi'deki olayla ilgili olarak gazetecilerin sorularını yanıtlarken, bu konuda hiçbir şey bilmediğini söyledi. Yöreye gidip amaçlarının kendilerine ulaşan bilgilerin sağlık derecesini ve doğruluğunu yerinde incelemek olduğunu kaydeden Yılmaz, olayı görenler ve yaşayanlarla, köy halkı ile temas kurup gerçeği ortaya çıkarmaya çalışacaklarını belirtti. Yılmaz, "Tek kelimeyle bir hâkim sıfatıyla olayın üzerine gitmeyi ve varsa eğer iddia edilen olaylar ve kanıtlar üzerine gitmeyi şeref görevi sayarız" dedi.

Nurettin Yılmaz, iddiaları kanıtlayan bulgular olduğu takdirde şahıs veya parti olarak çok ciddi şekilde üzerine gideceklerini de kaydetti.

İnsanların haksız yere öldürülmeleri halinde hiç kimsenin yanları kurtaramayacağını ve bunun hesabının mutlaka sorulacağını kaydeden Yılmaz, bugün saat 11.00'de yöreye gideceklerini ve akşama Ankara'ya döneceklerini anlattı.

# Silopi'de olaylı cenaze

- Namık DURUKAN
- Hikmet AKSOY
- Ahmet KURT
- SILOPI, (MİL-HA)

MARDİN'in Silopi ilçesine bağlı Derebaşı köyünde terörist sınırlar öldürüldükleri öne sürülen altı köylünün cenazelerini almak için ilçeye gelenlerle birlikte yaklaşık 2 bin kişi sloganlar atarak olayı protesto etti. Hükümet Konağı'na yürüyen topluluk burada bağırarak camları kırdı. Olay yerine gelen özel harekât timleri havaya ateş açarak topluluğu dağıtmak istedi. Hükümet Konağı ile cenazelerin bulunduğu cami, panzerlerin korumasına alındı. Yürüyüşü izleyen Milliyet muhabirleri, güvenlik güçlerinin saldırısına uğradı.

### • 2 BİN KİŞİLİK TOPLULUK

Derebaşı köyünden yaklaşık 100 kişi, cenazeleri almak için dün sabah erken saatlerde Silopi'ye geldiler. Cesetlerin bulunduğu Büyük Cami önünde toplananların sayısı bir anda 2-bini buldu. Bir süre cami çevresinde bekleyen topluluk kısa bir süre sonra Silopi Hükümet Konağı'na doğru yürümeye başladı. Topluluk Hükümet Konağı'na gelince taş ve sopalarla camları kırarken, bir yandan da "Cinayet işleyenleri istiyoruz", "Köylü ve masum vatandaşlar vurulmasın", "Kahrolsun faşizm", "Sesimizi Avrupa'ya duyuracağız", "Hakkımızı arayacağız" diye sloganlar attılar.

Olaylar sürerken, Silopi Kaymakamı göstericileri sükunete davet ederek kısa bir konuşma yaptı. Kaymakam Şükrü Yıldız şunları söyledi:

- PKK'lı diye öldürülen 6 köylünün cenazelerini almak isteyen yüz kişilik topluluk Hükümet Konağı'na yürüdü, camları kırdı
- Olayların büyümesini özel harekât timi havaya ateş açarak önledi

"Ne istediğinizi bilmiyoruz. Neyi istediğinizi bilirsek size yardımcı oluruz. Kanun var. Ne istiyorsanız dilekçeyle bana başvurun. Yasal yollarından hakkınızı arayalım."

Kaymakamın bu konuşmayı yaptığı sırada Silopi'deki esnafın dükkanlarını kapattığı, olay yeri dışındaki sokaklarda kimsenin bulunmadığı, yöre halkının evlerinden çıkmadığı gözlemlendi.

### • ÖZEL TİM ATEŞ AÇIYOR

Silopi'deki olayların gelişmesi üzerine yerel güvenlik güçleri, özel harekât timinden yardım istedi. Hükümet Konağı'nın önüne gelen özel harekât timleri havaya ateş açtı. Açılan ateş sonucu kalabalık dağıldı. Bu arada çok sayıda kişi gözaltına alındı. İlçenin kilit noktalarına özel harekât timleri yerleştirildi. Kente getirilen panzerler, Silopi Hükümet Konağı ile 6 cesedin bulunduğu Büyük Cami çevresinde mevziletti. İlçeye giriş-çıkışlar kontrol altında tutuluyor.

Silopi'deki olayları izleyen gazeteciler, güvenlik kuvvetleri tarafından dipçiklendi. Köyden başlayan ve yaklaşık 2 bin kişi ile devam eden yürüyüşü görüntülemek isteyen Mil-Ha Diyarbakır Bürosu'ndan Namık Durukan, Hikmet Aksoy ile Ahmet Kurt'un fotoğraf makineleri alınarak fotoğraflar çıkarıldı. Daha sonra

karakola götürülen Namık Durukan ve Ahmet Kurt bir süre gözaltında tutuldular.

Olayları görüntülemek isterken güvenlik güçlerince tartaklanan ve bir süre gözaltında tutulan Milliyet muhabirleri Namık Durukan ve Ahmet Kurt, AA'ya şunları anlattılar:

"Aynı aynı yerlerde gözaltına alındık. Bize 'Siz önceden olay çıkacağını biliyor muydunuz ki buraya geldiniz? Nereden biliyordunuz? Neden dolaşıyorsunuz?' şeklinde sorular yönelttiler. Fotoğraf makinelermizi ise saat 14.30 sıralarında geri verdiler. Filmlerimizin bir bölümü yanmıştı. Gömleklerimiz yırtık, makinelerimiz arızalı. Dipçik darbelerinden yürüyemez haldeyiz."

Namık Durukan ve Ahmet Kurt'un ayaklarının dipçiklendiği belirtildi. Hürriyet muhabiri Faruk Balıkcı'nın da fotoğraf makinesindeki filmler alındı ve tartaklandı. Balıkcı bir işyerine sığınarak kurtuldu.

AA'nın haberine göre, Silopi olayları nedeniyle gözaltına alınanların sayısı 50'ye ulaştı.

### • "PKK İLE İLGİMİZ YOK"

Bu arada PKK militanı olduğu gerekçesiyle öldürülen Sadun Beyan'ın babası Cemal Beyan PKK ile hiçbir ilgisinin olmadığını ve oğlunun yok yere öldürüldüğünü iddia etti. Cemal Beyan şunları söyledi:

"Biz olay sabahı saat 07.00

sıralarında köyden şehire gidiyorduk. Köyün çıkışında vurucu tim tarafından durdurulduk. Bizden oğlumla birlikte 6 kişiyi çatışma bölgesine zorla götürdüler. Daha sonra vurulduklarını duyduk. Tek yıldızı görülen bir subayın telsiz konuşmasında 'Onlar 3, bunlar 6 kişi. Tamamlandı' şeklindeki sözlerini duyduk."

Öldürülen 6 köylünün cenazelerinin Silopi Mezarlığı'na toprağa verildiği bildirildi.

### • SHP HEYETİ BÖLGEDE

Olayla ilgili araştırmalarda bulunmak ve olayları yerinde incelemek üzere Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, Mardin Milletvekili Adnan Ekmen, Ankara Milletvekili Tevfik Köçak ve İçel Milletvekili Ekin Dikmen Silopi'de Mardin Emniyet Müdürü ile görüşerek olaylar hakkında bilgi aldılar.

Olayları yerinde incelemek üzere Anavatan Partisi'nden de bir heyetin bölgeye gönderileceği bildirildi.

Gazeteciler Cemiyeti Başkanı Nezih Demirkent yaptığı açıklamada, gazetecilerin özel harekât timince dövülmesinden büyük üzüntü duyduğunu ve olayı kınadığını bildirdi.

Milliyet  
21.9.1989

Cumhuriyet  
23. 9. 1989

# Ve tanık konuştu

*'Derebaşı'nda 9 değil, 3 ceset gördüm'*

**Ölağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu'nun önceki gün sözünü ettiği ve isimleriyle ifadelerinin daha sonra açıklanacağını belirttiği üç tanıktan Hasan Beyan, "Derebaşı'ndaki çatışmadan sonra olay yerinde yalnızca üç ceset gördüm" dedi.**

## CENGİZ MUMAY

**SİLOPI** — Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu'nun önceki günkü basın toplantısında sözünü ettiği ve isimleriyle ifadelerinin "daha sonra" açıklanacağını belirttiği üç tanıktan Hasan Beyan, Derebaşı köyü yakınlarındaki çatışmadan sonra olay yerinde yalnızca üç ceset gördüğünü söyledi. Kılavuzluk yapmadığını, olay yerine aynı köyden Selim Oktay ve Hasan Adıyaman'la birlikte zorla götürüldüklerini söyleyen Beyan, aynı ifadeyi Silopi Savcısı Ulvi Yüksel'e de verdiğini belirtti. Beyan, olay günü saat 10.30'da altı köylünün güvenlik güçerince götürüldü-

ğü yerden silahla tarama sesleri ve roketatar sesine benzeyen gürültüler duyduğunu anlattı.

Hasan Beyan, "Namusum ve şerefim üzerine, iki gözüm kör olsun ki savcılığa verdiğim ifadeyi size de söylüyorum" diyerek tanığı olduğu olayları şöyle anlattı: "Sabah ben aşağı mahalledeydim. Her gün olduğu gibi Derebaşı köyünden bazı köylüler geldi. Bunlar meyvelerini satmaya gidiyorlardı. Bizim evin yanından geçtiler. Evin karşısındaki ağaçlıkta asker onları yakaladı. Arama yaptı. Bunlar öldürülen gençlerdi. Cemalettin Beyan onlarla beraberdi. Tek kolu olmadığı için onu ge- (Arkası Sa. 17, Sü. 3'de)

ri göndermişti askerler. Ne olduğunu sordum, askerin aralarında oğlunun da bulunduğu altı kişiyi götürdüğünü söyledi. O sırada askeri birlik ikiye ayrıldı, bir bölüme köylüleri yanlarına alarak aşağı doğru indiler. Askerlerin diğer bölümü eve doğru geldiler. Evde oturuyorduk, bize kalkın dediler. Aşağı inin dediler. Beş kişiydik, aramızda iki yaşlı vardı. Onları serbest bıraktılar. Ben, Selim Oktay ve Hasan Adıyaman'ı beraberlerinde götürdüler. Bana köyün ilerisinde duran bir askeri birliğin olduğunu, orada üç terörist öldürüldüğünü, kendilerini onların yanına götürmemi söylediler. Diğer iki arkadaşım ve askerlerle beraber olay yerine gittik. Üç ceset vardı orada. Çok yakından bakmamıza izin vermediler. Oradaki askeri tim ile bizi götüren askerlerin komutanı öpüştüler. O anda olay yerinde askerler keşif yapıyordu. Oradaki komutan yanımdaki askerlere, 'Onları bırak gitsinler' dedi. Eve geldik, biz döndüğümüzde diğer gençlerin askerlerle birlikte karşı tepeye doğru götürüldüklerini gördük. Sabah saat 9 sıralarıydı. Bir, bir buçuk saat sonra da gençlerimizin gittiği yönden silah tarama sesleri ve roketatar gürültüleri duyduk. Biz askerle gönüllü kılavuzluk için gitmemiştik. Bizi zorla götürdüler. Savcılıkta da aynı ifadeyi verdim."

Anımsanacağı gibi Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu önceki gün düzenlediği basın toplantısında 17 Eylül günü 02.00 sıralarında görevli timlerle teröristler arasında çatışma çıktığını, bunun üzerine olay yerine takviye timi gönderildiğini anlattıktan sonra kılavuzlarla ilgili olarak şu bilgiyi vermişti:

"İki takviye tim, olay yerine giderken Derebaşı köyüne uğrar, üç kişiyi kılavuz olarak alır. Bölgede görev ifa eden güvenlik görevlileri yeni gelen timlerdir. Bu nedenle bölgeyi çok iyi bilmemektedirler. Bu timler üç gönüllü kılavuzla 45 dakika içerisinde olay mahalline intikal etmiştir."

Tanık Hasan Beyan bu anlattıklarından dolayı başına bir şey gelmesinden korktuğu için bilinmeyen bir yerde gizlenmeye başladı.



**'Kim vurduya mı gidecek'** — Öldürülen 4 çocuğu Abbas Çiğdem'in 7 aylık hamile eşi Saryya Çiğdem, Derebaşı köyündeki evinde bir köşeye çekilmiş, artık ağlamıyordu. Saryya, "Kocam ne PKK'lı ne de devlete düşmandı. Şimdi kim vurduya mı gidecek?" diyor. (Fotoğraf: Cumhuriyet)

UĞUR MUMCU

Cumhuriyet  
23. 9. 1989

## Nasıl Önlenir?

Güneydoğu'daki olaylar nasıl önlenir?

Bu gibi sorunların "hazır reçeteleri" olmaz. Her olayın kendine özgü karmaşık nedenleri vardır. Bu karmaşık nedenler, uluslararası ilişkileri ve çıkarları da kapsar.

Örneğin, "NATO müttefikli ABD" Kürt sorunu ile niçin bu kadar yakından ilgileniyor? Türkiye'yi "destabilize" etmeyi amaçlayan ayrımcı Kürt terör örgütleri ile ABD niçin bu kadar sıcak ilişkiler kuruyor?

Bu sorulara bugün için net ve açık yanıt verilemez.

Bu soruların yanıtları olası gelişmelerde saklıdır.

Tarihe bakalım:

Amerika'nın Kürtlerle niçin bu kadar yakından ilgilendiği sorusuna net ve açık yanıt bulunamaz, ama Güneydoğu'da 1925 yılında patlak veren "Şeyh Said İsyanı"nın kime ve neye yaradığı konusunda bugün net ve açık yanıt verilebilir?

O tarihlere Musul bölgesi Türkiye ve İngiltere arasında çözüme bağlanmamış, Lozan Antlaşması bu konuyu askıda bırakmıştı.

Sorun, Türkiye ve İngiltere arasında görüşülürken "Şeyh Said İsyanı" patlamış ve bu isyan sonunda Türkiye, Musul'daki haklarından vazgeçmek zorunda kalmıştı.

İngilizlerin, Kurtuluş Savaşı öncesi ve sonrasında Kürtlerle ilişkileri bugün belgelerle kanıtlanmıştır.

Damat Ferit Paşa'nın İngilizlere "Kürtleri Mustafa Kemal'e karşı kullanma" önerileri (Kurtuluş Savaşı ile ilgili İngiliz belgeleri, Gotthard Jaeschhke, TTK Yay. S. 145) bugün gün ışığına çıktı.

Amiral Sir F. Derobek'in Lord Curzon'a yazdığı 26 Mart 1920 tarihli gizli raporda da "Kürdistan'ın Türkiye'den tamamen ayrılmış özerk" olması isteniyor ve "Kürt Kulübü Başkanı Said Abdülkadir'in ve Paris'teki Kürt delegesi Şerif Paşa'nın" İngilizlerin "emrinde" olduğu açıklanıyor. (İngiliz Belgelerinde Türkiye, Erol Ulubelen, Çağ. Yay. S. 257)

Şeyh Said'in İngiliz silah fabrikalarından "silah katalogları" getirdiği de bilinir.

Lozan görüşmelerindeki İngiliz delegasyonu başkanı Lord Curzon'un "Kürt devleti"nin en ateşli savunucusu olduğunu anlayabilmek için Lozan tutanaklarına şöyle bir göz atmak bile yeterlidir.

1925 yılındaki Şeyh Said isyanı İngiltere'ye yaramıştır. Şeyh Said İsyanında İngiltere'nin parmağı var mıydı, yok muydu?

Bu konuda kesin bir kanıt ele geçmiş değil. Ancak bu isyandan sonraki gelişmeler olaya bir ölçüde ışık tutmuştur.

Şeyh Said İsyanının Türkiye'ye faturası, binlerce ölü ve et-den kaçan Musul petroleridir!

Devrin Başbakanı Fethi Okyar, TBMM'de yaptığı konuşmada isyanın "padişahlık, hilafet, şeriat, Abdülhamid oğullarından birinin saltanatını temin gibi irticakâr propaganda" görüşü ile sahnelendiği, ancak "Kürtçülük" amacıyla yapıldığını açıklamıştı (TBMM Tutanakları, 1164, 25.2.1341, C: 2, S: 306)

Aynı gün "Hiyaneti Vatanıye Kanunu" değiştirilerek din ve dince kutsal kavramların siyasal amaçlarla kullanılması "vatan ihaneti suçu" sayılmıştır.

1925'te "gericilik" ve "din" maskeleri ile sahnelenen "Kürt milliyetçiliği" 1980'li yıllarda Marksistlik, Leninistlik gibi kimliklerle ortaya çıkıyor.

Olayın özünü görelim; olay, 1925'te olduğu gibi 1980'lerde de açıkça "Kürt milliyetçiliği"nden kaynaklanıyor.

Bugün, Kürt sorununun çözümü için iki yol var.

Birincisi "askeri çözüm". Çünkü, Türkiye Suriye topraklarında üstlenen PKK örgütünün "fiziki saldınısı" ile karşı karşıyadır.

Ülke topraklarını savunmak, silahlı kuvvetlerimizin görevidir.

PKK örgütü bunca silahı nereden sağlıyor? Çetelere lojistik destekleri kimler veriyor?

Bu soruların yanıtları bulunduğça PKK terör örgütünün hangi ülkelerce, niçin desteklendiği anlaşılacaktır.

Yöredeki olası gelişmeler de yine bu soruna ışık tutacaktır. "PKK terörü" ile "Kürt sorunu" birbirine karıştırılmamalıdır.

Kürt sorunu dün vardı, bugün var, yarın da olacak.

Kürt sorunu, dün gericilik maskesi altında su yüzüne çıktı, bugün Marksistlik ve Leninistlik etiketi ile.

Yarın da bir başka kimliğe bürünerek siyasal gündeme gelecek.

Fiziki saldırılar, asker, polis ve jandarma gücüyle önlenir. Toplumsal sorunları çözecek olan da hükümet ve TBMM'dir.

Bu konulara özgürlükçü demokrasi içinde insan haklarına uygun siyasal ve toplumsal çözüm yolları bulmak TBMM'nin görevidir. Ancak, TBMM bir türlü bu konulara eğilemiyor. Eğilemiyor, çünkü hükümet, bu konuların görüşülmesini istemiyor, eleştiriden ve tartışmadan kaçıyor.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet)

— Mardin'in Cizre ilçesine bağlı Bakarta mezrasında 8 Eylül günü çıkan silahlı çatışmada sağ ele geçirilen PKK militanını tedavi ettiği gerekçesiyle gözaltına alınan ve daha sonra salıverilen Cizre Devlet Hastanesi Başhekimi Dr. Abdullah Bolcal, gözaltı sırasında kendisine işkence yapıldığını öne sürdü.

8 Eylül günü Cizre'ye bağlı Bakarta mezrasında sağ ele geçirilen PKK militanını tedavi ettiği gerekçesiyle gözaltına alınan ve 21 Eylülde salıverilen Cizre Devlet Hastanesi Başhekimi Dr. Abdullah Bolcal Diyarbakır'da, basın toplantısı düzenledi. Bolcal, 8 Eylül günü kendisine gelen bir esnafın, 'Bakarta mezrasında hasta var' demesi üzerine mezraya hareket ettiklerini belirterek daha sonraki gelişmeleri şöyle anlattı:

"Yanımda çalışan çocuk, hasta sahibi ve araç sürücüsüyle akşam saatlerinde mezraya gelerek hastanın bulunduğu eve gittik. Hasta yatıyordu. Ateşi yüksekti. Ağ-

rı kesici bir iğne yaptıktan sonra serum takmaya hazırlanıyordum ki hasta yakınlarının telaşlandığını gördüm ve serumu takmadan evdekiler gitmemi istediler. Bunun üzerine ben de yanımdaki çocuk, hasta yakını ve taksî şoförüyle Cizre'ye yola çıktım. Yolda rastladığımız güvenlik güçleri nereden geldiğimizi sorduktan sonra bizi bıraktılar. Cizre'ye varduktan sonra Emniyet Müdürlüğü binası önünden geçerken bu kez oradaki polisler tarafından durdurulduk. Nereden geldiğimizi sorduklarında olayı aynen anlattım. Bunun üzerine kendilerini mezraya götürmemi istediler ve gittik. Hastanın bulunduğu eve gittiğimizde hastayı bulamadık. Beni mezraya götüren kişiyi polisler köy dışına çıkardılar. Kısa bir süre sonra o yönden silah sesleri geldi. Çatışma sırasında güvenlik güçleri, arkadaşlarımızın birinin yaralandığını belirterek beni yanlarına çağırıldılar. Gittiğimde yaralı, araçta Cizre'ye gönderilmişti. Beni yere oturtan güvenlik güçleri, kaçmam

halinde vuracaklarını belirttiikten sonra sırıla dövmeğe başladılar. Tekme, yumruk ve silah kabzasıyla vurmaları nedeniyle kendimden geçmiştim."

Cizre Cumhuriyet Savcılığı'na dilekçeyle başvurduğunu da anlatan Dr. Bolcal, "Başvurum yapılan işkence nedeniyle değil, çünkü işkenceyi güvenlik güçlerinin o anki psikolojik durumlarına bağlıyorum. Amacım 5.5 yıldır sürdürdüğüm ve hiçbir gerekçe gösterilmeden uzaklaştırdığım görevime yeniden dönmektir" diye konuştu.

Cizre Cumhuriyet Savcılığı'na başvurusu üzerine Dr. Bolcal'a Merkez Sağlık Ocağı Tabibi Dr. Abidin Bozdemir tarafından "15 gün iş göremez" şeklinde rapor verildi. Raporda ayrıca vurulan darbelerden dolayı Bolcal'ın vücudunda meydana gelen ekimozların ancak 25 günde iyileşebileceği de belirtildi.

Cumhuriyet  
24. 9. 1989

Görevinden uzaklaştırılan Cizre Devlet Hastanesi Başhekimi

**'Bilmeden terörist tedavi ettim diye işkence gördüm'**

# Hasankeyf'te define ruhsatı!

**Hasankeyf kurtarına kazıları Başkanı Prof. Oluş Arık, SİT alanı olan bölgede definecilere arama ruhsatı verilmesinin 'eser katliamına çanak tutacağını' söyledi.**

Cumhuriyet  
23. 9. 1989

## CENGİZ MUMAY

ADANA — Mardin'in tarihi Hasankeyf kentinde SİT alanı olarak ilan edilen ve arkeolojik kazaların yapıldığı bölgede definecilere arama ruhsatı verildi. Hasankeyf Kurtarma Kazıları Başkanı Prof. Dr. Oluş Arık, "SİT alanında define aranmasına ruhsat veren zihniyetin eski eser katliamına çanak tuttuğunu ve bilimsel çalışmaları engellediğini" söyledi. Define arayıcıları, Hasankeyf Belediye Başkanı Eşref Başaran'ın çeşitli engelleme girişimlerine karşı İmam Abdullah Zavyesi çevre-

sinde iş makineleriyle hafriyata başladılar.

Bu sırada Hasankeyf'in DYP'li Belediye Başkanı Eşref Başaran, "Tarihi yapıya zarar verebilecekleri" gerekçesiyle definecilerin çalışmalarını engellemek istedi. Ancak defineciler ellerinde ruhsat olduğunu belirterek jandarmanın da gözetiminde kazılarını sürdürdüler.

Belediye Başkanı Eşref Başaran, definecilerin kültürel varlıklara verebileceği zararı önlemek amacıyla girişimlerde bulunmak üzere hemen Mardin'e gitti. Vali Aykut Ozan kent dışında olduğu-

için diğer valilik yetkililerine sorunu anlatan Belediye Başkanı Başaran bir sonuç alamayınca. Kültür Müdürlüğü ve Mardin Arkeoloji Müzesi yetkilileriyle görüştü. Görüşmede yetkililer "define ruhsatı"nın yasalığında ısrar ederek, "Define aranan yer, SİT'in mücavir alanının dışında kalıyor" dediler.

Kültür Bakanlığı tarafından yürütülen, ancak parasızlıktan bu yıl da yarıda kesilen Hasankeyf Kurtarma Kazıları Ekibi'nin Başkanı Prof. Dr. Oluş Arık, definecilerin yörede kazı yapmasına izin verilmesini eleştirdi. Arık, "SİT alanında define aranmasına ruhsat veren zihniyet, eski eser katliamına çanak tutuyor" dedi.

Ankara Üniversitesi Dil, Tarih, Coğrafya Fakültesi öğretim üyelerinden Prof. Dr. Oluş Arık şöyle devam etti:

"Bilindiği gibi GAP suları altına birkaç yıla kadar gömülecek bu antik kentimizde kazı çalışmalarını sürdürüyoruz. SİT alanlarının tümü bizim sorumluluğumuzda bize bilimsel çalışmalar için verilmiş. Definecilerin burayı kazması, iş makineleriyle hafriyat yapması önce nezakete, ardından bilime ve yasalara aykırıdır. Halk yıllardır defineler konusunda kışkırtılıyordu. Artık orada eski esere sevgi, bilimsel çalışmalara saygı diye bir şey kalmaz. Bu geçmişte de görüldü. Hasankeyf, definecilere ruhsat verilmesiyle birlikte ciddi bir tehdit altına girmiştir."

## Tarihin gözyaşları



## Hasankeyf korunacak mı?

Mardin'de düzenlenen "Anadolu, Kültür ve Toplumsal Gelişme" adlı sempozyumda bölgedeki diller ve dinler mozağının, kültür birikiminin ve insanların korunmasının önemi dile getirildi. SHP Mardin İl Başkanı "İnsan hakları çiğnenerek kültürel mirasın korunamayacağını" dile getirdi. Prof. Halet

Çambel sempozyumunda yaptığı konuşmada Hasankeyf'in kurtarılması için geçmişte Aslantaş Barajı'na karşı yapılan mücadeleyi örnek gösterdi. Hasankeyfli minikler ise yok olma tehdidi altındaki bir tarihe ağırlar ezbildiler. (Fotograf: Yıldız Üçok)

"Anadolu, Kültür ve Toplumsal Gelişme" sempozyumunda insan hakları, gündemi zorladı

# Kimliğini arayan Mardin

ANNA TURAY

"İnsan haklarının olmadığı, hukukun ayaklar altına alındığı bir ülkede tarihi eserlerin korunması o yöre halkınca mümkün müdür? Kültürün unsurlarından biri de insan haklarıdır. İnsanlarımız göz kırpmadan öldürülüyor, işkenceye alıyor. İnsanların yaşamı mı önemli, bir tarihi eserin varlığı mı?" Bu soruları soran Mardin SHP İl Başkanı.

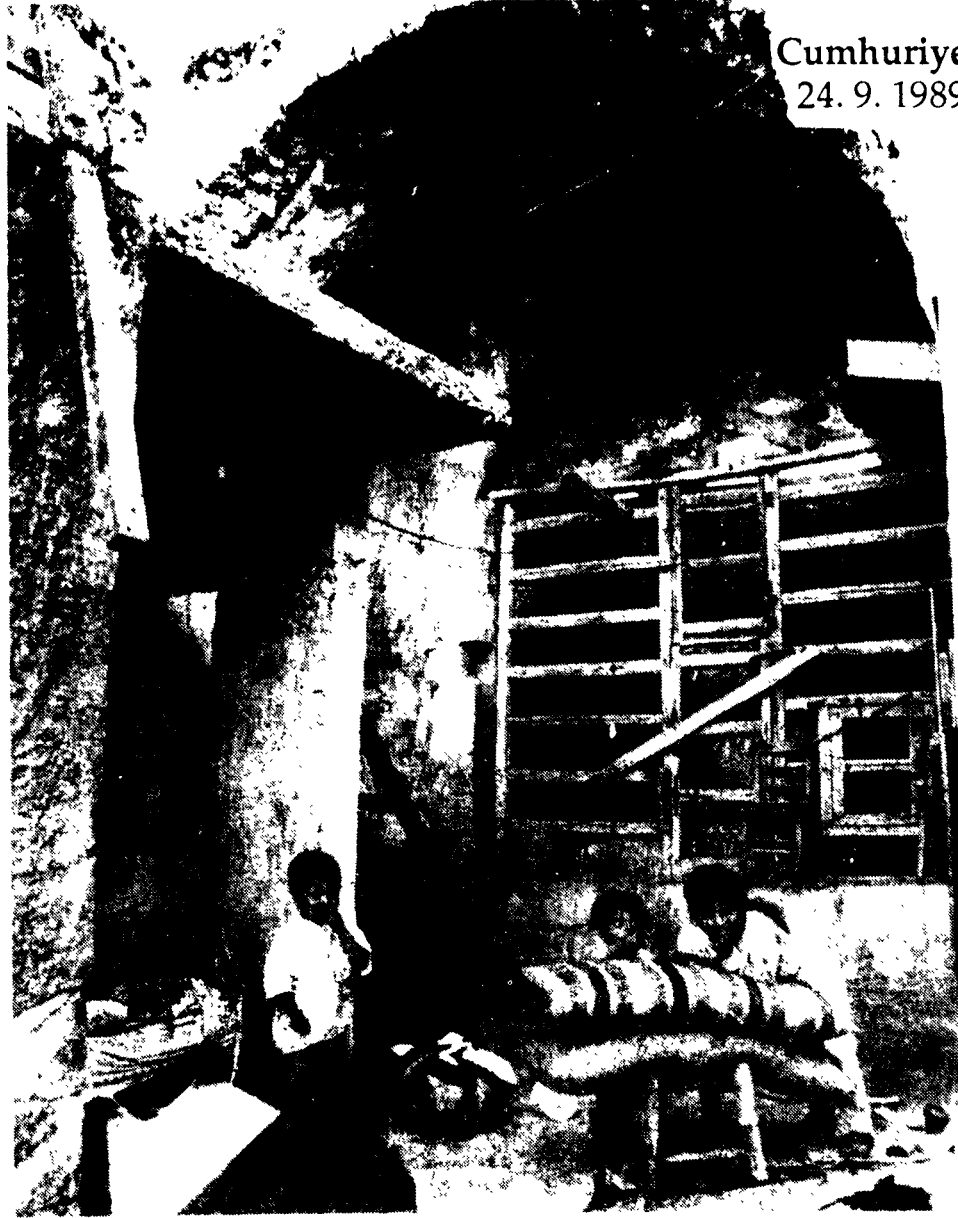
Mimarlar Odası'nın önceki hafta Mardin'de düzenlediği "Anadolu, Kültür ve Toplumsal Gelişme" konulu sempozyumdayız. Üç gün süren sempozyuma arkeolojiden ekonomiye, felsefeden mimariye çeşitli alanlardan uzmanlar katıldı. UNESCO'nun "Kültürel Gelişimin Dünya On Yılı" etkinliği çerçevesinde programlanan bu sempozyumda amaç, bir yandan Anadolu kültür mirasının önemini vurgulamak, bir yandan da GAP'ın bölgede köklü ekonomik, sosyal ve kültürel değişimlere yol açacağı gerçeğinden hareketle, bu değişimin kültürel kimliklerin yok olmasına ya da yozlaşmasına neden olmaması için önlemler geliştirebilmek.

Ancak oturumların hemen hepsinde konu dönüp dolaşıp "demokrasi"de, "insan hak ve özgürlükleri"nde düğümleniyor. Çünkü Güneydoğu'nun farklı kültürleri, çarpıcı renkleri, baraj sularından çok önce, üstelik çok daha yoğun ve yaygın bir biçimde korkunun, baskının egemenliğinde, yaşamsal sorunların yükü altında kalmış. Çünkü bu yükün altında "dinler ve diller mozaigi" Güneydoğu'da mozaigi oluşturan taşlar ufalanıp dağılıyor. Çünkü Güneydoğu halklarının sorunu yalnızca dillerini konuşamamak, törelerini uygulayamamak, varlıklarını bile duyuramamak değil, susuzlukla, işsizlikle, öğretmensizlikle de boğuşmak zorundalar.

Sempozyum süresince kültüre olan yaklaşımı daha sağlam temellere oturtmaya, kültürel bir "lüks" değil, "olmazsa olmaz", yaşamsal bir gereksinim olarak gündeme getirmeye çalışıyor konuşmacılar. İsrarla... Mimarlar Odası İstanbul Şubesi Başkanı Yücel Gürsel, "Koruma ve kalkınma karşı karşıya getirilmemelidir. Birbirleriyle iç içe olan süreçleri birbirlerinin karşısına getiriyoruz" diyor.

İlber Ortaylı, "İnsanların kültürel hayatı burada bir birlik arzedeğelmıştır. Bizim yapımız, kültürümüzü belirleyen, o medeniyet yaratan unsurlardan birini çekerseniz, kilit taşı çökmüş olursunuz, bina çöker" diyor. Prof. Dr. Cevat Eray şunları söylüyor:

Yörede kültürel varlığın korunması tartışmaları sonunda, "insan" korunmadan kültürel birikimin yeterince korunamayacağı vurgulandı. Güneydoğu'da "diller ve dinler mozaigi" çeşitli toplumsal sorunların kıskacında.



Cumhuriyet  
24. 9. 1989

**Direnen tarih** — Mardin evleri zamana karşı direniyor. Mardin'in özgün mimari dokusu geçen zamanla pek çok şey yitirmiş durumda. Taş işçiliğini ve süsleme sanatını doruklarına çıkartan o eski ustalar bugün artık yok. Mardinliler de o eski taş evleri pek sevmiyorlar. Gözleri apartmanlarda hepsinin. (Fotoğraf: Yıldız Üçök)

"Güneydoğu'da yaşayan ayrı dil, din, etnik niteliklere sahip insanların kültürel kimliklerini tanımak, onlara saygıyla, hoşgörüyle bakmak zorundayız. GAP ve benzeri girişimlerin sağlayacağı yararları öncelikle bölge halkına yöneltecek demokratik katılımcı, bölgesel ölçekte bir planlamaya, insancıl, hoşgörülü, insan haklarına saygılı bir yönetime gereklilik açıktır."

Aziz Nesin ise demokratikleşmek için kültürümüzden bazı şey-

leri atmak zorunda olduğumuzu belirtiyor konuşmasında. Örneğin "Böyle gelmiş böyle gider", "İsramadığın eli öp", "Etek öpmekle dudak aşınmaz" gibi atasözlerini. Kültür politikalarının hükümetlerce saptanması gerektiğini, ancak bugüne kadar hiçbir hükümetin bunu yapmadığını söyleyen Aziz Nesin, "Günümüzde sözel olarak işleyen kültür politikası insanların apolitik, 'evet efendim'ci olmaya yönelen bir politikadır. Yazılı olursa suç olacağından, söz-

ludur" diyor.

Ekonomist Tefvik Çavdar, Tanzimat'tan bugüne bir tablo çizerek, siyasal, sosyal ve ekonomik gelişmelerin ışığında, edebiyat ürünlerinden de yararlanarak, kültürün nasıl başdöndürücü bir hızla değiştiğini anlatıyor. Devlet eliyle uygulanan resmi kültür politikalarına, halkevlerine, dil devrimine, birdenbire ortaya çıkan "lumpen burjuva" ve "lumpen proletarya" sınıflarına, kültürel yozlaşmaya değiniyor.

Siyaset bilimci Prof. Dr. Ruşen Keleş'in görüşleri aynı doğrultuda. "Yeni ekinsel değerlerin üretilmesi ve eklin kalıtımına kazandırılması zorunludur" diyor o da. "Yoksa sermayeden yiyen mirasçılara benzeriz."

Prof. Dr. Ahmet İnam ise sunduğu bildiriye yaratılması gereken Türk kültürüne felsefenin ne yönden katkıda bulunabileceğini tartışıyor.

Prof. Dr. Özer Ozankaya ve Prof. Dr. Rifki Aslan konuya kendi uzmanlık alanlarından, toplumbilim açısından yaklaşıyorlar. Ozankaya, yaşamın her alanında demokratik olarak örgütlenip kurmuş toplumların çağdaş toplum olmanın gereklerini yerine getirebileceğini, çağdaş kültürü yaratabileceğini belirtiyor. Çağdaş kültürü de kültür mirasından işlevsel olarak faydalanabilmenin temel koşulu olarak ileri sürüyor.

Prof. Dr. Rifki Aslan ise Güneydoğu'nun toplumsal analizini yaparak bu bölgedeki yerleşmeyi, gelir ve toprak dağılımını, aile yapısını, kentleşme sorununu ortaya koyuyor ve soruyor: "GAP, teknolojiyi temsil ediyor. Acaba bu teknolojiyi kullanmaya kültürel yapı hazır mı?"

Toplantıda bir de hukukçu var: Prof. Dr. Bilge Umar. Halkın kültür düzeyi yükseltilmedikçe yalnızca yasal değişikliklerle koruma yapılamayacağını söylüyor Umar. Yüksek mimar Oktay Ekinli ise kültür mirasının korunmasını, kalkınma önünde engel sayan anlayışın hukuk sistemimize 12 Eylül döneminde girdiğini öne sürüyor ve Çevre Yasası ile Turizm Teşvik Yasası'nın olumsuzluklarına değinerek, "Çevre hukukunda 12 Eylül öncesine dönmek zorundayız" diyor. "Aksi halde Türkiye 2000 yılına tümüyle kimliğini

kaybetmiş olarak ve kalkınma adına tüm tarihsel değerlerini boş yaldız otellerin ve baraj sularının altında yok etmiş olarak geçecektir."

Bir başka mimar Cengiz Bektaş, "Korunacak olan; çiçekten, böcekten, taştan, topraktan önce insandır" diyor. "İnsanı koruyamadınız mı onun elinden çıkanları hiç koruyamayacaksınız demektir."

Toplantıda Antalya Perge'deki kazısını bırakıp gelen Prof. Dr. Metin Ahunbay'ın yanı sıra, gazetedeki sempozyum yazısını okuyunca Adana'da sürdürmekte olduğu kazı çalışmalarına ara veren Prof. Dr. Halet Çambel de yer alıyor. Çambel, Hasankeyf için örnek olması açısından, yıllar önce Aslantaş Açık hava Müzesi'ni tehdit eden Aslantaş Barajı ile nasıl savaştıklarını anlatıyor. Üniversitelere büyük görev düştüğünü söylüyor Halet Çambel. "Yurtdışın-

daki üniversitelerin görevi bilim üretmektir. Bizde ise bir kuşak daha çok görev almak zorunda."

Sanat tarihçisi Prof. Dr. Metin Sözen de aydınlara çok iş düştüğü kanısında. "Eleştiriyi birlikte alternatifleri de getirmeliyiz. GAP bütün yanlışlarıyla gelmektedir. Bu konuda aydınlar teknokratların kafasına vurmaları" diyor.

Sonuçta, üç gün süren sempozyum, katılımcıların onayına sunulan bir bildiriye noktalanıyor. Sonuç bildirgesinde kültür; ekonomik, teknolojik ve bilimsel kalkınmanın uyumunu sağlayan "temel harc" olarak nitelendiriliyor. Kültürü, kültürü yaratan unsurları, en başta insanı korumaya yönelik görüş ve önerilerin yer aldığı bildiriye siyasi iktidar, yerel yönetimler, basın, üniversiteler ve çeşitli kuruluşlar da bu konuda duyarlı olmaya çağrılıyor.

27 EYLÜL 1989

## Ecevit: Silopi'yi örtmeyin

**DSP Genel Başkanı, Derebaşı köyünde köylülerin suçsuz yere öldürüldüğü iddialarıyla ilgili olarak, "İddianın doğru olup olmadığı henüz aydınlığa çıkmamış olmakla birlikte, doğru olabileceği olasılığını akla getiren belirtiler vardır. Üstelik bu, 'hizmet kusuru' kavramını çok aşan ve Ceza Yasası kapsamına giren bir iddiadır" dedi.**

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Mardin'in Silopi ve Cizre ilçelerinde meydana gelen olayları değerlendiren DSP Genel Başkanı Bülent Ecevit, "Silopi olayı ile ilgili iddia, 'hizmet kusuru' kavramını çok aşan ve ceza yasası kapsamına giren bir iddiadır. Onun için, savcılık soruşturması zorunludur. İdari soruşturma, konunun siyasi iktidar tarafından örtbas edilmek istendiği izlenimi doğuracaktır" dedi. Cizre Devlet Hastanesi Başhekimine işkence yapanların mutlaka yargılanmasını, başhekimin de görevine iade edilmesini isteyen Ecevit, "Hiçbir doktordan, yardımına çağrıldığı hastanın suçlu olup olmadığını veya ideolojik eğilimini soruşturması istenemez" dedi.

Bülent Ecevit, dün yaptığı yazılı açıklamada, Silopi'nin Derebaşı köyündeki, bazı suçsuz ya da suçlulukları yargı organınca belirlenmemiş kimselerin, hukuk devleti ve insanlık kuralları dışında bir yöntemle öldürülerek cezalandırıldıklarının yakınlarına ve komşularına iddia edildiğini kaydederek, "İddianın doğru olup olmadığı henüz aydınlığa çıkmamış

olmakla birlikte, doğru olabileceği olasılığını akla getiren belirtiler vardır. Üstelik bu "hizmet kusuru" kavramını çok aşan ve ceza yasası kapsamına giren bir iddiadır. Onun için, anayasanın 129. maddesi uyarınca, savcılık soruşturmasına ve ceza kovuşturmasına izin vermek, daha doğrusu engel olmamak gerektir" dedi.

Başlatılan adli soruşturmanın durdurularak idari soruşturmayla yetinildiğini anımsatan Ecevit, şöyle dedi:

"Bu durumda, konunun, idare tarafından, daha doğrusu siyasi iktidar tarafından, örtbas edilmek istendiği kuşkusu ister istemez doğacaktır ve idari soruşturma ilgili güvenlik görevlilerinin aklanmasıyla sonuçlansa bile, bu sonuç inandırıcı olmayacaktır. Çünkü idari soruşturma, idarenin kolaylıkla baskı altına alabileceği kamu görevlilerince yürütülmektedir.

Olayla ve ileri sürülen iddialarla ilgili olarak kamu vicdanını tatmin edebilmenin tek yolu, konunun doğrudan doğruya yargı organınca ele alınması ve yargı organını baskı veya telkin altında tutmak gibi yorumlanabilecek her türlü davranıştan kaçınılmalıdır.

Yargı organını baskı veya telkin altına almaktan kaçınmanın başta gelen koşulu ise, ilgili mercilerin ve bakanın, yargı kararı belli oluncaya kadar, herhangi bir yorum veya iddiada bulunmamasıdır."

Devlet başkanlığı sırasında Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in askeri doktorların "önce asker, sonra doktor" olduklarını söylediğini, bunun tıp mesleğinin insanı kurallarıyla bağdaşmayan bir tanımlama olduğunu, meslek onurunun ve yükümlülüğünün bilincine varmış hiçbir askeri doktorun kendisini böyle bir görev tanımlaması ile bağlı sayacağına inanmadığını kaydeden Ecevit, "Ne var ki, asker hekimler önünde devlet başkanınca yapılmış bu yanlış ve garip tanımlama yüzünden, şimdi, Silopi olayıyla ilgili otopsi için bir askeri doktora havale edilmesi de kamu vicdanını rahatsız edebilir" dedi.

Ecevit, dün uçakla Ş. Urfa'ya gitti. Özal'ın bölgede "NOKTA" dergisi için Güneydoğu ve GAP konularında incelemeler yaparak bir yazı dizisi hazırlayacağı öğrenildi.

Cumhuriyet 27. 9. 1989



Cumhuriyet 28. 9. 1989

## STRASBOURG

# Özal: Tabuları yıkalım

**Başbakan Turgut Özal, Strasbourg'da Türkiye'ye hareketinden önce düzenlediği basın toplantısında, Türk Ceza Yasası ve Anayasa'da komünist ve dinci partilerin kurulmasını yasaklayan maddelerle, Kürt sorununu tabu olarak gösterdi ve bu önyarguların yıkılması için toplumu tartışmaya davet etti.**

STRASBOURG (Cumhuriyet) — Başbakan Turgut Özal, Türkiye toplumunun bazı tabuları yıkması gerektiğini söyledi ve söz konusu tabuların arasına Kürt sorunu ile Türk Ceza Kanunu'nda komünist ve İslamcı partileri yasaklayan maddeleri dahil etti. Özal, tabuları yıkmaya sürecinin on yıllık bir zaman dilimi alabileceğini vurguladı ve toplumu önyargılar konusunda "barışçı tartışmaya" çağırdı. Kürt sorununa ilişkin olarak, "Eğer tek parti döneminde bazı hatalar yapıldıysa, bunları da kabul etmek gerekir. Hataları kabullenmek bir fazilettir" biçiminde konuşan Başbakan Özal, 141, 142 ve 163 maddelerinin kaldırılmasına bu aşamada mümkün olmadığını, çünkü bunun istismar konusu edileceğini söyledi. Turgut Özal, Türkiye'nin AT'ye tam üye olmak için din değiştirmeyeceğini, fakat Avrupa'yı Hıristiyanlığı indirgeyen görüşün de ilkel bir yaklaşım olduğunu kaydetti.

Strasbourg'daki Avrupa Konseyi önünde yaptığı konuşmadan sonra, dün Ankara'ya hareketinden önce bir basın toplantısı düzenleyen Başbakan Özal, bu toplantıda özellikle demokrasi ve insan hakları konuları üzerinde durdu. Özal, Türkiye toplumunun çok geniş tabuları olduğunu ve bu tabuların ancak belirli bir zaman süresi için de yıkılabileceğini söyledi. Söz konusu tabuların arasına, Türk ceza kanundaki 141, 142 ve 163. maddelerle, Kürt sorununu da dahil eden Özal, özetle şöyle konuştu:

"İdealimiz, tabuların olmadığı bir Türkiye toplumdur. İki şeye inanıyorum ki, piyasa ekonomisi ve özgür düşünce toplumun temellerini oluşturmaktadır. Türkiye bu yolda ilerlemelidir. Halen mevcut tabular, fikir hürriyeti, idari mekanizma ve blok düşüncelerde odaklaşmaktadır. Allah izin verirse, önümüzdeki on yıllık dönem söz konusu önyargıların yıkılma süreci olacaktır. Şimdi, toplumun bütün kurumlarında bu yönde tartışmalar başlatılmamalıdır. Söz konusu tartışmalar, televizyonda, akademik kurumlarda ve bu konuda zaten bize yardımcı olan basında yapılmalıdır. Ancak bu tartışmalar barışçı olmalı ve her fikirden insanların görüş bildirmelidir."

Özal, 141, 142 ve 163. maddelerin değiştirilmesi için neden TBMM'ye gitmediği sorusunu ise, "Çünkü böyle bir girişim istismar konusu edilecektir. Üstelik anayasayı da değiştirmek gerekir" sözleriyle cevapladı. Turgut Özal, bu maddelere ilişkin olarak şimdi yapılacak bir referandumda da "hayır" çıkacağını, bu yüzden biraz daha beklemek gerektiğini söyledi. Başbakan, "Peki siz bunları söyleyerek söz konusu maddeleri zaten erozyona uğrattıyorsunuz. O halde, bu suçlardan insanların hâlâ yargılanması nasıl mümkün olur?"

Sorusuna ise, "Eh erezyona uğruyorsa iyidir. Böylelikle bu maddelerin kaldırılması daha kolaylaşır" karşılığını verdi. Özal, bu konuda TBMM'deki diğer partilerle de görüşme yapılacağını söyledi.

### Kürt sorunu

Başbakan Turgut Özal, Kürt sorununa ilişkin bir soruyu yanıtlarken de, bu konuyu tabular arasında dahil etti ve özetle şunları söyledi:

"Türkiye Cumhuriyeti, ümmet kavramı üzerine varolan bir imparatorluk üzerine inşa edilmiştir. Cumhuriyetimizde, eski imparatorluğun bütün bölgelerinden olduğu gibi, eskiden beri Anadolu'da da yaşayan insanlar da mevcuttur. Kürtler de buna dahildir. Eğer Cumhuriyet'in ilk döneminde, tek parti yıllarında bu konuda bazı hatalar işlendiyse, bunları da kabullenmek gerekir. Hataları kabul etmek bir fazilettir. Ancak, tabular arasına giren bu konuyu da çok iyi araştırmak gerekir. Benim kanaatime göre, Türkiye'nin demokrasi yıllarına geçtiği dönemden beri, doğu bölgemizde de demokrasi mevcuttur. Üstelik, ayrımcılık yapmak ve doğu bölgesi insanlarımızı etnik bir azınlık olarak görmek, onların aleyhine olur. Bizim parlatılmadık, ordumuzda, devletimizde, o bölgeden milletvekilleri, bakanlar, subaylar, memurlar vardır. Şimdi, etnik diye onları ayıracak mıyız? Biz Doğu'ya yatırım yapıyorsak, bu onlara hoş görünmek için değildir. Burası Türkiye ve Türkiye insanlarının oturduğu bir bölge olduğu içindir. Şu gerçeği hiç ama hiç unutmamak gerekir. Batı olmasa, Doğu'yu beslemek mümkün değildir."

### AT'ye üyelik

Öte yandan Başbakan Turgut Özal, AT Komisyonu Başkanı Jacques Delors'un önceki gün Strasbourg'da yaptığı konuşmada, Türkiye ile tam üyelik müzakerelerine 1993'den önce başlanamayacağı yolundaki sözlerini ve Avrupa'yı bir Hıristiyan kültür bütünü olarak nitelmesini, şu biçimde yorumladı:

"Ben, ilk baştan beri AT yolunun 'ince uzun bir yol' olduğunu, hatta onur kırıcı yaklaşımlarla karşılaşabileceğimizi söyledim. Ama önemli olan bizim sebatımızdır. Ben Türkiye'nin topluluğa üye olacağına inanıyorum. Yeter ki ısrarlı olalım."

Mösyö Delors'un sözlerine katılmıyorum. Avrupa'yı yalnız Hıristiyanlıkla sınırlayan bir görüş ilkelidir. Hatta 21. yüzyılın başında da bunun yeri yoktur. Ne var ki, böyle bir düşünce yapısının da mevcut olduğunu biliyorum. O zaman şunu söyleyeyim. Türkiye illa AT'ye gireceğim diye din değiştirecek ve Hıristiyan olacak değildir. Eğer bu yaklaşım hakim olursa, bizi AT'ye tabii ki almazlar. Yalvaracak da değiliz."

Cumhuriyet  
27. 9. 1989

## Diyarbakır'da 20 militan yakalandı

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Güvenlik güçlerince Diyarbakır ve ilçelerinde yapılan arama ve operasyonlar sırasında PKK'nın bölge sorumlusu olduğu bildirilen Mehmet İsa Demirtaş'ın da aralarında bulunduğu 20 militanın yakalandığı açıklandı.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamaya göre, Diyarbakır ve ilçelerinde güvenlik güçlerince yapılan arama ve operasyonlarda, kırsal alanda çalışma yapan PKK militanlarına yardım ve yataklık ettikleri, silah ve patlayıcı madde sağladıkları, yurttaşlardan para topladıkları, güvenlik güçleri hakkında edindikleri bilgileri aktardıkları bildirilen ve ilçelerinde PKK'nın bölge sorumlusu Sorej kod adlı Mehmet İsa Demirtaş'ın da bulunduğu toplam 20 kişi yakalandı.

Öte yandan, üç gün önce Sirt'in Şırnak ilçesinin kırsal kesiminde arama ve operasyonlar yapan güvenlik güçleri bir grup teröristle karşılaştı. Güvenlik güçlerinin "tabur" uyarısına PKK militanlarının ateşe karşılık vermesi üzerine çıkan çatışmada, bir PKK militanı Kalaşnikof silahı ile ölü olarak ele geçirildi.